



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Edmund B. Webster

DG

539

D82

1728

v.1

N. h. = *de laus, Jean Baptiste,*
1670-1742

HISTOIRE

DE LA LIGUE

FAITE A CAMBRAY,

ENTRE

JULIUS II. Pape, MAXIMILIEN I. Em-
pereur, LOUIS XII. Roy de France,
FERDINAND V. Roy d'Arragon, & tous
les Princes d'Italie.

CONTRE

LA REPUBLIQUE DE VENISE,

QUATRIEME EDITION

Revûë, corrigée & augmentée par l'Auteur,
Pondus & statera judicia Domini sunt. Prov. 8, 16,

TOME PREMIER,

A PARIS:

Chez CHAUBERT, à l'entrée du Quay des
Augustins, du côté du Pont S. Michel,
à la Prudence & à la Renommée.

M. DCC XXVIII.

Avec Approbation & Privilège du Roy.

THE
OFFICE OF THE
ATTORNEY GENERAL
STATE OF NEW YORK
ALBANY



PIERCE

THE
OFFICE OF THE
ATTORNEY GENERAL
STATE OF NEW YORK
ALBANY

P R E F A C E.

IL est ordinaire que plusieurs Souverains se liguent contre un Etat plus puissant qu'eux, soit pour mettre des bornes à sa grandeur, soit pour abbatre sa puissance ; mais il est rare que plusieurs Souverains se réunissent contre un Etat moins puissant que chacun d'eux & qu'ils conspirent pour le détruire. Des alliances de cette nature paroissent même tellement opposées aux regles les plus constantes de la Politique, qu'on pourroit les croire impossibles, sans les exemples qui montrent qu'elles peuvent se former. Le plus célèbre de ces exemples, c'est la Ligue que le Pape, l'Empereur, le Roy de France & le Roy d'Arragon conclurent à Cambray en mil cinq cens huit, contre la République de Venise.

Suivant les regles ordinaires de la Politique, la République de Venise

Tome I.

a

Rec'd May 10 28 B.F.

étoit dans une pleine sécurité en mil cinq cens huit. Elle-même ne decouvroit dans l'avenir que de la tranquillité & de la gloire , quand il se forma subitement un orage dont les premiers coups la firent trembler pour sa Capitale , & lui firent perdre en peu de jours une réputation qui étoit l'ouvrage de plusieurs siècles.

Véritablement la République dont je parle n'avoit jamais été aussi puissante qu'elle l'étoit alors , & ses voisins n'avoient jamais paru moins en état de lui donner de grandes alarmes. Elle avoit mises leurs forces dans un équilibre tel que le parti auquel elle voudroit se joindre seroit toujours le parti supérieur , & ses menées avoient aigri leurs esprits à un tel point que la haine des uns lui répondoit de l'amitié des autres. Les calamitez que la pénétration des hommes ne sçauroit prévoir & que leur effort ne peut écarter , étoient les seuls malheurs que suivant le cours ordinaire des événemens cette République dut apprehender. Enfin aucun Etat ne

peut jamais paroître mieux affermi qu'elle sembloit l'être à la veille de sa chute , & quand l'Europe alloit voir avec étonnement la prudence humaine humiliée dans le Sénat le plus sage de la Chrétienté.

Je ne crois pas néanmoins que la Ligue de Cambray ait été un événement miraculeux. Ce que les Vénitiens avoient fait pour établir entre les forces de leurs voisins cette Balance de pouvoir , la Chimere favorite de tant de Politiques ; ce qu'ils firent pour la placer sur le point de son équilibre sans aucun égard aux droits des Princes & même sans respect pour leurs propres alliances , tout cela produisit de soi-même & par un contre-coup nécessaire la Ligue de Cambray. Les amis des Vénitiens fatiguez par leurs défiances & par leurs menées prirent du dégoût pour des Alliez sans attachement. Leurs ennemis aigris par leur hauteur & par leur avidité , s'envenimerent au point de ne pouvoir plus être reconciliez véritablement avec eux par des traitez. Bientôt les amis & les ennemis se fi-

firent une confiance réciproque de leur aversion , & cette confiance aboutit à une conspiration générale contre une République qui avoit donné des dégouts ou des mortifications à tout le monde. Tout arriva dans l'ordre des causes secondes & il n'y eut rien que de naturel dans cet événement.

On pourroit se dire , pour excuser les Venitiens de n'avoir pas prévu que leur conduite donneroit lieu à la fin à une alliance de cette nature , que les Puissances qui la formerent ne pouvoient pas y entrer sans agir contre leurs intérêts les plus respectables , & que la Ligue de Cambray ne pouvoit être que l'ouvrage des passions des Souverains qui la firent. Mais cette raison ne disculpe point le Sénat de Venise. Les Souverains se laissent gouverner si souvent par les mouvemens de leur cœur , qu'on ne peut supposer sans imprudence que leurs intérêts seront toujours la règle de leur conduite. Il est même probable que la R. publique auroit établi sa grandeur

sur des fondemens plus solides, en s'appliquant à gagner l'amitié & la confiance de ses voisins, qu'en se livrant aux raffinemens d'une politique soupçonneuse qui lui faisoit apporter dans toutes les occasions une attention odieuse à peser leurs forces jusqu'au scrupule, pour les tenir toujours dans le poids convenable à sa Balance. Elle avoit pris néanmoins ce dernier parti. Son plan de conduite l'obligea donc souvent à rendre de mauvais offices à tous ses voisins. Ainsi ce furent ses menées qui révolterent contre elle toutes les Puissances; & les précautions outrées de son Sénat lui attirerent plus de malheurs que l'imprévoyance n'en mene à sa suite. Les Vénitiens restèrent sans Alliez entre des ennemis aigris & des amis dégoutés; & les fondemens de la sûreté de la République si solides en apparence s'écroulèrent en un instant.

On pourroit se figurer que le dessein de ruiner le commerce des Venitiens qui s'engraissoient alors de la substance des nations, & qui pour s'enrichir

vj

P R E F A C E.

appauvrissoient tous les autres peuples auroit été le véritable motif qui porta tant de Princes à l'union surprenante dont le but étoit la destruction de la République. La Ligue de Cambray en seroit bien moins étonnante. Ce motif peut seul attirer sous les mêmes drapeaux des Nations qu'une haine nourrie durant plusieurs siècles sembleroit diviser à jamais. Un Etat à qui les autres permettroient de faire seul tout le commerce de l'Europe, en seroit bien-tôt l'unique souverain. Il est plus acile de parvenir à la Monarchie universelle en se rendant doucement le maître de toutes les richesses qui sont dans la société des Nations, qu'en prenant des places & qu'en gagnant des batailles. Mais on n'avoit point encore connu par l'expérience en mil cinq cens huit, quels avantages les Etats qui laissent faire leur commerce par un autre Etat, donnent sur eux à ce dernier. Non-seulement les Princes qui signerent la Ligue de Cambray ne songeoient point à anéantir le commerce des Venitiens comme un éta-

blissement qui étoit capable de mettre ces Républicains en état de devenir bien-tôt assez puissans pour se rendre les maîtres de la destinée d'une partie de l'Europe ; mais ils ne pensoient pas même à le détruire par le motif de profiter de ses débris. Ces Princes presque sans vaisseaux marchands, sans un négoce déjà sur un pied & qui négligoient le commerce dans leurs propres Etats, n'eurent jamais de pareilles vûes. Les précautions injurieuses des Venitiens contre des perils incertains furent une cause trop bien marquée du véritable danger qu'ils coururent pour en chercher une autre. Leur chute fut uniquement l'effet d'un accident qui n'arrive que trop souvent aux sages du siècle. Trop de pénétration les rendit aveugles.

La Ligue de Cambray ne fut pas funeste aux seuls Venitiens. Plus d'une fois les Princes qui l'avoient signée se repentirent d'y être entrez. Pour avoir voulu être trop amis, ils devinrent ennemis ardens à se nuire. L'alliance qu'ils contracterent malgré les intérêts

essentiels qui leur défendoient réciproquement de travailler à la grandeur les uns des autres , fut pour eux une occasion de brouilleries & de guerres qui ne seroit pas arrivée sans la trop grande liaison qu'ils prirent inconsidérément. Les Etats dont les intérêts éternels sont diamétralement opposez ne sçauroient entrer dans une alliance étroite à l'occasion de quelque intérêt passager, que cette alliance ne soit une source féconde en plaintes, en divisions & en querelles.

La Ligue de Cambray peut donc être regardée comme un des endroits de l'histoire moderne le plus fertile en grandes leçons & le plus digne d'être mis dans tout son jour. Il est curieux, il est important de sçavoir précisément par quels motifs tant de Souverains s'accorderent à s'écarter des maximes qui servent de loy à toutes les Puissances & par quelle fatalité l'événement démentit les conjectures des sages de ce tems sur l'avenir. Enfin l'Histoire de la Ligue de Cambray doit apprendre aux Potentats à craindre bien des

accidens sur lesquels la prudence humaine qui les represente comme impossibles pourroit trop les rassurer.

Les feux allumez par cette Ligue à peine éteints fumoient encore , lors qu'André Mocenigo sorti de la Maison illustre dont le nom se trouve si souvent dans les Annales de Venise & fils d'un Procureur de saint Marc, écrivit en Latin l'Histoire de la Guerre de Cambray. Mais l'histoire de Mocenigo quoique parvenue à l'honneur d'une traduction Italienne, est plutôt un recueil de relations journalieres, qu'une histoire méthodique. Aussi l'Auteur (*) dit lui-même que son dessein n'est point de rendre compte des motifs de cette guerre, des interêts des Puissances qui la firent, ni des négociations qui furent faites pour la terminer. Son but est uniquement de raconter les événemens publics dont elle fut suivie. Mocenigo étoit bien jeune quand il écrivit son histoire pour entreprendre rien de plus difficile. On voit néanmoins que cet Ecrivain avoit de la

* Lib. pri.

lecture ; mais quand il prétend imiter les Historiens anciens, il les contrefait & il place peu heureusement les phrases & les tours qu'il emprunte de leurs écrits.

Quoique Mocenigo fasse voir une grande chaleur à dire du bien de sa patrie , & beaucoup de mépris pour les étrangers, ses récits cependant sont encore plus sinceres & plus conformes à ce que rapportent, sur les mêmes événemens , les Ecrivains des autres Nations , que les recits des Historiens Italiens qui sont venus depuis lui. Il écrivoit en un tems où la mémoire des événemens qu'il raconte étoit encore si récente, qu'un homme de condition comme lui n'eut osé les alterer.

Machiavel , le Cardinal Bembo , Guichardin, Paul Jove , Pierre Justiniani, Jean de saint Gelais, Martin du Bellay & les autres Historiens du seizième siècle dont je me suis servi, sont si connus , qu'il seroit ennuyeux de parler ici de leur caractère & du mérite de leurs ouvrages. Dès long-tems leur réputation est formée, & le Lecteur qui

les trouve citez ſçait par avance de quel poids eſt l'autorité de chacun d'entre-eux par rapport au fait dont il rend témoignage. Je ne parlerai pas des Hiftoriens modernes, parce que je m'en ſuis peu ſervi. Ce que les modernes ont copié dans les anciens, un Ecrivain exact doit l'aller puiser dans la ſource dont eux-mêmes ils l'ont tiré, & il ne lui eſt permis d'employer ce qu'ils avancent de nouveau, que lorsqu'ils citent des garands capables de nous en répondre.

Comme on ne connoît pas la plûpart des garands que Varillas cite & comme ils n'ont pour ainſi dire ni feu ni lieu, je n'ai fait uſage que très-ſobrement des prétenduës découvertes ſur l'Hiftoire de la Ligue de Cambray qui ſe trouvent dans ſon hiftoire de Louis XII. Les fautes ſans nombre contre des veritez communes & notoires dont ces nouvelles découvertes ſont ſemées, feroient même croire que Varillas tiroit tous les faits inouïs qu'il raconte, & toutes les particularitez qu'il debite ſur les vûes & ſur les deſſeins des

Princes de son imagination très-féconde, plutôt que de manuscrits échappés aux recherches empesées des sçavans les plus laborieux, & réservez à ses découvertes.

De tous les ouvrages de Varillas je ne citerai ici que l'histoire de Louis XII. Cet auteur y dit en une infinité d'endroits, *Les treize Cantons* pour désigner la République des Suisses en parlant d'événement arrivé dans des tems ou cette République n'étoit encore composée que de dix ou de douze Cantons. Il trouve dans les manuscrits que dès les premières années du regne de Louis XII. qui parvint à la couronne en mil quatre cent quatre-vingt dix-huit, l'Empire d'Allemagne étoit déjà composé de dix Cercles. Cependant la première division de l'Empire en Cercles ne fut faite qu'en mil cinq cents, sous l'Empereur Maximilien premier. L'Empire ne fut même composé alors que de six Cercles. L'institution des dix Cercles ne fut faire que par Charles-Quint, plusieurs années après la mort de Louis XII. Varillas nomme

constamment sous Louis XII. l'Etat des Pays-bas, *Les 17. Provinces*, quoique ce n'ait été que long-tems après la mort de ce Prince que cet Etat se soit trouvé composé de 17. Provinces, & cela par l'acquisition que fit l'Empereur Charles-Quint, Souverain des Pays-bas, de la Province de Gueldres & de celle d'Utrecht. Il dit en plusieurs endroits que l'Alviane, parvenu d'une condition au-dessous de la médiocre, au commandement de l'armée Vénitienne, étoit de la Maison des Ursins, quoique ce Général ne fut que *fils d'armes* ou élève en l'art militaire de Virginio Ursin. Le même Auteur appelle la Cour de Ferdinand le Catholique, la Cour de Madrid, au lieu de dire la Cour de Saragosse ou du moins celle de Burgos. Il fait un port de (a) Marino terre de la Maison Colonne à quatre lieues de Rome, quoique Marino soit très éloigné de la mer & de tout endroit où un bateau puisse aborder. Varillas(b) suppose qu'il faille passer l'Apennin pour aller de l'Etat de Milan

dans la Romagne, & il prend la Matricule (a) de l'Empire pour le trésor des Chartres de l'Empire. Personne n'ignore cependant que cette Matricule n'est autre chose qu'un Cadastre ou un Etat de contribution pour l'Allemagne dressé en premier lieu par l'Empereur Sigismond (b) mis dans la suite en l'état où il est par l'Empereur Charles-Quint, & qui énonce ce que chaque Membre du Corps Germanique est obligé à fournir pour son contingent ou dans l'armée que l'Empire met sur pied ou dans la somme qu'il leve. Voilà une partie des fautes qui rendent plus que suspectes les nouvelles découvertes de cet Auteur, Historien aussi chetif qu'agréable Ecrivain.

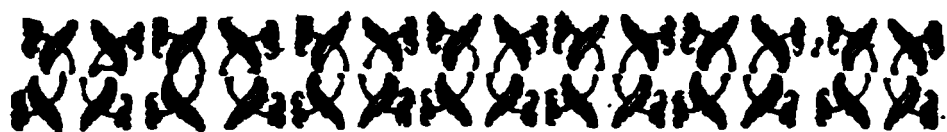
Mais le grand nombre d'Auteurs bien informez qui ont fait l'Histoire des tems de la Ligue de Cambray, donne de grandes facilitez pour y démêler la verité des faits & pour en orner le récit de circonstances agréables & singulieres. On a cru même pouvoir dire dans cette Histoire beau-

coup de choses nouvelles sans être frivoles. Tout ce qui regarde le Droit public des Nations, l'origine des droits particuliers & des prétentions reciproques des Princes, & l'importance des articles de leurs traitez, n'est gueres bien éclairci par les Historiens. On n'a laissé passer aucun point de Droit public essentiel à l'Histoire de la Ligue de Cambray sans le développer autant qu'on s'est trouvé capable de le faire. Heureusement depuis quelques années il s'est publié en differens endroits de l'Europe beaucoup de Recueils de traitez de paix & d'autres actes originaux qui répandent une grande lumiere sur l'obscurité où ces points du droit public avoient été laissés.

Autant que je l'ai pu j'ai tâché de parvenir dans ma narration à la précision des bons Historiens de l'antiquité. Cette précision consiste à donner aux récits des événemens une étendue juste & proportionnée au but & au titre de son histoire. J'ai donc observé de mesurer le recit des événemens à leur importance par rapport à

l'Histoire de la Ligue de Cambray. Sans cesse j'ai tenu devant mes yeux le titre de mon livre comme la regle à laquelle je devois me conformer , & je me suis dit en une infinité d'occasions, que je n'écrivois pas l'Histoire de France ni celle d'Italie.

Quand on consulte beaucoup d'Historiens on ne les trouve que trop souvent opposez les uns aux autres. Quelquefois j'ai rapporté en simple témoin leurs dépositions différentes. Quelquefois je me suis érigé en Juge. J'ai décidé en faveur d'un d'entr'eux , & sans faire mention de ce que les autres racontent , j'ai rapporté son récit comme la vérité reconnue. C'est un parti que je n'ai jamais pris temerairement. J'avois même eu d'abord intention de rendre compte des raisons sur lesquelles je m'étois déterminé : Mais la réflexion que j'écrivois une histoire & non pas un livre de critique m'a fait changer de sentiment , & je me suis contenté d'entrer dans ce détail en quelques occasions importantes.



DISSERTATION PRELIMINAIRE

Sur la maniere dont on faisoit la guerre , & sur ce qu'étoient les Troupes au commencement du XVI. siècle.

A V I S.

On a jugé à propos d'imprimer séparément cette Dissertation de l'Auteur qui dans les Editions précédentes fait une partie du troisième Livre.

IL s'en faut beaucoup qu'au tems de la Ligue de Cambray les Troupes fussent ce qu'elles sont aujourd'hui , ni que la maniere de faire la guerre fût la même que maintenant. Pour une plus grande intelligence des événemens que je raconterai , & pour mettre le Lecteur plus à portée de bien juger de la conduite des Généraux & du merite de leurs succès , je me crois donc obligé à parler ici des soldats & de l'Art Militaire de ces tems-là.

xvüj DISSERTATION

Comme les armes, la discipline & la maniere de combattre des Nations, n'étoient pas semblables alors autant qu'elles le sont presentement, il m'est impossible d'en rendre compte sans entrer dans des détails que j'aurois souhaité d'éviter.

Jusqu'au commencement du seizième siecle, les Princes, ne s'étoient servis que d'une Infanterie qu'ils rassembloient dans le besoin, & qu'ils licencioient à la fin de chaque campagne. Du moins ils la cassoient dès qu'une Paix ou une Trêve faisoient cesser la guerre pour un tems. Aucun Prince n'entretenoit donc un pied d'Infanterie payé & tenu sous les Drapeaux en paix comme en guerre. Les Etats qui passoient pour les mieux armez, n'avoient en tems de paix d'autres Troupes réglées que quelques garnisons & leur Gendarmerie.

Cette Gendarmerie étoit la seule Troupe dont on tint compte dans les Armées. C'étoit sa superiorité en valeur ou en nombre qui decidoit du sort des batailles. Ses armes offensives & les armes

PRELIMINAIRE. XIX

défensives dont elle étoit couverte de pied en cap, lui donnoient un si grand avantage sur l'infanterie & sur la Cavalerie legere, qu'elles n'osoient l'attendre en rase campagne & qu'elles lui cédoient le champ sans deshonneur.

Avant les guerres d'Italie commencées par Charles VIII. lesquelles mirent en évidence le merite de la bonne Infanterie, on ne supputoit pour estimer la force d'une Armée que le nombre des compagnies d'Hommes d'armes qui s'y trouvoient. On y mettoit la Gendarmerie seule en ligne de compte. Elle s'appelloit éminemment la bataille. Il est facile de connoître par l'entreprise de Meaux la superiorité des Hommes d'armes sur les autres Troupes. On tint grand compte au Connétable de Montmorenci d'avoir ramené à Paris le Roi Charles IX. avec une escorte de six mille Suisses & de huit cent Chevaux-Legers. Bien que le Prince de Condé qui vouloit enlever le Roi, ne se présentât qu'avec quatre cens Hommes d'armes.

Machia-
velli Ri-
tratto de
la Fran-
cia.

Au tems de la Ligue de Cambray

XX DISSERTATION

la Gendarmerie , ou l'Ordonnance Françoise étoit sans contredit la meilleure Cavalerie de l'Europe. Tous les Hommes d'armes des compagnies d'ordonnance étoient Gentilshommes du tems de Louis XII. mais c'est en prenant le mot de Gentilhomme dans la signification qu'il avoit alors & qu'il n'a plus aujourd'hui. Aujourd'hui, l'on ne donne plus le titre de Gentilhomme absolument , qu'à ceux qui sont issus d'une race noble , au lieu que dans le seizième siècle on donnoit encore ce titre non-seulement à ceux qui étoient extraits de noble lignage , mais aussi à ceux qui étant nez dans le tiers état faisoient uniquement profession des armes sans exercer aucun autre emploi. Coquille dit dans son histoire du Nivernois qu'il a écrite en mil cinq cents quatre-vingt quinze. *En France ou d'ancienneté , on estime que le mestier de la guerre étoit à exercer par les seuls Gentilhommes , si aucun roturier étoit employé aux armes , il acqueroit la noblesse par sa valeur , & encore se pratique que le roturier employé au fait des armes peut se dire Gentilhomme.*

PRELIMINAIRE. xxj

Maître Antoine l'Oysel qui écrivit ses Institutes coutumieres peu de tems après de l'Edit donné par Henri IV. en mil six cens, & dont nous parlerons ci-dessous, y dit : *Nobles étoient jadis non seulement les extraits de noble race en mariage, ou qui avoient été annoblis par les Lettres du Roi, ou pourvus d'Offices nobles, mais aussi ceux qui tenoient des fiefs & faisoient profession des armes.*

Liv. premier tit. premier article 6.

Aussi voyons-nous que lorsqu'on vouloit dans les tems dont nous parlons, énoncer précisément en se servant pour cela du mot de *Gentilhomme*, que quelqu'un étoit de noble race, c'est-à-dire, fils d'un pere n'ayant d'autre profession que celle des armes & réputé suivant les mœurs du tems tenir un fief dont il prenoit le nom & dont il portoit les armoiries, on appelloit cette personne là, *Gentilhomme de race, Gentilhomme extrait de noble lignage, Gentilhomme d'extraction, ou Gentilhomme de nom & d'armes.*

En effet les Edits de nos Rois & les cahiers de nos Etats generaux employent la dénomination de *Gentil-*

xxij DISSERTATION

homme d'extraction & celle de Gentilhomme de nom & d'armes indistinctement & comme des expressions synonymes dont l'acception est la même. Par exemple l'Edit de Blois statue dans l'article cent soixante & trois.

*Donné Nul ne sera ci-après pourvu des états de
en 1579. Baillifs & de Sénéchaux, qu'il ne soit de
robe courte, Gentilhomme de nom & d'armes
& âgé de trente ans pour le moins. Voici*

*comment s'explique la Noblesse dans
un article des cahiers qu'elle presenta au
Roi lors de la tenuë des derniers Etats
generaux assemblez à Paris, & par
lequel elle demandoit l'observation de
En 1615 l'Ordonnance de Blois sur ce point là.
Que desormais les Baillifs & Sénéchaux
ne puissent être que de robe courte, &
Gentilhomme d'extraction, suivant l'Or-
donnance de Blois article cent soixante &
trois & qu'il soit enjoint, &c.*

*Statuts
de 1469. Article
2. Il est dit dans les Statuts que fit le
Roi Louis XI. pour l'Ordre de Saint
Michel lorsqu'il l'institua. Auquel Ordre,
il y aura trente six Chevaliers Gentilhom-
mes de nom & d'armes & sans reproche.
Lorsque le second Ordre supplia le*

PRELIMINAIRE. xxiiij

Roi par les cahiers qui viennent d'être
citez, de maintenir en sa splendeur, la
dignité de ses Ordres Militaires, il
requit, *Que nul ne soit honoré de l'Ordre
de Saint Michel qu'il ne soit Gentilhomme
d'extraction.* Ce ne fut qu'en mil six cens
soixante & cinq que le feu Roi Louis
XIV. ordonna ; *Que pour l'avenir nul ne
pourroit être admis à l'honneur de recevoir
l'Ordre de Saint Michel qu'il ne fut noble
de deux races.*

Statuts
de l'Or-
dre de S.
Michel
art, 4^e

Il paroît encore par les Statuts de
l'Ordre de la Toison d'Or & par ceux
des Ordres Militaires les plus illustres
de la Chrétienté que *Gentilhomme* ou
Noble de nom & d'armes, étoient des
dénominations qui n'avoient point
d'autre signification que celle qui vient
d'être exposée.

L'extension qu'on donnoit dans le
seizième siècle, & dans les siècles an-
térieurs à la dénomination de Gentil-
homme, venoit des mœurs du tems,
c'est-à-dire de l'usage ancien & fondé
sur le bon plaisir de nos Rois qui dans
leur Royaume ont seuls le droit d'an-
noblir, & qui sont aussi les maîtres en

XXIV DISSERTATION

même tems d'y prescrire les voyes par lesquelles leurs Sujets peuvent acquerir la Noblesse. Or suivant l'usage que ces Princes avoient établi dans leur Monarchie, & dont le passage de l'Oysel que j'ai déjà cité & plusieurs autres que je vais rapporter font foi suffisamment ; le Citoyen Non-noble qui ayant acquis un fief noble remplissoit tous les devoirs auxquels le possesseur de ce fief étoit obligé & même celui qui sans tenir un fief faisoit cependant profession des armes & n'en exerçoit aucune autre, étoient repetez annoblis tacitement. Monsieur le Bret qui a été Avocat general au Parlement de Paris, dit : *Nos Rois conferent la Noblesse par deux moyens l'un tacite & l'autre exprès. Celui-là se fait par des Offices ; & celui-ci par des Lettres Patentes ; & ces Princes ont voulu durant plusieurs siècles que la possession des fiefs, & la profession des armes fussent du nombre des voyes par lesquelles un Roturier put parvenir à la Noblesse sans être obligé à obtenir des Lettres d'annoblissement.*

Souve-
raineté
du Roi
liv. 2.
chap. x.

P R E L I M I N A I R E. XXV

noblissement. Bacquet après avoir parlé des Lettres d'annoblissement ajoute : *Le second moyen par lequel le Roturier peut être annobli en France est par Etats, Dignitez & Offices. L'Oiseau assure la même chose. Or il se peut faire ; cet annoblissement en deux façons, à sçavoir ou par lettres expresses à cette fin, ou par la collation ou investiture des Offices, Seigneuries. Quid enim interest Princeps verbis voluntatem suam declaret, an rebus ipsis & factis, dit la Loi de quibus. Digeste de Legibus.*

Domat-
ne de la
Cour.
Tom. 2.
partie 2.
chap. 19

Des Or-
dres. ch.
4. art.
41.

Du tems des premiers Rois de notre troisième race, la possession actuelle d'un fief annobliroit si bien le Citoyen Non-noble qui l'ayant acquis le deservoit par service competent, que ce Non-noble étoit encore exempt sous le Roi Philippe III. de payer la taxe qui se leve sur les Roturiers qui tiennent des fiefs nobles & qu'on nomme l'imposition de francs fiefs. Ce Prince statue expressément dans son Ordonnance rendue en 1275. touchant les francs fiefs & nouveaux acquêts que les Non-nobles qui auront acquis des fiefs, & qui auront été

xxvj DISSERTATION

admis à en faire hommage à charge de les

Article desservir ne seront pas inquiétez. *Prætere*

6. *in personis Innobilibus quæ res feudales acqui-*
 Recueil *sierint & tenent per homagium ad servi-*
 des Lau *tium competentis, præcipimus Justitiariis*
 riére P. *nostris quod hujusmodi personas Innobiles*
 304. *non molestant, sed eis in pace dimittant res*

Art. 7. *taliter acquisitas.* Il ne soumet à la taxe
 Recueil des francs fiefs que les Non-nobles
 des Lau- qui ne desservoient pas leurs fiefs par
 riére P. service competent. Philippe le Bel est
 323 Ord. donc le premier à ce qui paroît qui ait
 de 1291, assujetti à la taxe des francs fiefs, le
 Art. 9. Non-noble qui desservoit par service
 competent le fief qu'il avoit acquis.

Mais à la fin du seizième siècle nos
 Rois ont jugé à propos d'ordonner
 que la possession des fiefs & la profes-
 sion des armes exercées exclusivement
 à toute autre, ne seroient plus au nom-
 bre des voyes par lesquelles les Rotu-
 riers pourroient s'annoblir tacitement.
 Il leur a plu de changer l'ancien usage.
 Quant à la possession des fiefs, Henri
 III. ordonna dans l'Edit de Blois. Que

Art. 256. *les Roturiers & Non-nobles acquérant*
fiefs nobles ne seroient pour ce annoblis

PRELIMINAIRE. xxvij

& mis au rang des Nobles de quelque degré que fussent les fiefs par eux acquis. Pour ce qui regarde la profession des armes Charles IX. & Henri III. donnerent plusieurs atteintes à l'ancien usage & Henri IV. statua enfin dans son Edit portant reglement sur le fait des Tailles, qu'elle n'annoblirait plus celui qui l'exercerait & même à ce qu'il paroît, qu'elle ne seroit pas réputée avoir annobli parfaitement la personne de ceux qui l'avoient exercée depuis l'année mil cinq cens soixante & trois.

La licence & corruption du tems a été cause aussi que plusieurs sous prétexte qu'ils ont porté les armes durant les troubles ont usurpé le nom de Gentilshommes pour s'exempter indûment de la contribution ou Tailles. Pour à quoi remédier défendons à toutes personnes de prendre le titre d'Ecuyer & de s'insérer au corps de la Noblesse, s'ils ne sont issus d'un ayeul & d'un pere qui aient fait profession des armes, ou servi en quelque charge honorable du Royaume, qui par les Loix & mœurs du Royaume peuvent donner commencement de Noblesse à la posterité. Quand cet Edit fut donné,

Edit de
1600.
Article
2.

xxviii DISSERTATION

la France ne faisoit que de sortir des guerres odieuses faites au Roi par les Huguenots & depuis par les Ligueurs. Elles avoient commencé en mil cinq cens soixante & trois & elles avoient duré presque sans interruption pendant trente sept ans de maniere que la plûpart de ceux sur l'Etat desquels cet Edit statue avoient porté les armes contre le Roi. Ainsi la conjoncture étoit favorable pour donner atteinte à l'ancien usage qui multiplioit tant les Nobles. Si cet usage étoit nécessaire avant que nos Rois entretinssent un nombre suffisant de troupes réglées, il étoit peut-être plus nuisible qu'utile depuis que ces Princes soudoyoient en paix comme en guerre autant de Cavalerie & d'Infanterie que les besoins du Royaume le demandoient.

Dès que nos Rois ont eu changé leurs Loix, la signification du terme de Gentilhomme a du changer aussi. Cette dénomination a du être restreinte à l'acception qu'elle a présentement. J'ajouterai encore pour confirmer ce que j'ai avancé touchant la

PRELIMINAIRE. **XXIX**

signification plus étendue qu'elle avoit autrefois , que lorsqu'il plut au Roi Charles IX. & au Roi Henri III. de statuer qu'on ne pourroit plus être admis aux places d'Hommes d'armes & d'Archers dans les Compagnies d'ordonnances , qu'on ne fut Noble d'extraction , ces Princes se garderent bien de désigner les Nobles d'extraction par le nom seul de Gentilhomme. Pour éviter toute équivoque , ou bien ils employèrent d'autres expressions dont la signification ne put point être douteuse , ou ils joignirent au terme de Gentilhomme une épithete qui le restreignit aux Nobles de race : *Nous voulons que les Commissaires aient à ne passer aucun desdits Hommes d'armes & Archers, s'il ne sont Gentilshommes extraits de Noble lignage.* Dit Charles IX. L'Ordonnance de Blois , dit : *Ne pourra aucun être Gardarme qu'il n'ait été Archer ou-Cheval-Leger un an continuel , ni être Archer qu'il ne soit extrait de Noble race.*

Édit
de Fer.
1574.
Article
7.
Article
289.

Les personnes instruites de notre Droit public & qui ont eu l'occasion de parler de cette Loi exclusive tandis

XXX DISSERTATION

qu'elle étoit en vigueur, s'expliquent avec la même précaution; ils s'abstiennent de désigner les Nobles d'extraction dont elle fait mention par la simple dénomination de Gentilhomme.

En mil cinq cens quatre-vingt trois, c'est-à-dire, environ quatre années après la publication de l'Edit fait par ^{Publié en 1579.} Henri III. *sur les doléances & cahiers des premiers Etats, généraux qu'il avoit tenus à Blois, ce Prince manda à Saint Germain-en-Laye les plus notables personnages des trois Ordres de son Royaume pour y conferer & pour lui donner ensuite leurs avis sur plusieurs points importants au bien de la Monarchie lesquels il avoit à leur proposer. Un de ces points fut : De quelle qualité devoient être les Gendarmes & Archers. Voici la réponse des Mandes.*

^{Articles propo- sez par le Roi. pag. 40. & pag. 48.} *Sur le cinquième article de quelle qualité les Hommes d'armes & Archers doivent être : il semble qu'il ne se doit rien changer de l'Ordonnance qui dit expressément qu'ils doivent tous être de Nobles races, mais bien qu'elle ne doit être observée avec telle rigueur qu'un soldat qui seroit remarqué*

PRELIMINAIRE. XXXJ

fort vaillant, & avoir fait quelque acte signalé; & servi par l'espace de dix ans entre les gens de guerre, ou qui est a ssi en quelque commandement, ne puisse être admis ausdites places. C'étoit laisser en quelque façon les Commissaires des guerres qui tenoient les rôles des Bandes d'ordonnance, les maîtres de dispenser de cette Loi.

Il ne sera peut-être point hors de propos d'observer ici que ce pouvoir de dispenser des Loix que le Prince laisse si souvent en France aux Officiers qui doivent les faire observer, est la cause de la difficulté que trouvent ceux qui en étudiant notre Droit public voudroient toujours faire quadrer les faits particuliers qui sont constants par l'histoire, avec la disposition des Loix générales qui sont entre nos mains. Je ne répondrois point par exemple qu'on ne trouvât qu'entre 1574 & 1584. il n'y ait eu plusieurs Roturiers admis à des places d'Hommes d'armes. Mais dès qu'on fait un peu de reflexion sur cet esprit de dispense particulier à notre Monarchie, on voit bien à quoi

XXIIJ DISSERTATION

il faut s'en tenir , & que lors qu'on a des preuves qu'une certaine Loi generale a été mise en vigueur dans un certain tems , il n'en faut point douter , parce qu'on rencontre quelques faits certains qui semblent supposer qu'elle n'existât point alors. On s'apperçoit bien qu'il faut regarder ces faits comme des exceptions faites à la Loi generale , si j'ose emprunter cette expression par le *Pouvoir dispensatif* qui en France n'a point été toujours comme en d'autres pays , réservé uniquement à la personne du Souverain.

Je reviens à l'article de l'Ordonnance de Blois , sur lequel les Notables avoient donné au Roi l'avis qui vient d'être rapporté. La disposition faite dans cet article étoit tellement opposée à ce qui s'étoit pratiqué dans le Royaume avant mil cinq cens soixante & quatorze , que Henri III. jugea que non-seulement il ne falloit pas l'observer , mais qu'il étoit même à propos de l'abroger expressément. Ce Prince dans l'Edit qu'il publia en mil cinq cens quatre-vingt quatre sur les avis & con-

PRELIMINAIRE. XXXII.

seils que les Notables assemblées à Saint Germain-en-Laye lui avoient donnés, statua ainsi : *Voulons que se faisant par nos* Article
Commisaires & Contrôleurs ordinaires de 40.
nos guerres les montres de notre Gendarmerie, ils n'ayent sous peine de privation de leurs états à enrôler, à ne passer aucuns pour Hommes d'armes ou Archers, s'ils ne sont Gentilshommes vivans noblement, ou qu'ils ne nous aient fait service en notre Infanterie, Commandant en titre de Capitaine, Lieutenant ou Sergeant-Major, pour le moins l'espace de six ans. La Loi qui vouloit que pour être reçu Homme d'armes dans les Compagnies d'ordonnances, il falut être Noble d'extraction, n'a donc eu lieu en France que durant dix ans, c'est-à-dire depuis 1574. jusqu'à 1584.

Ainsi le passage de la vie du Chevalier Bayard, où l'on voit que la Gendarmerie Françoisse n'étoit composée que de Gentilshommes, ne veut point dire qu'il fut nécessaire d'être Gentilhomme d'extraction pour y être admis en qualité d'Homme d'armes, comme des Auteurs modernes l'ont

xxxiv DISSERTATION

cru. Ce passage ne veut dire autre chose si ce n'est qu'on n'étoit point reçu dans les Compagnies d'ordonnance , lorsqu'on exerçoit quelque profession autre que celle des armes. En effet le Roi Charles VII. qu'on peut regarder comme l'Instituteur des Bandes d'ordonnance en fit retirer plusieurs personnes qui se mêloient d'autre profession que de celle des armes, & l'on croira sans peine que ses Successeurs auront fait observer avec quelque exactitude le Reglement qu'il fit sur ce point là cinq ans après la grande retenue des Gendarmes , ou la formation du Corps de milice dont il s'agit ici. Ce Reglement se trouve dans une Ordonnance donnée à Chignon en 1449. le premier jour d'Avril avant Pâques. Le voici :

Et pour ce qu'il y a plusieurs Grenetiers, Elus, Receveurs, Contrôleurs & autre Officiers qui à leur pourchas ont trouvé moyen d'être reçus en nos soldes & l'ordonnance de notre guerre prenant gages d'Hommes d'armes & Archers & avec ce gardent lesdits offices & prennent gages d'eux, ce

P R E L I M I N A I R E. XXXV

qui ne se peut ni doit raisonnablement faire & n'est possible que convenablement ils deservant l'un & l'autre ensemble, nous avons voulu & ordonné : voulons & ordonnons que dorénavant aucun Grenetier, Elu, Receveur ni Contrôleur & nos Officiers d'autre ou semblable qualité ne tiennent place esdites Ordonnances, & de tous ceux qui dorénavant tiendront lesdites places : nous déclarons leurs Offices de la qualité dessus dite être vacans, & d'iceux les privons & déboutons au cas que dans six semaines après la publication des presentes, ils ne se feroient départis de l'un ou de l'autre.

Il ne s'agit donc plus que de mettre sous les yeux du Lecteur l'endroit de la vie du Chevalier Bayard qui a ébloui les Auteurs dont j'ai parlé. En 1509. un Corps de troupes Françoises commandé par M. de la Palisse servoit dans l'armée de l'Empereur Maximilien premier qui en personne assiegeoit Padoue sur les Venitiens. Durant le siege ce Prince écrivit un billet à la Palisse pour l'engager à faire mettre pied à terre à la Gendarmerie Françoisse, & à la faire monter à l'assaut

Sous
Louis
XII.

xxxvj DISSERTATION

avec l'Infanterie Allemande Là dessus M. de la Palisse assembla les Capitaines de la Gendarmerie qui étoit sous ses ordres pour leur demander leur avis. Le

Vie du
du Che-
valier-
Bayard
imprimée en
1527. c.
32. fol.
42.

Chevalier Bayard l'un d'eux dit entr'autres choses. L'Empereur pense-t-il que ce soit chose raisonnable de mettre tant de Noblesse en peril & au hazard avec des piétons dont l'un est Cordonnier, & l'autre Maître réchal, l'autre Boulanger & gens mécaniques qui n'ont leur honneur en si grosse recommandation que des Gentilshommes. Mais mon avis est que vous, Monseigneur, dit-il, au Seigneur de la Palisse, vous devez rendre réponse à l'Empereur qui sera telle. C'est que vous avez fait assembler vos Capitaines suivant son vouloir qui sont très délibérés de faire son commandement selon la charge qu'ils ont du Roi leur maître, & il entend assez que leur dit maître n'a point de gens en ses Ordonnances qui ne soient Gentilshommes. De les mêler parmi gens de pieds qui sont de petite condition, seroit peu faire d'estime d'eux. Voilà ce qui se trouve dans celle des vies du Chevalier Bayard, qui fut imprimée trois ans après la mort de ce vertueux guerrier.

Dès qu'on examine ce passage entier, il paroît que Monsieur Bayard veut dire simplement : qu'il n'étoit pas juste de mêler les lansquenets qui n'exerçoient la profession de soldat que pour un tems & qui devoient dès que la campagne seroit finie retourner à leur boutique ou à leur atelier, avec les Gendarmes François qui tous vivoient noblement & parmi lesquels il n'y avoit personne qui fit d'autre metier que celui des armes.

Tout le monde sçait qu'avant que les Souverains tinssent toujours sur pied leur Infanterie & qu'ils la soudoyassent en paix comme en guerre, elle n'étoit composée pour la plus grande partie que de soldats enrôlez à la hâte & engagez pour une campagne après laquelle il se retiroient chez eux, où ils vivoient de leur métier jusqu'à ce qu'ils prissent parti de nouveau. Si les événemens de la guerre comme nous le dirons plus bas, obligeoient le Prince qui avoit levé un corps d'Infanterie à lui continuer sa solde durant quelques hyvers, du moins le licenci-
toit-il à la paix. Voici ce que dit à ce sujet

xxxviii DISSERTATION

P. 395. M. de la Noue, qui écrivit les mémoires qu'il nous a laissés peu de mois après la mort de François Duc d'Alençon fils du Roi Henri II. c'est-à-dire, en 1584. ou l'année suivante & quand les Princes n'entrenoient encore que très-peu de leur Infanterie. Ce sage Huguenot après avoir parlé des soldats cassez qui se mettoient à voler au hazard de mourir bien-tôt par la main d'un bourreau, ajoute. *Il leur seroit plus profitable d'imiter un très grand nombre d'autres soldats, lesquels après avoir valeureusement manié les armes ne dédaignent par leurs vacations accoutumées. Et en ai connu en Gascogne où ils ont le courage haut, qu'on voyoit es villes en tems de paix ouvrir en leurs boutiques, qui en guerre avoient eu charge de commander es compagnies.* M. de la Noue dit ensuite que la même chose arrivoit en Allemagne, en Suisse & en Flandres.

ibid. Les Auteurs modernes dont je parle
P. 185. pour avoir cru que le passage de la vie du Chevalier Bayard que nous avons rapporté, voulut dire que du tems de Louis XII. on ne reçut dans les Compagnies

P R E L I M I N A I R E. XXXIX

d'ordonnance que des personnes issues de Noble race, sont encore tombez dans une autre erreur, dans celle d'avoir cru que le grand Roi François eut dérogé le premier à l'ancienne coutume, & qu'il eût permis le premier que les Roturiers y fussent admis aux places d'Hommes d'armes & d'Archers. Ce n'est guères connoître ce Prince que de le croire capable d'avoir aboli un usage établi en faveur de la Noblesse, lui qui avoit tant de prédilection pour le second Ordre, qu'il lui a donné une grande partie des privilèges & des droits qui distinguent ceux qui ont l'honneur d'y être nez, des sujets du Roy nez dans l'Etat commun, c'est-à-dire, dans le troisième Ordre.

J'alleguerai encore une nouvelle raison pour montrer qu'avant l'Edit Donné en 1574. de Charles IX. il n'étoit point nécessaire d'être déjà Noble pour être reçu Homme d'armes dans les Compagnies d'ordonnance. La voici : Matharel Ad Historiæ Romanæ Franco-Galliarum Resp. 6. 20. Procureur general de la Reine Catherine de Medicis, dit dans un livre qu'il écrivit sur notre Droit public à

xi **DISSERTATION**

la fin du regne de ce Prince, la constitution du Royaume de France est si excellente, qu'il n'a jamais exclu & qu'il n'exclura jamais les Citoyens neꝛ dans le plus bas étage, des dignitez les plus relevées. Hoc habet Franco-Gallia, habuit & habebit perpetuum, ut etiam infimo loco nati virtute possint clari evadere & honores majores in hac bene nostra constituta Republica assequi & obtinere.

En effet quoique durant la tenuë des quatre assemblées d'Etats Generaux convoquez depuis le regne de François premier, le second Ordre ait demandé par ses cahiers qu'il plût au Prince d'exclure les sujets du troisiéme Ordre des grandes dignitez du Royaume, des emplois qui donnent beaucoup de credit & même de plusieurs charges bien moins importantes, nos Rois n'ont pas jugez à propos d'innover rien de considerable à cette égard. Ils n'ont exclu le troisiéme Ordre par une Loi expresse, que des charges de Baillifs & Sénéchaux & de quelques emplois domestiques de la Maison du Roi. Les articles des cahiers du second

PRELIMINAIRE. xli

Ordre par lesquels il demandoit aussi que les Roturiers qui acquiereroient des Fiefs n'en pussent point prendre le nom, & que dans chaque Bailliage ou Sénéchaussée il fut fait par l'autorité publique un Nobiliaire où l'on n'inscrirait pas les annoblis, & qu'on ne regarderait comme Nobles véritablement que ceux de leurs arrières petits-fils dont le grand-père & le père auroient épousé des filles de Gentilshommes de nom & d'armes, n'ont jamais été répondus favorablement par les Rois. Ce ne fut même qu'en 1629. Edit de Janvier 1629. Art. 211. que le Roi Louis XIII. enjoignit à tous Gentilshommes de signer du nom de leurs familles & non de celui de leurs terres, dans tous les actes & dans tous les contrats qu'ils feroient, à peine de nullité desdits actes & contrats. Ainsi le tiers Etat, c'est-à-dire ceux qu'on appelle aujourd'hui Roturiers en donnant à tout l'Ordre le nom particulier de la dernière des classes comprises dans leur Ordre, & qu'on appelloit autrefois en general les Non-nobles ou en latin *Innobiles*, n'ont

xliij DISSERTATION

jamais été exclus par une loi émanée directement de nos Rois , d'aucun Benefice , charge ou dignitez autres que celles dont nous venons de faire mention , & des places de Chevaliers dans les Ordres Militaires de ces Princes. Louis XI. statua en fondant l'Ordre de Saint Michel , qu'il faudroit pour y être admis prouver qu'on étoit Gentilhomme de nom & d'armes. Henri III. quand il institua l'Ordre du Saint-Esprit rencherit sur ce statut , en ordonnant pour illustrer l'état de la Noblesse de son Royaume , que nul ne pourroit recevoir l'habit de l'Ordre du Saint-Esprit, qu'il ne fut Gentilhomme de nom & d'armes de trois races paternelles pour le moins.

Après ce qui vient d'être exposé touchant l'esprit general de notre Monarchie , il suffiroit pour être bien fondé à soutenir qu'avant Charles IX. les Sujets du Tiers Etat n'ont jamais été exclus des places d'Hommes d'armes dans les Compagnies d'ordonnance , d'alléguer qu'on ne trouve rien de statué touchant cette exclusion ni dans

PRELIMINAIRE. xliij

L'Edit de Charles V. portant Reglement sur l'enrôlement & sur la discipline de la Gendarmerie qu'il entretenoit, non plus que dans les Edits & Déclarations sans nombre que Charles VII. & ses Successeurs jusques à Charles IX. ont rendus concernant leurs Compagnies de Gendarmerie soudoyée. Or l'on trouve bien dans ces Edits & Déclarations que pour être reçu Homme d'arme ou Archer dans les Bandes d'ordonnance, il faut avoir un certain équipage, qu'il faut avoir atteint un certain âge, mais on n'y trouve point qu'il faille pour être admis à ces places, sortir de noble race.

Il y a plus. On pourroit prouver par les seules Ordonnances de nos Rois touchant leur Gendarmerie & par quelques endroits des cahiers des Etats generaux qui la concernent, qu'avant Charles IX. il n'a jamais été nécessaire d'être Gentilhomme d'extraction pour y être enrôlé comme Homme d'armes. On voit par ces Ordonnances que les personnes Taillables & les Bâtards non-legitimizez étoient reçus comme

Donné

en 1378.

xliv DISSERTATION

Archers & comme Hommes d'armes dans les Compagnies de Gendarmerie entretenue. Les Etats generaux assemblez à Tours sous Charles VIII. en

Edition
de 1651.
pag. 95.

1484. se contentent de requerir : *Qu'au-
tant que possible sera on mette dans les
Ordonnances gens Nobles & disposez aux
armes.*

Enfin, & ceci suffiroit pour décider la question, plusieurs Hommes d'armes des Compagnies d'ordonnance, lesquels avoient bien servi & qui songoient à se retirer, ont obtenu comme une grace des Lettres d'annoblissement du Roi Charles VII. lui même & de

Edition
de 1710.
pag. 88.
& pag.
265.

Louis XI. son Successeur. On en peut voir des exemples dans le traité de la Noblesse par M. de la Roque.

L'Auteur de l'éloge de Charles VII. qui étoit contemporain de ce Prince,

Hist. de
Charles
VII. du
Louvre.
pag. 5.

dit. *Le Roi avoit quinze cens lances d'ordinaire & huit mille Francs-Archers. Les Capitaines vaillans & sages Routiers & non jeunes & grands Seigneurs.*

Mais sous les regnes suivans les plus grands Seigneurs se firent un honneur d'être Capitaines de ces Compagnies,

PRELIMINAIRE. xlv

& plusieurs personnes qui tenoient des fiefs s'y firent enrôler à l'envi pour être exempts de marcher aux Arrièresbans, qui par-là furent denuez des combattans qui devoient en faire la force. Il arriva même dans la suite que les jeunes gens de la premiere qualité se firent enrôler dans les Bandes d'ordonnance pour Hommes d'armes ou pour Archers, afin s'ils venoient à être faits prisonniers de guerre d'être délivrez en payant la valeur de leur solde d'un mois, ainsi qu'il étoit porté dans les cartels d'échange qui se faisoient avec l'ennemi. Il auroit falu que ces jeunes Seigneurs eussent payé une rançon arbitraire & évaluée sur le pied de leur bien, quand ils auroient été faits prisonniers de guerre, s'ils n'avoient pas eu une qualité en vertu de laquelle ils se trouvaient déjà compris dans le cartel general, c'est ce qui seroit arrivé s'ils eussent été pris en combattant comme volontaires soit dans le corps qui suivoit la Cornette blanche ou l'étendart general, soit dans une autre troupe. C'étoit sous cet étendart

Coquil-
le. Hist.
du Ni-
vernois.

general, que se rangeoient dans le seizième siècle les personnes de condition

Brantot *qui n'avoient point charge*, c'est-dire, qui ne servoient pas ni comme Officiers, ni comme enrôlez dans les troupes réglées, mais qui s'étoient rendues à l'armée pour leur plaisir & pour y faire service au Roi.

me cap.
Franc.

Tom. 2.

P. 114.

L'usage où étoient nos jeunes Seigneurs de se faire inscrire sur les rôles des Compagnies d'ordonnance soit en qualité d'Hommes d'armes, soit en qualité d'Archers, empêchoit même quelquefois les Generaux des armées ennemies, de convenir avec les Generaux des armées Françoises, d'un cartel d'échange pour les prisonniers de guerre.

Memoi-
res de
Boivin
de vil-
lars liv.
2.

En 1551. la guerre ayant recommencé dans le Piémont entre Charles Quint & Henri II. le Maréchal de Brissac qui commandoit les troupes de France au-delà des monts, voulut conclure avec Don Ferdinand de Gonzague qui commandoit les troupes Impériale, un cartel d'échange & de rachat. Don Ferdinand répondit à la proposition qui lui en fut faite. *Que les choses*

PRELIMINAIRE. xlvij

se trouvoient fort difficiles & malaisées tant pour les avantageuses demandes des uns & des autres que pour la diversité des coutumes qui se pratiquoient de Nation à autre, & qu'à son avis c'étoit pour ce que les Seigneurs & Gentilshommes François qui vont à la guerre tiennent non-seulement à grand honneur d'être enrôlez en la Gendarmerie & Cavalerie, mais bien souvent ne dédaignent pas d'être deux ou trois à une place d'Archer, jettant par ce moyen derrière les épaules la considération qu'ils doivent avoir à leur rang, personne & qualité, faisant état que là où il viendroit qu'ils fussent fait prisonniers de guerre, ils feroient comme soldats enrôlez soudain, délivrez sans rançon, en vertu de la capitulation & du véritable témoignage que les Capitaines pourroient toujours donner dudit enrôlement.

En effet lorsque le cartel proposé par le Maréchal de Brissac fut enfin conclu en 1553. on y inséra l'article suivant.

Que tous Gentilshommes qui servent & ^{Ibidem} qui suivent lesdits sieurs Lieutenans Generaux desdites Majestez & qui prennent solde d'eux, seront soudain relachez & délivrez en payant leur solde d'un mois. ^{liv. 4.}

xlviij DISSERTATION

Et là où il y en auroit quelqu'un de qualité comme de ceux qui pour honneur ou pour plaisir viennent à la guerre n'étant soudoyez de leur Prince, ou qui par simulation ou cautelle seroient enrôlez dans les Compagnies de Gendarmerie, Cava'erie ou Infanterie ; en ce cas ils seront sujets à rançon selon l'honnêteté & courtoisie que lesdits sieurs Lieutenans generaux adviseront & dont il seront crus à leur simple parole, à sçavoir s'ils sont de telle qualité, ou non. Chaque Homme d'armes ou chaque maître menoit ordinairement pour son service six chevaux & quatre hommes, dont deux étoient Archers. Un de ces chevaux, celui qu'on appelloit le grand cheval ou le cheval de bataille, devoit avoir six Palmes Italiennes de sept pouces chacune, & quatre doigts de hauteur. Les Archers faisoient le second & le troisiéme rang quand la Gendarmerie étoit en haye ou en bataille. Jusques sous Henri II. elle a escadronné comme escadronnent encore aujourd'hui les Compagnies de l'Ordonnance Polonoise ; c'est-à-dire qu'il n'y avoit que le premier rang qui

Mem.
de Guill.
du Bellai
liv. 6.

PRELIMINAIRE. xlii

qui fût d'Hommes d'armes. Charles-
 Quint fut le premier qui fit des Es-
 cadrons dont tous les rangs fussent
 d'Hommes d'armes. L'avantage de
 pareils Escadrons fut bien-tôt reconnu,
 & les autres Nations suivirent la mé-
 thode de Charles-Quint. Cela s'appel-
 loit combattre *en Host*.

La Noue
 Discours
 13.
 Comm.
 de Mon-
 luc. liv.
 7 p. 266.

Les Gendarmes étoient couverts de
 fer de pied en cap, leurs chevaux
 étoient bardez, caparaflonnez; & ils
 portoient un chanfrein ou armure de
 tête faite de fer. Au commencement
 du seizième siècle l'armure des Gen-
 darmes étoit peu épaisse & legere;
 mais les gros mousquets que l'Infante-
 rie Espagnole commença de porter en
 campagne, les obligerent de la faire
 plus massive, afin qu'elle fut à l'épreuve.
 Enfin, dit la Noue, ces armées devin-
 rent si pesantes, qu'on fut obligé de
 quitter la plupart des pièces de l'habil-
 lement d'un Gendarme.

Discours
 15.

Les armes offensives de la Gendar-
 merie étoient la lance & l'épée. Ce fut
 à la bataille d'Yvri que les Hommes
 d'armes François quitterent la lance

En
 1590:
 Thuan.
 Tom. 5.
 Liv. 98.

I DISSERTATION

pour combattre avec le pistolet , & bien-tôt cet exemple fut suivi dans les Pays-bas par la Gendarmerie des Etats, & puis par celle du Roi d'Espagne.

Liv. 7. On voit cependant par les Commentaires de Monluc que dès 1570. plusieurs Hommes d'armes négligeoient déjà l'usage de la lance, & qu'ils aimoient mieux combattre avec le pistolet.

Charles VII. avoit établi le premier les Compagnies de Gendarmerie soudoyées durant la paix comme durant la guerre. Ces Compagnies étoient ordinairement de cent Maîtres , & leur paye qui a beaucoup varié me paroît avoir été de vingt mille écus d'or sous Louis XII. Quant au nombre des Compagnies d'Ordonnance il n'étoit pas plus fixe. Le plus grand nombre de Gendarmerie soudoyée, dont l'Histoire de France fasse mention, se trouve

Seissel
éloge de
Louis
XII, p.
136.

sous Henri II. Il en eut jusqu'à six mille hommes. Louis XII. entretenoit environ quatre mille cinq cens Gendarmes.

Dans les tems antérieurs au regne

PRELIMINAIRE. §

de Charles V. les Chevaliers & autres qui suivant l'usage qui se pratiquoit alors, s'engageoient à servir le Roi dans ses guerres avec une certaine quantité d'Hommes d'armes, moyennant une certaine somme, touchoient seuls la solde du Prince. Elle étoit délivrée à ces Entrepreneurs Militaires par le Trésorier du Roi, & ils la repartissoient ensuite entre les Cavaliers qui les suivoient conformément à la convention qu'ils avoient faite avec chacun de ces Cavaliers. Cette maniere de payer des troupes est encore en usage en France à l'égard de quelques corps de troupes étrangères. Mais Charles V. le plus sage de nos Rois abolit l'ancien usage pratiqué dans le payement des Bandes ou *Routes* que le Prince prenoit à son service. Pour empêcher les abus sans nombre qui en résultoient & pour obliger ces Routes à prendre plus à cœur le service du Roi que celui des Capitaines qui les avoient assemblées, il ordonna que dorénavant chaque Cavalier toucheroit sa solde du Trésorier du Roi, & cet usage eut lieu dans la

Ordon.
de 1373.
Art. 11.

15 DISSERTATION

Gendarmerie de Charles VII.

L'Infanterie François étoit de deux especes sous Louis XII. les Avanturiers & les François-Archers. Les Avanturiers étoient les soldats qui s'enrôloient de leur plein gré, pour servir dans les Bandes.

Comm.
de Mon-
luc. liv.
I. c. n. P.
8.

Article
312.

Chaque Bande comprenoit plusieurs Enseignes, & sous chaque Enseigne il y avoit cinq cens hommes & quelquefois mille hommes. Dans la suite ce nombre fut réduit & fixé à trois cens par l'Ordonnance de Blois. On levoit au commencement de chaque Campagne cette Infanterie, & on la congédioit dès que la Campagne étoit finie, comme nous l'avons dit d'avance. La moitié de ces soldats fut armée d'arbalestes jusques sous le regne de François premier. Cette Infanterie, qui ne demeuroid guere sous le même Drapeau, ne pouvoit être ni bien ameutée, ni bien aguerrie. Elle ne sçavoit ni garder les rangs, ni combattre en ordonnance.

Machi-
velli,
Ritratto
della
Francia.

Aussi les Auteurs du tems disent qu'elle ne valoit pas grande chose en rase campagne, mais qu'elle étoit excellente

PRELIMINAIRE. liij

pour les assauts, & dans tous les coups de main d'un siège. Chaque soldat s'enrôloit tout habillé & tout armé; & comme d'ailleurs la condition n'étoit pas stable, la paye étoit grosse. Nous voyons dans les Memoires de Martin du Bellay, qu'un simple Fantassin avoit cent sols de paye par mois, en un tems où l'écu d'or ne valoit que trente-six sols, & où l'on avoit trois fois autant de denrées Liv. 2. pour la quantité d'or, qui entre dans un écu que l'on en a presentement pour cette même quantité d'or.

Les Francs Archers étoient une Milice instituée par Charles VII. dont l'entretien étoit repartí sur tout le Royaume. Une partie combattoit à pied, & l'autre servoit de Cavalerie Légere. On trouve encore cette Milice sous François I. & il en est fait mention dans le dénombrement de l'Armée que ce Prince fit passer en Italie en 1523. sous l'Amiral Bonnivet. La France ne Martin
du Bel-
lay Liv.
2. tirant qu'un service très-imparfait de l'une & l'autre Infanterie, François I. institua dans la suite la Milice si connue sous le nom de Légions.

liv DISSERTATION

Com-
mines
Louis
XI. chap
27.
Machia-
vel, art.
de la
guerre.
Liv. 2.
Simler
Reipubl.
Helvet.
p. 119.

La disette de bonne Infanterie Françoisse avoit été cause que depuis Louis XI. nos Rois s'étoient servis de l'Infanterie Suisse. Cette Infanterie étoit presque toute composée de Piquiers, & il n'y avoit pas le tiers des soldats qui portassent des armes à feu. Outre la pique, les Suisses portoient un espadon attaché derrière le dos, & une épée à la ceinture. Leurs armes défensives étoient un casque & une cuirasse pour ceux qui avoient le moyen de s'en pourvoir; les autres se couvroient le corps de buffles & d'autres peaux.

La principale force de l'Infanterie Suisse consistoit dans la maniere de combattre rangée en bataillons de trois & quatre mille hommes, & dans la longueur de ses piques de dix-huit pieds, dont elle se couvroit en campagne, formant ce qui s'appelloit le Herisson; de maniere que son Ordonnance étoit une citadelle mobile ou la Gendarmerie Françoisse même faisoit breche avec peine. La Gendarmerie Italienne, depuis que les Suisses eurent défait le Carmagole, mettoit pied à terre pour

les combattre. Cette Infanterie étoit dans une armée ce que sont les os dans le corps humain. Mais si elle étoit inébranlable en campagne où elle combattoit serrée & en bataillons , elle ne valoit rien pour les Sièges. Les Auteurs disent même que ses soldats perdoient courage dès qu'ils voyoient leurs bataillons rompus , & qu'ils se battoient aussi mal quand ils étoient une fois éparpillés , qu'ils étoient difficiles à rompre quand ils étoient réunis. Non-seulement l'Infanterie Suisse étoit souhaitée dans les Armées Françoises pour sa bravoure & pour la discipline , mais aussi pour sa patience qui ne se décourageoit jamais.

Guich.
l. 10.
Machia-
art. de la
gu 1. 22

Au moindre revers , au moindre retardement les Fantassins François perdoient l'esperance , qui seule dans les fatigues de la guerre soutient le courage , & lui donne la force de soutenir le corps. Il n'en étoit pas de même des Suisses , aussi fiers à la fin d'une Campagne qu'au commencement.

L'infanterie Allemande étoit armée , & combattoit de même que l'Infanterie

1vj DISSERTATION

Suisse. Les Lansquenets étoient même beaucoup mieux faits généralement parlant & de bien meilleure mine sous les armes, que les Fantassins Suisses ; mais ils étoient incapables de discipline. Au contraire des Suisses, ils étoient sans obéissance pour leurs Chefs, & sans amitié pour leurs camarades. Louis XII. est le premier Roi de France qui ait soudoyé de l'Infanterie Allemande. La difficulté qu'il trouvoit à rassembler les Fantassins quand ils avoient été licentiez, fut cause qu'il en voulut avoir un Corps toujours tenu sous le Drapeau. Le Duc de Gueldres le lui leva composé de six milles hommes d'élite, & ce Corps si connu sous le nom des Bandes Noires, parce que ses Drapeaux étoient bigarrez de cette couleur, est le premier pied d'Infanterie réglée que la France ait entretenu : Il fut détruit à la journée de Pavie. C'est d'autres Bandes Noires qui étoient composées de soldats François & qui se formerent depuis les tems dont j'écris l'Histoire, que descend pour ainsi dire, le Regiment de Piémont.

Machia-
vell. Ri-
trato
d'ella
Magna.
Simler
Repub.
Helvet.
liv. 2.

Mar-
ein du
Bellay
Liv. 1.

On faisoit alors peu de cas des Hommes d'armes Allemands, parce qu'ils étoient mal équippez en comparaison de ceux des autres Nations. Les Réîtres ne portoient que la cuirasse & le pot en tête, comme le font aujourd'hui les cuirassiers de l'Empereur ; & leurs chevaux n'étoient ni bardez ni caparassonnez. Heureusement pour la Maison d'Autriche qui n'auroit rien eu à opposer à la Gendarmerie Françoisse, elle recueillit la succession de la Maison de Bourgogne. Cette Maison entretenoit dans ses Etats une Ordonnance égale à celle de France pour la bravoure & l'équipage des Cavaliers, & quelquefois égale pour le nombre.

Machia-
vel. Ri-
trat. del-
la Ma-
gna.

L'Ordonnance de Bourgogne ou des Pays-bas, a monté jusques à trois mille Hommes d'armes, quoique Charles le Bellicieux l'Instituteur de la Gendarmerie entretenuë durant la paix & durant la guerre dans les Etats de cette maison ne l'eut composée d'abord que de douze cens lances. Elle étoit mieux disciplinée que celle de France, parce qu'il y avoit dans l'Ordonnance

Thuan.
Lib. Hist.

51.

Mem.
d'Oli-

vier de
La Mar-
che, liv.

2. ch. 1.

Commis-
sions 1. 3.

Iviii DISSERTATION

La Noue
discours
15.

de Bourgogne moins de personnes de condition, & de gens qui fussent en possession de n'exécuter d'autre ordre que leur volonté. La Maison d'Autriche s'en servit par-tout où elle fit la guerre, & c'est à la vaillance de la Gendarmerie Bourguignone qu'est dû presque tout l'honneur des batailles que les Princes de cette Maison gagnèrent dans le seizième siècle contre la France.

Comm.
de Mon.
luc fol.
5.

Les Hommes d'armes Espagnols étoient braves, & leurs armes offensives & défensives les meilleures dont on se servit dans ce tems-là où les Nations étoient curieuses de leurs armes jusqu'au luxe. Ils ne portoient point encore cependant des lances qui se missent en arrêt comme celles des Gendarmes François, mais seulement des *Lances-guayes* longues, ferrées par les deux bouts, & qui se dardoient contre l'ennemi. Mais les Hommes d'armes Espagnols étoient en petit nombre dans les guerres d'Italie. La Gendarmerie des Armées Espagnoles étoit presque toute composée d'Hommes d'armes.

Italiens, comme ont le pût remarquer à l'avanture de Barlette. La Cavalerie Légere Espagnole étoit en plus grand nombre & toute composée de braves soldats qui combattoient à la maniere des Maures contre lesquels ils avoient fait la guerre durant long-tems. Cependant la force des Armées Espagnoles consistoit dans l'Infanterie. Elle étoit composée de soldats braves, durs à la peine, sobres, & qui observoient dans les actions une discipline merveilleuse : enfin tels que Justin dépeint les Espagnols de son tems, des hommes que la peine & la disette ne pouvoient décourager, ni le péril épouvanter. Ses armes étoient le broquel, la pertuisanne, l'épée, le poignard & l'arquebuzé. Rien ne lui résistoit dans les assauts, & si elle étoit rompuë en campagne par les Suisses & par les Allemands elle n'étoit point pour cela mise en fuite. Les Fantassins Espagnols couverts de leurs broquels se couloient entre les piques pour poignarder l'ennemi, & il mouroit ordinairement dans ces combats un plus grand nombre des vainqueurs que des vaincus.

Paul Jo-
ve, vie
dugrand
Capit.
Liv. 2.

Just.
Hist. l.
44.

IX DISSERTATION :

Art de
la guer.
Liv. 2.

Bien-tôt même cette Infanterie , au rapport de Machiavel , apprit en Italie l'Ordonnance Suisse , & elle sema dans ses bataillons des piquiers , qui la rendirent un Corps qui ne se rompoit plus facilement.

En 1643

Comme elle faisoit la guerre en Italie séparée de son pays par les Mers , on ne pouvoit pas la licencier à la fin de chaque campagne. Elle demeuroidoit toujours sous le Drapeau : c'est ce qui la fit devenir si excellente , & parvenir enfin à cette haute reputation dont ont joui durant cent cinquante ans ces fiers bataillons de nains-bazannez qui furent la terreur des autres troupes usques à ce que les malheurs de la Monarchie qu'ils défendoient les eussent ruinez. Ses disgraces qui ont continué jusques à la fin du dernier siecle ne lui permirent jamais de venir à bout de rétablir le Corps de Fantassins Espagnols qui servoit en Flandres , & qui étoit la pepiniere de la bonne Infanterie de cette Nation , après qu'il eut été détruit à la bataille de Rocroy . On peut voir dans les Memoires de la Noue l'éloge de

P R E L I M I N A I R E. I x j

cette brave Infanterie : c'est le plus beau Panégyrique qu'on ait jamais fait de ces Troupes redoutables ; & qui fait bien voir avec quelle franchise les François vantent leurs ennemis mêmes , quand ils méritent d'être louez.

Machiavel prétend que la facilité que trouverent les Etrangers à fouler aux pieds l'Italie , vint principalement de ce que les Souverains négligeant d'entretenir de l'Infanterie , n'avoient eu d'attention que pour la Gendarmerie. Il attribue la cause de cette méprise à la négligence des Puissances qui ne levoient ni ne formoient pas elles-mêmes les Troupes qu'elles employoient. Les Troupes étoient alors en Italie une marchandise : les Princes qui en avoient besoin s'adrescoient aux *Condotti ri* ou Chefs de Bandes , qui convenoient , moyennant une certaine somme , de servir l'Etat , à la solde duquel ils s'engagoient avec un tel nombre d'Hommes d'armes ou de Fantassins , & cela durant un tems limité. C'est à peu près ce qui se pratique encore aujourd'hui par quelques Puissances qui louent des

Dis.
cours sur
Tite liv.
liv. 2. .
chap 18.

Lxij **D I S S E R T A T I O N**

Troupes étrangères, & qui les prennent pour un tems à leur solde, dans les conjonctures ou les Troupes qui sont au serment de ces Puissances, ne suffisent pas pour executer leurs entreprises. Le Chef de Bandes avec qui un Prince avoit traité, dispoisoit à son gré de tous les emplois de ses Troupes. Il faisoit avec ses Officiers & ses soldats tel marché qui lui convenoit pour leur paye, sans que l'Etat qui le tenoit à sa solde entrât en connoissance de ces conventions. Ces Chefs de Bande étoient ordinairement des Seigneurs qui sans être Souverains ne laissoient pas de vivre dans une espece d'indépendance, ou dans l'Etat Ecclesiastique, ou sur les Frontieres des Etats des autres Puissances.

Machiavel explique par quelles raisons ces Chefs de Bande trouvoient mieux leur compte à faire commerce de Cavalerie que d'Infanterie. Ainsi pour leur profit ils décrierent tellement l'Infanterie, qu'elle en demeura décréditée, & les Princes du pays apprirent à n'en point faire de cas : il est toujours

P R E L I M I N A I R E. Ixiij

constant que l'Infanterie Italienne lors des guerres de la Ligue de Cambray, se trouvoit également méprisée par toutes les Nations. Elle n'avoit point d'ardeur qui la rendit propre aux coups de main, & comme elle ne sçavoit ni bataillonner ni combattre de pied ferme, elle ne valoit rien pour la guerre de campagne.

Les Hommes d'armes Italiens n'avoient pas autant de chevaux ni d'Archers que les François. Aussi voyons-nous que les Puissances Italiennes, quand elles faisoient des traitez d'assistance avec les Rois très-Chrétiens énonçoient soigneusement que le secours de Gendarmerie stipulé dans le traité, s'entendroit d'Hommes d'armes sur le pied François. Nous voyons aussi dans Commynes que les Compagnies Italiennes coûtoient bien moins à entretenir que les Françaises. Pour dix mille écus d'or on soudoyoit une compagnie de cent lances Italiennes durant une année.

Charles
V I I I.
chap. 9.

Voilà les Troupes que les Chets de Bande louoient aux Puissances d'Italie qui vouloient faire ou soutenir la guerre.

lxiiv DISSERTATION

Le premier qui mit cette profession en vogue, fut un Alberic de Como, dont les élèves furent Braccio & le premier Storze. Ces Seigneurs firent comme deux Sectes d'Avanturiers, à chacune desquelles son Instituteur laissa son nom.

Le Prin-
ce de
Machia-
vel ch.
12.

Jusqu'à la conquête de Naples par Charles VIII les campagnes des guerres d'Italie avoient été plutôt des scènes de Comédie, que des champs de bataille. On ne faisoit jamais la guerre durant la nuit, & même dans la crainte de troubler le repos du soldat, l'Artillerie se faisoit depuis le coucher du Soleil jusques au jour, sur les ramparts des assiegez & dans les batteries des assiegeans. Il n'y avoit guere de sang répandu dans les batailles que par inadvertance. Le plus grand mal que les combattans cherchassent à se faire dans les actions, c'étoit de se prendre prisonniers pour gagner une rançon. On usoit de cette indulgence envers son ennemi d'autant plus volontiers, qu'on esperoit d'en être traité de même dans l'occasion. Machiavel nous a laissé le récit de deux

P R E L I M I N A I R E. lxx

batailles les plus mémorables & les plus sanglantes qui se fussent données de long-tems entre des Italiens ; soit par rapport aux suites que devoient avoir ces batailles, soit par rapport à la réputation des Generaux & des Troupes qui combattirent de part & d'autre. La premiere est la bataille d'Anghiari où la mêlée dura quatre heures entieres, & l'autre celle de Castracaro où l'action fut très-vive durant toute une demie journée. En lisant le récit de ces faits d'armes celebres, l'aîle droite renversée d'un côté, & l'aîle gauche victorieuse qui vient à son secours, le champ de bataille perdu & regagné plusieurs fois ; il n'y a pas d'Ultramontain qui ne s' imagine que lorsqu'il en viendra à la conclusion ordinaire du récit des batailles, je veux dire à la liste des morts & des bleffez, il la trouvera aussi remplie que celles qui se repandent après les combats barbares d'autres Nations moins polies. Neanmoins dans la bataille de Castracaro il n'y eut per-
sonne de tué ni de bleffé. Celle d'An-
ghiari fut plus sanglante. Les vaincus y

Mahia.
Hist. L.
5.

lxvj DISSERTATION

perdirent un Homme d'armes : encore ne périt-il ni par le fer ni par le feu. S'étant laissé tomber de cheval dans la
ibid. **mêlée, il fut étouffé par un escadron qui**
Liv. 7. **lui passa sur le corps.**

Les Auteurs Italiens attribuent la charité surprenante qui paroissoit dans ces batailles à la trahison des Chefs de Bande , qui souvent s'entendoient entre-eux , quoiqu'ils fussent dans des camps ennemis , & qui songeoient plutôt à se faire valoir les uns les autres comme gens de même profession , qu'à servir l'Etat qui les payoit. Cette intelligence jointe à ce que les soldats n'étoient pas sujets des Princes qu'ils servoient , peut avoir contribué à la pusillanimité des Troupes Italiennes , qui duroit encore du tems de la Ligue de Cambray , & qui fait que les Auteurs mêmes de cette Nation parlent en si mauvais termes de la bravoure de leurs soldats. Mais on ne sçait si cet avilissement des Troupes Italiennes étoit entierement la faute des Chefs de Bande , qui néanmoins étoient la plupart de grands poltrons , quoiqu'ils

PRELIMINAIRE. Ixxvii

portassent des noms terribles. Il est vrai que ces noms étoient capables de faire frémir. Les noms des Capitans de Comédie ne sont pas plus propres à jeter l'épouvante. Bras de fer, Fracas, Coupejaret, &c. Après tout je sçai bien qu'il s'est toujours rencontré parmi les Italiens, & sur-tout dans la haute Noblesse des Guerriers d'un courage à toute épreuve. Il s'en trouve encore aujourd'hui de tels, que leur bravoure & leur mérite militaire distinguent, même chez les peuples les plus belliqueux; mais bien des gens prétendent que les choses se sont passées chez les Italiens depuis que les Princes y entretiennent des troupes réglées, comme elles se passoient, lorsqu'ils se servoient des Chefs de Bande. Les Etats d'Italie eux-mêmes font une grande différence entre leurs troupes Ultramontaines & leurs troupes Italiennes, & jamais on n'oubliera les incidens plaisans & les aventures comiques de la guerre burlesque des Barberins contre le Duc de Parme.

Fra-
cassa.
Forte
braccio.
Fiera
Mosca.
Taglia
cozza.
Brazzo
di ferro.

Sous le
Pontifi-
cat d'Uz-
bain
VIII.

Outre les Compagnies d'Hommes

LXVIJ DISSERTATION

d'armes & les bandes Italiennes que les Venitiens louoient des Avanturiers durant les guerres de la Ligue de Cambray, ils avoient une milice particuliere nommée les Cernides, qui subsiste encore maintenant. Elle avoit été instituée en 1508. lors de la guerre particuliere que l'Empereur Maximilien fit à la République. Les Venitiens firent encore venir des Archers de Crète & de Dalmatie, qui pouvoient servir de quelque chose à la défense des places. Les Albanois ou Estradiots dont leur Cavalerie légère étoit composée, venoient non-seulement de l'Albanie, mais aussi de la Macédoine & de toute la Grèce. Ils ne portoient aucunes armes défensives, & ils faisoient la guerre comme les Hussarts la font aujourd'hui, servant pour aller à la découverte, & pour harceler l'ennemi; sur-tout comme le remarque Commynes, ils portoient un grand respect aux armes à feu. Les Puissances en guerre avec les Venitiens jugeant de l'utilité de cette Cavalerie dans le parti qu'elle servoit, par les incommoditez qu'elle faisoit ressentir à

Charles
VIII. ch.
29.

PRELIMINAIRE. Ixix

l'ennemi, voulurent aussi en tenir à leur service. Ils envoyèrent en lever dans la Grèce, où ils en formèrent un corps des deserteurs Venitiens. Ce qui est certain, c'est qu'il y avoit alors des Albanois dans toutes les armées sans en excepter la Françoisé.

On voit par ce que dit Machiavel des mouvemens & des combats d'alors, que les Generaux ignoroient la guerre de campagne telle qu'on la fait aujourd'hui, & qu'un jour de bataille ils ne sçavoient pas encore disposer leur armée sur deux lignes. Ils distribuoient ordinairement leurs troupes un jour d'action en trois ou quatre corps separez, & chaque corps qui étoit composé de Cavalerie & d'Infanterie faisoit en quelque façon une armée complete.

Art. de
la guer.
Liv. 2.

Les sièges duroient beaucoup plus long-tems qu'aujourd'hui, quoiqu'il s'en fallût infiniment que les places fortes fussent ce qu'elles sont. On commençoit bien à flanquer les murailles & à chercher des lignes de défense, mais l'art du génie étoit encore bien grossier.

LXX **D I S S E R T A T I O N**

Avant le voyage de Charles VIII. à Naples , les Italiens n'avoient d'autre artillerie , que quelques canons très-légers , & tels qu'on en voit encore dans la plûpart de leurs Arsenaux , où par curiosité on en conserve des pièces. Ces canons étoient composez d'un tuyau de cuivre de l'épaisseur d'un écu d'argent & entouré d'un étui de bois , que l'on couvroit de cuir. Deux paires de bœufs traînoient à pas lents ces machines légères , & deux autres paires étoient attelées à un chariot qui portoit en médiocre quantité des boulets de pierre , & les autres munitions nécessaires à cette artillerie. Charles VIII. apprit aux Italiens , quelle difference il y avoit pour faire du fracas & pour la célérité du service entre leur train d'artillerie , & le sien composé de canons de bronze massifs qui tiroient des boulets de fer , & qui étoient traînez par des chevaux. Les Italiens & les autres Nations prirent bien la méthode des François , mais l'artillerie de ces derniers , & plus vifs pour le service , & plus en état de dépenser que les autres,

Guic
ciar. l. 1.

PRELIMINAIRE. lxxj

étoittoujours superieure à celle de leurs ennemis dont elle faisoit la terreur. Lorsque François I. assiégea Pavie, il avoit dans son camp quatre mille chevaux pour le service de son parc d'artillerie.

On se servoit déjà de mortiers, mais ces mortiers ne jettoient que des pierres. Ce ne fut qu'à la fin du seizième siècle qu'on vit les premières bombes en l'air, au siège de Wachtendonck en Gueldres.

Verges
de S Gel.
Hist. de
Bembo.
L. 9.
En
1533.

On ne connoissoit gueres dans la Mediterannée les vaisseaux de guerre de haut bord. Les flottes de guerre y consistoient principalement en galeres & en autres bâtimens à rame & à voile. On se revolte d'abord contre les Historiens quand ils parlent du nombre prodigieux de galeres qu'armoient alors les Etats d'Italie. Leur récit paroît incroyable vû le petit nombre de galeres que ces mêmes Etats peuvent mettre en mer aujourd'hui. Mais deux réflexions justifient pleinement les Historiens contre tout soupçon d'exageration. La première est la décadence de ces Etats qui la plûpart ont perdu depuis le commencement du seizième

Blon-
del Art.
de jeter
les bom-
bes.

lxxij DISSERTATION

siècle la moitié de leur peuple & plus de la moitié de leur commerce. La seconde, c'est qu'il s'en falloit beaucoup que les galeres de ces tems-là fussent des bâtimens aussi considerables que celles d'aujourd'hui. Elles étoient & moins longues & moins larges que ne le sont les nôtres, comme on le peut connoître par quelques anciens corps de galeres qui se conservent encore dans l'Arsenal de Venise. La Chiourme de chaque galere n'étoit alors que de cent cinquante rameurs, & son équipage & sa soldatesque ne consistoit qu'en quatre-vingt hommes.

Repub
Veneta.
d'el Gi-
notti. p.
224.

Il est aisé de concevoir qu'il devoit se trouver plus de valeur dans les soldats de ces tems-là que dans ceux d'aujourd'hui. Il y avoit beaucoup moins de soldats par proportion au reste du peuple qu'il n'y a en presentement, Comme tous les hommes ne naissent point propres à la guerre, on ne peut lever dans un peuple qu'une certaine quantité de gens braves. Moins on en leve, mieux ils valent. Ainsi le petit nombre de troupes dont les Princes avoient

avoient besoin , étoient cause que personne ne faisoit guère la profession de soldat qu'il n'y fût propre & qu'il ne fut poussé par son inclination à porter les armes. D'ailleurs les engagements finissoient avec la campagne , & ainsi ceux qui s'étoient mépris sur leur courage , & qui s'étoient enrôlez sans en avoir , pouvoient après s'être éprouvez se retirer chez eux. Ils n'étoient pas obligez à continuer à faire le métier , quoiqu'ils n'y fussent point propres. Je ne sçai pas encore s'il n'y avoit point alors une fierté dans l'esprit des hommes , & un degré de chaleur dans leur sang qui ne s'y trouvent plus aujourd'hui.

Mais aussi il y avoit dans ces armées beaucoup moins de discipline & d'obéissance que dans les nôtres. Il étoit impossible que ces troupes levées & composées comme elles l'étoient , fussent pour ainsi dire aussi-bien organisées que celles d'aujourd'hui. Un General n'étoit pas le maître de faire agir son armée à son gré en vertu de sa seule patente : s'il ne vouloit pas que ses entreprises

Lxxiv DISSERTATION.

ayorassent, il falloit qu'il se fît autant aimer par ses soldats que craindre par son ennemi. Il étoit nécessaire qu'il eût égard aux sentimens des troupes, & il ne pouvoit sans être abandonné de la plupart de son monde, leur déplaire, ou refuser une bataille quand elles s'imaginoient qu'il la falloit donner. Ces batailles étoient très-décisives : ce n'est point, qu'eu égard à la maniere de faire les sièges, il n'y eût plus de places fortes que maintenant ; mais le lendemain d'une bataille perdue l'Infanterie battue se débandoit, sur-tout lorsque les soldats pouvoient facilement se retirer chez eux. Même sans qu'il y eût eu de batailles perduës, le moindre dégoût des soldats, & sur-tout des fantassins, les faisoit s'en aller par troupes. La desertion n'étoit pas encore un crime capital, & quitter le Drapeau au milieu de la campagne, cela s'appelloit entre des gens enrôlez pour cinq ou six mois, & qui s'entreconnoissoient à peine, se retirer un peu trop tôt.

FAUTES A CORRIGER.

DAns la Préface pag. 2. lig. 15. misés *lisez* mis , pag. 6. lig. 25. acile *lisez* facile ; p. 12. lig. 11. d'évenement *lisez* d'évenemens , p. 16. lig. 22. écrrois *lisez* j'écrivois.

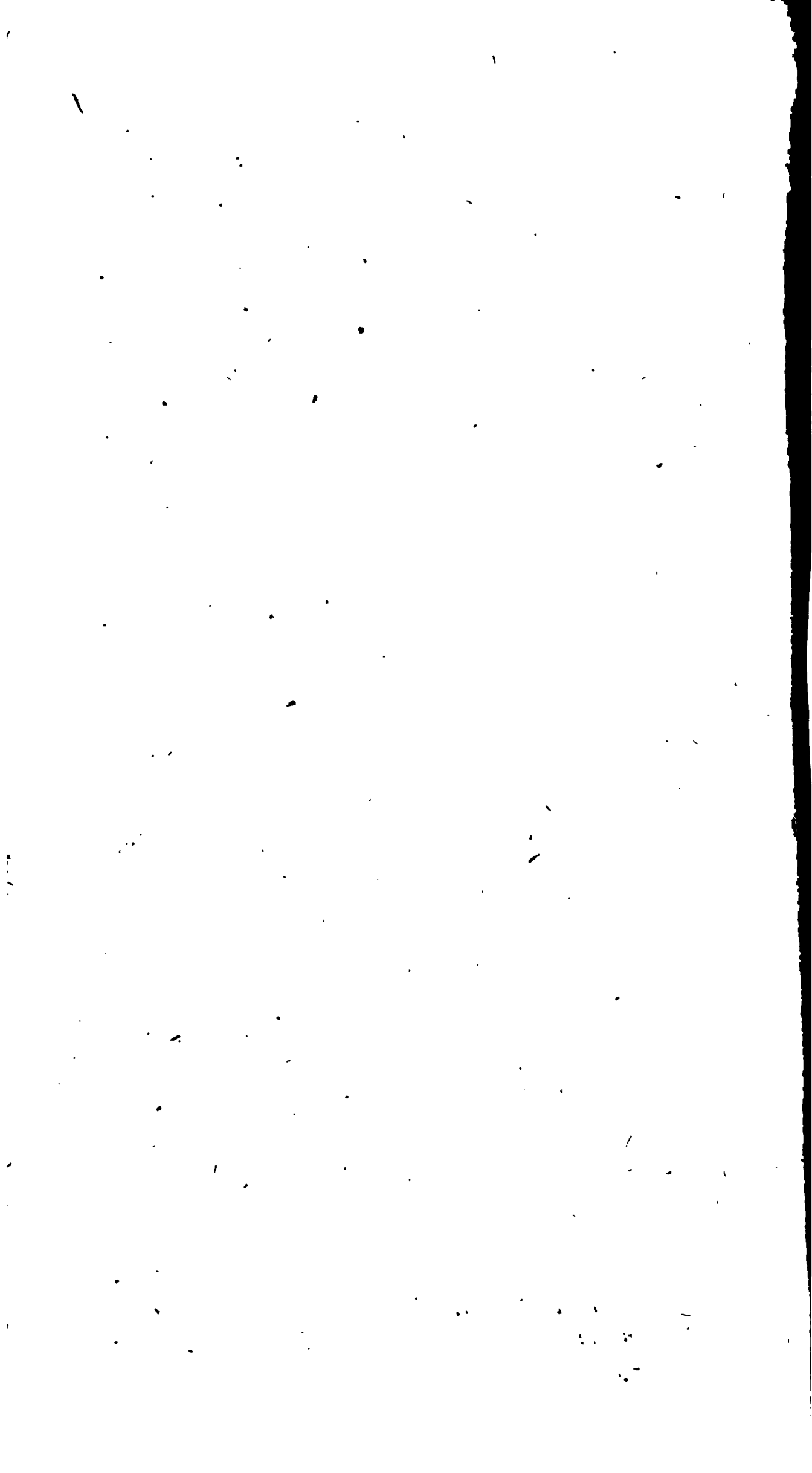
Dans la Dissertation préliminaire pag. 19. lig. 17. l'entreprise de Meaux *ajoutez* en 1567. pag. 26. lig. 11. competent *lisez* competent ; pag. 28. lig. 2. au Roi *lisez* à nos Rois ; *ibid.* lig. 5. soixante & trois *lisez* soixante & deux ; pag. 33. lig. 1. assemblées *lisez* assemblés ; pag. 35. lig. 4. ordon *lisez* ordonnons ; pag. 58 lig. 26. es *lisez* des ; pag. 59. lig. 1. ont *lisez* on ; pag. 60. lig. 16. usques *lisez* jusques.

Dans le tome premier pag. 9. lig. 11. Philipés *lisez* Philipe ; pag. 48. lig. 24. dan *lisez* dans ; pag. 64. lig. 13. l'alliances *lisez* l'alliance ; pag. 77. lig. 25. de puissance *lisez* de la puissance , pag. 183. lig. 21. Tedesque *lisez* Tudesque.

Dans le tome second pag. 6. lig. 15. lui *lisez* leur ; pag. 26. lig. 24. fussent *lisez* étoient ; pag. 50. lig. 9. approuvrer *lisez* approuver ; p. 82. lig. 15. des inquietudes *lisez* d'inquietudes ; p. 89. lig. 14. generel *lisez* general ; pag. 175. lig. 12. conte *lisez* contre ; pag. 182. lig. 19. un *lisez* une ; pag. 204. lig. 11. Philipés *lisez* Philipe ; pag. 229. lig. 5. Pontifs *lisez* Pontifes , pag. 322. lig. 6. agparences *lisez* apparences ; pag. 354. lig. 20. allliez *lisez* alliez ; pag. 511. lig. 22. circonsfances *lisez* circonstances , p. 519. lig. 3. l'esprits *lisez* l'esprit.

AVIS AUX RELIEURS.

Il faut placer cet Errata dans le premier Tome à la fin de la Dissertation préliminaire avant les Sommaires des Livres, & casser le Feuille blanc qui s'y trouve.



SOMMAIRE



SOMMAIRE DES LIVRES.

LIVRE PREMIER.

Etat florissant de la République de Vénise en mil cinq cens-huit. Les Princes ses voisins divisez entre-eux par des intérêts essentiels. La conduite des Vénitiens les réunit contre leur République. Qu'elles furent les vues de ces Princes en signant la Ligue? Le traité de Cambray. Le Sénat n'apprend la Ligue qu'après qu'elle est conclue. Le Pape offre aux Vénitiens de la rompre. Ils refusent les offres de sa Sainteté & la recherchent ensuite inutilement. Préparatifs de guerre de part & d'autre. Le Roy de France vient à Milan. Il envoie déclarer la guerre par son Roy d'armes aux Vénitiens, & il passe l'Ad-da. Journée d'Agnadel prise de l'Alviane & conquête de la meilleur partie de l'Etat de
Tome I.

Terre ferme par les François. Les Vénitiens abandonnent le reste. Ils font offrir à l'Empereur Maximilien de se reconnoître ses vassaux & ses tributaires. Harangue de Justiniani à ce Prince. Sentimens des Auteurs sur cette harangue. Les uns veulent qu'elle soit véritable, les autres supposée. L'Empereur donne à Louis XII. une investiture de l'Etat de Milan telle qu'il la devoit donner. Discussion de cette investiture, & du droit de Louis XII. sur le fief de Milan. La nonchalance de Maximilien donne moyen aux Vénitiens de recouvrer Padoue. Il l'assiège sur eux. Fait d'armes du jeune Boutieres. L'Empereur leve le Siege de Padoue. Les Vénitiens veulent attaquer Ferrare. Son Duc ruine leur armée navale sur le Po, d'une maniere singuliere. Les Vénitiens font le procez à Trevisani qui la commandoit.

LIVRE SECOND.

M*auvaises dispositions du Pape Jules second envers la France, aigries encore par les conjonctures. Malgré ses enga-*

donne le Concile de Pise transferé à Lyon. Dissolution de ce Concile. Passage de l'Armée de France en Italie. Les Milanois se déclarent pour elle. Combat de Novare perdu par les François. Leur retour précipité en France. Tentative des Venitiens sur Veronne inutile. L'armée Espagnole saccage le pays Venitien jusques à la vue de la Capitale. Succès de la campagne de mil cinq-cens treize. Les Venitiens perdent une bataille contre l'armée de l'Union. Ils sont constants dans l'Alliance de la France & le Pape tâche inutilement de leur faire accepter les conditions de paix proposées par l'Empereur. Projet de paix entre l'Empereur & Louis XII. sans succès. Le Roy d'Angleterre fait sa paix particulière avec Louis XII. qui lui cede Tournai. Menagements de Leon X. pour ne pas s'attirer l'aversion de la France. Nouvelle Treve avec le Roy d'Arragon qui vient à bout d'y faire entrer l'Empereur. Mort de Louis XII. & avènement de François premier à la couronne. Il prend incessamment des mesures pour recouvrer l'Etat de Milan. Il passe les Alpes par une nouvelle route, & une partie de l'Etat de Milan vient au pouvoir de la France.

LIVRE CINQUIEME.

L Es Suisses font un traité avec le Roy & sans sujet, ils manquent à leur engagement. L'armée Espagnole marche pour joindre les Suisses. Le commerce des Vénitiens les met en état de dépenser durant la guerre de Cambray cinq millions d'écus d'or. Qu'elle étoit alors l'étendue de ce commerce & sa décadence prochaine. Maniere dont les Vénitiens leverent les subsides. Situation des armées des deux partis en Lombardie, & campagne de mil cinq cens quinze. Journée de Marignan. Soumission de l'Etat de Milan. Mort de l'Alviane Général des Vénitiens. Accord entre Leon X. & François I. suivi de l'entrevue de Boulogne. Commencement de l'année 1516. Irruption de l'Empereur en Italie suivie de sa prompte retraite. Prise de Bresse par les François & les Vénitiens. Mort du Roy d'Aragon. Traité de Noyon entre François premier & Charles premier. Accord des François & des Vénitiens avec l'Empereur. Traité de Fribourg. entre la France & les Cantons. François premier recouvre Tournai. Fin de la guerre.



SOMMAIRE DES LIVRES.

LIVRE TROISIEME.

C*Ampagne de mil cinq-cens onze contre les Venitiens. Le Pape convoque un Concile général à Rome. Il retombe malade & guerit. Il se ligue avec les Venitiens & le Roy d'Arragon. Le Concile assemble à Pise se transfere à Milan. Gaston de Foix Duc de Nemours Lieutenant general pour le Roy delà les Monts. Il repousse les Suisses qui font une nouvelle irruption dans l'Etat de Milan. Jules second fait ouvertement la guerre à la France, & son armée jointe à celle de ses Alliez assiege Boulogne. Gaston de Foix entre dans la place sans que les assiégeans s'en apperçoivent & les oblige a s'enfuir. Il reprend Bresse sur les Venitiens & y anéantit leur armée. Journée de Ravenne où Gaston se fait tuer. Imprudence & mauvaise conduite des François après cette journée. Mauvaise foy de Jules second qui man-*

Tome II.

que attentivement à sa parole. Desordre de l'armée de France. Irruption des Suisses dans l'Etat de Milan. L'Empereur rappelle les Allemans qui servoient dans l'armée de France. Deroute de cette armée qui repasse les Alpes brusquement & abandonne le Milanéz. Confusion où se trouve l'Italie par la retraite des François. Les Alliez commencent à se brouiller entre eux. Maximilien se declare contre la France & adhère au Concile de Latran. Le Pape met la France en interdit.

LIVRE QUATRIEME.

M*aximilien Sforze fils de Louis le More établi Duc de Milan. La prison de Louis le More à Loches. Inquiétudes de Louis XII. sur son royaume. Le peu de secours qu'il tire de son Conseil. Les Anglois lui font la guerre. Il fait une treve avec le Roy d'Arragon. Traité d'Alliance entre Louis XII. & les Venitiens pour s'entraider à recouvrer leurs domaines. Mort de Jules second & election de Leon X. Ses menagemens apparents pour le Roy de France qui aban-*

DES LIVRES.

gemens avec les Princes ses Alliez, il fait une paix particuliere avec les Vénitiens & il leur donne solennellement l'absolution. Efforts inutiles faits pour l'empêcher. Mort du Général des Vénitiens & choix d'un nouveau, embarrassant pour le Sénat. Le Pape négocie à la Diette tenue à Augsbourg pour porter l'Empire à moyenner la paix des Venitiens avec Maximilien. Harangue de Louis Helian Ambassadeur de France contre les Vénitiens. Ils sont mis au Ban de l'Empire. Jules second fait valoir les droits prétendus par le saint Siège contre le Duc de Ferrare. Raisons de ce Prince contre les prétentions du Pape. Louis XII. prend hautement la protection de son Allié contre Jules second, & lui envoie des troupes. Mort du Cardinal d'Amboise premier Ministre de Louis XII. Campagne de mil cinq cens dix contre les Vénitiens. Le Pape agit hostilement contre la France. L'Alliance de la France avec les Cantons finit en 1510. Louis XII. refuse aux Suisses les conditions qu'ils proposent pour la renouveler. Sous différents prétextes ils font une irruption dans l'Etat de Milan. Chumont les oblige a se retirer. Les Venitiens forment

4 SOMMAIRE DES LIVRES.

le Siège de Véronne & le levant. Négociations infructueuses pour racommoder Jules second & Louis XII. Le Pape veut assiéger Ferrare. Il tombe malade & guérit. Assemblée du Clergé de France à Tours & résolution de convoquer un Concile général. L'Empereur songe à se faire Pape. Chaumont mene brusquement l'armée de France à Boulogne où estoit le Pape & il ne manque de prendre la place que parcequ'il se laisse amuser par une négociation. Siège & prise de la Mirandole par Jules second. Assemblée de Mantoue pour rétablir la paix en Italie. L'Evêque de Gurck Ministre de Maximilien va trouver à cet effet Jules à Boulogne. Préentions de Maximilien contre les Vénitiens & déduction des droits prétendus par l'Empire sur l'Italie Raisons des Vénitiens contre ces prétentions. Rupture de la négociation. Trivulze remène l'armée de France à Boulogne. Le Pape se retire & les François y rétablissent les Bentivolles. Convocation d'un Concile général à Pise. Louis XII. veut inutilement faire sa paix avec le Pape. Embarras de ce Roy.

HISTOIRE

HISTOIRE

DE LA LIGUE

DE CAMBRAY.

PREMIERE PARTIE.

LIVRE PREMIER.

JAMAIS les Vénitiens ne crurent leur République ¹⁵⁰⁸ que plus solidement établie, que dans le tems où la Ligue de Cambray manqua de la renverser. La République de Venise n'avoit point esté aussi florissante depuis sa fondation qu'elle l'estoit alors. Elle ne possède rien aujourd'huy, si l'on excepte la

Tome I.

A

— Morée , qu'elle ne possédât déjà.
 1598. * Mais elle a perdu plusieurs Pro-
 vinces qui pour lors estoient sou-
 mises à son obéissance. Candie où
 les Vénitiens ont conservé seule-
 ment quelques forteresses , leur ap-
 partenoit toute entiere , & Chypre
 estoit encore de leur domaine. Les
 cinq meilleurs Ports du Royaume
 de Naples sur le Golfe Adriatique,
 occupez par les Garnisons de la
 République , & les Places Mariti-
 mes de la Romagne entre ses mains,
 luy assuroient l'Empire de ces
 Mers dont elle fût toujours si ja-
 louse d'être l'unique Souveraine.
 Non-seulement elle possédoit déjà
 tout ce qu'elle tient aujourd'huy
 dans l'Etat de Milan , mais le Cré-

* Ceci est écrit avant la Guerre ter-
 minée par la Paix faite à Passorowitz en
 1718. & dans laquelle les Venitiens ont
 perdu la Morée & les Forteresses qu'ils
 avoient conservée sur les bords, ou au-
 près de l'Isle de Candie,

monois & toute la partie de cet
Etat située à la gauche de l'Adda ^{1508.}
estoit encore réunis à ses autres
Provinces.

Les Flottes qu'entretenoit la
République, formoient pour ainsi
dire, un seul continent de tous ses
Domaines, quoiqu'ils fussent sépa-
rez par la mer. Ces Flottes étoient
nombreuses & bien armées. L'Ar-
senal de Venise qui les équipoit
passoit alors avec justice pour une
des merveilles du monde. Les
Charpentiers de cet Arsenal sça-
voient faire des bâtimens dont la
construction estoit un art ignoré
des autres, & tout ce qui en-
tre dans l'attfrait de la navigation,
s'y fabriquoit beaucoup plus par-
fait qu'ailleurs. Les gens de mer
qui montoient ces Bâtimens es-
toient les plus expérimentez de la
Chrétienté. Les Chiourmes des
Galeres Vénitiennes composées
en grande partie de Candiots &

— 1508. d'Esclavons , peuples nerveux & durs à la peine, estoient supérieures mesme aux Chiourmes des Galeres de la Religion. Ces Flottes donnoient d'autant plus de confiance à la République , qu'elles n'avoient d'ennemis redoutables que les tempestes. La puissance des Estats maritimes d'Italie qui avoient envoyé autrefois leurs armées Navales faire la guerre aux Vénitiens dans Venise mesme, estoit tombée en decadence. Les Turcs n'entendoient encore rien à la guerre de mer , & les Mamelus dont l'Empire estoit sur le déclin & touchoit à sa ruine prochaine, avoient cessé d'estre formidables sur cet élément.

Un commerce le plus florissant qui fut alors , & qui s'étendoit depuis les ports d'Angleterre jusqu'à ceux de la mer Noire & de l'Egypte , estoit une pépiniere inépuisable qui fournissoit tous jours

à l'Etat les équipages nécessaires pour armer ses flottes. Ce commerce avoit encore mis l'opulence dans un pays déjà riche par sa propre abondance, & les impôts sans estre à charge au peuple faisoient entrer des sommes immenses dans le trésor public.

Ces grands revenus mettoient la République en état de donner à ses troupes une solde plus haute que celle des autres Princes, & de la payer beaucoup plus régulièrement. C'est ce qui attiroit au service de Saint Marc ; les Chefs de Bandes * les plus accréditez. La Cavalerie Légere des Vénitiens composée d'Albanois & d'autres peuples de la Grece, estoit d'autant plus vantée qu'elle faisoit la guerre d'une maniere nouvelle, & que leurs ennemis ne pouvoient opposer à cette Cavallerie aucunes troupes de mesme espèce : Enfin l'artillerie la mieux servie & les

1508.

* Contadottieri.

— meilleures Compagnies d'hommes
2508. d'armes qui fussent en Italie,
se trouvoient sous les étendarts de
Saint Marc. Commander l'Armée
Vénitienne, c'étoit le plus haut de-
gré de fortune où les Généraux
Italiens pussent monter.

Toute cette dépense se faisoit
sans endetter l'Etat. C'estoit uni-
quement par politique, qu'une
légère partie de ses revenus estoit
engagée à des particuliers. Il y
avoit en réserve dans l'Epargne de
la République des sommes suffi-
santes pour les rembourser.

L'Etat estoit riche sans que les
particuliers fussent pauvres. Au
contraire, ils estoient tous dans
l'opulence par rapport à leur con-
dition. Les autres pays & mesme
la France estoient pauvres alors
en comparaison de l'Italie, & la
richesse de Venise estoit regardée
avec envie par les autres Villes
d'Italie. La vaisselle d'argent si ra-

se dans toute l'Europe quand le
 Mexique & le Pérou n'avoient pas
 encore esté conquis par les Espa-
 gnols , estoit deslors d'un usage si
 commun parmi les Vénitiens, que
 leurs ennemis en faisoient un chef
 d'invective contre eux. Le luxe
 des deux derniers siècles n'a gue-
 re fait élever de bâtimens plus
 somptueux que l'estoient déjà les
 Palais de beaucoup de Nobles.
 Ces Palais passaient de bien loin
 en bon gout & en magnificence
 ceux qu'habitoient dans ce temps
 là les Monarques les plus puissans.
 Enfin les arts qui ne subsistent que
 du superflu des riches & qui ne
 sçauroient fleurir qu'au milieu de
 l'opulence , inconnus en deçà des
 Alpes , se trouvoient à Venise dans
 leur plus haute splendeur. Cette
 magnificence ne venoit pas de la
 folle dissipation de quelques pro-
 diges ; & loin d'obliger les plus
 riches à faire des bassesses par be-

1508.

Harant.
 gue
 d'He-
 lian à
 Auf-
 bourg.

soin, elle n'incommodoit personne. Elle estoit l'effet d'une dépense judicieuse & le fruit d'une opulence solide, chez un peuple qui ne songe à jouir qu'après avoir amassé, & que son caractère rend œconome même dans les somptuosités.

La République avoit une ressource abondante & comme infaillible dans les richesses de ses sujets ; Ils estoient pleins d'affection & de confiance pour le Gouvernement. Cette confiance estoit bien fondée. Les loix qu'il avoit établies estoient très-sages, & il n'en confioit l'exécution qu'à des personnes équitables & éclairées. Le Sénat qui est l'ame de la République estoit rempli de sujets d'un mérite éminent, & jusquelà ses vues avoient esté justes, & ses entreprises heureuses. Le sujet règle assez volontiers l'opinion qu'il se forme de ses Maistres, sur celle

qu'en ont les Etrangers. Il suppose que la distance de ces Maîtres où sont les Etrangers, soit un point de vuë d'où ils peuvent lesvoir mieux qu'on ne peut les voir de l'endroit où la condition de sujet le place. Aucun Gouvernement ne fut jamais plus estimé par les étrangers que l'estoit alors celui de Venise. J'en appelle à témoin le plus judicieux des Historiens, Philippes de Commines.

L'empressement qu'on a toujours eu pour connoître la constitution de la République de Venise, exempte ceux qui écrivent quelque morceau de son histoire de parler de la maniere dont elle est gouvernée. Cet empressement a esté cause que tant d'Auteurs ont écrit du Gouvernement de cette République en tout temps & en toutes langues, qu'ils n'ont laissé rien à dire de nouveau, & leurs Livres sont trop connus pour

en donner des extraits.

1508.

Venise dans cette situation florissante n'avoit rien à craindre de ses voisins. Du moins on le pouvoit croire. Aucun d'eux en particulier ne pouvoit luy faire la guerre sans s'exposer à des périls plus grands que le danger dont il l'auroit menacée ; & les Princes laissent volontiers en paix un Etat qu'ils ne peuvent attaquer, qu'avec des armes égales. Mais si les Vénitiens trouvoient hors d'apparence qu'aucun de leurs voisins voulut devenir leur agresseur, il leur paroissoit encore plus impossible que ces voisins divisez entr'eux par des interets essentiels, se réunissent jamais pour conjurer la ruine de la République. Les principaux de ces voisins estoient le Pape , l'Empereur , le Roy de France & le Roy d'Aragon.

Le Pape Jules Second , avoit

aux Vénitiens la plus grande obligation de son avènement à la Thiare. Véritablement il estoit très-remuant ; & quoi qu'il fut sexagénaire , jamais jeune Prince ne se montra autant que luy l'ennemi de son repos & de celuy de ses voisins. On sçavoit donc depuis long-temps que ses passions estoient très-vives , mais jusques-là on l'en avoit cru le maistre. Il avoit montré plusieurs fois que son humeur quoiqu'impétueuse se laissoit gouverner par la prudence , & qu'il sçavoit se conformer aux temps & plier sous les conjonctures. Quoiqu'il eut esté public durant dix ans qu'il aspireroit au Pontificat , il n'avoit pas laissé d'y parvenir , & de surmonter tous les obstacles que les concurrents secrets sçavent semer dans le chemin de ceux qui ont laissé voir une fois qu'ils veulent monter sur le Throsne de l'Eglise. Voila ce que ne sçauroit faire un homme

— qui n'a pas de souplesse dans l'esprit, & qui n'est pas le maître de son humeur. Plus les hommes s'avancent en âge, plus ils sont censez déferer à la raison. Jules Second déjà sexagenaire ne pouvoit pas, sans aller contre les lumières les plus communes, se liguier avec l'Empereur & les Roys de France & d'Arragon pour partager l'Etat Vénitien.

Il suffit d'estre Pape pour ne rien apprehender autant que l'établissement des Empereurs en Italie. Les prétentions des Empereurs contre les Papes sont sans bornes. Elles vont à réduire les Souverains Pontifes presqu'aux simples fonctions de l'Episcopat, & Guichardin a raison de dire, *qu'ils ne doivent pas moins se garder des Empereurs, que des Sultans des Turcs.* Non-seulement les Allemands prétendent que le souverain Domaine sur tout l'Etat Ecclesiastique ap-

partienne aux Empereurs, mais ils disputent mesme aux Papes & la supériorité territoriale & les droits Régaliens, c'est-à-dire, le Domaine utile joint à l'exercice de la Souveraineté, dans la plus grande partie de cet Etat. Surtout ils contestent aux Papes ce Domaine utile dans les Provinces que l'Eglise tient des libéralitez de la Comtesse Mathilde, ne voulant pas reconnoître la validité ni mesme l'authenticité des donations de cette Princesse. Les prétentions des Allemands vont encore jusques à soutenir que leurs Empereurs doivent rentrer dans l'exercice de l'autorité que les successeurs de Charlemagne peuvent avoir eüe dans Rome quant à l'installation des Papes. On ne scauroit prescrire suivant leur Jurisprudence contre les droits de l'Empire. Il est vrai que la Transaction de l'Empereur Othon III. avec le Pape Gregoire

1508.

Roselli
de Mo-
nar. tib.Cöri-
gn-
de fini-
bus Imp-
lib. 2.

en 997.

14 HIST. DE LA LIGUE

V. dont le contenu est approuvé
1508. dans la Bulle de l'Empereur Fri-
En deric II. assure à l'Eglise de Rome
1219. une entière indépendance de l'au-
torité Impériale quant au spirituel.
La convention d'Innocent VI. &
de l'Empereur Charles IV. affran-
8355. chit pleinement les Papes quant
au temporel. Elle rend même en
quelque manière l'autorité Impé-
riale dépendante de l'autorité du
Saint Siege. Mais ces Actes ne sont
une barrière assurée contre les pré-
tentions des Allemands, que dans
les tems où les Empereurs ne sont
ni armez ni établis dans l'Italie.
Ces Actes sujets à beaucoup d'in-
terprétations, se trouvent enco-
re caducs suivant la Jurisprudence
Allemande. Elle veut que les Em-
pereurs n'aient jamais pû aliéner les
droits de leur Couronne que du
consentement du Corps Germani-
que qui les élit pour ses Chefs & non
pour ses Maîtres, & ce consente-

ment n'est pas intervenu dans les conventions qu'on a citées. Jules II. ^{1508.} ne pouvoit donc pas ignorer les périls où il s'exposeroit lui-même & ses successeurs, s'il établissoit en Italie les Empereurs que les Papes ses prédécesseurs avoient eu tant de peine à renvoyer au-delà des Alpes.

Ferdinand Roy d'Arragon & des deux Siciles estoit un voisin assez redoutable aux Papes pour croire qu'ils ne contribueroient pas à former une Ligue, qui auroit pour objet d'augmenter la puissance de ce Prince en Italie. Mais il y avoit encore moins d'apparence que Jules cherchât d'agrandir Louis XII. Roy de France. Le Roy Tres-Chrestien estoit déjà très-puissant en Italie où il tenoit l'Etat de Milan, & celui de Gennes, & où il étoit maître de disposer encore des forces de l'Etat de Florence en qualité d'Ami & d'Allié

de cette République. On sçavoit
 1508. d'ailleurs que le Pape n'aimoit pas
 Louis XII. & qu'il haïssoit mortel-
 lement le premier Ministre de ce
 Prince George d'Amboise Cardinal
 & Archevêque de Rouen. Ce Pré-
 lat avoit esté dans le Conclave
 le Competiteur le plus dange-
 reux de Jules II. & il paroissoit
 qu'il n'avoit pas encore renoncé
 à la Papauté. Enfin le projet
 de chasser d'Italie les Barbares,
 ce sont les Ultramontains en stile
 Italien, paroissoit le dessein fa-
 vori du Pape, & rien ne pou-
 voit mettre plus d'obstacle à son
 execution, que de les fortifier des
 débris de l'État de la Puissance
 Italienne la plus considérable qui
 subsistât encore.

Si les Venitiens devoient se dé-
 fier du roy de France, quand ils
 songeoient aux traverses qu'ils lui
 avoient suscitées, les raisons déci-
 sives qu'avoit ce même prince de

conserver leur amitié, étoient capables de les rassurer. Louis XII. 1502
savait que Jules II. n'aimoit ni son Etat ni sa personne, & l'Empereur Maximilien avoit esté son ennemi déclaré toutes les fois que l'occasion de nuire à la France s'estoit présentée. Maximilien le plus léger des hommes ne fut jamais constant que dans son inimitié contre la France. Pour fomenter son aversion il relisoit souvent ce qu'il appelloit son livre rouge. Ce Livre estoit un registre que l'Empereur tenoit exactement de toutes les mortifications que la France lui donnoit, à dessein disoit-il, de s'acquitter à sa commodité. Le Registre contenoit dix-sept griefs la plupart déraisonnables, mais que l'Empereur, suivant la coutume des Souverains qui ne pensent pas que le tort puisse estre de leur costé, traitoit d'atrocités énormes. L'année précé-

— dente il avoit encore prononcé une
 1508. harangue sanglante contre Louis XII. à la Diette de l'Empire tenue à Constance. Les Venitiens estoient les seuls Alliez, que Louis XII. put opposer à ses ennemis.

Mais quand l'Empereur auroit esté l'ami des François, la raison d'Etat ne permettoit pas au roy Très - Chrestien de donner les mains à son établissement en Italie. Charles d'Autriche enfant de Philippe Archiduc d'Autriche fils unique de Maximilien, & qui estoit connu alors sous le nom du Prince d'Espagne, il le fut depuis sous le nom de l'Empereur Charles-quin, devoit succeder aux Etats de son Ayeul. Le Prince d'Espagne comme petit-fils de Marie de Bourgogne, mere de l'Archiduc Philippe estoit déjà en possession des Etats de la Maison de Bourgogne. La succession de la cou-

tonne de Castille lui estoit encore destinée à la mort de sa Mere Jeanne Reyne de Castille, veuve de l'Archiduc Philippe. Il devoit aussi recueillir la Couronne d'Arragon & les Etats qui lui estoient annexés à la mort du Roy Catholique, le pere de sa mere. La grandeur future de ce jeune Prince pouvoit bien éloigner les François de tout projet qui pût lui préparer encore de nouveaux Domaines. Si les François partageoient l'Etat de Venise avec Maximilien, la part échue à l'Empereur devoit encore passer un jour au Prince d'Espagne qui tiendrait ainsi le Royaume de France investi de tous costez. Enfin Louis XII. sçavoit par sa propre expérience le danger qu'il y avoit à faire de semblables partages. Les suites funestes du Traité qu'il avoit fait avec le Roy d'Arragon pour conquerir & pour partager le Royaume de Naples, estoient encore des événements récents.

— Les Venitiens auroient donc
1508. cru faire outrage à Louis XII. s'ils
l'avoient jugé capable de se fier à
Maximilien assez pour se liguer
avec lui contre leur République,
la seule puissance qui put souhai-
ter de maintenir les François en
Italie. Ils ne s'y estoient établis que
par le secours des Venitiens. Il est
vrai que pour prix de leurs secours
ces derniers avoient eu des Provin-
ces entieres, mais c'estoit cela
même qui les attachoit à la Fran-
ce. Il estoit notoire que les Veni-
tiens perdroient leurs nouvelles ac-
quisitions, si Maximilien pouvoit
réussir dans son dessein de rétablir
les Sforzes en possession de l'Etat
de Milan. Aussi les Venitiens es-
toient-ils accourus au secours des
François toutes les fois que le Mi-
lanez avoit esté menacé. Louis
XII. sçavoit bien que la raison d'E-
tat feroit toujours faire la même
chose aux Venitiens, & que ces

voisins seroient constamment ses Al-
 liez. En établissant Maximilien dans
 leur pays il plaçoit sur sa frontie-
 re un Prince né son ennemi , &
 avec lequel il ne pouvoit pas se
 promettre d'avoir jamais une paix
 durable.

L'Empereur & le roy d'Arra-
 gon avoient ensemble des démeslez
 pour l'administration des Etats du
 Prince d'Espagne leur petit-fils
 commun durant sa minorité. Ces
 démeslez les avoient aigris de ma-
 niere que personne ne devoit crai-
 dre ni esperer leur union. Les su-
 jets de brouillerie & de défiance
 n'estoient pas moins grands entre
 le roy de France & le roy d'Ar-
 ragon. Ferdinand après avoir par-
 tagé le Royaume de Naples avec
 Louis XII. avoit chassé Louis XII de
 sa portion par des supercheries se-
 condées par beaucoup de bonheur.
 Il ne pouvoit douter que le Roy
 Très-Chrestien n'eût le dessein de

— s'en faire raison tost ou tard , &
 1508. c'estoit lui faciliter le chemin de
 Naples que de l'aider à détruire
 la République de Venise, que son
 plan de politique engageoit à tra-
 verser puissamment toutes les en-
 treprises des François sur ce Royau-
 me.

De tous les Souverains qui si-
 gnerent la Ligue de Cambray, Ma-
 ximilien estoit le seul dont les Ve-
 nitiens dussent se défier. Il con-
 venoit à lui seul de signer cette
 Ligue qui le mettroit en estat de ga-
 gner beaucoup, sans qu'il risquât
 de rien perdre. En partageant avec
 les autres princes l'Etat Venitien,
 il acqueroit des Domaines en Ita-
 lie où il ne possédoit rien, & où
 une ponce de terre est plus pré-
 cieux pour un Empereur, que des
 Provinces entieres en d'autres con-
 trées. Les prétentions des Empe-
 reurs sur l'Italie, qui ne sçau-
 roient estre la plupart que des

prétentions chimériques tant que ces Princes ne seront pas puissans dans le pays , deviendroient toutes des droits très-réels, s'ils renoient jamais au-delà des Alpes un Etat en toute propriété. Les Allemans avoient même souvent pressé Maximilien de passer en Italie pour y faire valoir les droits de l'Empire. Les Diettes lui avoient donné plusieurs fois des subsides pour le faire, & il pouvoit se flatter qu'il obtiendrait de ces assemblées un prompt & un puissant secours toutes les fois qu'il demanderoit d'être aidé dans l'exécution d'un projet, dont l'idée éblouira toujours le Corps Germanique.

D'ailleurs Maximilien estoit résolu de se venger des Venitiens, quoiqu'il en put arriver. Ses anciens sujets de plainte estoient en grand nombre, & tout récemment il venoit de recevoir d'eux

— une mortification sensible. C'est
 1508. un événement tellement lié à la
 Ligue de Cambray qu'il fait une
 partie de son histoire.

En
 1507. L'année qui précéda celle où
 la Ligue de Cambray fut con-
 cluë, Maximilien fit de grands pré-
 paratifs pour descendre en Italie
 à la teste d'une nombreuse armée.
 Il l'avoit levée du produit des
 Mois Romains que la Diette qui
 venoit de se tenir à Constance lui
 avoit accordé, sur la proposition
 d'aller contraindre les Feudataires
 de l'Empire en Italie à reconnoi-
 tre sa Souveraineté. Le prétexte
 du voyage de l'Empereur fut le de-
 sir d'aller prendre à Rome la cou-
 ronne Imperiale, & de mener aux
 Pisans assiegez par les Florentins
 ce secours si long-temps attendu,
 & que sa lenteur qui le réduisit en
 fumée a fait passer en proverbe.
 Mais son véritable motif qui estoit
 de tâcher d'occuper quelque ter-
 rain

rain en Italie pour se mettre en état d'y faire valoir les droits de l'Empire, estoit si public que personne ne crut au prétexte dont il essaya de le couvrir.

Maximilien commença l'exécution de son vaste projet par faire demander aux Venitiens la neutralité & le passage pour les troupes Allemandes sur les terres de la République. Louis XII. qui se défioit de l'Empereur le Protecteur déclaré des Sforzes, & qui estoit persuadé qu'il vouloit attaquer l'Etat de Milan, s'opposa vivement à Venise, au succès de ces demandes. Le Sénat recherché par ces deux Princes s'assembla plusieurs fois pour délibérer sur le parti qu'il lui convenoit de prendre en une conjoncture si délicate. On y posa pour principe que la guerre s'allumeroit infailliblement entre les François & les Allemands dès que ces derniers auroient mis

le pied en Italie, & on y conclut
 1598. d'abord, dit Guichardin, qu'en
 Liv. 7. une pareille occasion la neutralité
 ne conviendrait point à la Répu-
 blique. Qu'elle ne devroit pas res-
 ter les bras croisés, jusqu'à la déci-
 sion de la querelle, ni attendre sans
 prendre un parti qu'une des deux
 puissances fût victorieuse de l'autre.
 Que le Roy de France s'il avoit l'a-
 vantage, ne pardonneroit jamais aux
 Vénitiens, d'avoir donné passage aux
 Allemands. Que si l'avantage restoit
 à l'Empereur, il leur scauroit peu-
 de gré d'une complaisance qui se-
 roit bornée à laisser passer ses trou-
 pes.

Il ne fut donc plus mention de
 neutralité à Venise, & il s'y agit de
 résoudre si la République épousé-
 roit le parti des François ou celui
 des Allemands. André Gritti dont
 nous aurons tant d'occasion de par-
 ler dans cette Histoire, persuada
 le Sénat par des raisons sans répli-

que, que l'Alliance de Louis XII. estoit plus avantageuse à la République, que celle de Maximilien. Il représenta qu'un Empereur sur tout quand il estoit de la Maison d'Autriche ne pouvoit tenir un pouce de terre en Italie, sans que la République fût exposée à un danger eminent. Que la puissance des Empereurs devoit toujours lui estre suspecte, & qu'elle possedoit encore plusieurs Domaines que les Princes de la Maison d'Autriche reclamoient comme une portion de leurs pays Hereditaires.

Guichar.
Liv. 7.

Le Sénat de Venise qui sçavoit alors prendre un parti, conclut de refuser à Maximilien le passage pour ses troupes, & de persévérer dans l'Alliance de la France. Véritablement ce refus fut accompagné de l'offre de la réception la plus honorable pour la personne de l'Empereur, si laissant ses troupes sur la frontière, il vouloit tra-

— verser l'Etat Venitien avec une
1108. suite & non pas avec une armée
pour aller prendre à Rome la Cour-
ronne Imperiale. La guerre d'inva-
sion que Maximilien s'estoit flatté
de faire en Italie aboutit en fumée.
Mais pour ne pas renvoyer ses trou-
pes sans les avoir employées, il tour-
na contre les Venitiens les armes
préparées contre d'autres ennemis,
& il se réduisit à leur faire une
guerre de frontiere du costé du
Frioul. Aussi-tost les François mar-
cherent au secours de leurs Alliez,
& Jean-Jacques Trivulze Maréchal
de France y vint en personne
à la tête d'une petite armée. Ainsi
les succez ne furent point heu-
reux pour Maximilien; & ce Prin-
ce également leger à vouloir la
guerre comme à s'en dégouter,
conclut avant la fin de la campa-
gne une treve avec ses ennemis.
Les conditions en furent honteuses
& telles qu'il ne devoit les accep-

ter qu'après des disgraces redoublées. Par cette treve tout ce que les Venitiens avoient conquis, c'est-à-dire presque tout le Frioul & toute l'Istrie Austrichienne, demeurait entre leurs mains. 1508.

La treve fit bien cesser la guerre, mais elle ne rétablit point la bonne intelligence entre l'Empereur & les Venitiens. Ils fournirent même au ressentiment de ce Prince de fréquentes occasions de se nourrir. Quoique la paix fut déjà rétablie, ils firent avec ostentation des réjouissances publiques pour les avantages remportez sur les Allemands dans le cours de la guerre. Durant plusieurs jours il y eut des festes superbes dans la Maison du Cornaro, qui avoit esté Provediteur sur la frontiere. L'Alviane qui avoit commandé les troupes & battu souvent les Allemands, reçût un honneur & une marque de distinction dont la République.

1508. — est très-avarre, & qu'elle n'accorde qu'aux Princes du premier rang, ou à des services selon son cœur, & dont elle est sensiblement touchée. Le Bucentraure fut chercher ce General & le ramena en triomphe dans la ville. Venise estoit remplie de desseins & de Peintures satiriques contre l'Empereur. Les Comédiens ne l'épargnoient pas sur leurs theatres, & les rues retentissoient de chansons insolentes, dont il estoit le sujet : motif d'une haine d'autant plus durable, que les Princes sentent bien autrement les outrages qu'on fait à leur personne que ceux qui sont faits à leur Etat. Les sages Venitiens avec les vertus des Républicains en avoient les défauts, & ils s'oublierent assez pour souffrir ces insolences contre Maximilien dans l'animosité d'une guerre à la fois injuste & malheureuse du costé de ce Prince.

Harangues d'Helian.

Un autre incident acheva d'en-
 vahir l'Empereur contre la Ré-
 publique. Peu de jours après la
 signature de la trêve, il fit pro-
 poser aux Venitiens une ligue pour
 chasser Louis XII d'Italie, & pour
 partager les Etats que ce Prince y
 possédoit. Ils n'écouterent les pro-
 positions de l'Empereur que pour
 en rendre un compte plus exact au
 Roy de France. Ainsi le refus
 d'accepter les propositions fut d'au-
 tant plus piquant pour Maximili-
 en qu'il apprit presque en même
 temps le refus des Venitiens de
 l'usage qu'ils avoient fait de son
 empressement à les rechercher.

Enfin toutes les passions de Ma-
 ximilien se trouvoient flattées par
 l'idée d'une entreprise telle que la
 guerre de Cambray. Né avec beau-
 coup de qualitez qui rendent pro-
 pre à la guerre, son esprit inquiet
 la lui faisoit souhaiter dès qu'il
 avoit la paix; & grand dissipateur

de son argent ; il étoit toujours
 1508. très-avide de celui d'autrui. Pour
 quatre cens mille écus d'or il avoit
 donné l'investiture de Milan à
 Louis le More , reconnu pour
 l'empoisonneur de son Neveu , au-
 quel il avoit voulu succéder. Les
 Pais-bas ont vû cet Empereur aux
 gages du roy d'Angleterre faire la
 guerre en Avanturier mercenaire ,
 à tant par jour pour ses troupes &
 à tant pour sa personne. Pour de
 l'argent il entreprit le secours de
 Pise , & pour de l'argent il aban-
 donna son entreprise. Enfin il fai-
 soit toutes choses pour en recevoir
 comme s'il eût été véritablement
 avare , quoiqu'il le dissipât en pro-
 dige aussi-tôt qu'il l'avoit touché.
 Quelques ressources qu'il eût , sa
 profusion les avoit donc bientôt
 tariës , & il étoit toujours dans le
 besoin. C'est ce qui lui fit donner
 par les Italiens de son temps le sur-
 nom de *Maximilien petite Chevaue*,

par lequel on le designe encore volontiers en Italie. Le projet d'une ligue comme celle de Cambray étoit la perspective la plus agréable qu'un Prince de ce caractère put avoir devant les yeux. Une guerre qu'il pouvoit porter au milieu de l'Italie devoit être pour lui une moisson de lauriers & de ducats. Les fiefs Impériaux qui sont en grand nombre dans ce païs, sont censés devoir aux Empereurs tant que leurs troupes sont en deçà des Alpes un ancien * droit de subsistance. On ne sçait pas bien précisément jusqu'où s'étend ce droit & ce qu'il donne pouvoir d'exiger; mais pour cela même il n'en est que meilleur à faire valoir pour qui se trouve le plus fort. Enfin Maximilien étoit toujours disposé à signer un traité, parce qu'il n'en signoit jamais qu'il ne lui revint une quantité d'écus-d'or. Il étoit connu sur ce pied-là, & personne ne

1508.
miliano
Pochi-
dinari.

* Fo-
drum.

1508. lui propoſoit plus de mettre ſon nom au bas d'aucun acte, qu'il n'énonçat que ce Prince toucheroit une ſomme d'argent en quittant la plume.

La République de Veniſe qui paſſe pour l'Etat qui connoît le mieux les Princes étrangers, compoit bien apparemment que Maximilien propoſoit des ligues contre elle à Rome, à Paris & à Saragoſſe, mais elle n'en étoit guère alarmée. Elle pouvoit ſe promettre ſans préſomption que ſes propoſitions ne ſeroient pas agréées dans toutes les Cours où elles ſeroient portées. C'en étoit aſſez pour la raſſurer. Veritablement tous ces Princes paroiſſoient plus diſpoſés à une rupture qu'à une confédération. Il venoit tout récemment d'arriver une broüillerie entre le Pape & le Roy de France. Jules II. avoit conſéré l'Evêché d'Aſt & celui de Plaiſance contre

DE CAMBRAY. Liv. I. 35
la volonté du Roy, quoique ces
deux Evêchez fussent dans son
Etat de Milan. Ce Prince pour
s'en ressentir avoit fait saisir les re-
venus de l'Abbaye de Chiara-valle
que le Pape avoit conférée à son
Neveu le Cardinal de S. Pierre-
aux-liens. La situation des affaires
sembloit donc assurer le Sénat qu'il
trouveroit toujours des Alliez qu'il
pourroit opposer à des ennemis,
& la République n'avoit point de
desastre à craindre tant que les
Puissances seroient partagées. Leur
réunion contre Venise que la spé-
culation représentoit comme une
chimere, paroissoit d'autant plus
évidamment impossible, qu'elle avoit
déjà été tentée sans succès. Qua-
tre ans auparavant Jules II. Ma-
ximilien & Louis XII. avoient si-
gné à Blois un Traité de ligue of-
fensive contre la République de
Venise, par lequel ces Princes
s'obligeoient à s'entraider mutuel-

Le 22.
Septem.
1504.

1508. — lement à recouvrer les démembre-
mens de leurs domaines qu'elle
avoit usurpez. Mais ce Traité ne
put jamais parvenir à la ratification.
Il avoit seulement donné à con-
noître quels obstacles se trouver-
roient dans son execution, quand
on ne pouvoit pas même venir à
bout de lui donner sa forme.

Tandis qu'on faisoit à Venise
toutes ces reflexions, la Ligue con-
tre la République alloit être signée
à Cambray. Contre les apparen-
ces ce ne fut pas Maximilien, mais
Jules II. qui en fut le promo-
teur. A peine élevé au Pontificat
il avoit formé le dessein téméraire
de réunir à l'Etat Ecclesiastique
tous ceux de ses domaines qui é-
toient passez en des mains étran-
geres. Néanmoins il poursuivit son
dessein avec tant d'ardeur & tant
de constance, qu'après avoir chassé
les Bentivolles de l'Etat de Boulo-
gne, il ne lui restoit plus pour

l'accomplir que de retirer des mains des Venitiens ce qu'ils occupoient sur le S. Siegè. C'étoit les Villes de Cervia, de Ravenne, de Rimini, de Faenza, d'Immola, de Cesenne, & quelques autres places moins considérables de la Romagne.

Il y avoit deux siècles que les Venitiens s'étoient emparez de Cervia sur un des petits Souverains dont alors la Romagne étoit remplie. Ottasio Polenta Tyran de Ravenne, pour parler le stile de ces temps là, leur livra Ravenne en 1441. faute de pouvoir s'y maintenir. Les Vénitiens avoient occupé les autres places au commencement du Pontificat de Jules II. & lors de la dissolution de l'Etat que le Duc de Valentinois s'étoit fait en Romagne du vivant de son père le Pape Alexandre VI. Jules avoit tenté plusieurs fois de se faire restituer ces domaines par la voye

Machiavel, hist.
liv. 6.

En
1508.

— de la négociation, mais toujours
 1508. inutilement. Le desespoir de les
 retirer des mains des Vénitiens
 autrement que par la force des
 armes, lui fit donc prendre en-
 fin la résolution de leur faire la
 guerre. N'étant pas assez puissant
 pour l'entreprendre lui seul, il se
 détermina à se liguier avec l'Empe-
 reur & les Rois de France & d'Au-
 ragon. L'union & l'alliance de
 tous ces Princes pouvoient seules
 assurer la réussite de son dessein.

C'estoit risquer beaucoup que
 de concerter une pareille ligue,
 qu'il ne seroit plus le maître de
 rompre quand une fois elle seroit
 formée. Mais Jules II. en vieillis-
 sant devenoit plus asservi à sa co-
 lere & plus complaisant pour son
 ressentiment. Son penchant à pren-
 dre les partis extrêmes, s'étoit
 tourné en habitude. Deux men-
 thifications qui lui étoient venues de-
 puis peu de la part des Vénitiens

avoient achevé de le livrer à son emportement naturel, & de lui faire prendre brusquement un parti sur lequel il auroit peut-être délibéré toute sa vie, sans pouvoir se résoudre à l'embrasser s'il eût toujours raisonné de sang froid.

Non-seulement Jules avoit chassé les Bentivolles de leur Etat de Boulogne, mais il s'étoit prévenu contre eux d'une aversion violente & proportionnée à la haine qu'il étoit persuadé que ces Seigneurs lui portoient. Ses instances & les importunitéz avoient même obligé Louis XII. à chasser les Bentivolles de l'Etat de Milan où ils s'étoient réfugiés. C'étoit un événement que personne n'ignoroit en Italie. Néanmoins les Vénitiens osèrent bien les recevoir dans leur Etat. Peu de temps après qu'ils eurent donné ce déplaisir au Pape, l'Evêché de Vicenze vqua par la mort du Cardinal de la Rovere

— son Neveu. Sa Sainteté le conféra
 1508. à un autre Neveu qu'il fit Cardi-
 nal. Au mépris de cette colla-
 tion le Sénat nomma à l'Evêché
 de Vicenze un Noble Véniti-
 tien. Quoique le Pape se plaignit
 avec chaleur de cet attentat, le
 Vénitien pourvu par le Sénat ne
 laissa pas de se mettre en possession
 des fruits du benefice. Malgré tous
 les Brefs que Rome pût écrire, il
 continua d'en jouir; & pour join-
 dre l'insulte à la désobéissance, il
 se faisoit appeller *Evêque de Vi-
 cenze par la grace du Sénat.*

Louis XII. fut le premier que le
 Pape rechercha pour l'associer à
 son dessein, & il lui fit proposer la
 Ligue contre les Vénitiens par le
 Cardinal d'Auch. La proposition du
 Pape fut appuyée par le Cardinal
 d'Amboise, ennemi des Vénitiens
 plus que lui-même il ne croyoit l'é-
 tre, depuis que dans le dernier con-
 clave, ils avoient mis la tiare sur

la tête de son concurrent. Jules II. —
dès qu'il vit que la première ou- 1508.
verture avoit été favorablement
écoutée, fit partir pour la Cour de
France Albert Pio de Savoye, Comte
souverain de Carpi, & dans ce tems-
là son homme de confiance. Le
Comte de Carpi étoit très-connu à
la Cour de France qui l'employoit
quelquefois dans ses négociations.
Il acheva donc de faire goûter au
Roy le projet du Pape, & ce Prince
ayant donné ordre qu'on le commu-
niquât à l'Empereur, l'Empereur l'a-
gréa en l'écoutant. Ce projet conte-
noit que les Alliez s'entr'assisteroient
de tout leur pouvoir jusqu'à l'entier
recouvrement de leurs domaines
usurpez par les Vénitiens. Le Roy
d'Arragon quand on lui donna part
du projet, se contenta de faire quel-
ques difficultez sur l'alliance qu'on
projettoit; mais il donna à enten-
dre en même temps que si le Pape,
l'Empereur & le Roy de France

1508. ~~conclu~~ concluoient la ligue proposée, il ne laisseroit pas d'y entrer. Si le projet s'évanouïssoit cette réserve le mettoit en état de persuader aux Vénitiens que lui seul auroit dissipé cette ligue, & il demeureroit maître d'en tirer ses avantages, si elle venoit à se former.

Mais à peine la négociation étoit-elle en train, que le Pape laissa voir qu'il ne la suivoit plus qu'avec froideur. Toutes ses réflexions condamnoient le parti qu'il avoit pris. Si elles n'estoient pas capables d'appaiser son ressentiment, du moins elles ralentissoient son ardeur à poursuivre la vengeance. Maximilien & Louis comprirent la nature de son irrésolution, & conçurent qu'il falloit pour le déterminer commencer d'agir sans lui. Le Cardinal d'Amboise se rendit donc à Cambray avec un plein pouvoir sans réserve, & la confiance entière que son

Maistre avoit en lui, l'enhardissoit à ne point hesiter de s'en servir dans toute son étendue. Il y trouva, comme on en étoit convenu, Madame Marguerite d'Autriche, Duchesse Douairiere de Savoye, fille & Ministre de Maximilien. Son pere avoit en elle la même confiance, que Louis XII. avoit au Cardinal d'Amboise. Elle étoit bien fondée. Cette Princesse avoit tous les talens des hommes pour le maniment des affaires; elle en étoit dès-là beaucoup plus capable qu'eux, puisqu'elle joignoit encore à leurs talens ceux de son sexe élevé dans la dissimulation de ses sentimens les plus naturels, si propre par sa souplesse à fléchir les esprits, à concilier les humeurs les plus opposées & à persuader à tous les partis qu'on entre aveuglément dans leurs interêts.

Le Nonce du Pape à la Cour de France n'osa refuser au Cardi-

— 1508. nal d'Amboise de l'accompagner dans un voyage, dont le but étoit de suivre une négociation que le Pape avoit mise sur le tapis. L'Ambassadeur d'Aragon se laissa conduire à Cambrai, suivant les vûes de son Maître qui ne vouloit ni traverser ni accélérer la négociation. Aussi n'en voulut-il prendre connoissance qu'après sa conclusion. Le Cardinal d'Amboise répondit du Pape, & stipula pour lui, parce que le Nonce sur le premier chef qu'on lui proposa, allégua que n'ayant pas d'instruction formelle sur ce qui se traitoit, il ne pouvoit point engager son Maître. Ainsi tous les points de la négociation furent discutez entre Madame Marguerite & le Cardinal.

Il falloit tromper les Vénitiens qu'un pareil congrès devoit allarmer. Aussi d'abord on lui trouva un prétexte qui fut l'acheminement d'un traité pour terminer les

différens qui étoient entre le Prince d'Espagne & le duc de Gueldres ^{1508.} Allié de la France. Pour rendre le prétexte plus plausible on signa le 10. Décembre 1508. avec beaucoup de cérémonie le Traité entre le Duc de Gueldres & le Prince d'Espagne, mais le jour même on en signa secrètement un autre. Ce second Traité fut celui de Ligue offensive contre les Vénitiens, lequel faisoit le véritable motif du congrès.

Il paroît que Guichardin ait ^{Hist. I. 8.} cru que ces Traitez qui sont deux Actes séparés, étoient rédigés en un même instrument, & que la Ligue contre les Vénitiens fit les articles secrets du Traité du Duc de Gueldres. La faute de Guichardin, qui peut-être n'a été qu'une négligence à s'expliquer assez distinctement, a été l'occasion à Varrillas de faire une bévue qui ne peut être excusée. Il nous donne

— les articles de la Ligue contre les
 1508. Vénitiens dont l'instrument fut pu-
 Histoire blic dès le temps, comme les ar-
 de Louis ticles secrets du Traité de Cambray
 XII. t. 2. & une de ses nouvelles découvertes.
 pag. 69.

Varillas se sert même de ces arti-
 cles pour développer des mystères de
 la conduite de Louis XII. que les
 Historiens, dit-il, n'avoient point
 expliqués avant lui faute d'avoir
 connoissance de ces articles. Ce-
 pendant ils avoient déjà été im-
 primez plusieurs fois, avant que
 Varillas vint au monde, & tous
 les Historiens en avoient parlé.

Jamais une négociation impor-
 tante ne dura moins de temps que
 celle de Cambray. Mais ceux qui
 traitoient n'étoient qu'au nombre
 de deux. D'ailleurs le point essen-
 tiel de la négociation, le partage de
 la dépouille des Vénitiens, étoit
 réglé d'avance. On avoit proposé
 ce Traité sur le pied que suivant
 sa teneur chacun devoit reprendre

de ce qui lui appartenoit, & il n'étoit question que d'en faire la discussion & de la rédiger par écrit, 1508.
Il n'y avoit point d'embarras à faire cette discussion, puisqu'il s'agissoit d'occupations que les Venitiens avoient faites depuis deux siècles, & dont la mémoire estoit récente, Toutes les difficultez qui peuvent naître en rédigeant un Traité de Ligue offensive, sur le temps de la rupture, sur la qualité des secours mutuels & sur leur durée, l'envie de conclure promptement & de ne pas donner le loisir aux Venitiens de pénétrer la négociation, les fit bien-tost terminer. La Duchesse de Savoye & le Cardinal négocioient plustost en Souverains indépendans que comme des Ministres responsables de leur conduite, parce qu'ils estoient bien assurez que quoiqu'ils stipulassent leurs Commettants ne les defavoueroient en rien.

Il seroit inutile de parler ici
 1508. du Traité concernant le Duc de
 Gueldres. Celui contre les Vénitiens porte , Que le Pape , l'Empereur , le Roy de France & le Roy d'Arragon s'entraideront en toutes manieres pour recouvrer les démembrements de leurs Etats usurpez par les Vénitiens; c'est à dire, le Pape , recouvreroit les villes de la Romagne : Maximilien comme Empereur , Vérone , Trévise , Padoue , Vicenze & Roveredo , & comme Chef de la Maison d'Autriche le Frioul & l'Istrie : Le Roy de France , les démembrements de l'Etat de Milan qui estoient en leurs mains , & le Roy d'Arragon , les cinq ports que les Vénitiens tenoient dans le Royaume de Naples.

Il porte encore que le premier d'Avril 1509. le Pape fulminera un Interdit contre la République qu'elle encourra de fait , si dans
 40. jours

40. jours elle ne restitue ses usur-
pations , auquel jour premier d'A-
vril les Roys de France & d'Arra-
gon , comme aussi sa Sainteté l'at-
taqueront avec les armes tempo-
relles. 1502.

Que l'Empereur ayant les mains
liées par le Traité de trêve de trois
ans conclu depuis quelques mois
avec les Vénitiens , il ne sera tenu
de rompre avec eux que quarante
jours après les premières hostilités
faites par la France comme qua-
rante jours après la Bulle fulminée
par le Pape , & quand les Censu-
res qu'elle portera auront esté en-
courues par les Vénitiens. Que le
Pape pour fournir à l'Empereur
une raison de ne pas tenir son ser-
ment , lui adressera un Bref com-
me à l'Advoué de l'Eglise Romaine ,
par lequel il l'interpellera de lui
donner aide & secours pour re-
couvrer les biens du saint Siege.

Que le Roy de Hongrie , & le Roy

— 1508. d'Angleterre, le Duc de Savoye, le Duc de Ferare, & le Marquis de Mantoue seront exhortez d'entrer dans la Ligue, qui ne laissera point d'avoir lieu quand bien mesme quelques unes des parties regardées comme contractantes n'y accederoient pas.

Que l'Empereur ni son petit fils le Prince d'Espagne ne pourront inquiéter en aucune façon le Roy d'Arragon durant la Ligue, ni six mois après son expiration, pour cause des revenus & de l'administration de la Castille qui apartennoient alors à Jeanne mere du Prince d'Espagne, fille d'Isabelle Reyne de Castille & de Ferdinand Roy d'Arragon. Par la foiblesse d'esprit de cette Princesse, le gouvernement étoit dévolu au Prince d'Espagne son fils; mais le Roy d'Arragon sous divers pretextes jouissoit de l'administration de la Castille au préjudice du Prince d'Espagne son petit fils.

Que l'Empereur moyennant cent mille écus d'or donneroit une nouvelle Investiture de l'État de Milan au Roy de France, laquelle comprendroit les réunions qui se devoient faire sur les Vénitiens, & seroit au gré & conforme aux droits de l'investi. 1508.

Que si les Vénitiens attiroient le Turc dans la Chretienté, la Ligue faite contre eux seroit aussi réputée estre faite contre les Infidèles. Cette accusation de solliciter le Turc à envahir la Chretienté qu'on a toujours continué d'employer dans les Manifestes de quelques Princes où elle est aussi peu omise que certaines formules sont omises dans les Actes rédigés par les Officiers publics, estoit alors indispensablement mise en œuvre contre ceux qu'on vouloit rendre odieux, comme si le Divan prenoit ses résolutions sur les avis des Princes Chrétiens. Elle estoit le

crime de tous les coupables.

1508.

Que les Puissances contractantes s'engageoient spécialement à la défense du Saint Siege & à lui faire rendre tout le respect qui lui est dû.

Que ceux qui voudroient estre compris dans le Traité, seroient tenus de l'accepter & de le ratifier dans deux mois.

Enfin on y avoit inséré qu'aucune des Puissances contractantes ne pourroit faire ni paix ni trêve avec les Vénitiens que du consentement des autres, condition que les Souverains sont aussi exacts à mettre dans les Traitez de Ligue, qu'ils le sont peu à l'observer.

Ce Traité fut signé d'abord par la Duchesse de Savoye au nom de l'Empereur, & par le Cardinal d'Amboise au nom du Pape & du Roy son Maistre.

Le Nonce qui estoit sur les lieux

refusant de signer le Traité faute
d'un plein pouvoir spécial, le Car-
dinal d'Amboise par un procédé
qui paroitra aussi bizarre qu'ex-
traordinaire, stipula & signa pour
le Pape, sans avoir d'autre titre
pour le faire que la commission
generale contenue dans la Bulle
qui le créoit Legat en France &
qui certainement ne lui conféroit
pas le pouvoir qu'il s'arrogéoit.
Mais le Traité de Cambray estoit si
avantageux à l'Empereur que la
Duchesse de Savoye n'hesita pas de
l'y engager, sur la parole du Car-
dinal d'Amboise; Que le Pape qui
ne se détermineroit jamais à signer
la Ligue la ratifieroit dès qu'il la
verroit signée en son nom. L'Am-
bassadeur d'Arragon fut ou plus
complaisant ou plus hardi que le
Nonce. Tous les articles du Trai-
té avoient esté arrestez sans qu'il
eut pris communication de leur
contenu. Mais quand il eut vu les

— articles qui assuroient au Roy son
1508. Maître l'administration tranquille
de la Castille durant un long-
tems, il ne fit plus de scrupule de
signer le Traité. En tout cas il
connoissoit Ferdinand pour un
Prince capable d'éluder sans peine
des engagements encore plus solem-
nels, s'il ne les jugeoit pas conve-
nables à ses interets.

Maximilien & Louis ratifierent
le Traité dès qu'il leur fut présen-
té. On a déjà vû les raisons pour
lesquelles Maximilien souhaitoit la
conclusion avec impatience. Cel-
les qu'avoit Louis XII. de ne faire
jamais un pareil Traité sont con-
nues. Mais le devoir d'un Histo-
rien m'engage à rendre compte
des motifs qui lui firent signer la
Ligue de Cambray, en laissant les
Lecteurs juges s'il prit le parti le
plus sage en la signant. Quant à
l'événement, il condamna la con-
duite de ce Prince.

Les motifs qui déterminèrent Louis XII. à se lier avec des Princes souvent ses ennemis déclarés & toujours ses ennemis secrets furent de différente nature : L'envie de se venger , & le dessein d'arondir ses Etats. Les Vénitiens avoient traversé Louis XII. par tout où ils n'avoient pas eu un intérêt sensible de l'aider , & l'orgueil de la République avoit blessé le Roy de France.

La chimere ordinaire des Républiques florissantes c'est d'établir une balance de pouvoir entre les Princes leurs voisins , quoique les inclinations des Peuples , les maximes des Etats , les changemens de regne & les révolutions intérieures , rendent son point d'équilibre impossible à rencontrer & souvent dangereux à chercher. C'étoit l'idée des Vénitiens de l'établir en Italie , & comme Louis XII. y possédoit l'E-

1508. tat de Milan, & la Seigneurie de Gennes, ils l'avoient vu avec chagrin envoyer une armée pour conquérir le Royaume de Naples. Son entreprise leur parut d'autant plus fatale à leur grandeur qu'ils détachèrent les principaux ports de ce Royaume, en vertu de droits dont la justice estoit très-équivoque. Néanmoins ces ports estoient précieux aux Venitiens par rapport à l'intérêt de leur commerce. On sçait avec quelle Religion les Républiques commerçantes exécutent les ordres les plus injustes, quand ils leur sont dictés par un si cher intérêt. Ainsi quoique le premier article du Traité d'Alliance fait à Blois entre le Roy regnant & la République de Venise, obligât les Venitiens de regarder les ennemis de la France comme les leurs, les Venitiens dès qu'ils le purent faire, traversèrent de leur mieux les François dans

leur expédition au Royaume de Naples. Durant un temps ce Royaume fut soumis presque tout entier à Louis XII. L'Armée Espagnole qui le défendoit alors contre lui se trouva réduite à la Garnison de Barlette encore mourante, de faim & de misere. Les Venitiens prirent si bien leur temps qu'ils firent changer la face des affaires en ce pays-là. Maistres absolus de la navigation du Golfe Adriatique, ils envoyèrent une quantité immense de provisions dans les ports du Royaume de Naples qui estoient en leur pouvoir , & les ennemis des François reçurent de ces ports toute sorte de secours secrets. Ce fut à l'aide de ces secours que les Espagnols se défendirent , qu'ils se remirent en campagne & qu'ils chasserent enfin les François d'un pays dont toute l'Europe les croyoit déjà paisibles possesseurs. Les sujets de la République la servent

— avec une discretion & une fidelité
1508. qui rendent les manœuvres qu'elle
veut cacher impossibles à décou-
vrir aux étrangers. Les voyes par
lesquelles son Sénat donne ses as-
sistances secretes sont tellement
souterraines, qu'elle peut desavouer
des secours qu'il est certain que
l'ennemi a reçu, & qu'il est con-
stant que la République seule a pu
donner. Ainsi Louis XII. pour
n'avoir pas en main des preuves
juridiques de l'assistance donnée
par ses Alliez à ses ennemis, n'en
étoit pas moins persuadé que ses
Alliez avoient trahi sa cause. En
effet le sentiment unanime de tous
les François qui avoient esté de
l'expédition de Naples, estoit que
sans les secours que les Espagnols
avoient reçu secretement par la
voye de Brindes & d'Otrante, il
leur auroit esté impossible de se
maintenir dans les postes dont la
conservation fit leur salut. Louis

XII. étoit donc convaincu que s'étoit le secours des Venitiens qui avoit donné aux Espagnols le moyen de se remettre en campagne , & que les Venitiens avoient été la cause de la perte de trois batailles par les François. Ces batailles avoient esté accompagnées des circonstances les plus mortifiantes pour un Roy qui pensoit sur son peuple comme Louis XII. Il aimoit ses sujets avec plus de passion qu'Alexandre n'aima la gloire & César la domination. La disette & la misere avoient fait périr presque tous les François échapez du fer des ennemis , & le Roy avoit esté encore plus affligé du sort déplorable des plus honnestes gens de son Etat que de la perte d'un Royaume.

Peu de temps avant que Louis XII. signa la Ligue de Cambray, il avoit encore reçu des Venitiens une autre mortification. Dès

— que l'Empereur les eut attaquez,
1502. pour lui avoir refusé le passage,
Louis XII. leur envoya un secours
considérable. Cette exactitude à
remplir les conditions du Traité de
Blois, que la République respec-
toit si peu, demandoit que du
moins elle en observât l'article : *De
ne faire ni paix ni trêve avec les
ennemis communs que d'un mutuel
consentement.* Néanmoins les Vé-
nitienens conclurent leur trêve avec
Maximilien sans la participation
des Ambassadeurs que la France
avoit envoyez pour assister au Trai-
té, & ils répondirent même aux
justes reproches des François avec
une hauteur qui ressembloit à des
menaces : Malgré ces reproches
la trêve fut signée. Les Vénitiens
réservèrent bien une place dans
leur Traité à Louis XII. Ce prin-
ce en déclarant dans un certain
temps qu'il l'acceptoit, devoit estre
réputé compris dans le Traité :

Mais cette place lui estoit réservée par un article particulier, il n'y paroïssoit point comme une des Puissances contractantes: il n'estoit pas même fait aucune mention de lui dans l'intitulé ni dans le préambule du Traité. Les Vénitiens en avoient usé avec un Roy de France leur Allié, comme les Potentats du premier ordre en usent avec les Etats d'un rang inférieur, quand ces Etats pour se procurer des garanties demandent d'estre compris dans les Traitez des autres. Louis XII. estoit le meilleur de tous les Princes, mais son indulgence ne s'étendoit pas jusqu'à ceux qui manquoient à ce qu'ils devoient à son Alliance, & à la dignité de la Couronne.

D'un autre costé les avantages qui revenoient à Louis XII. de la Ligue de Cambray estoient si grands & si seurs qu'ils justifieroient pleinement la politique, si les Sou-

— verains dans leurs démarches n'é-
 1508. toient pas obligez de respecter l'a-
 venir presque autant que le présent.
 Il recouvroit par cette Ligue
 tous les démembrements du Mila-
 nez usurpez par les Vénitiens ,
 & ces démembrements estoient
 si considérables qu'ils compre-
 noient le tiers de cet Etat. Ils a-
 voient esté faits en des temps diffé-
 rens.

Corio
 liv. 5.

Dès 1430. Philippe-Marie-Vit-
 comti Duc de Milan fut obligé de
 ceder Bergame & Bresse avec leurs
 Territoires aux Vénitiens. Ils ne
 bornoient pas même leurs veues à
 cette acquisition , mais le grand
 Sforze alors Général des armées
 de S. Marc , s'estant érigé en Ar-
 bitre entre ses Maistres & l'enne-
 mi , sa mauvaise foy obligea les
 Venitiens à se contenter de ces
 deux Villes. Ce même Sforze de-
 venu Duc de Milan ceda aux Ve-
 nitiens par le Traité fait à Lodi le

9. Avril 1455, Cremona dont ils s'estoient saisis durant les révolutions du Milanéz.

Louis XII. lui-même avoit encore démembre le Milanéz en faveur de la République de Venise. Ce Prince dès qu'il fut parvenu à la Couronne voulut faire valoir ses droits sur l'Etat de Milan. Louis Sforze plus connu par son surnom de Louis le More en estoit en possession, & il ne devoit pas estre facile de l'en chasser. Il avoit de Puissants Princes pour Alliez, & s'il avoit acquis son Etat par des crimes, il mettoit en œuvre de grandes vertus pour le conserver. Louis XII. toujours attentif à ménager l'argent & le sang de ses Sujets, aima donc mieux partager l'Etat de Milan avec les Venitiens, que de l'acquiescer tout entier par une guerre sanglante & ruineuse. Il signa avec eux à Blois un Traité d'Alliance pour conqué-

Corio
lib. 6.

Le 15.
Avril
1499.

——— rir & partager le Milanez. Par ce
 1508. Traité Crémone, les Sables de
 l'Adda ou la Ghiara d'Adda, &
 généralement toute la partie de
 l'Etat située à la gauche de cette
 riviere devoit, à l'exception de
 Lecco, appartenir à la République.
 Le reste de l'Etat de Milan de-
 meuroit à Louis XII. Ce Traité
 fut executé. En une campagne
 chacun se mit en possession de son
 partage. Louis XII. peu satisfait
 de l'Alliance des Venitiens regret-
 toit aparament tous les jours la
 portion considérable de son bien
 dont il l'avoit achetée. D'ailleurs
 Jean-Jacques Trivulze & plusieurs
 autres Seigneurs Milanois avoient
 beaucoup de crédit à la Cour. On
 sçait que les Milanois jaloux au-
 tant qu'aucun peuple de la splen-
 deur de leur Etat portent toujours
 impatiament qu'il soit démembré,
 & que sans cesse ils employent le
 crédit qu'ils peuvent avoir auprès

de leurs Maistres pour les engager — à réunir les portions aliénées. Leurs 1508.
vives sollicitations ébranloient donc Louis XII. d'autant plus, que son premier Ministre le Cardinal d'Amboise estoit dans leur parti, & joignoit depuis long-temps ses conseils à leurs remonstrances. Il estoit oncle de Chaumont Grand-Maistre de la Maison, Maréchal de France, Gouverneur pour le Roy de l'Etat de Milan, & son Lieutenant général de-là les Monts. Les interets du neveu estoient ceux de l'oncle, & Chaumont souhaitoit avec passion d'acroistre sa Province. En l'agrandissant il faisoit une chose très-agréable aux Milanois, & il augmentoit le champ où sans cesse il recueilloit des moissons abondantes.

Louis XII. & Maximilien ratifierent la Ligue de Cambray avant qu'on sceut à Venise qu'elle estoit signée. Le bruit du Congrès de

— 1508. Cambray y allarma bien quelques Sénateurs, mais leurs conjectures sur le véritable motif de cette assemblée furent traitées de terreur panique. Ils furent regardez comme des hommes que la timidité rendoit trop soupçonneux. Les Venitiens croyoient que l'inquiétude outrée ne nuit guere moins aux Etats, que la trop grande securité.

Ils estoient encore rassurez par les dépesches d'Antoine Contelmerio leur Ambassadeur en France qui les trompoit, parce que lui-même il estoit trompé. Il s'estoit expliqué plusieurs fois avec le Cardinal d'Amboise sur les défiances que le Congrès de Cambray lui donnoit. Il lui avoit exposé sa répugnance à croire que Madame de Savoye & le premier Ministre de France eussent fait un voyage pour s'aboucher, seulement en vue de discuter les interets d'un Duc de Gueldres.

Les Historiens Italiens disent que le Cardinal d'Amboise ne se trou-
 vant pas assez d'esprit pour en
 imposer à Condemerio par des
 discours captieux, dans lesquels
 néanmoins il pût prouver un
 jour par des explications ingenieu-
 ses, qu'il n'auroit rien dit que
 de veritable, eut recours aux
 ruses les plus grossieres. Enfin ils
 prétendent qu'il jura plusieurs fois
 à l'Ambassadeur Venitien foy de
 premier Ministre & foy de Cardi-
 nal, que le Roy vouloit observer
 le Traité de Blois, & qu'il ne se
 traiteroit rien à Cambray au des-
 avantage de ses Maistres. C'est-à-
 dire que l'Ultramontain n'ayant
 pas assez d'esprit pour éblouir l'Ita-
 lien par l'artifice, se servit du men-
 songe pour le tromper, & que ne
 pouvant pas estre fourbe habile, il
 fut réduit à estre imposteur. L'Amb-
 assadeur rassuré, rassuroit ses Maî-
 tres, & il ne cessoit de leur écrire

— que la République n'avoit pas de
1508. meilleur ami que le Roy de France.

De quelque manière que Condelmerio ait esté trompé, il est toujours vray que les François rendirent en cette occasion aux Vénitiens la supercherie que les Vénitiens leur avoient faite douze ans auparavant. On entend assez que je veux parler du Traité de Ligue que firent les Princes d'Italie pour chasser de Naples notre Roy Charles VIII. Il fut conclu à Venise sous les yeux de Philippe de Commines que Charles VIII. y avoit envoyé pour l'empescher, sans que cet Ambassadeur qui se laissoit amuser par les discours artificieux du Sénat, pénétrât rien de la négociation. Il n'en eut connoissance qu'après qu'elle eut esté terminée par un Traité, & quand en plein Sénat il aprit du Doge la conclusion, avec une surprise qu'il

décrit lui-même si naïvement, & que les Historiens Venitiens ont pris tant de plaisir à raconter.

1598.
Justinia-
ni lib.

Les premières nouvelles de la Ligue de Cambray que le Sénat entendit, lui vinrent par Jacques Caroldio Résident de la République à Milan. Dans le temps qu'on commençoit à discourir sur ce qui s'estoit passé à Cambray, ce Résident ouit dire avec affectation à un Piémontois natif de Carmagnole & qui estoit dans la confiance de Chaumont, *J'aurai bien-tôt le plaisir de venger la mort du plus illustre de mes Compatriotes sur les scélérats qui l'ont fait mourir injustement.* Ce discours n'estoit pas obscur pour le Résident. Il avoit disputé plusieurs fois avec Geoffroy, c'est le nom du Piémontois, sur la justice de la malheureuse destinée de François Busslon connu ordinairement par le surnom de Carmagnole qu'il portoit, parce qu'il

10.
Bembo,
lib. 2.

Bembo,
lib. 7.

Paul/Jove
Élog: de
Carm.

— estoit de la ville de Carmagnole.
 2508. Buffon né dans la lie du peuple
 s'étoit élevé par son mérite aux
 premiers emplois de la guerre, &
 il estoit parvenu même au Gene-
 ralat de l'armée Venitienne dans
 la guerre que la République sous-
 tint contre Philippe Visconti.
 Dans la suite les Vénitiens furent
 mécontents de lui. Le Conseil des
 Dix lui fit son procès, & après
 l'avoir convaincu de trahison il
 lui fit trancher la tête dans la pla-
 ce de Saint Marc. Bien des gens
 néanmoins prétendirent alors que
 tout son crime consistoit dans le
 dégoût des Vénitiens qui estoient
 las de son service, sans oser le con-
 gedier, dans la crainte qu'il ne
 découvrit leurs secrets, & dans
 l'envie qu'ils avoient de s'appro-
 prier à titre de confiscation trois
 cens mille écus d'or que le Car-
 magnole avoit amassé dans ses
 differents emplois. Ainsi il fut far

Machia.
 dans le
 Prince.
 Corio,
 part. 5.
 f. 329.

elle au Résident Caroldio de com-
prendre le discours du Compatriote de Carmagnole, qui comme il arrive souvent à ceux qui gardent un secret, l'avoit révélé, sans croire en parler. Ce Résident écrivit donc aussi-tôt au Sénat ce qu'il avoit entendu & ce qu'il conjecturoit. Le Sénat éclairé par ses lumieres en trouva bien-tôt d'autres qui ne lui permirent plus de douter que l'orage ne fût formé. Des Ligues telles que celle de Cambray ne peuvent manquer d'estre découvertes quelque temps après leur conclusion. Les plus secrètes sont celles qui restent cachées durant quelques mois.

Quoique les Venitiens n'eussent pas prévu la tempeste, ils eurent néanmoins le temps de la conjurer avant qu'elle fondit sur eux. Le Pape qui devoit estre leur ennemi le plus dangereux ne ratifia la Ligue qu'après les avoir sommés

— pour ainsi dire, de lui retenir la
 4508. main. Son chagrin contre la République, & l'envie de tirer de ses mains les villes de la Romagne le pouſſoient à ſe déclarer contre elle, mais il eſtoit arreſté par la crainte de ce qui arriveroit de l'étaſſement de l'Empereur en Italie, & par ſa répugnance à travailler à l'augmentation du pouvoir de Louis XII. Enfin il prit un parti qui lui parut propre à lui procurer la ſatisfaction qu'il ſouhaitoit, ſans l'expoſer aux dangers qu'il appréhendoit. A une promenade ſur mer il fit mettre dans ſa Felouque Piſanin des deux Ambaſſadeurs Vénitiens qui réſidoient auprès de ſa perſonne, & de diſcours en diſcours il le préſentit ſur ce que la République ſeroit capable de faire pour l'empêcher de ratifier la Ligue de Cambray. Il lui inſinua que ſon honneur eſtoit engagé à réunir

nir du moins Faenza & Rimini —
à l'Etat Ecclesiastique , & qu'il 1508.
s'étoit trop avancé sur ce point-
là pour reculer : Mais que si ses
Maistres vouloient mettre son hon-
neur à couvert , il demeureroit
de leurs amis , & qu'il sçauroit
bien rendre inutiles tous les pro-
jets des Ultramontains contre eux.
Qu'il y avoit un expédient qui
pouvoit terminer la contestation
sans interesser ni l'honneur du Saint
Siege , ni celui de la République.
Que la République lui présentât
deux de ses Nobles tels qu'elle
voudroit les choisir , & qu'il leur
donneroit les Investitures de Faen-
za & de Rimini pour les tenir en
fief sous la mouvance du Saint
Siege. Pisani qui estoit un Répu-
blicain ferme jusqu'à estre dur ,
répondit séchement aux ouvertu-
res du Pape. Il lui dit , que la Ré-
publique tenoit tous ses Nobles
pour égaux , & que son dessein

— 1508 —
estant de ne point permettre que les uns fussent les valets des autres elle ne devoit pas souffrir de Princes parmi eux. Véritablement elle pousse sa délicatesse sur ce point jusqu'à ne pas vouloir que les Nobles achetent des fiefs en terre ferme, afin que les uns ne soient pas Vassaux & les autres Seigneurs. Le Pape ne se rebuta point du peu de succès de son ouverture. Comme il connoissoit Badoere l'autre Ambassadeur Venitien, pour un négociateur plus liant, il lui fit représenter le péril éminent où la République se trouveroit exposée, si le Traité de Ligue conclu contr'elle recevoit sa perfection, & si toutes les Puissances qui devoient y entrer se mettoient une fois en campagne pour l'exécuter. On offrit de sa part qu'il ne le ratifieroit pas moyennant la restitution de Faenza & de Rimini. On représenta en

même temps que la Ligue tom-
beroit d'elle-même si le Pape ces-
soit d'en estre l'apui. Enfin on fit
sentir à l'Ambassadeur qu'il falloit
absolument rendre ces places à Sa
Sainteté, afin qu'elle eut un pré-
texte plausible de refuser la rati-
fication d'un Traité dont elle ne
pouvoit pas se cacher d'avoir été
le Promoteur. Que le Pape trou-
veroit dans la restitution de ces
deux places une excuse suffisante
pour ne le point ratifier. Qu'il al-
légueroit que les Venitiens au-
roient rendu le Traité inutile à
son égard en prévenant son effet
par la satisfaction qu'ils auroient
donnée d'eux-mêmes au Saint Sie-
ge. Que de Partie le Pape devien-
droit même Médiateur. Qu'enfin
rien ne l'empêcheroit dès que son
honneur seroit à couvert de suivre
ses véritables interests qu'il sçavoit
bien ne pas trop s'accorder avec la
Ligue de Cambray.

1598. Badoere rendit un compte exact au College des ouvertures du Pape. Le Sénat dès qu'elles lui eurent esté communiquées, délibéra très-sérieusement sur l'instruction qu'il convenoit d'envoyer à son Ambassadeur à Rome. Louis Molino homme d'un grand mérite & qui auroit esté l'oracle de la République si ses Compatriotes eussent esté plus sages, représenta vivement qu'il convenoit à leur situation présente de faire une réponse engageante & telle qu'elle nouât une négociation avec le Pape. Les plus avisez opinerent même à donner à Sa Sainteté la satisfaction qu'elle demandoit; mais leur avis ne l'emporta point. Le Procurateur Trevisani parla vivement contre Jules II. & il fit revenir presque tout le Sénat qui donnoit les mains aux propositions faites dans Rome à Badoere. Guichardin rapporte la harangue

DE CAMBRAY; Liv. I. 77

de ce Noble qui fait un des beaux morceaux de son Histoire. Trevi-
 sani expose d'abord que le Pape, dont les troupes sont l'opprobre des
 gens de guerre, n'est pas un ennemi assez formidable, pour en-
 gager la République à se démentir de sa fermeté dans la vûe de
 l'appaiser. Que ses excommunications ne sont pas plus à crain-
 dre que ses troupes. Que durant la guerre de Ferrare ces excom-
 munications fulminées contre eux avec tant de solennité, n'avoient
 ôté ni la prudence à leurs Généraux, ni le courage à leurs Sol-
 dats. *Qu'il n'étoit pas vraisemblable que Dieu eût voulu que sa justice
 & sa miséricorde, ses châtimens & ses récompenses fussent à la discrétion
 d'un homme ambitieux par excès, en-
 core plus superbe, sujet au vin & à
 d'autres passions non moins infâmes,
 ni qu'un tel homme pût disposer de
 puissance divine au gré de ses caprices,*

— & sans égard à la justice & au bien
 1509. commun de la Chrétienté : Qu'à
 moins de vouloir se persuader que sous
 un tel Pontificat , les engagements des
 Prêtres seroient plus inviolables qu'ils
 ne l'avoient été jusqu'alors , il ne
 voyoit pas qu'on pût compter que le
 Pape quand il auroit retiré de leurs
 mains Faenza & Rimini , n'entrât pas
 encore dans la Ligue pour recouvrer
 Ravenne & Cervia : Que l'inobser-
 vation des Traitez étoit le caractère
 de la Cour de Rome : Que pour jus-
 tifier son procédé , parmi les autres
 loix , elle en avoit fait une ; Que l'E-
 glise nonobstant tout acte , & toute
 promesse , & malgré le bénéfice qu'elle
 a reçu des Traitez peut se dédire , &
 contrevenir aux engagements que ses
 Prélats ont pris le plus solennellement.
 L'Orateur ajoute ensuite que les
 autres Princes liguez , quand même
 le Pape se détacheroit d'eux ,
 n'en attaqueroient pas moins la
 République ; mais qu'elle étoit en

état de se défendre & contre eux, 1509.

& contre le Pape, ainsi qu'elle l'avoit déjà fait plusieurs fois contre toutes les forces de l'Italie :

Que pour faire échouer les Liges il suffisoit d'en soutenir le premier effort.

Que bientôt il naissoit entre des Princes que l'intérêt présent avoit seul rassemblez, des dé-

gouts qui engendroient des brouilleries, lesquelles produisoient des

ruptures : Que les succès heureux ou malheureux donnoient égale-

ment sujet à ces divisions. Les succès heureux font naître des

contestations sur le partage des conquêtes. Les succès malheu-

reux donnent lieu aux Alliez de s'entr'acuser de négligence & sou-

vent de prévarication. C'est, dit Trévifani, ce qu'on doit se pro-

mettre de la Ligue de Cambray plutôt que d'aucune autre, vu les

intérêts incompatibles des Princes qu'elle assemble. Enfin, dit-il, que

— Jules II. cherche des gens qui se
1509. fient à lui, parmi ceux qui peuvent ignorer qu'il a soulevé toute l'Europe contre une République à laquelle il a l'obligation de la Thiare.

Le discours de Trévifani flattoit trop les Vénitiens pour ne les pas persuader, & l'Orateur fut assez malheureux pour amener le Sénat à son avis. La République n'avoit pas encore appris à plier & n'étoit que trop disposée par ses prospérités continuelles à se livrer aux sentimens téméraires d'un citoyen qui méprisoit les ennemis & qui présuinoit de sa patrie. La réponse du Sénat aux propositions de Jules II. fut donc celle des Lacédémoniens à Philippe. Un refus conçu dans les termes les plus concis.

Le mépris que les Vénitiens témoignèrent de la haine & de l'amitié du Pape, fit pencher du côté de la guerre son esprit qui

DE CAMBRAY , Liv. I. 81
balançoit encore. Il se fixa à la —
résolution de la faire , & il ratifia ¹⁵⁰⁹
la Ligue de la maniere la plus au-
tentique. Son acte d'acceptation
& de ratification de la Ligue de
Cambray datté du 22. Mars 1509.
fut en forme de Bulle.

Quelques jours auparavant le
Roy d'Arragon avoit aussi ratifié le
Traité. Ne pouvant empêcher la
Ligue , il vouloit s'en prévaloir. Il
en tiroit deux avantages : le pre-
mier l'engagement que Maximilien
prenoit dans le Traité de le laisser
jouir de la Castille , & l'autre le
recouvrement des ports de son
Royaume de Naples qui étoient
entre les mains des Venitiens. Ces
ports étoient Otrante , Brindes ,
Trano , Monopoli & Pulignano.
Ils étoient tombez entre les mains ^{Justinia-}
des Vénitiens lors des guerres de ^{ni l. 10.}
Naples entre Charles VIII. Roy
de France & la Maison d'Arragon.
bâtarde. La flotte Vénitienne ayant

1509. pris alors Pulignano & Monopoli sur les François, la République y mit garnison pour la sûreté des sommes qu'elle dépensoit au service du jeune Ferdinand Roy de Naples. Ce même Prince peu de tems avant sa mort, livra les trois autres ports aux Vénitiens pour leur donner encore un plus ample nantissement. Un des articles du Traité d'engagement portoit bien que les Vénitiens seroient obligez à remettre au Roy de Naples les places déposées entre leurs mains en recevant le remboursement de leurs frais de garde & d'entretien. Par une précaution qui ne devoit pas être inutile, ce Prince avoit même stipulé que ces frais quels qu'ils fussent, ne pourroient être arbitrez à une somme plus forte que deux cens mille écus d'or. Mais ces places étoient trop importantes au commerce des Vénitiens, pour croire que jamais ils

s'en délaissent de plein gré & —
uniquement en vue d'accomplir 1509.
un Traité. Sous differens prétextes faciles à trouver à celui qui est en possession, ils avoient toujours éludé les propositions de recevoir leur remboursement que Ferdinand leur faisoit offrir tous les mois depuis qu'il étoit possesseur paisible du Royaume de Naples. Néanmoins Ferdinand entroit dans la Ligue à regret, mais suivant son caractère qui étoit une dissimulation parfaite, il la ratifia avec les démonstrations d'une joye d'autant plus grande qu'il en ressentoit moins.

Le Duc de Ferrare & le Marquis de Mantoue entrèrent avec plaisir dans une Alliance qui leur faisoit honneur, & qui devoit leur procurer du moins pour le présent, plus d'avantage que les petits Princes n'en trouvent ordinairement dans la société des grands.

1509.

Machia-
vel, hist.
l. 6.

Le Duc de Ferrare prétendoit se libérer de deux conditions onéreuses que les Venitiens avoient exigées d'Albert d'Est, Seigneur de Ferrare, lorsqu'après s'être déclaré contre eux en faveur des Ferrares, il fut obligé de leur demander la paix en 1403. La première de ces deux conditions étoit que les Seigneurs de Ferrare feroient cesser leur fabrique de sel à Commachio, & que dorénavant leurs sujets se pourvoiroient de cette denrée dans les greniers de la République. La seconde, que les Seigneurs de Ferrare seroient tenus de souffrir que la République tint dans leur capitale un Vidame ou un Officier de Judicature, pour y rendre la justice au nom de S. Marc dans les causes où les Venitiens seroient intéressés. Les Venitiens avoient toujours été rigoureux à exiger l'observation de ces conditions, & toutes les fois que les Souverains de

Justiniani,
l. 6.

Vidomano.

Ferrare avoient tenté de s'affran-
 chir du joug, il n'en étoit devenu
 que plus pesant & plus difficile à
 secouer. Hercule d'Est Duc de
 Ferrare s'étant ligué en 1482. avec
 la plupart des Puissances d'Italie
 qui faisoient la guerre contre la
 République, non-seulement les
 conditions mentionnées furent con-
 firmées dans le Traité de Bagnolo
 qui termina cette guerre, mais le
 Traité l'obligea de lui céder en-
 core Adria, l'Abaddia, Rovigo &
 la Polésine. L'occasion de se dé-
 livrer des entraves des Venitiens &
 de recouvrer ces domaines, étoit
 un objet trop agréable pour le
 Duc de Ferrare. Il ne pouvoit
 manquer de le suivre.

Du 7.
 Août
 1484.
 Corio.
 l. 6.
 Justi.
 l. 9.

Le Marquis de Mantoue répé-
 toit sur la République Peschiera,
 Asola & Lunato. Les Prédeces-
 seurs de ce Seigneur avoient été
 obligez de céder ces Places aux
 Venitiens par un article de la paix

1509. faite en 1441. entre les Florentins & leurs Alliez d'une part , & la République de Venise de l'autre.

Le Duc de Savoye , à qui la porte étoit ouverte comme aux autres pour entrer dans la Ligue de Cambray , négligea durant quelque temps de s'en servir. Ce ne fut qu'après ses premiers succès * qu'il écrivit à Louis XII. pour y être admis , & à tout événement il y fut reçu. Ses griefs contre les Venitiens consistoient dans ses prétentions sur le Royaume de Chypre , mais la Ligue toute formidable qu'elle étoit n'avoit pas de flotte assez puissante pour faire sur les Venitiens des conquêtes maritimes. D'ailleurs ce ne fut que dans le siècle suivant que les Ducs de Savoye regarderent leurs prétentions sur ce Royaume comme un

* La lettre de ce Prince est du 10. Mai 1509. & la réponse de Louis XII. du 19. du même mois.

droit sérieux; qu'ils prirent le titre de Roy de Chypre, & qu'ils arborerent constamment les armes de cet Etat.

1509.
En
1637.

Dès que le Traité de Ligue eut reçu sa perfection, les Princes qui l'avoient signé armerent & se mirent en devoir de l'exécuter. Ce fut alors que les Vénitiens qui s'étoient promis qu'elle ne seroit pas même ratifiée, s'alarmèrent véritablement. Le danger en s'approchant leur parut aussi terrible qu'il l'étoit. Mais leur crainte ne fut pas une terreur stupide, & ils prirent en même temps des mesures pour faire la paix & pour soutenir la guerre. Ils envoyèrent offrir au Pape les conditions qu'ils lui avoient refusées, & ils tentèrent toutes sortes de voyes pour détacher l'Empereur & le Roy d'Aragon du Roy de France. On rendit justice à ce dernier à Venise, & Louis XII. fut le seul des Prin-

Gueser,
l. 8. fol.
216.

1509.

ces Confederez qu'on crut incapable de manquer à ses engagements & à qui l'on ne fit pas offrir les conditions les plus avantageuses pour parvenir à une paix particulière entre lui & la République. Les tentatives des Venitiens pour dissoudre la Ligue échouerent toutes ; le Pape , l'Empereur & le Roy d'Arragon par differents motifs furent également sourds à toutes les propositions du Sénat.

Les instances des Venitiens auprès des autres Puissances étrangères pour les porter à faire une diversion contre les Princes liguez , ou pour en obtenir du secours , ne leur procurerent que des souhaits obligants ou de vaines promesses. Le Roy d'Angleterre se contenta pour lors de répondre en termes affectueux aux propositions que lui fit l'Ambassadeur de la République , d'attaquer la France tandis que son Roy & sa Gendarmerie seroient

delà les Monts. Louis Raymondo, ———
 qu'on avoit envoyé de Venise vers ¹⁵⁰⁹
 le Grand Seigneur en qualité d'Am- ^{Mocenigo,}
 bassadeur Extraordinaire demander ^{l. 1.}
 le secours qu'il faisoit espérer aux
 Venitiens dans l'occasion, ne fut
 pas plus heureux, & il n'obtint de
 la Porte que de belles promesses.
 C'est Mocenigo lui-même qui
 nous apprend la commission de
 Raymondo. Les Ecrivains Veni-
 tiens postérieurs à cet auteur n'en
 ont plus parlé si distinctement, &
 même ils altèrent le fait. Justinia-
 ni déguise ce fait en supposant que
 la mission de Raymondo ne se fit ^{l. 114}
 que dans le tems du siège de Pa-
 douë & après la harangue empor-
 tée que le fils du Doge Lorédan
 prononça dans le Grand Conseil
 contre Jules II. Il ajoute que les
 pouvoirs de ce Ministre furent
 même révoquez avant qu'il eût eu
 son audience du Grand Seigneur.
 Bembo, pour faire croire que le

— fait est faux sans le dire néanmoins;
 1509. rapporte que Bajazet, Sultan des
 L. 8. Turcs sur la nouvelle de la bataille d'Agnadel, envoya chercher André Foscolo Ambassadeur ordinaire de la République auprès de sa Hauteſſe ; Qu'il se plaignit à lui que ſes Maîtres fiſſent aſſez peu de cas de ſon amitié pour ne lui doner aucune part de leurs affaires, & ne lui pas demander dans l'occafion un ſecours dont ils devoient bien ſe tenir aſſurez. Ces plaintes obligeantes du Grand Seigneur prouveroient, ſi le récit du Bembo étoit ſincere, que juſques-là les Vénitiens n'avoient pas demandé de ſecours à la Porte. Mais la ſubtilité de l'Historien eſt trop groſſiere pour n'être pas aperçue des moins clair-voyans. Il ne reſta donc plus d'autre reſſource aux Vénitiens que leur vertu & leurs richesses. Auſſi leur ſalut vint-il des vertus qui ſe trouvent ordinaire-

ment dans les Républiques, comme leur danger venoit principalement des défauts qui s'y rencontrent. 1509.

Tous les accidens qui ont coutume d'arriver aux Etats que la fortune paroist abandonner, survinrent alors à la République de Venise. Elle trouvoit des obstacles où elle devoit se promettre de trouver des facilitez, & un malheur n'arrivoit pas sans un autre. Le hazard, où des personnes gagnées, mirent à son Arsenal le feu, qui en consumma la plus grande partie. Ceux qui avoient coutume de porter les armes pour elle, les prirent pour le service de ses ennemis. Les Ursins & les Savelli avoient fait un Traité pour la venir servir avec cinq cens hommes d'armes & trois mille fantassins. On leur avoit même avancé quinze mille écus d'or sur la solde. Ils manquerent à leur convention, & le

~~_____~~ Pape parut leur permettre de garder sans peché le bien d'autrui en les dispensant de restituer l'argent qu'ils avoient touché d'avancé. Les Venitiens néanmoins ne laisserent pas de mettre ensemble quarante mille hommes d'infanterie, une nombreuse cavallerie légère, & plus de trois mille hommes d'armes, nombre très-remarquable. On n'envoya qu'une petite partie de ces troupes en garnison dans les places du Royaume de Naples & de la Romagne. Les armées des Papes ne furent jamais bien formidables, & le Roy d'Arragon, quoiqu'il promit à ses Alliez une diversion prompte & vigoureuse, n'avoit fait encore aucun des préparatifs nécessaires pour se mettre en pouvoir de leur tenir parole. D'ailleurs on comptoit de secourir avec la flotte qui étoit prête à mettre en mer aupremier ordre, les places que ces deux ennemis pouvoient attaquer.

Quant à Maximilien, ses coups suivoient ordinairement ces menaces de si loin, & il y avoit si peu d'apparence qu'il attaquât avant la fin du mois de May, qu'on se contenta d'envoyer des milices garder les passages par lesquels il pouvoit descendre en Italie. Le péril étoit plus éminent du côté du Roy de France. Aussi presque toutes les forces de la République furent destinées à la deffendre contre lui. Le rendez-vous de l'armée fut à Ponte-Vico sur l'Oglio, & quand elle fut assemblée on y compta trois mille hommes d'armes, quatre mille hommes de cavallerie légère, & trente mille hommes d'infanterie, troupes composées de l'élite des soldats Italiens. Il est vrai que beaucoup d'Historiens font l'armée Vénitienne moins nombreuse, mais il n'y a pas d'apparence de recevoir leur témoignage au préjudice de

24. HIST. DE LA LIGUE

— celui de trois Auteurs Venitiens & contemporains. Tous trois sont d'accord dans l'énumération qu'on vient de voir, & ils n'ont eu aucun motif de grossir une armée dont il falloit qu'ils racontassent la déroute peu de pages après celle où ils en donnoient le dénombrement.

Cette armée étoit commandée par le Comte de Pitigliano Général d'une grande réputation, & sous lui par Barthelemi l'Alviane son Mestre de Camp Général. André Gritti & Georges Cornaro Nobles, d'une grande capacité, & qui avoient acquis beaucoup de réputation dans la dernière guerre contre Maximilien, furent nommez Provéditeurs de l'armée. C'est un emploi dont personne n'ignore les fonctions, & qui ne donne guere moins de part au commandement dans les armées Venitiennes que le Généralat,

1509.
Mocenigo, l.
I.
Bembo, l. 7.
Justin. l. 11.

L'avis des Généraux se trouva — différent lorsqu'il fut question d'ar- 1509, rêter le projet de campagne. L'Alviane que son génie & ses derniers succès rendoient audacieux , proposoit de prévenir les ennemis en passant l'Adda. & en portant la guerre dans le país appelé proprement le Duché de Milan. Il alléguoit que l'offensive relève le courage des Troupes, & qu'il ne falloit pas laisser aux François l'avantage d'attaquer. Le Comte de Pitigliano vouloit au contraire qu'on ne risquât rien en une guerre où il ne s'agissoit pas de faire des conquêtes , mais seulement de défendre durant une campagne ce qu'on possédoit déjà. Il proposoit de faire camper l'armée aux Orzinenga , comme dans un poste également avantageux & inattaquable , exposant qu'on pourroit de-là secourir facilement celle des pla,

1509.

ces que les François oseroient assiéger ; il ajoûtoit que la subsistance seroit facile à leur armée dans ce camp dont on avoit plusieurs fois reconnu l'importance durant les guerres des Ducs de Milan contre la République. Le Sénat consulté sur ces deux sentimens n'agréa ni l'un ni l'autre. Il trouva le projet de l'Alviane téméraire & celui de Pitigliano trop timide, parce qu'il abandonnoit aux François la Ghiara d'Adda & presque tout le païs Venitien. Situé à la droite de l'Oglio. L'ordre qu'il donna à ses Généraux fut d'empêcher l'armée Françoisse de passer l'Adda, mais d'éviter en même tems d'en venir à une action, dès que l'événement en pourroit être douteux.

Les Venitiens avoient eu raison de donner leurs premiers soins à la deffense de leur frontiere du côté du Milanèz. Maximilien étoit en-
cote

encore dans les Pais-bas occupé à ———
 tirer sous differens prétextes de l'ar- 1509.
 gent des sujets de son petit-fils ,
 quand Louis XII. rassembloit déjà
 son armée pour passer en person-
 ne l'Adda. Néanmoins il ne fut pas
 en état de l'entreprendre le premier
 d'Avril. C'étoit le jour qui lui étoit
 marqué par le Traité de Cambray
 pour entrer en guerre contre les
 Venitiens. Mais Jules II. qui croyoit
 ne voir jamais assez tost l'Italie en
 feu , & qui brûloit d'impatience
 que les quarante jours au bout
 desquels l'Empereur étoit tenu
 de son côté d'en venir à la ruptu-
 re , commençassent à courir , pres-
 soit incessamment Louis XII. de
 faire du moins les premiers actes
 d'hostilité. Pour satisfaire le Pape
 ce Prince fit rompre la paix par
 ses Officiers. En un même jour ils
 firent invasion dans les terres de
 la République par cinq endroits
 differens. La garnison de Lecca

— fit des courses jusques aux portes
 1509. de Bergame. Chaumont passa l'Ad-
 da avec un petit corps, & fut pren-
 dre Tréviglio où il fit douze cens
 hommes prisonniers de guerre, &
 où il laissa garnison, après quoi il
 repassa brusquement la riviere dans
 la crainte d'avoir bientôt sur les
 bras toute l'armée Venitienne qui
 campoit déjà en front de Bandiera.
 La garnison de Lodi courut encore
 le Crémonois, tandis que celle de
 Plaisance qui avoit trouvé moyen
 de passer le Po sur des Pontons,
 le pilloit d'un autre côté. Enfin le
 Marquis de Mantoue soldat du
 Roy de France, qui lui entrete-
 noit une compagnie de cent hom-
 mes d'armes, saccagea Casal Mag-
 gioré. Voilà le début de la plus san-
 glante guerre que l'Italie ait essuyée
 depuis les dévastations des Barba-
 res. Il fut fait le 15. d'Avril 1509.

Louis XII. avoit pris des me-
 sures pour faire déclarer en forme

la guerre aux Venitiens le jour même qu'il commenceroit à la faire ¹⁵⁰⁹ contre eux. Suivant une coutume fort usitée alors, mais qui depuis environ quatre-vingt ans a cessé d'être pratiquée, Louis envoya à Venise le Roy d'armes de France au titre de Montjoye, titre que les Auteurs Italiens prennent la plupart pour un nom propre. Le Roy d'armes fut introduit le 16 d'Avril dans le Sénat comme il l'avoit demandé, & il y parut couvert de sa cotte d'armes, semée de fleurs-de-lys d'or & paré des autres ornemens de sa charge. Comme tous les Auteurs font tenir précisément le même langage au Roy d'armes & lui font faire la même réponse par le Doge, on ne peut douter qu'ils ne rapportent le véritable discours de l'un & de l'autre. Le Roy d'armes dit donc assis au milieu du Sénat : *Ecoutez, vous Doge de Venise, & vous autres Habitans*

— de cette Terre. Louis Roy de France
 1509. m'a commandé de vous dénoncer la
 guerre comme à gens de mauvaise foy,
 qui par force retenez les villes du Pape
 & d'autres Princes, lesquelles vous
 possédez injustement, ayant toujours
 procuré par vos menées de mettre en
 votre main le bien d'autrui. Mais
 mon Maistre s'en vient en armes pour
 vous ôter tout cela. Voici la réponse
 du Dôge: Cette République vers la-
 quelle vous François êtes venu ne dé-
 tient rien injustement, puisque tout
 ce qu'elle fait, elle le fait conformé-
 ment à la raison & sans manquer de
 foy à personne. Si nous n'avions pas
 garde cette foy à votre Roy au-delà de
 ce que nous devions faire, il n'auroit
 pas en deça des Monts où mettre le
 pied. Mais nous nous sçavons encore
 bon gré d'être à notre risque aussi loyaux
 que nous l'avons toujours été, tandis
 que votre Roy est coupable de man-
 quement de foy & d'uné de merveil-
 leuse arrogance. Nous soutiendrons

avec l'aide du Ciel la guerre que vous —
 nous dénoncez. Il punira votre Mai- 1509.
 tre en ce monde comme en l'autre
 de la Ligue que sa perversité nous a
 mise à dos. Voilà un langage bien
 opposé à la politesse de notre siècle,
 laquelle exige des Souverains
 qu'ils ménagent tant les termes &
 qu'ils soient si circonspects sur le
 choix des expressions, quand ils
 parlent des Princes leurs ennemis.
 Jules II. lança ses foudres sur
 les Venitiens dès qu'il eut appris
 que le canon des François tiroit
 contre eux. Il publia un Monitoire
 terrible en forme de Bulle, dans
 laquelle après une ample déduc-
 tion de leurs entreprises sur la Ju-
 risdiction Ecclesiastique & de leurs
 autres usurpations, il les admones-
 toit de réparer leurs malversations
 dans vingt-quatre jours, & de res-
 tituer les domaines usurpez & les
 fruits qu'ils en avoient perçus,
 sous peine, s'ils n'obéissent pas,

— d'être excommunié & d'encou-
 1509. rir de fait toutes les censures, après
 quoi il seroit permis à un chacun
 de leur courre sus, de s'emparer de
 leurs effets & biens, de faire leurs
 personnes esclaves, & nul ne pour-
 roit plus leur donner aide ni re-
 traite sans encourir les mêmes cen-
 sures. Mais ce coup de foudre ne
 mit le feu nulle part. Le Sénat
 suivant l'ancienne coutume apella
 du Pape au futur Concile, & Ve-
 nise en fut quitte pour la desertion
 de quelques Moines, qui emporter-
 rent avec eux à Ferrare un petit
 butin composé du pillage des Sa-
 cristies. Le reste du Clergé séculier
 & régulier demeura dans l'obéis-
 sance due au Souverain. Ce fut
 l'effet de l'attention du Gouverne-
 ment Venitien à s'attacher insé-
 parablement par les voyes les plus
 convenables le corps de l'un & l'autre
 Clergé. Aussi les gens d'Eglise
 n'ont jamais excité dans les Etats de

la République des revoltes contre le Prince ni formé les Liges que quelques-uns d'entr'eux ont tramées ailleurs. Il peut y avoir des païs où les Ecclesiastiques fassent plus de bien qu'à Venise, mais il n'y en a point où ils ayent fait moins de mal.

Cependant Louis XII. avoit rassemblé son armée. On y comptoit six mille Suisses & douze mille fantassins François ou Milanois. L'Ordonnance avoit été grossie jusqu'à deux mille hommes, parce que beaucoup de Seigneurs Milanois charmez de contribuer à la réunion des démembrements de leur Etat, avoient levé des Gend'armes à leurs dépens. A peine étoit-elle en front de Bandiere, qu'il y vint nouvelle que l'armée Venitienne attaquoit Tréviglio, où le Gouverneur de Milan avoit laissé cinquante lances & mille hommes d'infanterie en garnison. Aussitôt Louis XII. se mit en marche pour secou-

1509. — rir cette place , mais elle fut obli-
 gée à se rendre le 9. de Mai , &
 dans le moment que le Roy arri-
 voit sur l'Adda. Quoique la ville
 eût capitulé on la fit saccager par
 les Troupes , & la garnison fut dé-
 valisée. Les Historiens Venitiens
 mêmes avouent que la vie des
 hommes & l'honneur des femmes
 furent laissez à la discretion du sol-
 dat. Voilà le motif de quelques
 executions militaires un peu seve-
 res , que Louis XII. ne laissa pas
 d'ordonner malgré sa benignité.
 Lorsqu'un ennemi affecte d'être fé-
 roce dans les commencemens
 d'une guerre , ce seroit être cruel
 à ses sujets , que de lui être indul-
 gent.

Bemb.
 lib. 7.
 Justinia-
 ni. l. 11.

Dès que Louis XII. scut l'éve-
 nement de Tréviglio , il se déter-
 mina d'aller combattre l'armée en-
 nemie , quoiqu'il n'ignorât point
 qu'elle étoit supérieure en nombre
 à la sienne. Il falloit pour cela pas-

ser l'Adda, & il résolut de le faire ¹⁵⁰⁹ sur le pont de Cassan, bien que les Vénitiens n'en fussent éloignez que de cinq milles. La crainte qu'en allant chercher le pont de Lodi, il ne donnât le tems à leur armée de se jeter dans quelque poste où bientôt il deviendrait impossible de la forcer, lui fit prendre ce parti hazardé. Voici la description que fait Bembo de la situation du pays. L'événement qu'on va raconter est d'une si grande importance, qu'on ne sçauroit donner trop bien à connoître le terrain où il arriva. Le lecteur jugera encore par cette description par quel motif toutes les armées, qui dans le cours de cette Histoire voudront tenter le passage de l'Adda, tâcheront toujours de gagner Cassan pour y traverser ce fleuve.

Cassan est une place bâtie à la droite de l'Adda sur une hauteur

Bembo
lib. 2.

1509. qui commande de l'autre côté de l'eau. Elle est à la tête d'un pont au sortir duquel on trouve un terrain disposé en forme de demi-cercle, & capable de contenir une petite armée. Ce terrain est planté d'arbres, & coupé de hayes qui peuvent être d'un grand usage à des troupes qui youdroient s'y retrancher pour assurer le passage des autres troupes dont elles seroient suivies. Le terrain heureux par lui-même est encore rendu plus avantageux par un canal dont il est couvert, du côté de la Ghiara d'Adda. Ce canal large de vingt pieds est profond de six, & il enveloppe en manière d'arc le terrain dont il fait une Ile. Il reçoit l'eau de l'Adda au-dessus de Cassan, & il la rapporte dans ce fleuve au-dessous de la place. Les François informez que l'armée Venitienne campoit à cinq mille de Cassan, comptoient bien qu'il leur faudroit

essuyer un combat pour entrer dans la Ghiara d'Adda. Ils ne doutoient pas que les ennemis n'eussent occupé l'Isle qui est entre le fleuve & le canal pour les empêcher de déboucher par le pont de Cassan, & le Maréchal Trivulze qui étoit du pais, prédisoit qu'on y trouveroit les Venitiens retranchez. Aussi la surprise de ce Seigneur fut telle quand il eut reconnu que les Generaux ennemis avoient négligé d'occuper ce poste, qu'il ne put s'empêcher de s'écrier : *Aujourd'hui Roy Très-Chrétien vous gagnez une bataille.*

Dès que Louis XII. eut passé l'Adda, il fit jetter des ponts sur le canal qui enferme l'Isle de Cassan du côté de la Ghiara d'Adda, & le jour même il vint camper à une demie lieue des ennemis. On lui conseilloit d'attendre pour les attaquer, que la diversion de l'Empereur les eût obligez à diviser leur

—
1509. armée qui étoit plus nombreuse que la sienne. Mais il ne défera point à ces conseils , persuadé qu'il est indifférent qu'il y ait quelques troupes de plus ou de moins dans une armée Françoisé que son Roy en personne mène à l'ennemi. Le Comte de Pitigliano le sçavoit bien , & quoique l'armée qu'il commandoit fust supérieure en nombre , il comptoit que l'avantage ne feroit pas encore égal s'il l'exposoit en plaine contre la Gendarmerie Françoisé , & la jeune Noblesse qui suivoit le Roy. Quand les François lui présentèrent la bataille le lendemain , il la refusa , & demeura tranquille dans ses logemens où il ne pouvoit être forcé.

L'armée Venitienne avoit Rivolta à sa gauche. Le Roy se mit en marche pour attaquer la place , en vue d'attirer les ennemis à une bataille , ou de décrediter leurs armes , s'ils laissoient prendre cette

place à leur vuë sans combattre. —
Pour être prêt à tout événement ¹⁵⁰⁹
il tint une partie de son armée en
bataille devant le camp ennemi,
tandis qu'avec l'autre il attaquoit
Rivolta. Le Comte de Pitigliano
se contenta de montrer ses trou-
pes en bataille sur la hauteur qu'il
occupoit, sans en descendre pour
secourir la place qui fut emportée
d'assaut. Louis XII. dont la timi-
dité des Venitiens augmentoit la
confiance, résolut enfin de mar-
cher à Vaila, quoiqu'il dût prêter
le flanc à l'ennemi dans sa mar-
che. Son dessein étoit de s'empa-
rer de ce poste d'où il lui seroit
facile de couper les convois à l'ar-
mée, qui tiroit sa subsistance de
Crémone, où les Venitiens avoient
leurs dépôts des vivres. L'Alvia-
ne connut d'abord quel étoit le
projet des François, & il fit ré-
soudre qu'on le préviendrait en
occupant Vaila, d'où ils pour-

roient toujours communiquer facilement avec Crémone. Cela paroissoit d'autant plus faisable, que les Venitiens pouvoient aller à Vaila par les hauteurs, & ils avoient ainsi bien moins de chemin à faire que les François pour y arriver. Ces derniers ne pouvoient marcher que par la route qui conduit le long de l'Adda de Rivolta à Vaila, de maniere qu'ils alloient à Vaila par l'arc, & les Venitiens par la corde. Néanmoins le projet de l'Alviane réussit mal, & l'avantgarde Françoisse tomba sur l'arrièregarde Venitienne qu'il commandoit quand cette arrièregarde étoit encore entre Vaila & Agnadel. Chaumont & Trivulze, qui menotent l'avantgarde Françoisse, lui avoient fait faire diligence, & le pais qui se trouvoit entre les deux armées étoit si fourré, que les ennemis ne connurent qu'ils avoient les François si près d'eux, que quand

ils entendirent les cris de joye que les François jettoient. L'Alviane en fut surpris, mais sans demeurer interdit. Il fit d'abord avertir l'avant-garde de le venir dégager; puisqu'on ne pouvoit plus sauver l'armée sans la faire combattre. En attendant il jeta son infanterie & celle qui le rejoignoit à chaque moment dans des vignes & sur une digue, par laquelle l'ennemi pouvoit venir à lui, & il y fit faire à la hâte quelques batteries. Sa Gendarmerie & sa Cavallerie légère furent postées dans une plaine qui étoit derrière ces vignes & en deçà de cette digue.

Chaumont avec l'ardeur d'un jeune homme attaqua les Vénitiens sans les avoir bien reconnus; aussi fut-il repoussé avec perte. Ses Suisses furent rompus en voulant se saisir de la digue, & sa Cavallerie qu'il tâcha de faire filer à travers les vignes, fut très-mal me-

— née par l'Infanterie Venitienne
 1509. Mais incontinent le Roy arriva
 avec le corps de bataille & l'arrière-
 garde. On lui avoit dit en chemin
 qu'il pouvoit faire alte, que son pro-
 jet étoit déconcerté, & que déjà
 les Venitiens s'étoient emparé de
 Vaila : mais il s'étoit contenté de
 répondre, Nous aurons donc une
 peine de plus, celle de les en dé-
 loger. D'abord il fit rattaquer les
 vignes par les Bandes Gasconnes,
 & il remena lui-même les Suisses
 à la digue exposée au plus grand
 feu de l'artillerie & de la mous-
 queterie des ennemis. Tous les
 Auteurs Italiens rendent ce témoi-
 gnage à sa valeur. Quelques cour-
 tisans obligés de le suivre sous pei-
 ne de leur honneur, voulurent ca-
 cher leur peur sous le motif louable
 de veiller à la conservation de la
 personne du Prince. Ils le firent donc
 apercevoir du danger où certaine-
 ment il n'étoit pas venu comme un

Branto-
 me, élo-
 ge de
 Louis
 XII. p.
 70.

étourdi. Louis XII. parent assez
 éloigné, de ses Prédécesseurs, avoit
 vécu sous leur règne trop familiè-
 rement avec les courtisans pour ne
 les pas percer. Il se contenta donc
 de répondre aux officieux : *Que*
ceux qui ont peur se mettent à couvert
derrière moy.

Enfin la digue fut emportée ,
 mais la Gendarmerie Françoisse n'y
 passoit qu'avec peine , & les Gas-
 cons n'avoient encore pû forcer
 les vignes qui plantées, comme
 elles le sont en Lombardie , au-
 roient été un passage bien plus
 commode pour la cavalerie. Les
 Gascons n'attaquoient plus même
 que mollement quand le Roy ré-
 solut de se porter en personne sur
 le lieu du combat. Dès qu'il en fut
 à portée, la Trimouille le montrant
 de la main cria aux soldats : *Enfans*
le Roy vous voit. A ces mots les
 Gascons qui paroissoient rebutez,
 devinrent des troupes fraîches, &

— ils firent un effort qui les rendit
 1509. maistres en un moment du poste
 si long-tems disputé. La cavalerie
 acheva donc de passer. Enfin la
 gendarmerie Françoisse se trouva
 en presence de celle de l'armée
 Venitienne sur un terrain égal, &
 la bataille fut finie.

Propos
 memor.
 de Cor-
 rozet,
 p. 59.

Louis XII. avoit donc eu raison
 de répondre à ceux qui lui repre-
 sentoient la prudence des Venitiens,
 pour le dissuader de leur faire la
 guerre : *Je leur mettrai tant de fols*
tête à tête , qu'ils ne sçauront de quel
côté se tourner.

Comme la cavalerie Venitienne
 ne tint pas , le nombre de ses morts
 fut peu considerable : mais le
 carnage de l'infanterie fut très-
 grand, & huit mille de ses soldats
 demeurèrent sur le champ de ba-
 taille. Toute l'artillerie & tout le
 bagage des Venitiens furent pris,
 & leurs Officiers les plus braves

furent tuez ou faits prisonniers.

L'Alviane qui servoit de Mestre
de Camp general, fut des derniers.

1509.

Quoiqu'il eust été blessé dangereusement dans l'action, il ne s'étoit point retité de la mêlée, & ceux qui le présenterent au Roy le visage si couvert de sang qu'il en étoit méconnoissable, assurerent ce Prince qu'ils l'avoient pris tâchant encore de rallier quelque troupe.

Brantôme dans l'éloge de Barthélemi l'Alviane rapporte une circonstance de sa prise, que je crois ne devoir pas obmettre. Dans le tems que ce General faisoit la révérence au Roy après la bataille finie; on entendit sonner brusquement l'alarme dans le camp François. Louis XII. avoit ordonné lui-même de le faire pour rallier ses soldats dispersés. Mais ce Prince seignant d'être surpris à ce bruit: Qu'est-ce, dit-il, Seigneur Barthélemi, vos gens sont difficiles à

— 1509. contenter; ils veulent en tâter une
 seconde fois? Sire, reprit l'Alviand,
 qui n'étoit pas de ces Italiens qui
 croyent que les François ne battent
 leurs ennemis que par hazard, s'il
 y a plus fait d'armes aujourd'hui,
 il faut que vos gens s'entrebattent
 pour les nôtres; vous les avez gou-
 vernez de maniere que de quinze
 jours ne les reverrez en face. Mais
 ce qui fait voir plus que les autres
 circonstances de cette bataille à
 quel point l'armée Venitienne avoit
 été défaite, c'est son décourage-
 ment. Il fut impossible de rallier
 les fuyars tant ils étoient épouvan-
 tez. On ne put les rassurer, ni
 mettre ensemble les restes de l'ar-
 mée que sous Bresse, c'est-à-dire,
 à quarante mille du champ de ba-
 taille.

Voilà quel fut le succès de la
 bataille donnée le 14. du mois de
 Mai 1509. les François la nom-
 ment la journée d'Agnadel ou de

la Ghiara d'Adda & les Italiens, —
 le Fait d'armes de Vaila ou * de ^{1509.}
 Cassan. Louis XII. suivant l'an- ^{* Card.}
 ciennne coutume des Rois François, ^{Conta-}
 fit bâtir une Eglise sur le champ de ^{renus.}
 bataille, à laquelle il donna le nom ^{de Re-}
 de Notre-Dame de la Victoire. Ce ^{publ. 4}
 trophée le plus convenable qu'un ^{5.}
 guerrier Chrétien puisse élever à sa
 gloire, subsiste encore aujourd'hui
 sous le même nom. Il n'y a même
 que trois ans qu'il fut encore d'un
 heureux augure aux François. Sous
 le commandement de M. le Duc
 de Vendôme, ils battirent à sa vûe
 l'armée de l'Empereur.

En
 1796.

Pour lors les François sçurent
 vaincre & profiter de leur victoire.
 Ils se présentèrent par tout, & par
 tout on leur ouvrit les portes. Ils
 furent reçus dans Bergame, Bresse,
 Creme & dans toutes les petites
 places des pais qu'ils devoient re-
 couvrer en vertu de la Ligue de
 Cambray. Les Officiers de la Ré,

— 1509. publique s'enfermerent la plupart dans les forteresses de ces Villes, qui étoient des places de réputation, parce qu'autrefois elles avoient soutenu de longs siéges. Mais rien ne peut arrêter une armée Françoisle quand celui qui la commande veut bien la mener en avant après le gain d'une bataille. Toutes ces forteresses se rendirent en peu de jours, & l'opinion qu'on avoit de leur bonté, ne servit qu'à faire prendre prisonniers beaucoup de nobles Venitiens, qui avoient cru en s'y renfermant se mettre pour long-tems en sûreté. C'étoit une proye dont les François étoient fort avides à cause des grosses rançons qu'ils en tiroient. Picighiton & la ville de Crémone se rendirent de même à la première sommation. Le seul Chateau de Crémone se fit battre quelque tems, parce que Zacharie Contarini & d'autres Nobles qui s'y étoient jet-

tez, ne pouvoient pas se résoudre à payer les grosses rançons qu'ils sçavoient qu'on exigeoit de leurs pareils. On étoit persuadé que du moins Peschiera arrêteroit l'ardeur Françoisé. Mais les meilleures fortifications ne sçauroient défendre long-tems une garnison qui les défend mal. Après deux jours de siège la place fut emportée d'assaut. Louis XII. pour venger ce qui s'étoit fait à Tréviglio contre les loix de la guerre, les exerça à Peschiera dans toute leur rigueur. Il ne se piqua pas d'y faire usage de ses maximes célèbres sur la clémence. La garnison fut passée au fil de l'épée, & une personne des plus considérables de celles qui se trouvoient dans la place fut penduë aux creneaux du Château. Les Historiens qui sont uniformes dans le récit de ce fait, ne s'accordent ni sur le nom, ni sur la dignité du malheureux qui paya de sa tête la

— faute de ses compatriotes. Ainsi
1509. le Roy de France eut conquis en
quinze jours au-delà de ce qui lui
devoit appartenir par le Traité de
Cambray.

Le Pape de son côté avoit mis
en campagne une armée qui se
pouvoit dire alors considerable.
Elle étoit forte de treize mille
hommes, parmi lesquels il y avoit
quatre cens lances. Le Duc de
Ferrare la commandoit en qualité
de grand Gonfalonier de l'Eglise,
dignité que le Pape venoit de lui
conferer, & qui n'étoit pas encore
perpetuelle, comme elle l'est au-
jourd'hui dans la Maison Farnese.
Il avoit sous lui pour Mestre de
Camp General le nouveau Duc
d'Urbain, François Marie de la Ro-
vere, neveu de Jules II. François
de Castel del Rio, Cardinal Evê-
que de Pavie, accompagnoit l'ar-
mée en qualité de Légat. Ce Car-
dinal étoit un homme de mérite,
qui

édifioit mal l'Eglise, mais qui la ~~servoit~~ ¹⁵⁰⁹ bien. Jules II. avoit tant de confiance pour ce Cardinal, qu'il lui avoit donné la principale autorité dans son armée; d'autant plus volontiers qu'il n'aimoit pas assez le Duc de Ferrare pour se livrer à lui. Sa Sainteté avoit bien un neveu, mais il n'étoit pas encore assez formé pour être mis à la tête d'une grande entreprise. L'armée de l'Eglise ne fit pas de grands exploits jusqu'à la bataille d'Agnadel; mais le succès de cette journée lui fut aussi avantageux que si elle l'eût gagnée elle-même. Toutes les villes de la Romagne lui ouvrirent leurs portes, & il ne lui resta d'autre place à prendre que le Château de Ravenne.

Le Sénat qui ne s'étoit pas attendu à la Ligue de Cambray, s'attendoit encore moins au désastre d'Agnadel. Il étoit occupé à prendre des mesures pour subvenir aux

1509.

Beinbo.
lib. 8.

frais de la guerre , & il les prenoit très-justes. Chacun étoit taxé à proportion de ses richesses. Comme rien ne contribue tant à établir & à maintenir l'inégalité des impositions si fatale aux Républiques, que la vanité des personnes en crédit , qui croient augmenter leur considération en s'exemptant de porter leur part & portion des charges de l'Etat, le Sénat fit beaucoup de loix qui notoient d'infamie ceux qui voudroient prétendre à cette funeste distinction. Louis XII. avoit chassé les sujets de la République qui s'étoient domiciliés dans ses Etats. Le Sénat qui fit attention qu'en obligeant les sujets du Roy à sortir des domaines de S. Marc , il envoyeroit des hommes & de l'argent aux ennemis de la République, en même tems qu'il la priveroit de leur industrie , en usa d'une maniere toute opposée. Il enjoignit aux sujets de Louis XII.

établis dans le païs Venitien d'y de-
 meurer , & sous des peines très-
 severes il leur commanda d'y exer-
 cer leur profession comme par le
 passé. Mais toutes ces précautions
 capables de fournir des ressources
 dans les malheurs ordinaires , ne
 pouvoient pas réparer celui qui
 venoit d'arriver.

Le bruit du desastre de Vaila fut
 long - tems répandu dans Venise ,
 sans que personne y voulût ajouter
 foy : mais bientôt la nouvelle fut
 confirmée par tant d'endroits , qu'il
 ne fut plus possible d'en douter.
 Les pertes précipitées dont la dé-
 route étoit suivie & dont on ap-
 prenoit quelqueune chaque jour ,
 empêchoit même qu'on ne rassu-
 rât le peuple par des récits artifi-
 cieux. On ne pouvoit lui faire
 accroire qu'il restât encore des trou-
 pes à la République , quand per-
 sonne ne faisoit plus-tête aux en-
 nemis. Jamais on ne vit une Ville

— 1502. qui n'est pas prise d'affaut aussi
consternée que Venise le fut alors.
Le peuple avoit bien vu autrefois
les Gennois venir brûler ses vais-
seaux dans les ports des Lagunes.
Mais il lui restoit dequoi armer
des flottes qu'il put opposer à celles
des ennemis, & il étoit accoutumé
dans ce tems à la guerre & à ses dis-
graces. Depuis long-tems la Ré-
publique ne faisoit plus la guerre
que dans le país de ses ennemis &
avec d'heureux succès. On croyoit
voir d'un côté Louis XII. à Fuci-
ne à la tête de l'armée Françoisé
qui avoit conquis l'Etat de Terre
ferme en le traversant. D'un au-
tre côté, on craignoit des séditions
dans une République où les ci-
toyens sont d'une condition si iné-
gale que les uns commandent tou-
jours, quand les autres souvent pa-
rens des premiers sont toujours ré-
duits à obéir, sans être distinguez
du plus bas peuple, que par des

marques exterieures & des ornemens frivoles. Les malheurs des particuliers augmentoient encore la désolation publique.

Le Sénat s'assembla plusieurs fois sans pouvoir résoudre autre chose que de s'assembler le lendemain. Enfin les premiers soins furent de prévenir les mouvemens séditieux qui auroient pu arriver à Venise, & de se préparer à deffendre la ville. En vue de faire fleurir la navigation, on avoit déjà donné aux bâtimens Venitiens le privilege exclusif, d'apporter seuls des vivres à Venise. Ce privilege fut suspendu pour un tems, & on permit aux vaisseaux étrangers d'y en amener. Le Sénat donna rendez-vous à Mestré, presque sur le bord des Lagunes, aux restes épouvantez de son armée détruite, & il y joignit ce qu'il put rassembler d'autres troupes. La situation du lieu ne permettoit pas aux François de

venir les dissiper, & elles s'y trouvoient à portée de deffendre Venise contre l'ennemi & contre le citoyen qu'il semble que le Sénat craignoit alors plus, qu'il ne craignoit l'étranger.

Cependant le Duc de Ferrare profitant du desordre où se trouvoient les affaires des Venitiens, reprit en deux jours toutes les conquestes qu'ils avoient faites pied à pied sur ses Prédecesseurs ; & les troupes du Marquis de Mantouë entrèrent sans peine dans Asola & dans Lunato. Le Sénat desespéra donc de pouvoir rien conserver dans l'Etat de Terre ferme, & il résolut d'abandonner ce riche païs désormais ouvert de toutes parts. Il crut que s'il arrivoit un retour de bonne fortune à la République, les peuples rentreroient plus volontiers sous son obéissance, quand ils ne pourroient pas soupçonner leurs anciens Maîtres de leur sça-

voir aucun mauvais gré de tout ce qui se seroit passé. Au lieu qu'en 1509. voulant les obliger à soutenir des sièges desesperez, & à concourir à une défensive qu'ils jugeoient impossible, c'étoit leur donner des occasions de désobéir; & la crainte d'être châtiés un jour de leur révolte, leur avoit toujours fait regarder leurs anciens Maîtres comme des ennemis irrités dont le joug seroit à craindre comme le dernier des malheurs.

D'ailleurs les Venitiens appréhendoient que les François sous prétexte de conquérir les places du partage de l'Empereur qui n'avoit pas encore rassemblé une armée capable de les attaquer, n'y entraissent & ne les gardassent toujours. Dès qu'il les falloit perdre, il valoit beaucoup mieux pour les Venitiens qu'elles tombassent d'abord entre les mains de Maximilien, qu'en celles de Louis XII.

— Les dépouilles de la République se
 1509. trouvant partagées entre deux Prin-
 ces, elle auroit deux voisins au lieu
 d'un & il lui seroit permis d'es-
 perer que les brouilleries qui sur-
 viendroient infailliblement entre
 ces voisins, lui fourniroient un jour
 des occasions favorables pour re-
 couvrer ce dont sa fortune pré-
 sente vouloit qu'elle se défist. Voilà
 les motifs qui engagerent les Ve-
 nitiens, à ce qu'ils disent, à se hâ-
 ter si fort d'abandonner la Terre
 ferme qu'ils auroient conservée,
 s'ils eussent fait pour la défendre,
 une partie des efforts qu'ils firent
 pour la recouvrer. Ce qui arriva
 dans la fuite prête de spécieuses
 couleurs à cette Apologie.

Les Historiens étrangers attri-
 buent l'abandonnement de l'Etat
 de la Terre ferme qui avoit coûté
 tant de peine à former, à une cause
 moins recherchée, je veux dire à
 la consternation, & au découra-

gement du Sénat, qui appréhen-
doit également un siège & une sé- 1509
dition. Il est sûr que ce découra-
gement fut extrême; mais les Ve-
nitienS ont tout fait dans la suite
pour le desavouer & pour mainte-
nir la réputation de leur Gouver-
nement. Ils ont tout fait pour per-
suader leur peuple & les étrangers,
qu'au milieu de tant de malheurs
l'esprit de vertige ne s'empara ja-
mais du Sénat; & pour faire croire
aux uns & aux autres que ce Corps
intrépide conserva alors tout son
sang froid; Que la terreur n'eut
jamais aucune part dans ses déli-
berations, mais qu'il se conduisit
toujours par les règles de la pru-
dence la plus saine, & sans perdre
de vue un moment l'avenir le plus
reculé.

Quoiqu'il en soit les Officiers
de la République reçurent ordre
d'évacuer toutes les villes de la
Terre ferme, & de leur rendre le

— serment de fidelité fait à S. Marc.
 1509. A la reserve de Trévisé qui voulut
 demeurer Venitienne malgré les
 Venitiens mêmes ; elles prêterent
 toutes peu de tems après serment
 à l'Empereur. Le Duc de Brūnswik
 General de ce Prince qui avoit déjà
 recouvré le Frioul à la faveur des
 succès des François , n'eut d'autre
 peine que celle d'envoyer prendre
 possession des Villes qui l'appelle-
 rent.

Ceux qui commandoient dans
 les ports du Royaume de Naples
 les remirent à Ferdinand par ordre
 du Sénat. Le Commandant du
 Château de Ravenne reçut un or-
 dre de le consigner au Pape , &
 de tous les Etats d'Italie , la Répu-
 blique ne voulut plus garder que
 Venise & les rives des Lagunes
 qui l'entourent.

Il ne restoit plus rien à craindre
 aux Venitiens , s'ils eussent été aussi
 persuadés que les Lagunes fussent

un rempart insurmontable, qu'ils
sont constans à l'assurer. Mais il pa-
roît par les démarches qu'ils firent
alors qu'ils craignoient encore
quelque accident en Italie, quand
il n'y auroit plus que Venise à per-
dre. Ils envoyèrent demander la
paix au Pape & au Roy d'Arragon;
& Antoine Justiniani fut député
pour le même sujet vers l'Empe-
reur. Le discours qu'on veut qu'il
ait fait à Maximilien, est une piece
qui a causé trop de disputes & fait
trop de bruit, pour ne la pas ra-
porter ici toute entiere. La voici
traduite fidèlement sur l'Original
Latin de l'Ambassadeur Justiniani
qui se servit de cette langue pour
parler à l'Empereur.

L'antiquité soutenoit avec rai-
son, que la plus grande & la plus
glorieuse de toutes les victoires, se
étoit celle qu'on remportoit sur
soi-même. Les lauriers d'une
telle victoire ne se flétrissent ja-

1509. mais, & ils ornent les fronts qui
en sont ceints, mieux que les
diadèmes & les couronnes triom-
phales. Scipion l'Africain est
plus vanté pour s'être vaincu lui-
même, que pour avoir soumis Car-
thage & dompté l'Afrique. C'est
par de semblables actions qu'un
petit Roy de Macedoine s'est ren-
du le plus illustre des Rois. Ale-
xandre nedoit qu'à sa moderation
les vœux que Darius son ennemi
fit pour lui, vœux qui font plus
d'honneur à Alexandre que ses
victoires les plus brillantes. L'in-
fortuné Roy des Perses, instruit
de la moderation dont Alexandre
jeune & victorieux avoit usé en-
vers sa femme & sa famille, que
la victoire avoit mises à la dis-
crétion du Macédonien, leva les
mains au ciel pour lui deman-
der, que s'il ne vouloit pas con-
server la couronne sur sa tête,
du moins il la fit passer sur

celle d'un ennemi si débonnaire
& d'un vainqueur si modéré. Le
premier de vos prédécesseurs le
grand César, dont vous avez hé-
rité les vertus & la fortune,
mérita par sa facilité à pardon-
ner & même à oublier les inju-
res, d'être mis au nombre des
Dieux. Le peuple Romain dont
vous êtes aujourd'hui l'unique
successeur, & dont la Majesté
réside en votre personne, n'a eu
d'autres bornes de son Empire
que celles de la terre qui étoit
connue alors, mais sa clémén-
ce, sa modération & son équité,
lui ont fait plus de sujets que la
valeur de ses soldats & tout le
mérite militaire de ses Officiers.

Le sort des Venitiens est au-
jourd'hui entre vos mains. Si
vous faites réflexion à la fragilité
de la grandeur humaine, si vous
usez de votre supériorité avec in-
dulgence, si vous préférez la

509. „ plus pesans. Nous nous fussions
„ relevez de nos châtes comme
„ nos Ancêtres se font relevez des
„ leurs ; comme eux nous eussions
„ terrassé ceux qui nous avoient
„ fait trebucher , mais nous nous
„ trouvons accablez sous la gran-
„ deur immense de V^{otre} Majesté.
„ La réputation de la nation à la
„ tête de laquelle vous marchez
„ contre nous , acheve de nous
„ abbatre. Il n'y a plus pour nous
„ d'esperance de victoire. Nous ne
„ nous flacons pas même de pou-
„ voir disputer le combat. Nous
„ mettons bas des armes desor-
„ mais trop pesantes pour nos
„ mains , afin de chercher notre
„ salut dans votre clémence Im-
„ périale , dans la bonté d'une des
„ images vivantes du Dieu des mi-
„ sericordes. Au nom du Doge , du
„ Grand Conseil & du peuple de
„ Venise , je prie humblement Vo-
„ tre Majesté , je la supplie , je la

conjure de regarder notre afflic-
 tion d'un œil de compassion, &
 de nous rendre une main chari-
 table. Quelques conditions de
 paix que vous nous prescriviez,
 nous y souscrirons. Nous ferons
 plus; nous les tiendrons justes,
 nous les réputerons honorables
 & nous les observerons comme
 telles. Peut-être sommes-nous
 dignes de prononcer nous-mê-
 mes notre sentence. Nous vous
 abandonnons tout ce que nos
 Ancêtres ont occupé dans l'Em-
 pire & dans vos pais Héreditai-
 res. Pour rendre encore ces of-
 fres plus convenables à notre
 condition présente nous y joi-
 gnons tout ce que la République
 a possédé en Terre ferme, &
 quelques soient nos droits sur ces
 domaines nous vous les résignons
 comme à notre véritable Sei-
 gneur & à notre Souverain. Nous
 payerons toutes les années à vo-

— „ tre Majesté & aux Empereurs ses
 1509. „ successeurs un tribut de cin-
 „ quante mille écus-dor. Enfin
 „ nous sommes résolus d'obéir à
 „ tous vos commandemens , loix,
 „ décrets & ordonnances. Nous
 „ ne demandons qu'une chose.
 „ Défendez - nous de l'insolence
 „ de ceux qui étoient il y a peu
 „ nos compagnons d'armes , & qui
 „ sont aujourd'hui nos plus cruels
 „ ennemis. Leurs projets ne vont
 „ pas à moins qu'à ensevelir le nom
 „ Venitien. Que votre protection
 „ nous mette à l'abri de leur fu-
 „ reur , & vous serez notre pere.
 „ Vous serez le fondateur de notre
 „ Ville , & nous nous avouërons
 „ votre peuple. Nos Annales se
 „ rempliront de vos louanges:
 „ Elles seront la premiere chose
 „ dont nous instruirons nos en-
 „ fans.

„ Ce n'est pas la moindre des
 „ louanges qu'on puisse vous don-

ner, que de dire, que vous êtes —
 le premier dont la République “ 1509.
 de Venise supliante ait embrassé “
 le genoux. Sa fierté s'abaisse pour “
 la première fois, & c'est devant “
 vous. Nous vous prenons pour “
 notre Ange tutelaire. Si le Tout- “
 puissant eût ôté à nos Ancêtres “
 la demangeaison de se mêler des “
 affaires des Princes, Notre Ré- “
 publique obscurciroit encore au- “
 jourd'hui par sa splendeur l'éclat “
 de toutes les autres, au lieu qu' “
 elle est présentement chargée “
 de blâme & d'ignominie. Les “
 trésors de gloire qu'elle avoit “
 amassez par tant de victoires se “
 sont dissipez en un moment. Elle “
 est devenuë l'objet du mépris “
 des Nations. “

Mais pour finir par où j'ai “
 commencé, vous pouvez, grand “
 Prince, en excusant vos Veni- “
 tiens & en leur pardonnant, “
 vous couronner d'un laurier plus “

1509. „ verd & plus durable , que tous
 „ ceux dont aucun Conquérant
 „ ait jamais orné la tête. La gloire
 „ dont vous pouvez vous couvrir,
 „ passera sans diminution à la pos-
 „ terité la plus reculée. Une telle
 „ gloire est indépendante des évé-
 „ nemens. Les siècles à venir vous
 „ célébrerons donc , comme le plus
 „ débonnaire des Princes , & com-
 „ me tel , ils vous placeront au-
 „ dessus des autres. Pour nous ,
 „ nous publierons éternellement :
 „ Nous tenons de la grandeur
 „ d'ame de Maximilien l'air que
 „ nous respirons & d'être encore
 „ au nombre des vivans.

Furste-
 nerus, de
 Jure su-
 prem.
 cap. 51.

Outre que ce discours montre
 évidemment que les Venitiens de-
 sespereroient alors de la République,
 il fournit contre eux-mêmes des
 titres de conséquence à l'Empire
 & à la Maison d'Autriche. Aussi
 les Historiens Venitiens préten-
 dent-ils que la harangue de Justi-

Justiniani n'est qu'une pièce supposée, & ils crient à l'imposture contre Guichardin, qu'ils accusent d'en être l'auteur. Néanmoins cet Historien qui la rapporte comme une pièce véritable, assure qu'il donne un Acte authentique & sans altération, disant positivement qu'il n'y a fait d'autre changement, que de le traduire de Latin en Italien.

Jean - Baptiste Leoni allégué beaucoup de raisons pour mettre l'imposture de Guichardin en évidence. Il dit qu'il a vu l'instruction de Justiniani, qui ne lui donne aucun pouvoir de faire les propositions portées dans son discours prétendu. Il ajoute qu'il y a encore à Venise une preuve incontestable que cet Ambassadeur ne fit aucune proposition à Maximilien, & qu'il n'entamât même jamais la négociation pour laquelle il avoit été envoyé en Allemagne. C'est la lettre de créance donnée à Justi-

1509.

Lo
Squit-
tinio
della li-
berta
Veneta.

Le Cardinal de la Cueva , à qui l'opinion la plus communément reçue , attribue le Livre intitulé , *Examen de la liberté originairé de Venise* , fait un grand usage du discours de Justiniani à Maximilien. Il s'en sert pour prouver son paradoxe , que Venise n'est pas un Etat né libre , mais qu'il a été long-tems sous l'obéissance des Empereurs , & que les Venitiens eux-mêmes sont tombez souvent d'accord de cette verité , si opposée à la croyance commune de l'Europe. Afin qu'on ne lui reproche pas de bâtir sur le sable , il employe toute la subtilité de son esprit & toute la force de son raisonnement à réhabiliter le discours de Justiniani , & à réfuter les Auteurs Venitiens , qui l'ont traité de pièce supposée. Le Cardinal de la Cueva allégué en premier lieu , que le Conseil des dix n'avoit pas fait retrancher cette harangue d'aucune des éditions de

Guichardin

Guichardin, qui s'étoient faites en grand nombre dans les Etats de l'obéissance de S. Marc, quoiqu'il eût eu l'attention d'en faire ôter des choses d'une bien moindre conséquence, parce qu'elles paroissent blesser la dignité de l'Etat. Que les parens de Justiniani Ambassadeur vers Maximilien, personnes qui ont toujours tenu un rang distingué dans la République, ne s'étoient jamais plaint qu'on en imposât à leur parent, en le rendant responsable d'un discours qu'il n'avoit pas prononcé. Que l'instruction que Leoni dit avoir vue, ou n'est pas telle qu'il la rapporte, ou qu'il n'aura vu que l'instruction publique de l'Ambassadeur, & que dans les négociations importantes un Ministre outre l'instruction qu'il peut montrer en certains cas, en reçoit ordinairement une seconde qui doit toujours demeurer secrète. Quand à

la lettre de créance restée entre les
 1509 mains des heritiers de Justiniani;
 elle peut être un duplicata, tel qu'il
 arrive souvent d'en expedier à ceux
 qui partans pour une négociation
 pressée, sont obligez à traverser
 des païs, où ils courront le ris-
 que d'être volez en chemin. D'ail-
 leurs il paroît par les Auteurs Ve-
 nitiens que Justiniani fut envoyé
 deux fois coup sur coup vers Ma-
 ximilien après la journée d'Agna-
 del. Ces Auteurs disent bien qu'à
 son premier voyage il ne fut pas
 admis à négocier, mais ils ne ra-
 portent pas qu'il ait été renvoyé
 sans traiter à son second voyage à
 Lintz. Ce sera pour lors, continue
 la Cueva, qu'il aura prononcé sa ha-
 rangue. Le récit que les Ecrivains
 ses compatriotes font de la secon-
 de commission & de son second
 voyage, est conçu en des termes
 qui induisent à croire qu'il pro-
 nonça véritablement le discours ra-

porté par Guichardin. On est porté à n'en plus douter, ajoute l'Auteur de l'Examen, par ce que dit l'année suivante en pleine Diette l'Ambassadeur de France: Que les Venitiens avoient demandé la paix à genoux & crié miséricorde.

Enfin l'Auteur de l'Examen répond avec une subtilité merveilleuse à cette objection des Auteurs Venitiens; Que Guichardin est le seul qui ait eu connoissance de ce discours & qui en ait fait mention. Cet habile Ecrivain parle très-sensément sur le respect que Guichardin doit avoir eu pour lui-même, lui qui étoit homme de qualité & qui publioit de son vivant l'Histoire de son propre tems. La Cuova le justifie donc par des raisons très-spécieuses du soupçon d'une fiction si hardie, laquelle passeroit de bien loin les petites libertez que l'Histoire permet à ceux qui l'écrivent, quand ils font parler leurs person-

— nages. Cette fiction auroit été une
 1569. imposture execrable & qui eût
 couvert de honte le Guichardin.
 Si le Cardinal de la Cueva eût écrit
 son Livre quelques années plus
 tard, il auroit pu employer d'autres
 preuves que des raisonnemens pour
 justifier la bonne foy de Guichardin,
 & pour réfuter les Auteurs Venitiens
 sur le silence des autres Ecrivains
 sur ce discours. En 1613. Jacques *
 Treterus Conseiller d'Etat du Duc
 de Poméranie fit imprimer la ha-
 rangue d'Antoine Justiniani en La-
 tin, comme une pièce originale,
 & il rendit compte de la maniere
 dont il l'avoit recouvrée.

Le Cardinal de la Cueva dédaigna de répondre à Pierre Justiniani, dont l'Histoire étoit imprimée long-tems avant *l'Examen*. Il affecte toujours de ne faire aucune mention de cet Historien, soit pour

* Voyez le Volume des Recueils de Goldast, intitulé *Politica Imperialia*, p. 277.

réfuter les raisons qui lui sont particulières, soit pour tirer avantage de ce qu'il avoue ; talent que ce Cardinal possédoit mieux que personne. La Cueva avoit sa raison pour prétendre cause d'ignorance de ce que dit Justiniani du prétendu discours de son parent l'Ambassadeur. Une des raisons de la Cueva la plus séduisante, c'est que les Justiniani ne s'étoient jamais récriez contre une imposture qui eût été forgée aux dépens de Justiniani l'Ambassadeur. Ce fait est démenti par les plaintes que Justiniani l'Historien fait sur ce point-là

Deux Auteurs ont écrit contre le Livre de *l'Examen de la liberté originnaire de Venise*, un Italien & un Hollandois. L'Italien est un Genois nommé Raphaël de la Torre*, assez connu par d'autres Livres de Politique. Il se contente de dire, qu'il ne veut pas disputer à l'Auteur de *l'Examen* que la harangue

* Son Livre intitulé *Lo scutinnio* *scutinnato*, fut imprimé à Venise en 1654.

r 500

* Pag. 318.

en question n'ait été prononcée véritablement par Justiniani, mais il prétend * que même en la supposant autentique, les ennemis de la liberté originaire de Venise, n'en scauroient tirer contre elle aucune conclusion solide. Après avoir vu le contenu de la harangue de Justiniani, il est bien difficile de s'empêcher de condamner les raisonnemens du Gennois même avant que de les lire, & on ne se repent point de sa prévention après les avoir lus.

* Imprimé à Leyde en 1634.

Le Hollandois qui a écrit contre le Livre de la Cueva * est un Jurisconsulte de Delft, Theodore Grafwinckel, très - connu pour être l'Auteur de beaucoup de Livres estimez, sur le Droit public des Nations. Je ne dois pas cacher qu'il faisoit profession d'être le Champion de la République de Venise. Personne n'ignore que lorsque le Duc de Savoye Victor Amé-

élevé premier, prit le titre d'Altesse 1509.

Royale, cette nouveauté fut la cause de plusieurs contestations entre la Maison de Savoye & différentes Puissances, & sur-tout entre cette Maison & la République de Venise. Le Pere Monod ayant écrit en faveur du Duc de Savoye un Traité du titre Royal, qui fit beaucoup de bruit, Grafwinckel fut un de ceux qui écrivirent contre. Il réfuta le Livre du Pere Monod par une Réponse* qui ne laissa point de lieu à une Réplique. Du moins cette Réplique* n'a-t-elle paru que près de soixante ans après la Réponse de Grafwinckel, & Monsieur le Président de l'Echerraine qui en est l'Auteur, jugea même à propos en l'écrivant de changer l'état de la question, & de commencer par abandonner la plupart des propositions du Pere Monod. Mais si Grafwinckel a été le Cham-

* Imprimée en 1644.

* Imprimée en 1703.

De Jure
precedent,

1509.

inter

Aemp.

Venet.

& D. Sa-
baudiz,
cap. 1.De fini-
bus Im-
perii, 1.
2. c. 23.

positivement qu'il n'étoit point à ses gages, & que le seul dessein de rendre gloire à la verité lui a mis la plume à la main. Il réfute au long les raisons dont le Cardinal de la Cueva s'est servi pour réhabiliter la harangue de Justiniani, & il prétend qu'il n'y a rien de plus clair que la supposition de cette pièce. Tout habile qu'il étoit, il ne paroist pas qu'en cette occasion il décrive son adversaire, ni qu'il persuade son Lecteur. Il y a plus d'ornement dans ses raisonnemens que de solidité, & les étrangers disent nettement qu'il a échoué dans ce Factum tout capable qu'il étoit de bien défendre une bonne cause. Coringius décide qu'il n'a pas détruit les raisonnemens de l'Auteur qu'il a entrepris de réfuter. Ce fameux Jurisconsulte Allemand insere même la harangue de Justiniani dans son Livre comme une piece incontestable : mais par

une faute dont ceux qui connoissent son inattention ne seront pas surpris , il la transcrit sur la traduction Latine de Guichardin par Cælius Secundus , au lieu de rapporter l'original. Le sentiment de Conringius à cet égard ne doit pas être rejeté sans examen comme celui d'un Auteur partial contre les Italiens. Il est assez équitable envers les Venitiens ; & quoiqu'il écrive son Livre pour mettre dans la mouvance de l'Empire tout ce qui se trouve au bout de sa plume , il n'est pas de l'avis de l'Auteur de l'*Examen* , sur la liberté originaire & sur l'indépendance perpétuelle de la ville de Venise.

Quoiqu'il en soit de ce discours fameux , dont nous parlerons encore , il n'eut point d'effet , & Justiniani revint à Venise sans avoir réussi dans son Ambassade. Le Pape ne se montra pas plus traitable que l'Empereur. Il ordonna même

— qu'on fit prisonniere la garnison &
1509. les Officiers de la République
quand ils évacuèrent le Château
de Ravenne. Les Auteurs Veni-
tiens disent que la garnison ayant
capitulé en conséquence des or-
dres du Sénat, de sortir vies & ba-
gues sauvés, les Officiers du Pape
contre la parole donnée & reçue,
la firent prisonniere de guerre.
D'autres Auteurs racontent que les
choses s'y passerent à l'ordinaire,
& que faute de vivres la garnison
capitula de se rendre prisonniere
de guerre.

Jules II. déjà possesseur de tout
ce qu'il devoit recouvrer sur les
Venitiens, se montra donc fort al-
tier, quand les Cardinaux Grimani
& Cornaro lui demanderent au nom
de leur Patrie le relâchement des
censures. Quoiqu'ils offrissent pour
l'obtenir la restitution de ce qu'elle
tenoit des domaines de l'Eglise dans
le terme de vingt-quatre jours por-

tez par la Bulle qui avoit fulminé ces censures, il demeura ferme à en refuser la révocation, & à ne point permettre aux Ambassadeurs que la République envoyoit recevoir sa benediction, de se présenter devant lui. Il allégua que les Venitiens ne lui offroient pas encore toute la satisfaction qui lui étoit due: Qu'avec les terres usurpées sur le S. Siège ils devoient rendre les fruits qu'ils en avoient reçus: Que pour accomplir entièrement le Monitoire il falloit encore qu'ils fissent raison de leurs entreprises téméraires sur la juridiction Ecclesiastique, & qu'ils ne devoient attendre ni indulgence ni secours de Rome, qu'ils n'eussent executé la Bulle dans chacun de ses points.

La Seigneurie fut également surprise & irritée de l'inclémence de Jules II. envers une République humiliée, à laquelle il devoit la Tiare. Bembo dit qu'il n'y eut

— point d'investive qu'on ne fit contre lui dans le Sénat quand on y lut les dépêches des Cardinaux qui rendoient compte de son inflexibilité. Marc Lorédan fils du Doge proposa même d'envoyer sur le champ un Ambassadeur au Grand Seigneur pour lui demander du secours *contre ce Bourreau du genre humain qui prenoit la qualité de son Pere.* Son avis aplaudi par beaucoup de Sénateurs, fut sur le point de faire *la Partie*, ou le Decret du Sénat. Mais les plus sages ramenerent les emportez qui se rendirent à leurs raisons, & la résolution du Sénat fut conforme non pas à son dépit, mais à la situation des affaires. La sagesse du Sénat de Venise, fut une des premieres causes du salut de la République dans ces terribles dangers. Les passions semblerent bannies de ce corps. Les résolutions s'y prirent non seulement avec droiture, mais encore avec autant de

1509.

Liv. 8.

f. 118.

célérité & de secret qu'elles se prennent dans le cabinet d'un Prince, & des Decrets souvent commis à ceux qui avoient opiné contre, furent toujours executés avec autant de promptitude que l'est la volonté d'un Monarque.

La fierté de Jules II. vouloit forcer la République à de plus grandes humiliations. Quelque mortifiant que fut le parti de le satisfaire, on se résolut à le prendre comme le plus sage, & peu de jours après le Pape reçut des Lettres du Doge remplies d'une soumission sans reserve. Il prioit seulement sa Sainteté par ces Lettres d'admettre six Ambassadeurs que la République envoyoit demander l'absolution des censures qu'elle avoit encourues, à lui baiser les pieds, & à lui donner toutes les satisfactions qu'elle pourroit desirer.

La passion de Jules étant satisfaite en toute maniere, il commençoit

1509. à raisonner de sens froid sur les suites dangereuses du Traité qu'il avoit fait pour la contenter. Sa Réponse aux Lettres Ducales fut celle d'un pere à qui son fils demande la larme à l'œil d'oublier ses fautes. Il fit plus. Malgré les instances des Princes Liguez, qui lui représentoient qu'il contrevenoit au Traité de Cambray, il proposa dans le Consistoire d'admettre les Ambassadeurs de la République, dont il parla pour la premiere fois depuis long-tems en Pere. Les Cardinaux lui conseillerent de le faire, & il suivit leur avis parce qu'il étoit conforme au sien.

Les grands maux rendent sensibles aux petites consolations. La démarche du Pape commença de rassurer les Venitiens, mais ils furent encore plus encouragez par le procédé religieux de Louis XII. Ce Prince s'abstint scrupuleusement de rien occuper dans le par-

sage de Maximilien, & il renvoya
 à ses Ambassadeurs les Députés de
 Vérone qui lui apportoient les clefs
 de leur Ville. Ainsi Louis XII. ne
 s'avança point même jusques à Ve-
 rone. Cela montre la fausseté du
 récit qui se trouve dans quelques
 Historiens François; Que ce Prince
 s'étant avancé jusques sur le bord
 des Lagunes, il fit tirer de-là quel-
 ques volées de canon sur la ville de
 Venise.

Brantome, élo-
 ge de
 Louis
 XII.
 Mezerai
 histoire
 de Louis
 XII.

Ceux de Verone firent donc ser-
 ment de fidélité à Maximilien &
 les Padouans & les Vicentins suivi-
 rent leur exemple. Les Trévifans
 au contraire chasserent ceux qui
 vinrent pour recevoir le leur, &
 les Venitiens qui commençoient à
 s'apercevoir que leur décourage-
 ment avoit été plus loin que leurs
 malheurs, y renvoyèrent des trou-
 pes.

Après la modération du Roy de
 France, rien ne contribua tant à

— leur rendre le courage que l'indolence de Maximilien, dont jusques-là le nom seul s'étoit fait entendre en Italie. Quoique ce Prince eût promis solennellement de commencer sa campagne avant l'expiration des quarante jours que lui donnoit le Traité de Cambray, à compter du jour de la rupture ouverte par la France, il ne l'avoit point fait & il s'étoit arrêté à Inspruck. Ce n'est pas qu'il n'eût touché plus d'argent qu'il ne lui en falloit pour la dépense de la campagne. Le Roy de France lui avoit déjà payé les cent mille écus d'or qu'il lui devoit donner pour l'Investiture du Fief de Milan. Le Pape même lui avoit fait toucher 150. mille écus d'or tant de l'argent de la Chambre, que de celui d'un dépôt qui étoit en réserve en Allemagne pour être employé dans une guerre contre les Infidèles. Mais une petite partie de cet ar-

gent avoit été bien employé, le reste avoit été dissipé, & l'Empereur oisif attendoit à Inspruck que ses Alliez ou la fortune le servissent. Enfin sur les instances réitérées du Pape qui vouloit donner à Louis XII. un concurrent en Italie, ce Prince s'étoit avancé à Trente. Il y étoit encore quand les Venitiens abandonnerent l'Etat de Terre ferme : mais sans venir plus avant, il se contenta d'envoyer recevoir le serment de fidélité des Villes de son partage. Il écrivit de-là une grande lettre de remerciement au Roy de France, dont les exploits le mettoient en possession sans qu'il eût tiré l'épée, de ce qu'il étoit obligé de conquérir. Pour témoigner plus hautement sa reconnoissance, il fit même brûler son Livre rouge.

L'Empereur étoit donc encore à Trente un mois après la bataille d'Agnadel, quand le Cardinal d'Amboise l'y fut trouver de la

part de son Maistre pour lui offrir
1509. routes sortes de secours, & pour l'inviter à une entrevuë avec lui. On convint du tems & du lieu qui fut près de Garda, où étoit alors la frontiere des Etats de la France & des Pais Héritaires. Maximilien partit même pour venir au rendez-vous, mais il ne passa point Riva d'où brusquement il retourna vers Trente. Son excuse auprès de Louis XII. fut qu'il étoit obligé de partir sur le champ, pour aller promptement donner ordre à des mouvemens survenus dans le Frioul. On dit que le véritable motif de cette retraite précipitée, furent les reflexions qu'on lui fit faire sur la suite chétive & peu leste qui l'accompagnoit. Il crut apparament qu'il ne pouvoit pas avec un tel cortège paroître à côté d'un Roy de France entouré d'une Cour brillante sans avilir la dignité Impériale, & sans donner lieu à des com-

paraissions mortifiantes pour lui. On ne put renouer l'entrevue quand elle eut été une fois déconcertée. Ainsi le Roy de France prit le chemin de Milan, d'où il partit peu de jours après pour repasser les Alpes.

Maximilien continua de séjourner à Trente. Il y vécut dans une négligence de ses affaires si totale, qu'il obmit même d'envoyer des garnisons dans les places de l'Etat de Terre ferme qui étoient tenues en son nom. Le séjour de ce Prince à Trente n'est mémorable que par l'Investiture du Duché de Milan qu'il y fit expédier en faveur de Louis XII. Pour cette fois il la donna en bonne forme comme il s'étoit obligé à le faire par un article du Traité de Cambray. Le Roy Très-Chrétien avoit bien obtenu précédamment une Investiture de cet Etat dattée du 7. d'Avril 1505. & expédiée à Haguenau, mais il ne s'en tenoit pas pour content.

— En premier lieu, cette Investiture ne faisoit aucune mention du droit que l'Investi avoit au fief du chef de Valentine Viscomti son ayeule. Il sembloit par ce silence affecté que Louis XII. tint l'Etat de Milan de la courtoisie de l'Empereur & non de son droit. Cependant Louis XII. soutenoit qu'après l'extinction de la posterité masculine de Jean Galeas Viscomti premier Duc de Milan, le fief de Milan avoit dû passer de droit à Valentine Viscomti, fille de Jean Galeas, & à la posterité de cette Princesse dont il étoit l'aîné. C'étoit comme héritier de Valentine que Louis XII. avoit chassé de Milan les Sforzes qui s'en étoient emparez après la mort des Viscomti ses grands oncles, & qu'il s'étoit mis en possession de ce fief comme de son patrimoine.

Fait en
1387.

Le titre de Louis XII. étoit donc le contrat de mariage de son ayeul

Louis duc d'Orléans, fils de Charles V. Roy de France avec Valentine Visconti. Par ce contrat de mariage Jean Galeas Visconti pere de Valentine l'apelloit elle & sa posterité à succeder à l'Etat de Milan au défaut de la posterité masculine de lui Jean Galeas. Veritablement le contrat de mariage n'avoit pas été ratifié par l'Empereur comme il semble qu'un tel Acte le devoit être. Ce n'est pas que l'Empire fut alors vacant, parce que les Electeurs n'auroient pu s'accorder ni convenir d'un choix, comme le dit Paul Jove. Mais l'Empire étoit réputé vacant, attendu la démence notoire de l'Empereur Venceslas, qui étoit dans un de ses fâcheux intervalles. Cassan a fait la même faute que Paul Jove, mais ce n'est pas la seule qu'il fasse à ce sujet.

Corio.
l. 3. f.
260.

Medio-
lanum
ad Au-
relian,
devolu-
tum.

Recher-
che des
droits
de la
Couron-
ne
P. 3732

Ce qui étoit presque alors la même chose, le contrat de mariage

de Valentine avoit été approuvé
 1509. & confirmé par le Pape d'Avignon
 Clement VII. La patrie de toutes
 les parties contractantes, la France
 & l'Etat de Milan, étoient alors
 dans son obédience. Personne n'i-
 gnore que les Papes prétendent
 d'avoir un droit de supériorité sur
 l'Empire qui leur donne le pouvoir
 en beaucoup d'occasions d'exercer
 la Puissance Imperiale. Le même
 Pape Clement VII. dont je parle
 dit dans l'Investiture d'un fief Im-
 perial dont il revêtoit Louis d'An-
 jou : *Qu'il le fait en vertu de son
 droit reconnu de supériorité sur l'Em-
 pire.* Que les Papes en certains cas
 puissent administrer l'Empire, c'est
 un droit que beaucoup d'Auteurs
 leur attribuent, même le plus ha-
 bile des Jurisconsultes politiques,
 quoiqu'il fût Protestant. Il y a des
 cas où il soutient que les Papes peu-
 vent investir des fiefs Impériaux.
 Les Allemands ne sçauroient du

Bodin.
 de Rep.
 l. 1. c. 9.

Codex
 Diplom.
 tom. 1.
 P. 240.

Grotius,
 de Jure.
 lib. 2. c.
 p. 11.

Il n'est point contesté aux Papes d'avoir été en possession de l'exercice de ce droit d'administration en certains cas, durant les tems où le Pape Clement VII. confirma le contrat de mariage de Valentine Visconti. Il seroit trop long de citer tous les exemples qui se pourroient alléguer. Je me contenterai de dire qu'avant le contrat de mariage de Valentine, on avoit déjà vu deux Seigneurs de Milan prendre des Investitures de leur fief des Papes en des cas à peu près pareils à celui où l'acte dont il s'agit fut confirmé par Clement VII. Ces Investitures prises par deux Seigneurs de la même Maison que Valentine, Jean & Luchin Visconti, furent tenues pour valables, & eurent leur effet en leur tems.

Huit ans après le mariage de Valentine, l'Empereur Venceslas qui se trouvoit alors dans un de ses bons intervalles, avoit érigé Mi-

1599.

En
1341.

lan en Duché en faveur de Jean
 1509. Galeas Visconti. Le Diplome ou
 les Lettres Patentes d'érection
 en furent expédiées à Prague
 en 1395. l'onzième jour de
 May. Jusques - là Jean Galeas
 avoit regné comme ses ancêtres
 dont le droit étoit originairement
 émané du consentement des peu-
 ples qui les avoient reconnus pour
 leurs Princes & leurs protecteurs
 héréditaires. Ce n'étoit guere que
 par bienséance que ces Visconti
 avoient pris la qualité de Vicaires
 de l'Empire, & qu'ils avoient ren-
 du quelques hommages aux Em-
 pereurs. C'étoit leurs exploits &
 le consentement des peuples qui
 les avoient mis réellement en pos-
 session du gouvernement de l'Etat
 de Milan.

Codex
 Diplom.
 tom. 1.

p. 257.

Monsieur Leibnitz a rendu pu-
 blique cette Investiture originale
 de l'Etat de Milan donné à Jean
 Galeas, dont le Corio n'avoit donné
 qu'un

qu'un extrait peu exact. Si les filles de Jean Galeas n'y sont pas appelées distinctement à succéder à son fief, aussi n'y a-t-il rien qui puisse prouver qu'elles en soient exclues. Les descendans de Valentine Visconti expliquoient en leur faveur le silence de l'Investiture de Venceslas, qui ne pouvant pas ignorer le droit que le contrat de mariage de cette Princesse lui acquéroit pour elle & pour sa postérité, n'avoit néanmoins rien inséré dans son Diplome qui pût l'abroger. Ces descendans ajoutoient avec raison que Jean Galeas pere de Valentine n'auroit jamais fait publier ce Diplome, s'il eût pu préjudicier au droit de ses filles. En effet Jean Galeas étoit en pleine & paisible possession de son Etat de Milan long-tems avant que Venceslas se fut avisé de le lui faire expedier. Il y est même clairement énoncé que l'Empereur l'expédioit de son pro-

— 1509 —
 pre mouvement & sans en avoir
 été aucunement requis par l'In-
 vesti. C'est-à-dire, que l'Empereur
 Venceslas avoit fait l'acte d'érection
 en Duché plus pour conserver les
 droits de l'Empire sur l'Etat de Mi-
 lan, que pour relever & améliorer
 la condition de Jean Galeas ; cer-
 pendant, cette érection fut dans la
 suite un des griefs des Allemands
 contre Venceslas & une des causes
 de sa déposition.

Louis XII. qui n'avoit que des
 filles, avoit donc un intérêt très-
 grand de ne point laisser subsister
 l'omission de son droit qui se trou-
 voit passé sous silence dans l'in-
 vestiture donnée à Haguenau.
 Cette omission jointe avec l'inves-
 titure du dernier Duc de Milan,
 Louis Sforze dit le More, auroit
 fait une preuve de la masculinité
 du fief de Milan, très-préjudicia-
 ble aux droits de Louis XII. & très-
 favorable aux prétentions des Alle-

mands, dont tout le monde étoit informé depuis long-tems. Veritablement après la mort du dernier Visconti l'Empereur Frédéric III. avoit réclamé le fief de Milan comme dévolu à l'Empire. Maximilien avoit agi sur le même principe *que le Fief de Milan étoit masculin* lorsqu'il en avoit donné à Louis le More l'investiture qui lui fut expédiée dans Anvers le 5. de Septembre 1494. Le Corio nous a donné cet acte en entier. Quoique les femmes y soient exclues de toute succession au fief de Milan, l'Investi s'en étoit contenté & il l'avoit fait publier solennellement.

Hist. L.
6. fol.
473.

Ib. fol.
479.

En second lieu, l'investiture imparfaite expédiée à Haguenau ne comprenoit que la posterité masculine du Roy Louis XII. La seule femme laquelle y fut appelée au défaut d'une telle posterité, étoit celle des filles ou autres héritières de Louis qui épouserait le petit fils

— de Maximilien, Charles alors Duc
1599 de Luxembourg & depuis Empereur sous le nom de Charles-Quint. Charles devoit même aux termes de l'investiture succéder au fief de Milan conjointement & inseparablement avec sa future épouse, à laquelle il paroïssoit plutôt donner l'habilité à succéder que la recevoir d'elle. Enfin quoique la posterité de Valentine ne fut pas bornée à la descendance personnelle de Louis XII. aucun autre que les susnommez n'étoient appellez à reprendre le fief de Milan dans l'investiture de Haguenau. Sans parler des mauvaises suites que cette investiture informe pouvoit avoir dans l'avenir éloigné, elle étoit à la veille de jeter Louis XII. en de fâcheux embarras. La résolution de ce Prince, s'il ne pouvoit pas élever de garçons, étoit de marier Claude de France sa fille aînée héritière de l'Etat de Milan au Comte d'An-

goulême son successeur présomptif à la Couronne de France. Suivant les loix de l'Investiture de Haguenau, cette Princesse n'auroit pu porter en dot l'Etat de Milan au Comte d'Angoulême. 1509

Le Roy avoit donc stipulé dans le Traité de Cambray que Maximilien lui feroit expedier une seconde investiture de l'Etat de Milan conforme à son droit. Ce fut elle que l'Empereur délivra à Trente au Cardinal d'Amboise le 14. de Juin 1509. Cette investiture énonce en premier lieu le droit de Louis XII. comme descendu de Valentine Visconti, & on peut dire qu'elle reconnoît ainsi pour valable la confirmation du contrat de mariage de cette Princesse faite en son tems par le Pape. Ensuite l'investiture comprend les descendans mâles du Roy, & puis ses filles, qu'elle appelle de leur chef & à qui que ce soit qu'elles puissent se ma-

rier. Enfin elle embrasse les collatéraux de Louis XII. issus de Valentine. Le Comte d'Angoulême y est même compris en son nom, & lui & sa postérité venans à manquer, les autres descendans de Valentine sont appelez à reprendre le fief en leur rang.

Cependant la République de Venise parvenue au plus bas de sa chute, alloit commencer à se relever. Maximilien ne sortoit pas de son indolence. Croyant que la fortune & les soins de ses Alliez, lui devoient conserver les acquisitions qu'ils lui avoient procurées, il se contentoit d'envoyer dans ses conquêtes des Gouverneurs plutôt avec des escortes, qu'avec des garnisons. Ces Officiers néanmoins faisoient tous les jours de nouvelles concussions sur des peuples, qui avoient bien appris sous le gouvernement Venitien à souffrir l'arrogance dans leurs Maîtres, mais

non le brigandage. Le mécontentement devint universel parmi eux, & bientôt il devint public. C'est ce qui fit résoudre dans le Sénat qu'on tenteroit la surprise de Padouë. On sçavoit que le peuple y étoit mécontent des Allemands, qu'il souhaitoit de retourner sous l'obéissance de la République, & qu'il n'en étoit empêché que par une ombre de garnison. Un grand nombre de Sénateurs, surtout le Doge Lorédan, s'opposèrent à cette entreprise, & Justiniani nous a même donné le discours que ce Prince fit dans le Sénat pour l'en dissuader. Il représenta avec beaucoup de sens, qu'il ne falloit pas irriter par une tentative périlleuse, des ennemis auxquels on ne sçavoit pas résister. Mais Louis Molino qui étoit le Promoteur de l'entreprise, harangua si vivement pour la surprise de Padouë, qu'il fit résoudre cette ex-

—
1509. **pedition.** On peut dire que c'est à ce Noble que la République doit ce qu'elle possède aujourd'hui dans l'Italie, au-delà du Dogat. L'entreprise qui rouvrit aux Venitiens la porte de la Terre ferme fut faite dans le tems fatal. Maximilien arriva peu de jours après en Lombardie; & les troupes qu'il amena avec lui l'auroient rendue impossible.

André Gritti chargé de l'expédition y conduisit l'armée qui étoit réduite à cinq mille hommes d'infanterie, à quatre cens hommes d'armes & à deux mille Albanois. Son entreprise réussit, & le 18. de Juin il se rendit maître de la place par le secours du peuple qui lui ouvrit les portes après avoir pris les armes contre les Allemands. Cet événement causa une joye incroyable à Venise. On y compta que l'orage arrivé à son période commençoit à s'appaiser. Toutes les

Eglises célébrèrent des jours de fêtes, & il sembloit qu'une paix honorable fût déjà prochaine. Le commerce & les autres négociations reprirent du moins leur cours ordinaire à Venise, les actions sur l'Etat & sur les particuliers redevinrent des effets réels, & on y recommença de vendre, d'acheter & de prêter avec confiance. On se crut dans une situation stable, & dans un état permanent. Le 18. de Juin est même encore aujourd'hui dans la ville de Venise un jour de fête, qui s'y célèbre avec pompe & avec allégresse.

Dès que Padouë eut été prise, tout son territoire retourna sous l'obéissance de la République. Les peuples de la campagne, qui de tous les sujets sont les mieux traités & les plus attachés au Gouvernement, s'y soumirent à l'envi. Elle trouva encore moyen de recouvrer Le-

— gnago qui lui rendoit un passage
 1509. sur l'Adige, & qui ouvroit la porte
 à de plus grandes esperances.

Bembo,
 l. 9.

Le Sénat convaincu par ce qui venoit d'arriver, de qu'elle importance il étoit, que les sujets de la République fussent excitez à se dévouer à son service, fit une chose sans exemple dans les derniers siècles. Il publia un Decret par lequel il s'engageoit d'indemniser des deniers publics ses sujets fidelles, de toutes les pertes qu'ils avoient faites, & de toutes celles qu'ils pourroient faire dans le cours de la guerre présente. Ceux qui se firent à la promesse du Sénat, n'eurent pas de sujet de s'en repentir. Il leur tint parole avec la religion d'un particulier. D'un autre côté le Sénat n'eut pas lieu de regretter son argent. Jamais peuples ne servirent leur Prince avec autant de zèle & de dévouement, que le firent les peuples de l'Etat Venitien durant

tout le cours de la guerre de Cambray : mais malheureusement pour la République , ils n'étoient pas aussi braves soldats que fidèles sujets.

Le changement que la surprise de Padouë devoit apporter dans les affaires des Princes Conféderez , n'empêcha point Louis XII. de s'en retourner en France. Il ne partit néanmoins qu'après avoir renouvelé la Ligue de Cambray avec le Pape , & après avoir terminé le différent qu'il avoit avec sa Sainteté sur la nomination aux Evêchez de ses Etats. Il fut convenu sur ce sujet que le Pape donneroit à son gré ceux qui étoient actuellement vacans ; mais qu'il ne conférerait que sur la présentation du Roy ceux qui tomberoient à sa collation à l'avenir. Cette convention fut une des causes de la brouillerie qui fait la partie la plus curieuse de l'Histoire de la Ligue de Cam-

1509. Louis XII. en partant d'Italie, laissa la Palisse & sous lui sept cens Lances à la garde de l'Etat de Milan, avec commission d'obéir aux ordres qui lui viendroient de l'Empereur, & de veiller aux intérêts communs. La premiere expédition de cet Officier fut de conserver aux Allemands Vicenze & Véronne. Leurs habitans y appellerent les Vénitiens, en leur représentant la bonne intention des peuples, & la foiblesse des garnisons Impériales. L'armée de Venise se mit donc en campagne dans l'esperance d'entrer dans ces deux places, comme elle étoit entrée dans Padouë & dans Legnago. Mais l'approche des François qui avoient été informez de sa marche assez à tems pour traverser son entreprise, l'obligea de se retirer sous Padouë.

Si les Venitiens manquerent ce coup, ils eurent sujet de s'en consoler par une aventure heureuse à

laquelle ils ne s'étoient pas attendus, & qui leur donna le plaisir de se venger d'un Prince, qui de leur soldat s'étoit fait leur ennemi. Le Marquis de Mantouë s'en alloit joindre la Palisse à Verone, & il campoit à l'Isola d'ella Scala sans guet, sans garde, & se croyant assez éloigné de l'ennemi pour ne pas s'affujettir aux précautions militaires. La garnison de Legnago surprit sa troupe & la fit prisonniere, le Marquis se sauva bien au premier bruit de la camisade, & il se cacha même si heureusement dans un champ de menu grain, qu'on cessa de le chercher. Mais le païsan auquel il s'adressa pour avoir un guide qui le conduisit à Verone le trahit. Il fut prit & mené en triomphe à Venise.

D'un autre côté la négociation qui se faisoit à Rome pour obtenir l'absolution du Pape, & pour reconcilier la République avec lui,

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of subscribers. The names are written in a cursive hand, and the addresses are given in a more formal, printed style. The list is organized into columns, with names in the first column and addresses in the second column.

2. The second part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of subscribers. The names are written in a cursive hand, and the addresses are given in a more formal, printed style. The list is organized into columns, with names in the first column and addresses in the second column.

3. The third part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of subscribers. The names are written in a cursive hand, and the addresses are given in a more formal, printed style. The list is organized into columns, with names in the first column and addresses in the second column.

4. The fourth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of subscribers. The names are written in a cursive hand, and the addresses are given in a more formal, printed style. The list is organized into columns, with names in the first column and addresses in the second column.

5. The fifth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of subscribers. The names are written in a cursive hand, and the addresses are given in a more formal, printed style. The list is organized into columns, with names in the first column and addresses in the second column.

6. The sixth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of subscribers. The names are written in a cursive hand, and the addresses are given in a more formal, printed style. The list is organized into columns, with names in the first column and addresses in the second column.

7. The seventh part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of subscribers. The names are written in a cursive hand, and the addresses are given in a more formal, printed style. The list is organized into columns, with names in the first column and addresses in the second column.

8. The eighth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of subscribers. The names are written in a cursive hand, and the addresses are given in a more formal, printed style. The list is organized into columns, with names in the first column and addresses in the second column.

9. The ninth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of subscribers. The names are written in a cursive hand, and the addresses are given in a more formal, printed style. The list is organized into columns, with names in the first column and addresses in the second column.

10. The tenth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of subscribers. The names are written in a cursive hand, and the addresses are given in a more formal, printed style. The list is organized into columns, with names in the first column and addresses in the second column.

que seul il préservoit Venise. L'Empereur sembla s'en consoler par le projet du siège de Padouë, dont la prise le mettroit en état de tenter sur Venise d'autres entreprises. Enfin il se disposa à passer les montagnes pour s'avancer dans le Vicentin, comptant de trouver soumis des peuples qui lui avoient déjà prêté serment de fidélité. Mais il fut obligé de rendre un combat à chaque pas qu'il fit dans la montagne. Les paisans avoient pris les armes, & par-tout il les trouvoit dans le même tems en tête, en queue & sur les flancs. Les Autheurs contemporains disent que les Allemands s'étoient attiré la haine de ces montagnards, par des cruautés qu'ils appellent une *barbarie Tedesque*. Sur-tout ces Historiens racontent avec horreur que leurs chiens étoient dressés à chasser aux enfans & aux femmes comme aux bêtes fauves, & à leur faire le

— même parti quand ils les avoient
1509. atteints. Les Allemands , outre
plusieurs autres disgraces qu'ils
essuyèrent , perdirent beaucoup de
monde à l'attaque d'une caverne ,
où les païsans avoient renfermé
leurs meilleurs effets. Un gros de
Maraudeurs de l'Infanterie Veni-
tienne qui vivoit alors sans disci-
pline , s'y étoit rendu pour la pil-
ler. Mais ces voleurs trouvant
le païsan en posture de deffendre
son bien , changerent leur avi-
dité en charité : Ils s'offrèrent
d'aider à repousser l'ennemi com-
mun. Le lendemain les Allemands
attaquerent la caverne , mais les
Venitiens les rebuterent de ma-
niere que beaucoup d'entr'eux se
débanderent , dégoutés de faire la
guerre en un païs où le pillage cou-
teroit si cher. Enfin l'armée Im-
periale arriva dans le Vicentin déjà
très diminuée , quoiqu'elle n'eut pas
encore vû les étendars des ennemis.

Maximilien y séjourna quelque tems ———
pour la faire reposer, & pour donner 1509.
le loisir aux troupes de ses Alliez de
le joindre.

Le siège dont ce Prince faisoit
les apprêts devoit décider encore
une fois de la destinée de la Ré-
publique. Ainsi Maximilien témoi-
gnoit beaucoup d'ardeur pour le
faire avec succès, & les Venitiens
prenoient beaucoup de soin pour
faire échouer l'entreprise. Le Comte
de Pitigliano Général des armées de
la République fut choisi pour Gou-
verneur de Padouë. La garnison
qu'on mit dans la place, ce fut
l'armée entière. Elle parut encore
trop foible, attendu la conséquence
dont étoit Padouë, & on y jeta
tout ce qu'il fut possible de rassem-
bler de bonnes milices. Enfin la
garnison se trouva être de vingt-
cinq mille hommes. Toutes les
provisions de guerre & de bouche
qu'il fut possible de ramasser y fu-

1509. rent mises, & un peuple d'ouvriers fut employé à travailler à ses fortifications. Chacun étoit reçu à proposer des expédiens pour en assurer la défense, & le Doge tint en cette occasion un procédé digne d'un Romain contemporain de Furius Camillus. Les Historiens le font tous haranguer en plein Sénat à ce sujet, mais ils rapportent chacun un discours différent. Néanmoins ils donnent tous le leur pour le véritable. Il est certain qu'alors les harangues étoient d'un usage très-commun; mais il est évident par beaucoup d'exemples pareils à celui-ci, que celles que les Historiens rapportent sont souvent l'ouvrage de leur imagination, & qu'aimoureux de leur esprit, ils ont substitué fréquemment leurs productions aux discours de leurs Héros. L'impossibilité de discerner les discours supposez d'avec les véritables, qui seroient la partie la plus

curieuse de l'Histoire, fait qu'à —
moins d'une raison particulière, on 1509.
ne transcrit pas ici les harangues
dont les Historiens du seizième siècle
ont embelli leurs ouvrages.

Ce qui est certain, c'est que le
Doge Lorédan demanda au Sénat
qu'il fût permis à ses enfans de
s'enfermer dans Padouë. Tous les
Historiens conviennent que ce fut
la substance de son discours. Sa
proposition fut reçue avec joye, &
la jeune Noblesse piquée d'émula-
tion y accompagna au nombre de
trois cens Gentilshommes les fils
du Doge. Peu de tems après qu'ils
y furent entrez l'Empereur vint
camper à trois mille de Padouë. Il
y attendit quelque tems l'artillerie
nombreuse qui lui arrivoit d'Alle-
magne. Ce fut là qu'il tenta de
détourner le cours de la Brente,
mais inutilement. Les Ingénieurs
avoient mal nivelé, & il se trouva
que son lit étoit plus bas que le

1509. terrain par lequel ils prétendoient de la faire couler. Enfin toute son artillerie étant arrivée , il vint camper devant Padouë , & comme la vaste étendue de la Place l'empêchoit d'en faire l'investissement , il se contenta d'occuper tout le terrain qui s'étend depuis la porte de Sainte-Croix jusqu'à la basse Brente. Maximilien n'avoit qu'une armée médiocre par raport à la grandeur de son entreprise. En y comprenant les troupes que les Puissances Confédérées tenoient dans son Camp, il ne comptoit sous ses étendars , que dix-sept cens hommes d'armes , & trente-deux mille hommes d'infanterie. Aussi son dessein étoit de battre d'abord la muraille de la Place avec son artillerie belle & bien servie , & d'y faire de telles brèches qu'il y pût passer à la tête de sa Gendarmerie.

Il dressa ses premières batteries vis-à-vis l'ouvrage qui est à côté de

la porte de Sainte-Croix. Mais 1509.

comme il étoit avant le siège l'endroit le plus foible de la Ville, il se trouvoit alors le plus fort. C'étoit celui où l'on avoit le plus travaillé, & les ouvrages nouveaux qu'on avoit élevé sur les flancs foudroyoient les attaques, de manière qu'il fallut changer de plan. L'Empereur transporta donc son attaque & il s'attacha au bastion qui est à côté de la porte par laquelle on sort pour aller à Venise. Le nombre de la garnison & la nature du terrain y rendoient les approches très-difficiles aux assiégeans. Les sources qui sortoient de tous côtez inondoient la plûpart des travaux avant qu'ils fussent perfectionnez, & les sorties réitérées de la garnison & les allarmes encore plus fréquentes, obligeoient les travailleurs à quitter souvent les instrumens à remuer la terre, pour courir aux armes.

1509

Enfin il arrivoit devant Padouë tout ce qui arrive devant les Villes assiégées, dont la deffense consiste moins dans leurs Fortifications que dans la force de leur garnison. Aucun jour ne se passoit sans action. La cavallerie légère des assiegez venoit faire des prisonniers dans le camp ennemi, & si nous en croyons les Auteurs Venitiens, il faudroit que Tite-Live revint au monde, afin que le siège de Padouë sa patrie pût être écrit dignement.

L'aventure que je vais raconter ne contribua guère au succès du siège, mais elle est trop singulière pour l'obmettre. Boutieres qui fut depuis Lieutenant Général de-là les Monts pour le Roy François I. n'avoit alors que seize ans; néanmoins il étoit déjà Homme d'armes dans la compagnie de Bayard. Dans une rencontre il fit prisonnier corps à corps un Officier de la cavalerie légère des ennemis, fameux par

sa haute taille & par sa force parmi les Albanois mêmes. Le nouveau David présenta son Goliath à l'Empereur, & on laisse à penser en quels termes il lui raconta son premier fait d'armes. Maximilien fut étonné du spectacle, & il ne put s'empêcher de témoigner à l'Albanois la surprise où il étoit, qu'un colosse comme lui se fût laissé saisir par un enfant, qui de quatre ans ne porteroit poil au menton. L'Albanois sans songer aux conséquences du démenti qu'il alloit donner à Boutieres, alléga l'excuse ordinaire des poltrons, qu'il avoit cédé au nombre, & qu'il s'étoit rendu à quatre cavaliers qui l'avoient enveloppé. Bayard présent à la conversation se tourne du côté de Boutieres & lui dit : Petit garçon ceci touche votre honneur. Aussitôt cet enfant se lève sur ses pieds, pour parler en face au géant autant que sa petite taille le lui pouvoit per-

mettre : Vous mentez, lui dit-il ;
1509. Pour montrer que je vous ai pris
seul , remontons à cheval & je
vais vous tuer, ou vous faire crier
quartier une seconde fois. Le preux
Bayard permit le combat , mais
l'Albanois ne voulut point se faire
battre davantage.

Enfin le bastion qu'on attaquoit
fut ouvert dans toutes les faces ,
& l'Empereur y fit donner un assaut
general. Les Allemands , les Fran-
çois & les Espagnols y monterent
séparez en trois corps differents,
afin que l'émulation qui est entre
les nations les fît donner avec plus
d'ardeur. L'assaut fut terrible, &
l'Empereur vit même les drapeaux
arborez sur le bastion. Mais l'ar-
tillerie de la place qui voyoit à
plein le revers de l'ouvrage, & les
efforts de la garnison en chasserent
les assiegeans. C'en fut assez pour
rebouter Maximilien qui se dégou-
stoit facilement de ses entreprises,
&

Et il leva son siège qui n'avoit encore duré que seize jours. De Padouë il se retira à Vicenze, d'où il reprit le chemin de Verone après avoir congedié son armée. Il n'y resta qu'autant de tems qu'il en fallut pour s'aboucher avec Chaumont, & pour faire une chose que les Venitiens ne doivent jamais oublier. Ce fut de donner au Duc de Ferrare l'Investiture de l'Etat d'Est dont sa Maison porte le nom. Maximilien le lui conféra comme un fief Impérial dont le domaine utile appartenoit dès long-tems aux Seigneurs de la Maison d'Est sous la mouvance de l'Empire. Ensuite ce Prince s'en retourna en Allemagne, afin de s'y préparer à la campagne suivante ; mais ce fut sans prendre d'autres mesures pour la conservation de ses nouvelles acquisitions, que celle de laisser à Verone le Marek-Grave de Brandebourg avec quelques troupes. Ces me

1509.

sures n'étoient pas suffisantes dans la conjoncture présente: Aussi l'Empereur comptoit-il toujours, que sa fortune & ses Alliez suppléeroient à sa négligence. Avant que d'être arrivé à Trente il fut puni de son indolence & de sa présomption. Les Venitiens reprirent Vicenze, où les habitans les appellerent. Ils auroient repris de même Verone sans d'Obigni qui conduisit en diligence trois cens hommes d'armes François dans la place.

Ce ne fut pas seulement en Lombardie que la fin de la campagne fut heureuse à la République. Les Venitiens reprirent dans l'Istrie & dans le Frioul plusieurs places qu'ils y avoient perdues; mais leur entreprise sur Ferrare, quoique malheureuse rendit plus de réputation à leurs armes que ces heureux succès. Elle apprit à toute l'Europe qui les croyoit anéantis, qu'ils avoient encore bien des forces pour se dé-

fendre , puisqu'il leur en restoit assez pour attaquer. Les Venitiens pouvoient faire des entreprises plus utiles & moins dangereuses. Trévisani qui devoit commander la flotte destinée à cette expedition , représenta même vivement à quels périls elle seroit exposée s'il lui falloit naviger & faire la guerre dans le mois de Décembre où l'on étoit déjà. Mais le désir de se venger du Duc de Ferrare qui avoit plus irrité les Venitiens en prenant de l'Empereur l'Investiture d'Est , qu'il ne l'avoit fait par toutes ses autres hostilités , l'emporta sur ces considérations. Il fut résolu dans le Sénat que la flotte composée de dix-sept galeres & d'un grand nombre d'autres bâtimens mettroit incessamment à la voile , & qu'après avoir saccagé le Ferrarois , elle viendrait faciliter le passage du Pô à l'armée de terre destinée pour faire le siège de Ferrare. La flotte partit donc

— très-bien équipée, & ravageant tout
1509. ce qui se trouvoit à droit & à gauche, elle remonta le Pô jusqu'à Lago-Oscuro, village où l'on débarque ordinairement pour aller à Ferrare, qui est éloignée d'environ trois milles du grand bras de ce fleuve. On y débarqua quelques coureurs qui furent brûler la maison de plaisance du Duc ; mais pour procéder à une entreprise plus sérieuse, il falloit que l'armée de terre qui s'étoit avancée jusques sur la rive gauche du Pô vis-à-vis Lago-Oscuro, passât le fleuve & vint camper du côté où Ferrare est bâtie. Trévisani se servit de sa flotte pour lui faire un pont, & il le fortifia de deux redoutes qu'il perfectionna malgré les ennemis, qui les attaquèrent inutilement deux fois avant qu'elles fussent achevées.

La peur fut très-grande à Ferrare durant quelques jours. Le Duc n'avoit que peu de troupes dans sa

ville , & cette capitale peuplée à ^{1509.} peine aujourd'hui de sept à huit mille habitans, en contenoit alors plus de quatre-vingt milles. La plupart étoient des étrangers attirés par les fabriques & par le commerce qui étoient alors à Ferrare. On pouvoit croire avec raison qu'ils fouhaittoient de voir dans la ville les Venitiens. Ceux-ci en tâchant de ruiner le commerce par tout hors de chez eux, trouvoient néanmoins le secret de faire croire qu'ils étoient les protecteurs & les peres de tous les gens de négoce. L'alarme ne dura guere. Bientôt Châtillon amena quatre cens Lances Françoises au secours du Duc, qui rassuré pour sa capitale, ne pensa plus qu'à ruiner la flotte ennemie. La maniere dont il executa son dessein fut singuliere.

Le Duc de Ferrare entendoit très-bien l'artillerie, & le magasin de ce Prince qui comptoit en Italie

— 509. six ou sept Souverains plus puissans que lui , étoit cependant l'Arsenal le mieux fourni de l'Europe après celui de Venise. Il en tira un nombre prodigieux de canons , dont il fit faire des batteries sur la rive droite du Pô. Elles commandoient ce fleuve l'espace de trois milles en descendant du pont de Trévisani , qui étoit à la hauteur de Ferrare. Les Venitiens s'imaginèrent que les Ferrarois ne remuoient la terre que pour élever quelques travaux , & ils les laissèrent travailler sans obstacle & même sans en prendre d'allarmes. La nuit du 20. au 21. de Décembre tout se trouva disposé pour agir. Dès le matin le Duc fit faire feu de toutes les batteries qui étoient à la portée de canon du pont & de la flotte des Venitiens. On étoit dans la saison de l'année où les rivières sont plus basses en Lombardie qu'en tout autre tems. Les vaisseaux de

Trévisani pour conserver la hauteur d'eau qui leur étoit nécessaire, étoient tous ancrez au milieu du lit du Pô, & par conséquent très-près les uns des autres. Ainsi les canons du Due de Ferrare ne tirèrent guere à faux. Beaucoup de ces bâtimens furent coulez à fonds. D'autres échouèrent par la précipitation des Matelots à se retirer de dessous le feu des batteries, & la plûpart furent brûlez par les Ferrarois avant que les Venitiens, troublez par le tumulte, eussent pu les remettre à flot. Plusieurs vaisseaux se rendirent même à l'ennemi. Ceux qui baissèrent le Pô se trouverent encore exposez au feu des batteries disposées sur ses digues durant l'espace de trois milles. Beaucoup de ceux-là furent pris ou submergez. L'Amiral Trévisani se crut lui-même obligé de se sauver sur un esquif après avoir abandonné sa Capitane ou sa Réale, qui fut

1509. une des quinze Galeres que le Due de Ferrare conduisit en triomphe dans sa Capitale. Le desastre de la flotte fut tel , & il donna une si grande allarme au Sénat, qu'il envoya ordre au Provéditeur de Legnago de couper les digues de l'Adige & de mettre tout le pais sous l'eau, si les Ferrarois passoient le Pô pour profiter de leur avantage. Voilà quel fut l'évenement de la campagne de 1509. à la fin de laquelle une partie du Frioul , Trévise & Padouë demurerent entre les mains des Venitiens. Ils se servirent alors, pour mettre le Vicentin & le Padouan à couvert contre les courses des ennemis qui tenoient Verone, d'une invention si souvent renouvelée de nos jours. Ce fut de couvrir ces deux Provinces de lignes fortifiées de redoutes & munies d'un bon fossé. Ces lignes étoient longues de quinze milles, Elles s'étendoient depuis le

marais de Legnago jusqu'à la montagne qui est au-dessous de Soavé. 1509.
 C'est-à-dire, qu'elles fermoient tout l'espace qui est entre les montagnes du Vicentin, que les païsans sçavoient si bien défendre, & les marais de l'Adige.

Les Avogadors accusèrent Trévifani de mauvaise gestion dès qu'il fut de retour à Venise. Ils le traduisirent même devant le Grand-Conseil, appréhendant que le coupable ne trouvât trop de protection dans le Sénat dont les membres la plupart avancez en âge, auroient fait trop de réflexion sur eux-mêmes & sur les leurs en le jugeant. Tous les Nobles à l'exception des Procureurs de S. Marc, prennent Séance dans le Grand-Conseil, & y donnent leur suffrage dès qu'ils ont atteint l'âge de vingt-cinq ans. Ainsi le nombre des opinans qui entrent dans cette assemblée est six fois plus grand que le nombre

Bembo:
lib. 10.

— des Sénateurs qui ont droit d'opiner dans les délibérations de leur Corps. Personne n'ignore qu'il y a presque une moitié des Membres du Sénat qui n'y a point droit de suffrage, & qui assiste à ses assemblées seulement pour s'instruire. Il étoit donc impossible au Trévisani traduit devant le Grand - Conseil, d'y gagner assez de voix pour se faire absoudre s'il étoit coupable. D'ailleurs les jeunes gens qui font le plus grand nombre dans ce Tribunal, opinent ordinairement avec sincérité, & sans se laisser écarter du but de la justice par des vues intéressées, ou par des retours sur eux-mêmes & sur les leurs, du moins aussi facilement que ceux qui ont fait une plus longue expérience du monde. Le Grand-Conseil qui est à Venise, le corps représentatif de l'Etat & celui en qui réside la suprême Souveraineté, cassa d'abord un Decret du Sénat,

qui ordonnoit que le procès du — 1
 Trévisani seroit fait devant lui. Ce 1509
 qui est extraordinaire, le Grand-
 Conseil l'instruisit lui-même. La
 pluralité des voix y fut contre l'ac-
 cusé, & les personnes intéressées osc-
 rent seules opiner en sa faveur. On
 prononça donc que la négligence
 de Trévisani avoit encore eu plus de
 part que son malheur dans le de-
 lastre de Ferrare, & il fut con-
 damné à trois ans d'exil.

Fin du premier Livre.



des Sénateurs qui ont
 1510. ner dans les délibérations

Corps. Personne ne

presque

du Sén

suffrage

blées se

étoit de

traduit

d'y ga

faire

D'

le

LE SECOND.



LES Lacédémoniens avant
 que d'entreprendre la
 guerre du Péloponèse,
 consulterent l'Oracle de
 Delphes pour apprendre d'Apollon
 si le Ciel exauceroit leurs vœux pen-
 dant la durée de la guerre. La ré-
 ponse de l'Oracle fut, que le Ciel
 les aideroit toujours, soit qu'ils l'en-
 priaient ou non, tant qu'ils se con-
 duiroient en personnes sages, & tant
 qu'ils combatroient en gens de cœur.

CAMBRAY, L'AN I. 203

le Grand

le Grand

une impiété à des Chrétiens

ser de la Providence ce

1510.

d'Apollon répondit;

vent trop se sou-

la fléchit da-

un Etat, que

ceux qui

n'auroit

les prieres

faisoient faire

toutes leurs Eglises, si le

avoit attendu dans l'inaction

que des miracles le tirassent d'aff-

faire. Mais son activité, son cou-

rage, sa fermeté, son attention à

punir, son exactitude à récom-

penser, rendirent la Providence fa-

vorable à ces prieres. Les ennemis

des Venitiens se broüillèrent entre

eux, événement sans lequel ils au-

roient veillé & agi vainement pour

la conservation de leur Patrie.

Les nouvelles acquisitions du

Roy de France en Italie auroient

indisposé contre lui un Pape porté

CAMBRAY, Liv. I. 203
que le Procès du
devant lui. Ce 1509
le Grand.
La

1510. par son génie à favoriser cette Couronne. Jules II. étoit très-éloigné par les dispositions de son cœur de lui vouloir du bien. Ce n'est point qu'on ne l'eût vu favoriser autrefois les intérêts de la France, porté à ce qu'il paroîssoit par son inclination : mais cette inclination n'avoit été que feinte, ou ses sentimens étoient bien changez. Les fourbes ont toujours tort, mais les inconstans peuvent avoir raison. Aussi Jules II. prétendoit qu'il avoit été sincèrement partial pour la France, mais qu'il en avoit reçu des mortifications telles, qu'elles l'avoient forcé à changer de sentimens. Il alléguoit qu'il ne s'étoit dévoué aux intérêts de cette Couronne que sur la parole positive que lui donnerent les Ministres du Roy Charles VIII. Que dès que les François seroient les Maîtres dans Rome, ils feroient déposer Alexandre VI. son ennemi capital pour

e mettre en sa place sur le siège
 de S. Pierre. La destinée de ce Pape
 fut entre les mains des François
 quand ils entrèrent dans Rome en
 conquérans à leur premier voyage
 de Naples, & ils ne tinrent point
 parole au Cardinal de la Rovere.
 Ce ne fut pas assurément les ver-
 tus d'Alexandre VI. qu'ils respec-
 tèrent, mais cet esprit supérieur
 trouva le moyen de devenir leur
 ami en les trompant. Quoiqu'il en
 soit Alexandre VI. mourut Pape,
 & les François négligerent encore
 à sa mort les intérêts de Jules II.
 alors leur créature déclarée. Ce
 fut Pie III. qui sortit Pape du Con-
 clave. Il est vrai qu'après la mort
 de Pie, ils concoururent à l'éléva-
 tion de la Rovere ; mais le nou-
 veau Pape n'en sçut pas beaucoup
 de gré à la nation. Les François
 avoient travaillé d'abord à l'exal-
 tation du Cardinal d'Amboise, &
 ce fut faute d'y pouvoir réussir

1510.

En
1503.

— qu'ils cessèrent plutôt de s'opposer
 1510. à l'exaltation de Jules II. qu'ils ne
 la favorisèrent. Malgré tous leurs
 engagemens avec lui, ils lui avoient
 fait courir le risque de manquer
 encore le Pontificat. Jules II.
 croyoit donc que la réussite de ses
 desirs ne l'obligeoit pas à pardon-
 ner aux François les traverses qu'ils
 lui avoient suscitées. Il étoit tou-
 jours vrai qu'ils lui avoient ôté huit
 années de Pontificat, où il devoit
 selon lui parvenir dès 1495. & où il
 n'étoit parvenu par leur faute qu'en
 1503. C'est une mortification
 qui aigrit pour toujours les aspi-
 rans au Pontificat qui la reçoivent.
 Depuis la mort de Jules II. les
 Couronnes ont éprouvé plus d'une
 fois, que reculer l'exaltation d'un
 Cardinal, c'est faire une playe à
 son cœur qui ne se referme jamais
 si bien, que la cicatrice qui reste
 ne soit toujours prête à se rouvrir.
 C'étoit la disposition de ce Pape,

quand il fut encore irrité par la ^{1510.} nécessité que la France lui imposa, de continuer le Cardinal d'Amboise dans sa dignité de Légat du Royaume. Alexandre VI. l'avoit conférée à ce Cardinal en des tems où les François étoient tout à la fois ses protecteurs & ses bienfaiteurs. Jules II. ne se dépouilla donc qu'avec le dernier chagrin d'une partie de son pouvoir pour en revêtir un concurrent odieux ; & ce chagrin l'agrit d'autant plus, qu'il fut obligé de le dévorer. Le pouvoir de la France si redoutable en Italie au commencement de son Pontificat, ne lui permettoit pas de laisser agir son humeur impétueuse, ni même de contenir secrètement sa haine en donnant aux François ces petites mortifications, auxquelles les Papes ont le bonheur de trouver les Couronnes si sensibles.

Malgré l'attention qu'on apporte à la Cour de Rome à se ca-

1510.

cher, il n'y a point de pais où ceux qui veulent s'en donner le soin, soient mieux informez des discours & même des sentimens de ceux dont ils ont intérêt de connoître l'interieur. Le nombre des créatures de Louis XII. Duc de Milan étoit grand en cette Cour: elles ne lui laissoient rien ignorer des mauvaises dispositions du Pape, dont les discours étoient encore raportez au Roy, ainsi que ceux des Souverains sont ordinairement rendus; c'est-à-dire, exagerez quand aux choses, & aigris quant aux termes.

L'aversion se paye par l'aversion; comme l'amitié se paye par l'amitié. Louis XII. prévenu de l'aversion du Pape, en conçut aussi contre lui, & même il ne la contraignit pas assez. Quoique rien ne choque tant la bienfiance & n'ait des suites plus funestes que les discours piquans qui échapent à un Souverain contre un autre, il

étoit oublié quelquefois jusqu'à ^{1519.}
 taxer le Pape du vice le plus in-
 lécent de tous à sa dignité, & qui
 même reproché à un particulier est
 une injure atroce en Italie. Louis
 XII. en parlant de Jules II. le
 désignoit souvent par le nom
 d'*Yvrogne*. L'outrage étoit d'autant <sup>Gui-
chardin
1. 3.</sup>
 plus sensible que Jules II. passoit
 pour le mériter. Dans ces dispo-
 sitions réciproques du Pape & du
 Roy, qui furent l'écuëil de la Li-
 gue de Cambray, il étoit arrivé ce
 qu'on ne sçauroit manquer de voir
 quand deux Souverains prévenus
 d'aversion personnelle l'un contre
 l'autre, ont souvent intérêt d'être
 bien ensemble: c'est-à-dire, des dé-
 mêlez, & des racomodemens suivis
 bientôt de nouvelles brouilleries.
 Tout récemment il venoit d'en sur-
 venir une. Le Pape, suivant la cou-
 tume établie par ses Prédecesseurs
 de conferer les benefices de ceux
 qui meurent à la suite de leur Cour,

1510. avoit conféré de sa pleine autorité un Evêché de Provence, dont le titulaire étoit mort en Cour de Rome. Le Roy prétendit que c'étoit une infraction à leur dernier Concordat. Mais comme il est triste de poursuivre une satisfaction à Rome, Louis XII. pour se faire faire plus promptement raison, crut qu'il devoit rendre le Pape complaignant. Il fit saisir le revenu de tous les benefices que les Prélats de la Cour de Rome possédoient dans le Milanois. Ce fut donc au Pape à se plaindre & dans peu de jours le démêlé fut ajusté. Jules II. conféra l'Evêché de Provence sur la nomination du Roy, qui de son côté donna mainlevée des revenus saisis. Ces querelles finissoient bien, mais la nouvelle aigreur qu'elles avoient fait naître ne s'éteignoit point par leur accommodement.

Il ne se pouvoit rien de plus heureux pour les Venitiens que ces dis-

sentions qui commettoient le Pape, & le Roy, sans que ni l'un ni l'autre fussent véritablement unis avec l'Empereur. Pour le Roy d'Arragon, ils comptoient avec raison que n'ayant plus rien à demander à leur République, il concoureroit avec elle pour nuire par les voyes secretes, dont il connoissoit si bien tous les détours, à deux Princes qui seroient toujours pour lui des ennemis mal réconciliez, parce qu'ils avoient contre lui de grandes prétentions. Ce fut dans ces conjonctures si favorables pour eux, qu'ils négocierent heureusement à Rome leur absolution & leur paix. Les Ambassadeurs de l'Empereur & du Roy s'y opposerent inutilement. Ce fut en vain qu'ils alléguerent l'article du Traité de Cambray, par lequel sa Sainteté s'étoit obligée à tenir les Venitiens excommuniés jusqu'à ce que les Princes Liguez fussent en possession de tout ce

— qu'ils répétoient sur la République,
1510. & qu'ils représenterent qu'il s'en
falloit beaucoup que Maximilien
n'eût encore recouvré tout ce qui
devoit lui appartenir aux termes
de ce Traité. Le Pape s'autorisa
de raisons frivoles pour continuer
sa négociation avec la Seigneurie.
Il alléqua que c'étoit par la faute
de l'Empereur que les Venitiens
étoient rentrez dans Padouë &
dans Vicenze. Que le Traité avoit
été consommé lorsque les Venitiens
lui avoient offert un équivalent
pour Trévise, la seule place de tou-
tes celles qui lui devoient apparte-
nir aux termes du Traité de Cam-
bray, qui lui manquât dans ce tems-
là où il étoit en possession de ces
deux autres Villes. Les Allicz lui
faisoient une réponse sans réplique.
Ils lui remontroient que le Traité
de Ligue de Cambray étoit illimité
quant au tems de sa durée, & qu'il
ne devoit ainsi finir que par son

entier accomplissement. Que l'article d'un Traité d'Alliance offensive qui stipule que les Puissances contractantes seront tenuës de nuire en telle & telle maniere à l'ennemi commun tant que chacune d'elles ait obtenu la satisfaction énoncée, engage les Puissances contractantes, jusqu'à ce que le pais en quoi consiste cette satisfaction, soit demeuré par un Traité de paix à celui qui le doit avoir. Qu'ainsi un tel engagement subsiste toujours tant que l'ennemi commun retient ce qu'il doit perdre, soit qu'il l'ait conservé, soit qu'il l'ait repris, & que le Traité de paix dans lequel l'ennemi commun cède ou délivre ce qui a fait le sujet de la guerre, consomme seul la satisfaction, & dissout seul la Ligue offensive dont elle est le but. Que les obligations contractées en signant le Traité de Cambray subsisteroient donc toujours, tant que l'Empereur n'au-

— roit pas obtenu la satisfaction ; &
 1519, que les Venitiens ne la lui auroient
 pas pleinement cedée par un Traité.
 Enfin que la Sainteté devoit laisser
 les Venitiens excommuniez, jusqu'à
 ce qu'ils eussent rendu ou cédé dans
 une paix generale, tout ce que le
 Traité de Cambray déclaroit de-
 voir appartenir à chacun des Prin-
 ces qui l'avoient signé.

Ces raisons ne gaignoient rien
 auprès du Pape, qui avoit résolu de
 s'acheminer toujours vers son but,
 malgré toutes celles qu'on pour-
 roit lui dire pour l'en détourner.
 Louis XII. qui s'apercevoit déjà des
 mauvais offices que la Sainteté lui
 rendoit en Suisse, & qui prévoyoit
 ceux qu'elle lui rendroit en Angle-
 terre, fit son possible pour empê-
 cher l'absolution des Venitiens qui
 le devoit brouiller sans retour avec
 elle. Il fit aller à Rome Albert Pio
 de Savoye Comte de Carpi, pour
 assister de ses avis le Cardinal
 d'Auch,

d'Auch, neveu du Cardinal d'Amboise, qui étoit chargé des affaires de France dans cette Cour. Le Comte de Carpi avoit persuadé le Roy qu'il seroit beaucoup plus propre à ramener l'esprit du Pape, & à le porter à une sincere réconciliation, qu'un François dont il suposoit que les manieres pétulantes, les discours peu circonspects & les contre-téms, aigriroient encore la Sainteté. Il se mit donc en chemin avec une instruction qui lui permettoit de mettre en œuvre les offres les plus touchantes pour flatter l'humeur aisible de Jules II. Ce Seigneur pouvoit même l'affurer, que le Roy résolu de se conduire désormais par les lumieres de S. S. la laissoit maîtresse du voyage qu'il méditoit de faire en Italie au printemps prochain, pour l'avantage de la cause commune: Que le Roy T. C. ne lui demandoit autre chose de son côté que l'observation des Traitez.

— Ni les offres du Roy, ni la dextérité du Comte de Carpi, ne purent ramener le Pape déjà trop engagé pour retourner en arrière. Le voyage de ce Seigneur à Rome ne servit qu'à rendre deux Ambassadeurs de France, les témoins de l'absolution des Vénitiens.

Le Pape avoit autant d'envie de leur donner cette absolution, qu'ils en avoient de la recevoir: Ses vœux se trouvant accomplis, il appréhendoit la destruction de la République, plus qu'il ne sonhaitoit son humiliation quand il accepta la Ligue de Cambray. Les Turcs étoient alors redoutez en Italie, beaucoup plus encore qu'ils ne le sont aujourd'hui. Tout le pais trembloit au seul souvenir de la consternation générale que la prise d'Ortante par Mahomet II. y avoit causée: & le Grand Seigneur ne pouvoit point armer une si petite flotte, qu'elle ne

fût pour l'Italie le sujet d'une grande terreur. On ne sçauroit dire que cette crainte fût mal fondée dans ce tems-là, où la Monarchie Ottomane étoit encore en possession de s'accroître, & où l'on ignoroit en quels lieux la Providence avoit placé les bornes de cet Empire. Mais les Venitiens par un artifice ordinaire aux Républiques qui veulent se faire regarder comme nécessaires à la société des Nations, ajoutoient encore à la vérité. Parce qu'ils étoient considerez comme le boulevard de la Chrétienté contre les irruptions des Turcs, ils exagéroient leur nombre, la valeur de leurs Jannissaires, leurs richesses, & leur bonne conduite dans les grandes entreprises. Plus ils donnoient de peur des Turcs, plus ils devenoient respectables & précieux aux autres Italiens, & plus ils les engageoient à tolérer leurs menées, & à avoir de l'indulgence pour leur

510. commerce. Ces compatriotes qui n'avoient pas à beaucoup près autant d'habitude en Turquie que les Venitiens , croyoient leurs relations , & la République qui tenoit un Ambassadeur ordinaire à Constantinople , & une infinité de Ministres subalternes dans les autres ports de l'Empire Ottoman , faisoit publier tout ce qu'il lui convenoit que l'on crût touchant les Turcs.

Jules II. persuadé comme les autres , que les Venitiens pouvoient seuls par leurs négociations retenuir les Turcs au-delà du Golfe Adriatique , ou les repousser avec leurs flottes s'ils entreprennent de le traverser , ne vouloit pas leur destruction. Il regardoit la République comme un Etat que la Providence avoit formé , en réunissant comme par miracle différents domaines éloignez , & qui ne sembloient pas destinez par leur assiete à composer jamais un même Corps

politique , afin qu'il pût mieux servir de rempart à la Chrétienté. En effet c'étoit la dispersion même des Provinces de l'Etat Venitien qui lui donnoit toutes sortes d'avantages pour arrêter la rapidité du torrent Ottoman. Enfin il craignoit que des Puissances suspectes au S. Siège ne s'acruissent des débris de cet Etat. Au contraire , dans l'intention de conduire à une rupture ouverte les démêlez qui étoient entre lui & le Roy de France , il auroit souhaité d'augmenter la puissance des Venitiens , dont l'amitié lui étoit nécessaire pour l'exécution de ses vastes projets.

Dans cette vue Jules II. se relâcha sur la restitution des fruits des domaines occupez par les Venitiens , & sur d'autres articles qu'il vouloit d'abord exiger. De l'autre côté les Venitiens persuadés que leur salut étoit dans une prompte réconciliation avec le saint Siège ,

— 1510 — qui seule dénouëroit la Ligue , accorderoient au Pape tout ce qu'il demandoit , regardant comme des graces reçues les conditions dures qu'il ne leur imposoit pas. Il y eut seulement quelque difficulté sur la liberté de la navigation dans le Golfe Adriatique. Le Pape vouloit qu'elle y fût entière pour les sujets de l'Eglise, sans que leurs bâtimens fussent même obligez de faire aucun acte de soumission , par lequel ils reconussent la République pour souveraine de ces mers.

Les Venitiens , pour s'exempter de consentir à cette demande , alléguèrent leur titre de Souveraineté sur ce Golfe , titre qui malgré tous les écrits qui se sont faits pour & contre , demeure encore un grand problème du droit public de la Société des Nations. Ils représentèrent qu'ils tenoient ce droit si précieux de la concession des Papes mêmes , & qu'Alexandre III. le

leur avoit donné, non pas gratuitement, mais pour récompense d'avoir armé en sa faveur. Ce fut quand leurs Ancêtres obligèrent l'Empereur Frédéric Barberousse, de s'humilier aux pieds de ce saint Pontife. Les Venitiens ajoutaient, que les Papes successeurs d'Alexandre avoient souvent reconnu le droit de la République. Que lorsque le Doge Moro vint trouver Pie II. à Anconne, les Galeres de ce Pape, quoiqu'elles fussent dans un port de l'Etat Ecclesiastique, baissèrent néanmoins le pavillon devant le pavillon de S. Marc arboré sur le bâtiment que montoit le Doge. On se doute bien de ce qu'auroit répondu une autre Puissance que le Pape au Memoire des Venitiens, mais Jules II. se contenta de répliquer: Qu'il n'y avoit aucun titre ni monument du service rendu au Pape Alexandre III. ni de sa concession, ailleurs que dans Ve-

— nise. Que c'étoit une pure courtoisie
 1510. que d'ajouter foy à ce récit ; & qu'on
 ne croiroit jamais à Rome les Venitiens sur cet événement, que dans les tems où le saint Siége seroit content d'eux. C'est ce qui fut verifié dans le dernier siècle. Urbain VIII. mécontent des Venitiens fit effacer comme une fausseté, l'inscription honorable pour eux qui étoit placée sous le tableau de la Salle Royale du Vatican, lequel représente l'humiliation de Frédéric aux pieds d'Alexandre III. Innocent X. satisfait des Venitiens, l'y fit remettre comme une vérité. Ils furent obligez pour cette fois de promettre qu'ils feroient encore à cet égard la volonté du Pape. Ainsi le 25. de Fevrier il fit lire en plein Consistoire les conditions auxquelles les Ambassadeurs Venitiens consentoient au nom & en vertu d'un pouvoir special de la République, d'obtenir son absolution.

Histoire
 du Pro-
 eur. Na-
 ni, l. 10.
 & 11.

Ces conditions étoient : Que la République ne confereroit à l'avenir aucun bénéfice que ceux de patronage laïque , & ne trouble-
roit en aucune maniere la possession & la jouissance des personnes qui auroient obtenu des provisions en Cour de Rome ; Qu'il seroit permis à tous les sujets d'y porter leurs procès du ressort de la Jurisdiction Ecclesiastique.

Que la République ne pourroit mettre aucune imposition sur les biens Ecclesiastiques , & qu'elle retracteroit actuellement l'appel interjetté au futur Concile.

Qu'elle renonceroit à tous droits & prétentions sur les terres de l'Eglise , & spécialement au droit de tenir un Vidame à Ferrare.

Que les sujets de l'Etat Ecclesiastique pourroient naviger sur le Golfe , sans que leurs bâtimens, de quelque nature de marchandises qu'ils fussent chargez , ou pour leur

510. compte, ou pour celui des étrangers, pussent être soumis à aucune visite ou imposition.

Que la République n'entreroit en aucune maniere en connoissance du traitement que le Pape pourroit faire à ses vassaux, auxquels elle ne donneroit ni aide ni retraite. Enfin, qu'elle répareroit les dommages qu'elle avoit causé aux Eglises & à leurs biens dans le cours de la guerre.

Les Ambassadeurs Venitiens signerent un Acte par lequel ils se soumettoient à ces conditions, après quoi le Pape les fit entrer dans le Consistoire, & leur donna l'absolution avec les cérémonies ordinaires. Ainsi la fierté de Jules II. fut pleinement satisfaite. Tout le pouvoir que la Cour de Rome s'attribue pour soutenir ses intérêts temporels, fut pleinement reconnu par celui des Etats d'Italie, qui s'étoit toujours opposé le plus con-

flamment à l'établissement de ce ———
 pouvoir. La République de Venise ^{1519.}
 demanda l'absolution Pontificale
 en une cause où il ne s'agissoit se-
 rieusement que de la conduite po-
 litique, & elle fut obligée à subir
 les conditions impérieuses d'une
 paix arbitraire, telles qu'un Souve-
 rain altier & heureux voulut les
 imposer. C'est l'effet du pouvoir
 des conjonctures. Mais de tels éva-
 nemens deviennent souvent des
 exemples dangereux pour ceux qui
 les suivent sans les bien examiner.
 Celui des successeurs de Jules II. ^{Paul V.}
 qui voulut imiter sa conduite en-
 vers les Vénitiens environ cent ans
 après l'événement dont on vient
 de parler, n'ayant pas discerné les
 tems, fut obligé ~~de~~ venir à un
 accommodement dont l'Europe ne
 jugea pas que l'honneur fût pour
 la Cour de Rome.

La nouvelle de l'absolution re-
 doubla l'ardeur des Vénitiens pour

— travailler à soutenir une guerre
 5510. qu'ils se flatoient désormais de
 voir finir autrement que par une
 subversion entière de leur Répu-
 blique. Privez de la plus grande
 partie de l'Etat de Terre ferme, ils
 ne laisserent pas de mettre sur pied
 une armée de quatorze cens hom-
 mes d'armes, de quatre mille hom-
 mes de cavalerie légère, & de dix
 mille hommes d'infanterie. La per-
 mission que le Pape donna aux su-
 jets du S. Siège de prendre service
 dans leurs troupes, facilita beau-
 coup le rétablissement de leurs ar-
 mées. Cette permission étoit une
 infraction manifeste du traité de
 Cambray; c'est ce qui flatoit en-
 core les Venitiens. Dès qu'elle eut
 été donnée, les Chefs de bande les
 plus renommez de l'Etat Eccle-
 siastique s'engagerent au service de
 la République. Mais elle perdit
 dans le même tems le Comte de
 Pitigliano, Général de ses armées,

que son grand âge & une maladie aiguë emportèrent à Padouë. C'étoit un Officier de mérite & qui avoit vicilli les armes à la main. Avant la venuë de Charles VIII. & tant que les Italiens ne firent la guerre que contre d'autres Italiens, il fut réputé un Général audacieux. Mais il devint si circonspect quand il eut reconnu à la journée de Fornouë la supériorité des troupes Ultramontaines sur celles de sa Nation, que dans la suite il passa pour timide. Opposé constamment aux partis hazardeux, il vouloit que les Italiens s'abstinssent d'en venir aux mains avec les étrangers, & que suppléant par leurs subtilitez à la qualité de leurs troupes, ils tâchassent toujours de défaire leurs ennemis sans les combattre.

Le choix d'un Général est toujours une affaire très-embarrassante pour le Sénat de Venise, & les conjonctures où il se trouvoit à la

— mort de Pitigliano , rendoient en-
1510. core ce choix plus épineux pour
lui. Enfin il jetta les yeux sur le
Marquis de Mantouë actuellement
prisonnier de guerre dans le Palais
de S. Marc. Ce Seigneur surnomé
le Turc , soit à cause de sa force , ou
soit à cause de l'amitié qu'il entrete-
noit avec Bajazet Sultan des Turcs ,
étoit très-capable de commander
l'armée Venitienne. D'ailleurs il
étoit bon d'acquiescer un tel Allié,
parce que la situation du Man-
touan rendoit son État d'une grande
importance dans les guerres de
Lombardie. Le Doge Lorédan pro-
posa donc lui-même au Marquis de
devenir le Général de ceux dont
il étoit le prisonnier , & il orna sa
proposition de tous les discours fla-
teurs que les Venitiens sçavent si
bien mettre en œuvre pour enga-
ger les Officiers étrangers , qu'ils
souhaitent d'attirer à leur service.
Lorédan ne laissa pas néanmoins

le lui insinuer que comme il avoit ~~_____~~
 déjà quitté une fois le service de ¹⁵¹⁰
 la République, il étoit à propos
 pour obliger quelques Sénateurs
 trop défiants à se taire, qu'il dai-
 gnât donner une espee de caution
 sur la durée du second engagement.
 Que lui Doge & toutes les per-
 sonnes équitables du Gouverne-
 ment, avoient trouvé cependant
 que la simple parole d'un Souve-
 rain comme lui, étoit une sureté
 plus que suffisante.

Le Marquis de Mantouë impa-
 tient de sortir de sa prison, pro-
 mit au-delà de ce qu'on lui de-
 mandoit ; & sans faire attention à
 quels engagements il alloit man-
 quer, il envoya sur le champ cher-
 cher son fils à Mantouë pour le
 mettre en ôtage à Venise. Mais la
 Marquise de Mantouë, Princesse de
 la Maison d'Est, étoit de ces femmes
 qui ont une déférence aveugle pour
 la volonté de leurs maris tant qu'elle

— se trouve conforme à leur senti-
ment, mais qui soumettent à leur
1510. propre jugement cette volonté
quand elle se trouve opposée à ce
qu'elles pensent. Comme beaucoup
d'autres de son sexe, elle croyoit que
la subordination & l'obéissance que
les femmes doivent à leurs maris,
n'ont d'autre fondement que le
préjugé, qui suppose dans les hom-
mes plus de courage & plus de fer-
meté que dans les femmes. Comme
son mari faisoit une action qui ne
témoignoit ni fermeté ni courage,
elle se crut quitte de la subordina-
tion & dispensée de l'obéissance.
Elle refusa donc de livrer son fils
pour servir d'otage à l'exécution
d'un traité qu'elle n'approuvoit point.
Louis de Fermo chargé de la com-
mission de son mari, ne lui rapporta
de Mantouë qu'une exhortation à
souffrir son malheur en Souverain,
& à ne pas se laisser séduire aux
sentimens des prisonniers de guerre

vulgaires, que l'ennui & l'esperance téméraire des avancemens qui les attendent au sortir de la prison, disposent à suivre inconsidérément les voyes les plus équivoques quand elles peuvent les mener à la liberté.

Cette négociation échouée, le Sénat parut disposé à faire André Gritti Général des armées de la République, malgré l'usage constant de ne mettre jamais à la tête de ses forces de terre un Noble Venitien. Gritti étoit un des grands sujets que Venise ait produits. Il mérite même d'être distingué, comme bon Compatriote parmi une Noblesse illustre au-dessus des autres, par son dévouement sans réserve aux intérêts de son pays ; & qui nous retrace encore quelque idée de ce noble amour que les anciens portoient à la Patrie. Aussi quelque tems après la fin de la guerre de Cam-

Bembo
l. 10.

I 5 I 0.

En

I 5 2 3.

bray, Gritti fut-il élu Doge; & on ne discutoit alors le mérite des prétendans, que pour choisir le sujet en qui l'on en trouvoit davantage.

Mais Gritti étoit trop sage pour se croire du mérite en tout, parce qu'il en avoit en quelque chose. Il n'avoit jamais commandé que des flottes; & s'il s'étoit trouvé souvent dans les armées de terre de la République, ç'avoit été comme Provéditeur & non comme Général. Faire subsister une armée, y entretenir l'ordre, cela demande un certain talent. La mener à l'ennemi & la faire combattre, en demande un autre. C'est un métier qui ne s'apprend pas à le voir faire. Il faut l'exercer soi-même pour l'apprendre, en commençant par la plus petite des fonctions qui sont subordonnées au Généralat. Gritti qui n'en avoit pas fait l'apprentissage, craignoit donc d'être le su-

et d'un mauvais choix. Il ne crut point que les bonnes intentions avec lesquelles il auroit non pas sollicité, mais accepté le commandement offert, fussent une raison capable de le disculper, si son insuffisance faisoit un malheur à sa Patrie. Ainsi Gritti sollicita' avec autant d'empressement pour n'être pas nommé à cet employ, que les présumptueux en font voir pour l'obtenir. Il écrivit au Sénat que si la République étoit en paix, ou engagée dans une guerre de peu d'importance, il attendroit avec résignation les ordres de ses Supérieurs, sans faire des remontrances qui donnassent à penser qu'il se crût plus éclairé qu'eux. Mais que la situation de sa Patrie n'étoit point telle. Qu'il n'y avoit pas de Général trop expérimenté pour lui confier des troupes que la République ne rassembloit & n'entretenoit qu'en faisant les derniers efforts. Que si

— elle n'opposoit Général à Général ,
 1510. elle s'épuisoit en vain pour oppo-
 ser autant qu'il lui étoit possible un
 nombre égal aux troupes que les
 Princes liguez mettoient en cam-
 pagne. Enfin, ajoutoit-il, les pilo-
 tes médiocres suffisoient pour gouver-
 ner le vaisseau durant le beau tems,
 mais pour oser s'asseoir au gou-
 vernail durant l'orage, il faut avoir
 manié long-tems le timon. La tem-
 pête qui a manqué à nous submer-
 ger, dure encore.

Le Sénat, sur les remontrances
 de Gritti, résolut de choisir un au-
 tre Général, & Frégose fut nommé
 pour commander. C'étoit le plus
 grand parleur de son tems; dès-là
 homme médiocre, mais mauvais
 soldat. Aussi les Venitiens ne le gar-
 derent pas long-tems, & bientôt ils
 mirent successivement Malvezzi &
 Paul Baglioné en sa place.

La plus grande espérance du
 Sénat n'étoit pas dans son Général

ni dans son armée. Elle étoit plus faible que l'armée Françoisé, & cette armée avoit défait à Vaila l'armée Venitienne supérieure en nombre. Les Venitiens attendoient davantage des conjonctures & des services du Pape, dont l'aversion pour la France leur procuroit l'amitié. Jérôme Donato qui résidoit à Rome en qualité d'Ambassadeur, étoit même devenu l'homme de confiance de la Sainteté, qui entroit aveuglément dans tous les projets que le Venitien lui suggéroit en la flattant d'autant plus hardiment qu'il étoit assuré de sa crédulité. Un de ces projets fut l'obliger l'Empereur à faire une paix particulière avec la République. Ce Prince y étoit peu disposé par lui-même, & il s'étoit expliqué de ne la vouloir qu'à des conditions que la République ne pouvoit pas accorder. Mais on crut qu'on le réduiroit à des propositions raisonnables.

— nables, en lui retranchant les mo-
 7510. yens de continuer la guerre. Ma-
 ximilien toujours disposé à se mettre
 en campagne, n'étoit presque ja-
 mais en état de le faire. Avare &
 dissipateur, les coffres où l'argent
 entroit par tant de canaux, étoient
 toujours vuides. Mais il comptoit
 sur deux ressources pour trouver
 les fonds de la campagne qui s'alloit
 ouvrir. La première, étoit les Finan-
 ces du Roy de France son Allié, &
 la seconde une subvention de l'Em-
 pire, dont il avoit convoqué la
 Diette à Augsbourg. On verra bien-
 tôt quelles mesures prit le Pape,
 pour mettre Louis XII. hors d'état
 d'aider Maximilien.

Pour empêcher cet Empereur
 de tirer de l'Allemagne les subsides
 qu'il en pouvoit attendre, le Pape
 envoya un Nonce à la Diette y tra-
 verser les propositions. Les Veni-
 tiens y firent passer aussi des Agens
 secrets, pour représenter aux Prin-

ges & aux Ministres dont la Diette seroit composée, l'interêt de l'Allemagne à traverser les desseins de l'Empereur sur l'Italie. 1519.

Les négociations du Nonce & les representations des Agens Vénitiens retarderent bien les délibérations de la Diette; mais elles ne purent empêcher que son Resultat ne fût conforme à la Requisition Imperiale. Ce fut en vain que les uns & les autres remontrèrent qu'il ne manquoit que de l'argent à Maximilien pour changer l'Aristocratie de l'Empire en une Monarchie despotique; & qu'il ne seroit pas plutôt puissamment établi dans l'Italie, qu'il y lèveroit tout l'argent dont il auroit besoin pour executer ce projet. Ils représenterent en vain que le dessein de plusieurs Empereurs de la Maison d'Autriche avoit été de se rendre de Chefs du Corps Germanique qu'ils étoient, les véritables Maîtres; & qu'ainsi la li-

— berté dépendoit de celle de l'Italie.
 1510. Enfin que l'Alliance de Maximilien avec les François ôtoit à la liberté des Etats d'Allemagne, son appui le plus solide, & que cette Alliance procureroit à l'Empereur le pouvoir de changer à son gré & sans opposition, la constitution présente de l'Empire. Le projet de rétablir en Italie l'ancienne autorité de l'Empire que Maximilien proposoit à la Diète, étoit trop du goût des Allemands. On ne put venir à bout de les détourner de le suivre.

D'ailleurs Maximilien fut secondé puissamment par le Plénipotentiaire du Roy de France, Prince dont le crédit étoit d'un très-grand poids en Allemagne. Ce Plénipotentiaire étoit un personnage de mérite & de réputation, fort vanté surtout par son talent pour l'éloquence, qui produisoit encore de grands effets dans ces tems-là. Il s'appelloit Louis Helian. Il étoit né à Vercell
 &

étoit Conseiller d'Etat en Fran-

Ce Ministre prononça contre Venitiens en pleine Diette un discours véhément, & qui montre l'étoit tout-à-la-fois homme d'état & homme de lettres. Helianth proche aux Venitiens d'avoir rendu aux Infidèles des services importants, dont les tristes suites ont été la conquête de la Terre sainte par les Sarrazins, & la prise de Constantinople par les Turcs. Il les accuse encore d'avoir sacrifié les intérêts de la Chrétienté à sa vengeance particulière, lorsqu'il a vu de mortifier le vieux Ferdinand roy de Naples, qui avoit pris le parti du Duc de Ferrare leur ennemi, ils laisserent prendre Otrante à Mahomet II. quand il leur étoit si facile de secourir la place avec une flotte. Il fait voir comment la prise de cette place ouvrit aux Turcs l'Italie, qui n'échappa que par un miracle de son entière destruction.

l'ation. Les ouvriers de l'Arsenal & les munitions de guerre envoyez au Soudan d'Egypte & à d'autres Princes de l'Orient, pour les mettre en état de traverser plus efficacement les Portugais qui établissoient la Religion Chrétienne en même tems que leur domination dans les Indes Orientales & dans l'Arabie, ne sont pas omis par Helian. Il exagere au contraire l'indignité d'un tel procédé, dont l'avarice des Venitiens qui craignoient que les nouveaux établissemens des Portugais ne nuisissent à leur commerce, étoit la seule cause. Il parle après cela des voyes équivoques dont ils s'étoient servis pour occuper le Royaume de Chypre, & les autres Domaines du Levant & de l'Italie qui composoient leur Etat. La conduite domestique des Venitiens n'est pas plus épargnée dans ce discours que leur conduite politique. Helian leur y re-

proche durement le peu de soin qu'ils prenoient de cacher leurs vices, & il les reprend aigrement de leur luxe énorme. Ils se font servir, dit-il, en s'adressant aux Princes présens à la Diette, ce que vous ne faites pas, en vaisselle d'argent. Ensuite il les attaque sur leurs Comédies, leurs vers, leurs peintures, leurs desseins, & les autres méchantes manieres d'insulter à ses voisins, qu'on ne réprime jamais assez dans les Etats florissans. Inventions satiriques où les Venitiens montroient un mépris outrageant des autres nations, & où ils faisoient voir un manque de respect affreux pour les têtes couronnées. Enfin l'Orateur finit en exhortant la Diette à traiter les Venitiens qui demandoient grace, comme le Seigneur traita Antiochus, quand il demanda ce pardon qu'il ne devoit point obtenir.

Helian ne s'en tint pas même à

— la prose pour échauffer les Alle-
 1510, mands contre les Venitiens. Il fit
 courir durant la Diette deux pieces
 de poésie de sa façon assez longues,
 & qui concouroient au même but
 que sa harangue *. La premiere
 est une fable qu'il appelle la Chasse
 du Lion, désignant par là Venise
 qui porte le Lion ailé de saint Marc
 dans l'Ecu de ses armes. La seconde
 est une exhortation aux Princes de
 l'Empire, de réduire les Venitiens
 à leur premiere condition, de pau-
 vres pêcheurs. Cette maniere de
 négocier paroîtra bien peu sérieuse
 comparée avec la dignité que les
 usages d'aujourd'hui & les bienséan-
 ces, ordonnent aux Ministres pu-
 blics de garder dans leur conduite.
 Mais il faut excuser Helian sur le

* Ces trois pieces latines furent im-
 primées dans le tems, & se trouvent in-
 sérées dans l'Appendix ajouté à l'His-
 toire de Venise écrite par Justiniani de
 l'Editon faite à Strasbourg en 1611,

DE CAMBRAY, *Liv. II.* 245
ms où il vivoit. Les bienſeances
y étoient pas auffi ſévères qu'elles
ſont maintenant. D'ailleurs l'a-
mour pour les belles lettres d'au-
ant plus vif qu'elles re naiſſoient à
Paris, donnoit un ſi grand goût
pour les ouvrages d'eſprit, qu'il
étoit pas permis de faire atten-
tion ; ſi ceux qui les publioient
avoient rien fait d'indigne de la
ſimplicité de leur caractère en les
impoſant. On en appelle à té-
moin les ouvrages libres en vers &
en proſe compoſées par beaucoup
de perſonnages illuſtres & respec-
tez dans l'Egliſe durant le cours du
dixième ſiècle, & qui n'ont pas
fait à leurs Auteurs le tort qu'ils leur
font aujourd'hui.

La plûpart des inveſtives d'He-
nri étoient fondées ſur des veritez
conteftables, & malheureuſement
pour les Venitiens, les autres étoient
appuyées ſur la vraieſemblance. C'en
étoit aſſez pour les faire croire. Dès

1510. qu'un Gouvernement est devenu odieux, non-seulement ses actions indifférentes sont réputées des crimes chez les étrangers, mais même les bruits les plus frivoles & dont personne n'oseroit s'avouer l'Auteur, passent pour des faits avérez quand ils sont semez contre lui. Bientôt il ne fut plus permis à personne d'ouvrir la bouche en faveur des Venitiens, & le résultat des Colleges fut qu'ils seroient mis au Ban de l'Empire. La Diette ordonna même que les Etats de l'Empire fourniroient leur contingent, pour mettre le Ban à execution, & l'on accorda conséquemment des Mois Romains à Maximilien jusqu'à la somme de trois cens mille écus d'or.

Recès
des Diet-
tes de
l'Emp.
P. 35.

Dès que la Diette fut levée, Helian se rendit à Bude, & y il négocia si heureusement auprès du roy de Hongrie, qu'il le fit entrer dans la Ligue de Cambray. En

conséquence le Ministre de ce Prince à Venise reçut ordre de déclarer la guerre à la République, en cas qu'elle ne voulût pas restituer ce qu'elle tenoit dans la Dalmatie, domaine démembré de la Couronne de Hongrie, & que le Roy prétendoit y devoir être réuni. Mais le Sénat enhardi par les heureux succès de sa résistance, refusa de rien céder, & le Doge répondit fièrement au Ministre Hongrois : Que si son Maître cherchoit la guerre, il avoit trouvé qui la lui feroit. Quoique la Hongrie portât le nom de Royaume, elle se gouvernoit cependant en état libre, & elle étoit plus sujette qu'aucune République d'Italie à tous les inconvénients du Gouvernement Aristocratique. Ou les Etats du país sans le consentement de qui le Roy ne pouvoit rien, n'approuverent pas la guerre contre la République ; ou les résolutions qu'ils prirent à cet égard

ne furent pas exécutées. Ce qui est certain, c'est que le roy de Hongrie déclara la guerre aux Venitiens, mais qu'il ne la leur fit pas.

Ce fut dans ce tems-là que les Venitiens manquerent de surprendre Verone. Les habitans de la Ville, mécontens des Allemands, appellerent leurs anciens Maîtres pour chasser leurs nouveaux Maîtres. Le complot réussit en partie, & les troupes Venitiennes entrerent dans la ville par la porte de S. Georges. Mais les échelles dont elles devoient se servir pour escalader les forts de Verone, se trouverent trop courtes par un accident ordinaire en ces sortes d'entreprises. La garnison eut le loisir de prendre les armes, & les Venitiens qui n'étoient pas venus pour faire un siège, se retirerent aussitôt qu'ils se virent découverts, abandonnant une ville qu'ils ne pouvoient conserver sans être les maîtres des forts.

quelques jours après la garnison —
visa d'un stratagème pour con- 15104
ître ceux d'entre les habitans qui
ient le plus dévouiez au service
saint Marc , afin de les pu-
: comme coupables de la conf-
ation dont on ne pouvoit dé-
uvrir les auteurs. Une troupe
soldats de la garnison courut en
nulte par la ville sur le milieu de
nuit , battant la marche à l'Ita-
nne & criant *vive S. Marc*. Plus
urs habitans trompez par ces
parences , leur répondirent par
s cris de joye & en chargeant
Allemands d'imprécations. Dans
crainte d'un désordre on se con-
nta pour l'heure de marquer les
aisons de ces indiscrets ; mais
s que le jour fut venu on les sac-
gea , & l'on en mit les maistres
rançon , comme gens pris au ser-
ce de l'ennemi.

La fortune des Venitiens tou-
urs chancelante , & le bon état

1510. des affaires de Louis XII. parurent donner envie au Pape durant quelques momens de devenir véritablement l'ami de ce Prince , à qui tout sembloit réussir. Maximilien pour cette fois , étoit constant dans l'alliance de la France; elle venoit encore de renouveler ses traitez avec le roy d'Angleterre. Véritablement les Suisses paroissoient aigris contre Louis XII. qui refusoit d'augmenter la pension des Cantons; mais on pouvoit croire qu'ils ne témoignent si hautement leur chagrin , que pour se faire acheter plus cher. Enfin il ne s'agissoit que d'argent en ce démêlé , & un roy de France devoit avoir toujours de quoi appaiser leur haine & payer leur amitié. Le Pape eut donc quelques conférences avec le comte de Carpi , qu'il avoit assez négligé jusques-là ; & il parut traiter en homme qui cherche à se réconcilier de bonne foy. En rompant avec la France il crai-

gnoit d'être seul à soutenir la querelle. Mais Jules ne fut pas plutôt informé que le roy d'Angleterre, en renouvelant son traité avec cette Couronne, y avoit compris le saint Siège, qu'il changeât de conduite. L'apparence est que ses sentimens avoient toujours été les mêmes. Dans la confiance que si la France attaquoit l'Etat Ecclesiastique, le roy d'Angleterre suivant son traité, romproit avec cette Puissance, il ne la ménagea plus. Après lui avoir fait long-tems la guerre secrètement, il se donna la satisfaction de la lui déclarer,

Alfonse d'Est duc de Ferrare, étoit autant l'ami de Louis XII. que l'allié du roy Très-Chrétien. Le Pape lui chercha querelle sur deux prétextes. Le premier fut un bureau de Douane que le Duc avoit établi sur le Pô, pour faire payer ses droits aux Bâtimens qui passoient ou qui remontoient ce

fleuve. Le Pape en qualité de Seigneur suzerain de Ferrare demandoit qu'il ôtât ce bureau, comme établi sans une autorité suffisante & préjudiciable au commerce des sujets du saint Siège. L'autre demande du Pape au duc de Ferrare, fut de s'abstenir de mettre en valeur les salines de Commachio, dont le produit devoit être un des plus grands revenus de ce Prince. Le Pape alléguoit qu'il étoit en pouvoir d'empêcher le duc de Ferrare de faire fabriquer du sel à Commachio, parce que l'Eglise étoit entrée aux droits des Venitiens par la cession qu'ils lui avoient faite de Carvia.

Pour l'intelligence de cette prétention il est bon de sçavoir, que de tout tems les seigneurs de Ferrare avoient eu des salines à Commachio. Ils les tirent en valeur jusqu'en 1403. Mais Albert d'Este seigneur de Ferrare ayant pris alors le parti des Carrares contre les Ve-

nitiens, les événemens de la guerre
 l'obligèrent à faire une paix des-
 avantageuse avec la République. Les
 Venitiens tâchoient alors de se ren-
 dre les seuls Marchands de sel dans
 le voisinage de leur Golfe, & pour
 venir à bout de faire leur mono-
 pole, ils ruinoient toutes les sali-
 nes qui ne leur appartenoient pas.
 Dès 1381. ils avoient obligé par un
 traité le roy de Hongrie de faire ta-
 rir toutes les sources d'eau salée &
 de combler toutes les mines de sel
 de la Croatie & de la Dalmatie.
 Ainsi les Venitiens ne consentirent
 à donner la paix au seigneur de
 Ferrare en 1403. qu'à condition
 qu'il feroit cesser le travail dans
 les salines de Commachio, &
 qu'il s'engageroit à obliger ses
 sujets de prendre leur sel à Cervia.
 Les Ducs de Ferrare avoient tou-
 jours observé cette condition, mais
 Alfonse avoit cru qu'il pouvoit re-
 commencer de mettre en valeur les

1510.

 Histor.
 Justin.
 l. 6.

salines de Commachio dès qu'il fut en guerre ouverte avec les Vénitiens, parce que durant la guerre les loix portées dans les traitez précédens sont suspenduës. Ce fut alors que le Pape lui enjoignit de faire cesser ce travail, prétendant que comme possesseur de Cervia, il étoit revêtu des droits de la République contre les salines de Commachio, dont le sel préjudicioit au débit de celui de l'Etat Ecclesiastique.

Le Duc répondoit à cet égard, que ses ancêtres n'avoient pas traité avec un Seigneur particulier de Cervia, mais avec la République de Venise. Que c'étoit dans ses Etats indistinctement qu'ils s'étoient obligez de faire prendre du sel à leurs sujets, & que ce n'étoit que par des motifs de convenance que Cervia avoit été designé pour le lieu de la traite. Que l'article onéreux qui lieit les mains à cet égard aux

seigneurs de Ferrare, n'avoit dû —
même durer que soixante & dix ^{1510.}
ans. Que ce terme étoit expiré dès
1473. Que son observation conti-
nuée par force à cause des mena-
ces des Venitiens, étoit une de
leurs injustices, contre laquelle la
Ligue de Cambray devoit restituer
le Duc de Ferrare. Qu'ainsi le Pape
ne pouvoit pas se prévaloir de la
possession de Cervia pour exercer
un pouvoir injuste dans le fonds &
qui n'étoit point attaché au do-
maine spécial de cette Ville, mais
à la République qui se l'étoit arro-
gée. Que ce droit étoit éteint pour
la République même, & qu'ainsi de
toutes manieres il devoit être tenu
pour anéanti.

Quant au chef du bureau éta-
bli sur le Pô, le Duc alléguoit qu'il
avoit pû l'y mettre, attendu la na-
ture de son fief; & que la fuzerai-
neté du Pape sur le duché de Fer-
rare ne lui donnoit d'autre pou-

— voir dans cet Etat, que celui d'exiger les charges portées dans les investitures. Ces charges étoient de tenir le fief de l'Eglise, de la servir en certaines occasions avec un nombre de gensd'armes spécifié, & de lui payer une reconnoissance annuelle. Le Duc ajoutoit que ses prédécesseurs étoient déjà en possession du gouvernement à Ferrare quand ils se firent les hommes du saint Siége, & qu'ils reconnurent la suzeraineté des Papes. Qu'ils l'avoient fait par un motif de dévotion plutôt que pour acquérir une protection que les Papes n'étoient pas alors en état de leur donner fort efficace. Qu'ainsi dans le fief de Ferrare qui étoit un fief offert au Suzerain, les droits régaliens & tous les droits du Gouvernement appartenoient au Seigneur feudataire, quand il n'en étoit pas privé par son investiture. Que les investitures données par les Papes aux

seigneurs de Ferrare n'énonçoient rien au préjudice du Feudataire à cet égard, & que depuis longtems il étoit en possession tranquille de la jouissance de ces droits. Que les droits régaliens comprenoient le droit des armes. Qu'on ne pouvoit entretenir des troupes sans les payer, ni les payer sans mettre des impôts sur les peuples. Que c'étoit donc à celui qui avoit l'exercice de la justice dans un pais à lever ces impôts de la maniere la moins onéreuse aux sujets, & que l'exercice de la justice étoit incontestablement un autre droit régalien. Que le droit de lever des impôts étoit tellement joint avec le droit des armes & l'exercice de la justice, que les Souverains & les Etats qui vouloient lier les mains sur les péages à leurs Feudataires qui jouissent des droits régaliens, inféroient la condition expresse de n'en point établir & des reserves positives à cet

— 1510. égard ou dans les investitures, ou dans d'autres actes qui faisoient loy pour les Feudataires. Que l'Investiture des seigneurs de Ferrare ne faisoit aucune mention de l'obligation de ne point établir de péages, & que par conséquent elle les laissoit dans le droit commun. Que jamais les Papes n'avoient réclamé contre les impôts mis & levez par les Rois de Naples qui étoient aussi bien vassaux de l'Eglise que les ducs de Ferrare. Qu'enfin lui duc de Ferrare ne croyoit pas que le Pape voulût faire valoir en cette occasion la loy générale que certains de ses Prédecesseurs avoient tâché autrefois d'établir : Que les Princes Chrétiens ne peuvent mettre aucune imposition sur leurs sujets que du consentement du saint Siege.

Il est vrai que les seigneurs d'Est étoient déjà très-puissans à Ferrare dans le treizième siècle, quand le Pape les investit de cet Etat comme

d'un fief du saint Siege. Mais les conditions onéreuses auxquelles ces Seigneurs furent contens d'obtenir l'investiture, montrent qu'ils la reçurent comme une grande grace, & qu'ils ne croyoient point pouvoir dominer à Ferrare sans y être appuyez de l'autorité des Papes. Les conditions de l'investiture furent qu'Azzo d'Est serviroit le saint Siège avec cent hommes d'armes, & qu'il payeroit toutes les années à la Chambre Apostolique une reconnaissance de dix mille écus d'or, somme excessive dans ces tems-là. Se soumettre à une pareille redevance c'étoit prendre à ferme le Ferrarois plutôt que le recevoir en fief.

Le Pape qui étoit résolu de trouver mauvaises toutes les raisons que le Duc lui pourroit alléguer, ne se tint point satisfait par celles qui viennent d'être exposées. Il menaça ce Seigneur de l'excommunier

— s'il n'obéissoit incessamment , &
1510. pour l'intimider davantage , il fit
avancer sa gendarmerie dans la Ro-
magne & dans le Boulonnois. Le
duc de Ferrare eut recours au roy
de France , & c'est à quoi le Pape
s'attendoit. Quelque parti que prit
le Roy, le Pape esperoit que ce parti
l'achemineroit à son but. Si Louis
XII. abandonnoit le duc de Ferrare,
Jules esperoit de le décrediter. Si
ce Prince soutenoit le duc de Fer-
rare , il mettoit le Pape en droit de
nuire à force ouverte à la France.
Le Roy prit la protection du duc
de Ferrare , & le Pape suivant la
maniere d'agir de ceux qui ont
tort , se plaignit comme un homme
qui souffre une injustice atroce. Il
dit qu'on vouloit soutenir son vassal
contre lui , & que la protection ac-
cordée au duc de Ferrare étoit une
contravention manifeste au traité
de Cambray où il étoit stipulé , que
les Puissances contractantes sou-

tiendroient en toutes manieres les —
droits , dignitez & prérogatives du 1510.
saint Siége, Il étoit facile de répon-
dre à ces plaintes, Que le duc de
Ferrare ne bleffoit aucun des droits
du saint Siége , & qu'ayant été com-
pris dans le traité du consentement
positif du Pape même, comme un
Souverain qui avoit le droit des
armes & celui de faire des allian-
ces , ses Confederez étoient tenus
de le regarder & de le soutenir
comme tel. Mais ce Pape, disent
les Historiens , s'embarassoit moins
d'avoir raison dans ses démêlez , que
d'y avoir l'avantage.

Cependant la campagne de
1510. étoit commencée. Le Comte
de Hanaw Lieutenant Général de
l'Empereur en Italie , rassembla sous
Verone cinq cens Lances & trois
mille hommes d'infanterie. Chau-
mont l'y joignit avec quinze cens
hommes d'armes & dix mille fan-
tassins, Ces Généraux après leur

4530. jonction marcherent droit à Vicenze. L'armée Venitienne qui reculoit toujours devant eux, ne jugea pas à propos de deffendre la Ville, & fut se cacher aux Brentelles, poste couvert par des rivières qui le rendent inataquable. Les Vicentins abandonnez par les Venitiens, envoyerent leurs Magistrats présenter les clefs de la Ville au Comte de Hanaw, & lui demander le pardon de ce qui s'étoit passé l'année précédente quand ils avoient chassé par surprise la garnison Allemande. Ces Magistrats lui firent une harangue très-patétique que Guichardin raporte en entier. Elle ne le toucha pas néanmoins, dit cet Historien, tant il étoit rempli d'une *insolence barbare & d'une cruauté Allemande*. Il fit faire par son Auditeur de Camp, une réponse foudroyante aux pauvres Vicentins. Chaumont plus humain, intervint pour eux, & il leur

151
tint la vie sauve : mais leurs biens
rent la proie du soldat. Il pour-
ivit même les Vicentins jusques
ns les antres des montagnes où
s'étoient cachez. La plûpart
toient renfermez dans une vaste
verne qu'on croyoit plus inac-
ssible que les autres ; les Alle-
nds désespérant de la forcer al-
nerent à son ouverture des feux,
nt la fumée étouffa les malheu-
ix qui s'y étoient réfugiez.

Après le sac de Vicenze la plus
ande partie des soldats de l'Em-
reur, toujours mal payez, désér-

C'est ce qui fit avorter le des-
n d'assiéger Padouë une seconde
s. Ainsi Chaumont ne pouvant
n exécuter de plus utile à la Li-
p, vint reprendre Legnago le
l passage que les Venitiens oc-
passent sur le haut Adige. Il passa
milieu de Legnago, & la partie
la ville située à la gauche de ce
ave s'appelle le Port. Les Veni-

— tiens l'avoient enveloppé de plusieurs coupures remplies de l'eau de l'Adige. C'étoit de ce côté-là que Chaumont qui venoit de Vienne devoit arriver.

Le jour qu'il campoit à Minerbio , la garnison de Legnago sortit pour le reconnoître. Mais l'infanterie Françoisé l'ayant poussée jusques sur le bord de la première coupure , & s'étant jetée à l'eau pour la passer , sa démarche hardie fit perdre contenance aux Italiens. Ils se retirèrent en si grande confusion que les François entrèrent pêle mêle avec eux dans le Port. Aussitôt Chaumont fit passer un corps de l'autre côté de l'Adige. Et il attaqua la ville de Legnago avec tant d'ardeur , que la garnison l'abandonna peu de jours après pour se sauver à travers les inondations , & le château resté presque sans défenseurs fut obligé à capituler.

Ce fut là que Chaumont apprit

la mort du Cardinal d'Amboise son oncle , triste événement pour sa Maison , mais presque aussi funeste pour le Royaume à cause des conjonctures où il arriva. Ce Prélat n'avoit pas toutes les lumières des génies supérieurs , mais ses vertus suppléoit à son esprit. Il avoit une patience qui lui faisoit attendre sans inquiétude le tems d'agir. Les dangers paroissoient des inconveniens à son courage , mais non des obstacles qui dussent l'arrêter , & ce Ministre ne trouvoit rien d'impossible , que ce qui n'étoit pas faisable. Sa constance empêchoit qu'il ne changeât jamais le plan une fois arrêté , à cause de ces traverses qui se présentent ordinairement dans l'exécution des plus sages entreprises ; doué d'une grande fermeté d'esprit , il n'étoit tiré du droit chemin ni par les prières de ses amis , ni par les sollicitations obstinées des opiniâtres. Enfin sa per-

— sévérité étoit à l'épreuve des longueurs du tems, de la lenteur des hommes & de tous les mauvais discours du courtisan. La confiance que son Maître prenoit en lui étoit si grande, qu'on peut croire qu'il auroit empêché la rupture ouverte de la France avec le Pape s'il avoit vécu plus long-tems. Ce n'est pas qu'il ne connût toute l'injustice du procédé de Jules II. mais il étoit persuadé qu'il y a des conjonctures telles que les Princes qui s'y trouvent doivent différer leur colere & remettre leur vengeance.

On crut durant un tems que la mort du Cardinal d'Amboise serviroit à racommoder le Roy & le Pape. Jules II. en témoigna une joye infinie, & il ne put se retenir de l'épancher dans le sein de l'Ambassadeur de Venise. Mais cette mort ne servit qu'à multiplier les sujets de broüillerie qui étoient entre ces Princes. Le Pape demanda

l'épargne du Cardinal défunt qu'on 1510
disoit monter à trois cens mille
écus d'or en especes , comme une
dépouille qui lui appartenoit. Le
Roy la lui refusa , & il lui fournit
ainsi un nouveau sujet de se fâcher,
ou du moins de se plaindre.

L'Empereur avoit si peu de soin
de ses affaires , & sur tout d'entrete-
nir son armée en Italie , que Chau-
mont fut obligé de mettre des
François en garnison à Legnago
pour garder la place au nom de sa
Majesté Imperiale. Par le traité de
Cambray, elle se trouvoit dans le
partage des Imperiaux. Comme il
se dispoisoit à s'en retourner dans
son Gouvernement , il reçut ordre
du Roy de demeurer encore au ser-
vice de l'Empereur. Il s'étoit fait
une nouvelle convention entre
Louis XII. & Maximilien , par la-
quelle Louis XII. prêtoit à ce
Prince cent mille écus d'or & son
armée , à condition qu'il auroit

— Verone en engagement jusqu'à son
1510. entier remboursement.

Le mois de Juin étoit déjà com-
mencé lorsque le Duc de Termini
joignit Chaumont avec quatre cens
Lances Espagnoles. C'étoit les trou-
pes que le Roy d'Arragon fournissoit
à l'Empereur en vertu du Traité de
Cambray. Dès que cette armée
eut tiré de Verone une partie de
la garnison Allemande, elle mar-
cha à Monselice qui est une pe-
tite Ville entre Est & Padouë, dont
la prise par conséquent devoit don-
ner de grandes facilitez à l'Empe-
reur pour reporter la guerre dans
le centre du pais Venitien.

Soncino Benzone natif de Cre-
me actuellement Colonel d'infan-
terie au service de la France,
s'étant écarté durant la marche,
fut enlevé par un parti ennemi. Les
Venitiens le firent pendre comme
traître, malgré sa commission, &
quoiqu'il leur représentât, qu'en

vacuant Creme la patrie, ils étoient
 censez suivant le Droit des gens, lui
 avoit remis son serment de fidelité.
 Sa mort fut vengée pleinement sur
 la garnison de Monsellicé. Un dé-
 tachement d'infanterie Gasconne
 envoyé seulement pour reconnoître
 une petite brèche que l'artillerie
 des assiégeans venoit de faire à la
 place, s'en approcha beaucoup
 plus près que n'eussent fait des
 Italiens venus pour excuter seule-
 ment une pareille commission. La
 garnison se figurant qu'on alloit
 monter à l'assaut, abandonna le
 rempart pour se retirer derriere la
 seconde enveloppe. Mais elle fit
 ce mouvement avec tant de con-
 fusion que les François y entrèrent
 avec elle. Un pareil accident ar-
 riva encore quand la garnison vou-
 lut se retirer derriere une troisième
 enveloppe qui étoit dans la place.
 On emporta le Château avec la
 même facilité, & les soldats de la

1510.

Le 21,
Juin.

— garnison qui ne furent pas tuez
1510. dans tous ces tumultes , se sauve-
rent dans le donjon au nombre de
sept cens. Ce fut inutilement qu'ils
demanderent à capituler ; on leur
répondit que les loix de la guerre
ne donnoient aucune protection à
ceux qui les observoient si mal.
Pour venger la mort de Benzoné
on mit le feu au donjon , & tout
ce qui s'y trouva périt par les flâ-
mes. Ce fut le dernier exploit de
cette armée , à moins qu'on ne
veille compter pour une expedi-
tion militaire la témérité de quatre
cens hommes d'armes François. Ils
firent une course jusques sous les
murailles de Padouë , où la plus
grande partie de l'armée Venitienne
s'étoit renfermée. L'action assez
audacieuse par elle-même, brilla en-
core d'avantage par la bravade de
quelques jeunes François qui fu-
rent rompre leurs Lances ornées
de rubans de la couleur des livrées

de leurs Dames , dans les portes mêmes de la Ville. Cette espece de galanterie étoit alors fort en usage , aussi-bien que celle d'aller écrire le nom de sa maîtresse sur les murailles des Villes assiégées. 1516.

Après la prise de Monfelicé les Allemands demanderent que l'armée confederée marchât à Trévisé, dont ils representoient la prise très-facile ; mais les nouvelles que Chaumont venoit de recevoir ne lui permettoient pas de tenir les troupes Françoises éloignées plus long-tems des Etats de son Maître. Le Duc d'Urbain à la tête des troupes du Pape ravageoit le Ferrarois. Les Suisses se dispoient à faire une irruption dans l'Etat de Milan , & une flotte composée des vaisseaux des Venitiens & de ceux du Pape paroissoit sur la Riviere de Gennes. On étoit même informé qu'elle avoit à bord les bannis de cet Etat. Chaumont laissa donc pour la garde

— des conquêtes de l'Empereur qua-
tre cens Lances, & quinze cens
hommes d'infanterie Espagnoles,
que Louis XII. avoit pris à sa solde.
Il envoya un autre détachement de
son armée au secours du Duc de
Ferrare, après quoi il ramena le
reste de ses troupes dans son Gou-
vernement pour faire tête aux
Suisses, & pour repousser la flotte.
Le projet de cette flotte échoua &
n'aboutit qu'à des tentatives in-
fructueuses. Elle fut repoussée dans
deux ou trois descentes qu'elle ten-
ta, & elle se retira, voyant bien que
les François qu'elle pensoit surpren-
dre se tenoient sur leurs gardes.
La mauvaise volonté du Pape con-
tre la France, fut mieux servie ail-
leurs.

Le Duc de Ferrare quoiqu'assu-
ré de la protection de la France,
avoit fait toutes les soumissions pos-
sibles pour appaiser le Pape, mais
sans le calmer. L'intervention de

Maximilien , qui fit représenter à Rome qu'il devoit sa protection à Alfonso d'Est, parce que la plus grande partie de ses Etats , & sur tout celle qui étoit l'occasion du démêlé, étoit du fief de l'Empire, ne put obliger sa Sainteté à rien changer dans son projet de dépouiller le Duc de Ferrare. Il commença même de le traiter comme un vassal tombé en félonie , en refusant de recevoir la reconnoissance d'hommage que le Duc de Ferrare lui fit présenter la veille de S. Pierre. C'est le jour auquel les Feudataires de l'Eglise s'acquittent de leur redevance. Il allégua que ce Duc étoit obligé de payer l'ancienne redevance de dix mille écus d'or , & que la remise qui lui avoit été faite par le Pape Alexandre VI. n'avoit pu valoir que du vivant de ce Pape. Alexandre VI. voulant gratifier ce Prince quand il lui fit épouser sa fille , la fameuse Lucrece Borgia ,

avoit réduit à 3000 écus d'or la redevance de dix mille , que le fief de Ferrare payoit toutes les années à la Chambre Apostolique. Jules II. refusa donc les trois mille écus , & le Duc pût sçavoir dès-lors à quoi il devoit s'attendre.

Dès le commencement du mois de Juillet l'armée Ecclesiastique s'avança jusqu'aux portes de Ferrare , s'emparant en chemin de toutes les petites places du pais qui se trouvoient sur la route. Mais dès que le secours de Chaumont fut arrivé , les troupes du Pape, quoique superieures en nombre à leurs ennemis , se retirerent. Il leur en coûta même une partie de leur artillerie pour s'être trop avancées. Elles l'abandonnerent pour s'en retourner plus promptement. Néanmoins elles vinrent à bout d'entrer dans Modene. Les Rangoni, aussi puissans dans la Ville que le Souverain même, en ouvrirent les portes aux troupes du Pape , soit

qu'ils fussent mécontents du Duc de Ferrare, soit qu'ils espérassent de grands avantages de sa Sainteté. 1510.

L'alliance des Suisses avec la France expiroit en 1510. Elle avoit été conclue à Lucerne le 16. Mars 1500. pour le terme de dix années, à condition que la France donneroit une pension annuelle de mille écus d'or à chacun des deux Cantons. Lorsqu'il fut question de renouveler cette alliance, les Suisses demandèrent que la pension de la Nation fût augmentée jusqu'à vingt mille écus d'or partageables entre les Cantons, ainsi qu'ils jugeroient à propos de les repartir. Le Roy offrit bien d'augmenter cette pension jusqu'à douze mille écus d'or, afin que les Etats de Basle & de Schaffousen, qui depuis le Traité de Lucerne avoient été Cantonnez, eussent aussi chacun leur pension de mille écus. Mais il voulut toujours avoir affaire à chaque Can-

— ton en particulier , afin de pouvoir
 1510. retarder le paiement de celui dont
 il ne seroit point content. Les
 Suisses répondirent durement ,
 qu'on ne marchandoit pas avec
 de braves gens , quand ils avoient
 tant fait que de se mettre à prix ;
 qu'il falloit les prendre à leur mot ,
 & qu'ils auroient vingt mille écus
 ou rien. Louis XII. piqué qu'un
 peuple que les Rois de France ,
 pour me servir des termes de Com-
 mines , *avoient mis en la lumiere du*
monde , voulut dicter les conditions
 du Traité , lui témoigna du mépris
 en cessant de le rechercher. Pour
 le mortifier encore davantage , il
 prit de l'infanterie Allemande à son
 service. Ce n'étoit pas le tems d'être
 si ménager de son argent , ni si
 délicat sur sa dignité.

La Diette tenue à Lucerne dans
 ces conjonctures , refusa donc de
 renouveler l'alliance avec la Fran-
 ce aux conditions proposées par

Louis XII. & cette alliance demeura résoluë. Au contraire la Diète accepta les conditions d'un traité proposé par le Pape, & il y fut arrêté qu'on envoyeroit incessamment en Italie un corps de troupes qui agiroit sous ses ordres. Comme la Diète vouloit encore se ménager avec la France, qui tant qu'elle seroit maîtresse de l'Etat de Milan, pouvoit affamer la Suisse, qui n'étoit pas alors aussi cultivée qu'elle l'est aujourd'hui, son dernier résultat fut : Que les Suisses qui descendroient en Italie où nécessairement il leur faudroit faire la guerre aux François, ne marcheroient pas à leur expedition sous les bannieres de tous les Cantons ; mais sous la banniere particulière du canton de Schwitz. Le voile étoit facile à percer, puisque ce Canton, un des plus petits Etats du Corps Helvetique, n'étoit pas capable de fournir sans le secours

— de ses Alliez, la dixième partie des
1510. soldats qui devoient descendre en
Italie.

Le Canton de Schwitz avoit un
sujet de plainte contre la France
qui lui étoit particulier, & qui
étoit un motif plus décent pour
colorer des hostilitéz que le refus
d'un argent, qui dans le fond n'é-
toit pas dû. Un des Messagers du
Canton de Schwitz qui traversoit
l'Etat de Milan, avoit été arrêté
comme suspect, par la Garnison
Françoise de Locarne. Les Fran-
çois s'étoient saisis des dépêches
qu'il portoit, & l'avoient ensuite
jetté dans le Lac Majeur. Pour
ajouter l'insulte à l'injure, ils avoient
fait vendre à l'encan au milieu de
Milan, la médaille d'argent aux
armes du Canton de Schwitz, que
son Messager portoit comme une
marque de son emploi. Voilà du
moins le fait tel que les Historiens
Suisse le rapportent.

Simler.
Repub.
des Suif-
ses, l. 1.

Les Suisses ravis de faire la guerre au roi de France qui les avoit piquez jusqu'au vif, en levant à leur place les Grisons & de l'infanterie Allemande, comme s'il eut voulu apprendre aux Nations qu'on pouvoit se passer d'eux, furent bientôt attroupez sur leur frontiere au nombre de quatorze mille hommes. Ils étoient déjà en mouvement pour entrer dans l'Etat quand Chaumont revint à Milan. Comme il avoit laissé neuf cens hommes d'armes & beaucoup d'infanterie, au service de l'Empereur & du Duc de Ferrare, il ne put mettre ensemble, ses places gardées, que mille Lances & sept ou huit mille fantassins. Il fut encore obligé de diviser cette petite armée par l'incertitude où il étoit si les Suisses descendroient en Italie par la Val d'Aoste pour traverser le Piémont & arriver sur la riviere de Gennes, en même tems que la flotte ennemie s'y presen-

— teroit pour faire une descente, où
1510. s'ils tiendroient la route ordinaire
pour traverser le Duché de Milan,
& joindre l'armée Venitienne sur
les bords de l'Adda. Du consente-
ment du Duc de Savoye Chaumont
mit donc des troupes dans Yvrée
pour leur fermer le passage de la
Val d'Aoste, & il posta encore cinq
cens Lances dans la plaine qui se
trouve au débouché des défilez de
la montagne. Mais les Suisses en
s'assemblant à Bellinzone le tire-
rent d'incertitude, & lui donnerent
clairement à connoître que leur
dessein étoit de descendre dans le
Duché de Milan proprement dit.
C'étoit par la faute des François
que Bellinzone ville bâtie à la des-
cente des Alpes, & qui ouvre une
entrée facile en Italie, étoit entre
les mains des Suisses. Jusques en
1510. elle avoit été une portion de
l'Etat de Milan. Mais dans cette
année les Cantons de Schwitz,

d'Uri & d'Undervald s'en emparerent à la faveur du changement de Maître qui venoit d'arriver dans le Milanez , & sous le prétexte de vieilles prétentions qu'ils avoient sur ce territoire. Ce fut précisément peu de jours après que Louis le More eut été fait prisonnier à Novare que ces trois Cantons occuperent Bellinzone. Les François auroient pû retirer sur le champ cette importante place des mains de ces trois Cantons, moyennant une médiocre somme d'argent. Mais ils conduisirent leur négociation avec négligence , & plus les Suisses demeuroient dans Bellinzone , plus ils reconnoissoient la conséquence dont cette place leur étoit. Enfin ils furent tellement convaincus de l'importance de ce passage, qu'il n'y eut plus d'offres capables de tirer Bellinzone de leurs mains. Louis XII. pour n'en pas venir à une rupture , fut même

1510.

Du on-
zième
d'Avril.

obligé en 1503. de céder par le traité d'Arona * la Ville avec son territoire aux trois Cantons qui l'avoient occupée, & qui en sont encore en possession aujourd'hui.

Ce fut le 6. de Septembre que l'armée Suisse descendit dans le Milanois & vint camper à Castiglione. Chaumont avec sa petite armée logea à six mille de son camp, également à portée de prévenir les ennemis, soit qu'ils prissent le chemin de Milan, ou qu'ils prissent celui de Cassan pour y passer l'Adda. Ce fut ce dernier chemin qu'ils suivirent, & en trois ou quatre marches ils vinrent camper près de Come. Ils allongeoient leur chemin en tenant cette route, mais ils étoient obligez à la prendre par une précaution nécessaire; en la tenant ils marchaient presque toujours par un pays de montagnes, & sans crainte d'être mis en déroute par la gendarmerie François, à

laquelle ils ne pouvoient pas résister, n'ayant aucune cavalerie avec eux : au lieu qu'en s'obstinant à suivre le chemin le plus court pour aller à Cassan, il leur auroit fallu traverser beaucoup de plaines des plus découvertes. Chaumont les étoit toujours ; mais comme son dessein n'étoit pas d'irriter cette redoutable nation, qui gardoit encore des mesures avec la France, il tendoit à les obliger de se retirer, plutôt qu'à les battre. Il faisoit donc emporter tous les vivres des lieux où ils devoient passer, & il les harceloit nuit & jour avec le peu de cavalerie légère qu'il avoit dans son armée. Son projet réussit, & les Suisses mourans de faim, reprirent le chemin de leur pays. En effet ils ne pouvoient joindre l'armée Venitienne sans combattre, & ils ne pouvoient point combattre sans être défaits.

Les Venitiens s'étoient flattez

1510.

que cette diversion ameneroit quel-
que événement considerable , ou
du moins qu'elle occuperoit les
François durant long-tems. Dans
cette esperance ils avoient résolu
le siège de Verone, & Malvezzi
devenu général de leurs troupes
par la retraite de Baglione de leur
service, avoit reçu ordre de le for-
mer. Son armée étoit composée
de huit cens hommes d'armes, de
trois mille chevaux legers, de dix
mille hommes d'infanterie sou-
doyée, & des Cernides ou des mi-
lices Venitiennes. Elle étoit suivie
d'un grand nombre de pionniers
la plupart venus de leur plein gré.
Jamais sujets ne témoignèrent au-
tant de zèle pour le service de leur
Prince, que les peuples du plat
païs Venitien en firent voir pour
le service de S. Marc dans tout le
cours de cette guerre. Les païsans
y furent dévoués à leurs maîtres
jusqu'à se donner à eux-mêmes la

dangereuse commission d'espion ; —————
& les accidens qui leur en arri- 1510.
voient , ni les disgrâces des Veni-
tiens , ne rallentirent jamais leur
ardeur à rendre toute sorte de
services. Les Historiens citent beau-
coup d'exemples de ces malheu-
reux qui aimèrent mieux souffrir
les indignitez dont peut s'aviser
un soldat effrené & même la mort ,
que de blasphemer contre la Ré-
publique ? Attachement dont la
constance lui fait plus d'honneur,
que toutes les louanges de ses pa-
négyristes. Des sujets n'aiment pas
long-tems leurs maîtres malheu-
reux , s'ils n'ont été gouvernez par
ces maîtres avec une grande justice.

Mais il s'en falloit beaucoup que
les soldats de la République fussent
aussi braves , que les peuples é-
toient fidelles. Toutes les facilitez
que la prévoyance & l'opulence
peuvent apporter à un siège , se
grouvoient bien dans le camp Ve-

1510. nitien devant Verone, mais il man-
quoit de bonnes troupes. Tout
l'or de la République & toute l'in-
telligence du Sénat, ne pouvoient
pas donner en un moment au sol-
dat la valeur qu'il n'avoit point.
Les travaux étoient donc renver-
sez avant que d'être finis. Dès qu'on
osoit mettre quelques pièces de
canon en batterie, les assiegez les
venoient chercher en plein jour,
& ils les emmenaient dans la place
tambour battant. L'impossibilité
de prendre Verone étoit une rai-
son suffisante pour en lever le sié-
ge, & la marche de Chaumont
qui s'avançoit pour la secourir après
avoir reconduit les Suisses jusques
chez eux, fournit un prétexte hon-
nête de s'en aller. A son appro-
che l'armée Venitienne se retira à
S. Boniface derrière l'Aldego, &
elle y occupa un terrain tellement
couvert par la riviere & par des
marais, qu'il étoit impossible à des

hommes de l'y forcer. La guerre fut moins malheureuse aux Vénitiens dans les montagnes que dans la plaine. Elle se fit avec un avantage égal entre eux & les Allemands du côté de Trévise & du Frioul, mais sans événemens remarquables.

Jules II. apprit en même tems la retraite des Suisses, la levée du siège de Verone, & que sa seconde entreprise sur Gennes avoit échoué. Il avoit renvoyé la même flotte qui avoit fait la première tentative y en faire une seconde, & ce fut à son départ qu'il se déclara hautement contre la France. Par son ordre le cardinal d'Auch qui faisoit à Rome les affaires du Roy, fut mis au château saint Ange. Il bénit avec solennité la Flamme que le vaisseau amiral devoit porter, & il permit à la flotte d'arborer le pavillon de l'Eglise. Mais la flotte n'en fut pas plus heureuse. L'en-

1510.

treprise manqua , parce que les François s'étoient précautionnez contre. Elle n'aboutit qu'au naufrage de cinq galeres Venitiennes qui se perdirent à leur retour. Ces malheurs arrivez coup sur coup , firent résoudre le Pape à écouter les propositions d'accommodement que Louis XII. lui faisoit faire , bien résolu néanmoins de ne renoncer jamais à son projet favori , de renvoyer les François au-delà des Alpes. Il mesuroit le ressentiment du Roy à l'aversion qu'il avoit pour lui. Se connoissant incapable d'une réconciliation sincere avec Louis XII. il supposoit en ce Prince les mêmes sentimens , & qu'il n'y avoit d'autre sureté pour lui , que de le mettre hors d'état de nuire. Néanmoins Louis XII. étoit disposé à lui rendre son amitié. Il vouloit bien alors faire pour se réconcilier avec Jules II. tout ce que le Pape auroit pu demander , si la raison avoit été de

de son côté dans leurs différens. —

C'étoit l'effet des sollicitations ar-
dentes & continuelles d'Anne de
Bretagne Reine de France, à qui le
Roy son mari ne pouvoit rien re-
fuser. Louis XII. après l'avoir ai-
mée long-tems avant que de la
pouvoir épouser, l'aima jus-
qu'à sa mort, dont il fut sensible-
ment touché. Cette Princesse rem-
plie de piété s'imaginoit qu'on
ne pouvoit être à la fois en-
fant fidelle à l'Eglise Romaine
& brouillé avec la Cour de Rome.

Sur les premières avances de
sa Sainteté, Louis XII. fit pro-
poser au Pape par le comte de
Carpi, de mettre en compromis
ses différens avec le duc de Fer-
rare. Le Duc devoit s'en tenir à la
décision de tels Souverains qu'il
plairoit à sa Sainteté de nommer
pour arbitres. C'étoit lui donner
gain de cause. Néanmoins le Pape
ne négocia point long tems sur ces

— 1510. propositions, & bientôt il ne voulut plus écouter le comte de Carpi qui les lui faisoit. Il prétendit que le feudataire ne devoit pas avoir d'autres juges que son Seigneur suzerain. Qu'il devoit se mettre à sa discrétion, & que le Roy de France devoit abandonner le Duc de Ferrare, & n'intervenir en sa faveur que par des prières. Ce qui rendoit Jules II. si altier, c'étoit le traité qu'il venoit de conclure avec le Roy d'Arragon, & qui le mettoit en droit de disposer à son gré de l'armée Espagnole qui étoit en Italie.

Le Pape s'obligeoit dans le traité à donner à Ferdinand l'investiture du Royaume de Naples jusques-là refusée, & cela sous la simple redevance d'une haquenée & de deux mille écus d'or. Cette redevance étoit la même que payoient autrefois les Rois de la Maison d'Arragon bâtarde, quand ils possédoient

ce fief de l'Eglise; Jules II. auroit dû néanmoins exiger alors une plus forte redevance, parce que Ferdinand, qui ne tiroit pas d'eux son droit, demandoit une investiture toute nouvelle. Il convenoit donc de se conformer du moins aux investitures les plus récentes. Or les deux dernières portoient une redevance annuelle de quarante-huit mille écus d'or, & les investis les avoient acceptées, & ils s'en étoient servis. Les investitures dont je parle sont celles que le Pape Alexandre VI. donna successivement à Charles VIII. & à Louis XII, Rois de France, quand ils possédoient Naples. Cette redevance étoit encore la même que le Pape Clement IV. avoit imposée dans les tems antérieurs à Charles fils de France & comte d'Anjou, lorsqu'il lui donna l'investiture de ce Royaume. Jules II. ne pouvoit donc pas avec honneur faire perdre un avan-

— sage si considérable au S. Siège dans
1570. un tems où S. S. remuoit le ciel &
la terre pour des interêts qui lui
étoient d'une bien moindre im-
portance. Mais les Princes ne
voyent ordinairement les interêts
de leur Etat qu'à travers leurs pas-
sions. La haine grossit ces interêts
à leurs yeux, comme l'amitié les
extenuë. Jules II. vouloit trop de
mal à la France pour être en état
de refuser aucune marque d'amitié
aux Princes qui le pouvoient aider
à nuire à cette Couronne. Ferdi-
nand, qui pouvoit faire beaucoup
de mal aux François, étoit donc
devenu pour sa Sainteté un ami
précieux, qui rendoit méprisables
à ses yeux ceux des interêts du S.
Siège, dont le sacrifice devoit
plaire à ce Prince. L'investitu-
re de Naples fut donc expédiée à
la charge d'un cens de deux mille
écus d'or; mais à condition que
Ferdinand executeroit au pied de

la lettre la clause de l'investiture qui oblige les Rois de Naples à servir avec toutes leurs troupes le saint Siége dans les guerres.

L'Ambassadeur de Venise pouſſoit encore Jules II. au penchant où il n'étoit que trop enclin, à obtenir par hauteur tout ce qu'il prétendoit. Cet habile Ministre ſçavoit lui persuader qu'avec les troupes Espagnoles, l'assistance du marquis de Mantouë, & les efforts de sa République, S. S. étoit en état de donner la loi à ses ennemis. Les brouilleries & les ruptures faisoient le salut des Venitiens.

Le marquis de Mantouë étoit sorti de sa prison depuis quelques mois, par l'intervention du Grand Seigneur son ancien ami. Bajazet, avec qui le Marquis entretenoit une correspondance réglée en vue de se procurer sa protection contre les Venitiens voisins redoutables du Mantouan, avoit envoyé chercher

le Baile ou l'Ambassadeur ordinaire de la République à la Porte, & il avoit fait devant lui de grandes menaces contre ses Maîtres, s'ils ne mettoient incessamment le meilleur de ses amis en liberté. Sur la premiere dépêche du Baile, le Sénat toujours plein de ménagement pour les Turcs, rendit la liberté à ce Seigneur. Mais les Venitiens qui sçavent mettre tout à profit, lui persuaderent que c'étoit aux bons offices du Pape qu'il avoit la plus grande obligation de leur bienfait; après quoi ils l'envoyèrent à sa sainteté rempli de reconnoissance pour ses soins paternels. Le Pape le trouvant touché d'une pareille obligation, n'eut pas de peine à lui faire prendre la résolution de renoncer à ses alliances, d'en contracter de nouvelles & d'accepter le Commandement de ses troupes & le généralat de celles des Venitiens. La déclaration du marquis de Man-

touë contre la Ligue de Cambray —————
étoit importante , mais le Pape ^{1510.}
trouvoit cette déclaration d'une
conséquence décisive , parce que
sa passion vouloit qu'elle fût telle.

On prétend encore que le comte
de Carpi, qui n'avoit pas de meil-
leur moyen pour réussir dans sa né-
gociation , que d'intimider le Pape,
contribuoit lui-même à le rassurer.
Louis XII. lui avoit confié le soin
de ses affaires à Rome contre le
sentiment de plusieurs personnes
de son Conseil , qui tâcherent vai-
nement de lui persuader qu'il ne
convenoit pas d'employer ce Sei-
gneur Italien dans une négocia-
tion aussi délicate que celle qui
étoit sur le tapis. Personne n'igno-
roit que le comte de Carpi vivoit
dans une appréhension continuelle
du duc de Ferrare , & qu'il avoit
intérêt de procurer en toutes ma-
nieres l'abaissement de ce Prince.
Cette appréhension venoit de ce

que le duc de Ferrare étoit Coseigneur de Carpi. Comme les partages de souveraineté ne subsistent pas long-tems entre des Seigneurs dont la puissance est trop inégale, le Comte craignoit dès-lors ce qui arriva dans la suite, d'être chassé de sa moitié dans la souveraineté de Carpi par le duc de Ferrare qui avoit plus de domestiques, que lui comte de Carpi ne pouvoit entretenir de soldats.

Il faut tomber d'accord que la France a tiré quelquefois de grands services des Italiens dans les affaires qu'elle a eues de-là les monts; mais elle s'est souvent repentie de leur avoir confié ses négociations & le secret de ses affaires. Quoique ce n'ait pas été sous les Papes François que la moitié des peuples de l'Europe s'est soustraite à l'obéissance du saint Siége, néanmoins la plupart des Italiens se nourrissent dans un mépris dédaigneux de l'es-

prit, du jugement & de la capacité des François. Il n'y a pas de peuple si supérieur à un autre en rase campagne qu'ils pensent l'être aux François dans le cabinet. Ce sentiment persuade donc beaucoup d'Italiens que leur nation est née pour gouverner l'autre, laquelle ne sauroit sans malignité refuser de reconnoître une subordination aussi bien marquée que l'est celle de la nation Française.

Un pareil sentiment étoit pour les Italiens qui servoient Louis XII. une grande tentation de prévariquer, soit pour procurer leur avancement particulier, soit parce qu'on ne récompensoit pas à leur gré des services souvent d'une petite importance, mais dont le mérite paroît toujours infini à des gens prévenus de leur habileté & entêtés de l'opinion, que la France ne les auroit jamais reçus de ses sujets naturels. La prévention où l'on est

— sur la supériorité de son génie persuade aisément qu'on est le maître de tromper les autres, sans qu'ils puissent s'en appercevoir ni deviner ce qu'on veut bien prendre la peine de leur cacher. Quoiqu'il en soit, le Guichardin, excellent juge de ce que les Seigneurs de la nation sont capables de faire dans les circonstances où se trouvoit alors le comte de Carpi, ne paroît pas éloigné de croire que ce comte ait trahi Louis XII. pour mettre le duc de Ferrare hors d'état de nuire.

Liv. 9.
f. 249.
& 262. L'Historien de Ferrare dit positivement qu'il le fit, & il paroît par le ressentiment que toute la maison d'Est témoigna contre ce Seigneur, qu'elle ne doutoit pas qu'il ne l'eût desservi, quand son employ l'obligeoit à procurer l'avancement des intérêts de cette maison comme celui des siens propres.

Jules II. rassuré par le comte de Carpi & par ses nouvelles alliances,

changea tout à coup de sentimens, ou plutôt il cessa de témoigner qu'il en voulût changer. Il ne parla plus que de se mettre lui-même à la tête de ses troupes, & il déclara hautement qu'il alloit se servir contre ses ennemis des clefs de S. Pierre & de l'épée de S. Paul. L'Ambassadeur de la République de Florence liée d'interêt & d'amitié avec la France, fut plusieurs jours sans oser paroître à la Cour, à cause de la fureur où il avoit mis le Pape, en proposant une nouvelle négociation. Un Agent du Duc de Savoie osa offrir à Jules la médiation de son Maître. Sa Sainteté lui fit donner la question, & le retint long-tems en prison comme l'émissaire de ses ennemis. Enfin Jules partit de Rome pour faire sa campagne; quoique le mois de Septembre fût déjà fort avancé. Son dessein n'étoit pas celui d'un Général timide. Il vouloit assiéger Fer-

— rare à la tête de ses forces & de
2510. celles des Venitiens. L'entreprise
étoit si peu facile , qu'on pouvoit
bien la tenir impossible. Mais les
Venitiens en vuë de flater le Pape,
dont l'esprit présomptueux & les
faillies emportées contribuoient au-
tant à leur salut que le flegme & la
circonspection du Sénat, trouverent
qu'on pouvoit espérer de prendre
Ferrare. Les complaisans les plus
serviles ne paroissent à ceux dont
ils flattent sans mesure la passion
dominante, que des personnes de
bon sens & des hommes qui se
rendent à la raison.

La garnison de Ferrare étoit
nombreuse , composée de troupes
Ultramontaines , & les Venitiens
n'étoient plus les maîtres absolus du
Pô , depuis que le Duc s'étoit avisé
d'armer par eau. Les Ferrarois s'é-
toient portez avec ardeur à la
guerre Piratique qu'ils apprenoient
en la faisant , & leurs bâtimens ha-

zardoient même d'aller faire des prises jusques dans les ports des Lagunes. La République n'avoit plus trop de vaisseaux armez pour veiller à la sûreté de son commerce. Son armée de terre étoit très-diminuée par les pertes faites dans l'entreprise sur Verone, & celle du Pape qui payoit huit cens hommes d'armes & six mille hommes d'infanterie, n'étoit pas forte de quatre mille soldats effectifs. Mais comme le remarque Guichardin, les Papes sont ordinairement mal servis dans leurs entreprises militaires. Guichardin se fût peut-être expliqué sans réserve si lui-même n'avoit été le soldat des Papes. Les troupes du roy d'Arragon étoient bien parties de Naples, mais elles n'arrivoient pas. Fabrice Colonne qui les commandoit avoit un ordre secret de ne pas joindre l'armée Ecclesiastique, qu'il n'eût reçu la bulle d'investiture, & le Pape ne vouloit

1510.

Lib. 2.
f. 256.

— pas s'en défaire, que les troupes
 1510. de Colonne ne fussent arrivées au rendez-vous. Comme Jules & Ferdinand se connoissoient de longue main, aucun d'eux ne se vouloit fier à l'autre, & ne se soucioit même de cacher des défiances qui n'apprenoient au monde rien de nouveau.

L'entreprise de Ferrare déjà si difficile par elle-même, fut encore déconcertée par deux accidents qui arriverent presque en même tems. L'Armée Venitienne commençoit de jeter un pont sur le Pô pour passer ce fleuve & joindre auprès de Boulogne les troupes du Pape. Un parti François brûla à la vue de cette armée tout l'attirail de son pont. Il falloit du tems pour réparer cette perte, & la saison qui s'avançoit alloit rendre bientôt le siège de Ferrare impossible. Le second accident survint à la personne même de Jules II. qui

ombadangerusement malade. On ———
fut durant quelques jours qu'il al- 1516.
oit mourir. Il n'avoit pas dans son
it plus de déference pour les or-
onnances des Medecins, que de
condescendance pour les avis des
Cardinaux dans le Consistoire.
Quoique ses Medecins lui pussent
lire, il faisoit exactement sa vo-
onté, & jamais il ne voulut dis-
continuer dans les ardeurs de sa
fièvre de boire à la glace & de man-
ger des fruits cruds. Néanmoins la
force de son temperament le tira
d'affaire; sa vigueur l'emporta sur
son mal & son mauvais régime. Mais
il n'étoit plus possible quand il se
trouva rétabli de tenter le siège de
Ferrare. La saison étoit avancée,
Chaumont avoit jetté un renfort
dans la place, & il menaçoit même
d'attaquer Modene.

Le premier ordre que Jules II.
donna sur cet avis, fut un com-
mandement à ses Généraux de li-

vrer bataille à Chaumont. Mais sur
 2510. leurs remontrances & sur la représentation qu'ils lui firent de la différence qui étoit entre les troupes & celles de Chaumont, il modéra son impétuosité & il leur permit de se retirer sous Modene pour couvrir cette place, qui réciproquement couvriroit leur armée.

Les affaires des Venitiens ne prospéroient pas plus que celles de la Sainteté. Ils avoient fait avancer une flotte dans l'Adige à dessein de faire une diversion en saccageant la partie du Ferrarois qui est à la gauche du Pô. Une autre flotte Venitienne qui étoit dans le Pô voulut entreprendre d'aller joindre à Adria la flotte de l'Adige. Mais les eaux se trouverent si basses dans un canal par lequel il lui fallut naviger pour passer d'un fleuve dans l'autre, que le Duc de Ferrare averti de la manœuvre & de son embarras survint à tems avec son

artillerie si redoutable. Il ruina cette flotte comme il avoit ruiné l'année précédente celle qui avoit remonté le Pô jusqu'à la hauteur de Ferrare.

Cependant Louis XII. qui prévoyoit que ses démêlez avec la Cour de Rome aboutiroient à une rupture ouverte, fit assembler à Tours le Clergé de son Royaume. Il vouloit apprendre de ce Corps pieux mais éclairé, s'il lui étoit permis en conscience de faire valoir son bon droit, de vanger la foy des Traitez violée par Jules II. & jusqu'à quel point il devoit respecter les armes spirituelles de l'Eglise entre les mains d'un agresseur qui ne s'en servoit dans des affaires purement temporelles, que pour soutenir l'injustice. Enfin s'il ne pouvoit pas en vue d'éloigner la guerre de ses propres Etats occuper quelque place dont le Pape se seroit emparé sur des Seigneurs qui

1510.

Belca-
rius in
Cōmen.
Rerum
Gallica-
rum, l.
12. p.
348.

en jouissoient auparavant comme de leur bien, & qui avoient acquis le droit de prescription par une possession de cette place continuée durant plus de cent ans. C'étoit le cas des Bentivolles que Jules II. avoit chassé de Boulogne après une possession centenaire. Voilà le contenu de huit propositions sur lesquelles le Roy de France requit la décision de l'Eglise Gallicane. Elle répondit que le roy pouvoit soutenir sans scrupule sa querelle avec la Cour de Rome par toutes les voyes permises aux Souverains, & agir même à l'offensive contre son ennemi. Que la Religion n'étant point intéressée dans ce démêlé, le Pape ne devoit pas y employer les armes spirituelles. Que si la Sainteté ne révoquoit ses censures lancées hors de propos, & s'il en fulminoit d'autres à l'avenir, on se soustrairait de son obédience, & on

prierait ceux à qui il conviendrait de le faire, de convoquer un Concile général dont le lieu d'assemblée seroit Lyon. 1510.

Ce fut alors que Mathieu Lang évêque de Gurck & ministre de confiance de Maximilien, se rendit à Tours. L'arrivée de ce Prélat, & les nouvelles qu'on reçut d'Italie, donnerent de plus grandes idées à la Cour de France. Cinq Cardinaux mécontents du procédé de Jules II. l'avoient quitté sur le chemin de Rome à Boulogne, & ils s'étoient rendus à Milan disposez à faire beaucoup de choses contre lui.

Les conjonctures parurent si favorables au Roy & à l'Evêque de Gurck, qu'ils se déterminèrent à la convocation d'un concile general pour reformer l'Eglise dans son chef & dans ses membres. Il fut arrêté que l'Empereur & le Roy de France y envoyeroient les Prélats

1310.

de leurs Provinces, & qu'ils engageroient les autres Puissances à faire la même chose.

Histoire
de Louis
XII. to.
2. pag.
202.

Varillas rapporte l'extrait d'un traité qu'il assure avoir été fait alors entre Maximilien & Louis XII. pour la tenuë du concile. Ce traité ne va pas moins loin que la déposition de Jules II. Mais comme il s'en faut beaucoup que Varillas soit un Historien aussi sûr qu'il est amusant, il n'y a point d'apparence de donner sur sa foy comme un acte authentique un traité qu'il a cité le premier, & sans indiquer son garand. L'Evêque de Gurck durant son séjour à Blois signa bien un traité avec Louis XII. mais ce traité qui est entre les mains de tout le monde, ne contient autre chose qu'un engagement réciproque du Roy & de l'Empereur à perséverer constamment dans la Ligue de Cambray, quand même quelques-unes des Puissances con-

Le 17.
Novem.
1510.

raçantes s'en désisteroient. Ce pendant les événemens font foy, ^{1520.} que le Roy & l'Evêque de Gurck convinrent alors de beaucoup de choses qui ne sont pas inserées dans l'instrument du traité de Blois qui a été rendu public. On ne peut donc s'empêcher de penser qu'avec le traité public il en fut signé quelque autre dont les articles devoient demeurer secrets. Une chose fait croire encore qu'il peut se trouver quelque verité dans le récit de Varrillas. C'est que Maximilien avoit une grande passion d'être le chef de l'Eglise. Il nous reste une * Lettre de Maximilien au Baron de Liechtenstein dans laquelle cet Empereur lui fait confidence qu'il aspire à la Papauté après la mort de Jules II. La Lettre est écrite durant la maladie de ce Pape, la même dont

* On la trouve dans un Livre intitulé: *Monita Politica ad S. I. R. Principes*, imprimé à Francfort en 1602.

1510. nous venons de parler , & où il tomba peu de tems avant la résolution prise à Blois de convoquer un concile œcumenique. Dans cette Lettre Maximilien explique même avec un détail assez exact les mesures qu'il avoit prises pour parvenir à la Thiare. Il est vrai que Jules II. étoit guéri quand cette résolution fut prise , mais si le Pontificat ne devoit plus vaquer si-tôt par la mort du Pape , il pouvoit être rendu vacant par sa déposition. Mariana dit positivement que le but de Maximilien dans ses liaisons avec Louis XII. pour la convocation d'un concile étoit de parvenir à faire déposer Jules II. pour se faire élire Pape en sa place. Ce Prince ne renonça point au dessein d'être Pape , même après qu'on l'eut raccommodé avec Jules. Dans le quatrième volume du Recueil des Lettres du Roy Louis XII. & de quelques autres Princes ses contempo-

rains , nous en avons une écrite par l'Empereur Maximilien à sa fille Marguerite , Duchesse Douairiere de Savoye , & gouvernante des Pais-bas , dans laquelle il lui mande qu'il veut engager Jules II. à le prendre pour son coadjuteur. Mon intention , ajoute-il , c'est d'être Pape , & puis d'être canonisé après ma mort , afin que vous m'adressiez un jour vos prieres , dont je me tiendrai bien glorieux. Enfin Maximilien demande à sa fille de coopérer à un si beau dessein en lui envoyant deux ou trois cens mille ducats pour l'avancer.

Quelques Ecrivains en disent encore davantage. Selon eux Maximilien vouloit se faire reconnoître pour chef de l'Eglise en qualité d'Empereur & réunir en sa personne le pouvoir spirituel & le pouvoir temporel ainsi qu'ils étoient réunis en la personne des Empereurs de Rome Payenne. II

est difficile du moins de donner une
 1510. autre interprétation à la qualité de

Addi-
 tion au
 Manife-
 ste de
 l'Elec-
 teur de
 Baviere,
 p. 90.

Souverain Pontife, *Pontifex Maxi-
 mus*, qu'un Ecrivain également
 respectable par la science & par ses
 éminentes dignitez, nous assure
 que Maximilien joignit quelque-
 fois à ses autres titres. Ce qui rend
 encore plus croyable que Maxi-
 milien se soit donné ce titre, c'est
 qu'il est certain que Jules II. de
 son côté prit le titre de Cesar, en
 voulant par là se qualifier Empe-
 reur. C'est ce que nous apprenons
 d'une dépêche des Ambassadeurs
 de la Gouvernante des Pais-bas à la
 Cour de France & dattée du 21.
 juillet 1510. Ils y mandent à cette
 Princesse, que Jules II. se fait don-
 ner à la fois le titre de Pape & ce-
 lui de Cesar.* Qui que ce soit de ces
 deux Princes qui se soit approprié
 le premier le titre qui ne lui ap-

Recueil
 des Let-
 tres de
 Louis
 XII. t. I.
 p. 261.

* *Serenitas vestra quod nominant eum
 Papam & Caesarem*

partenois

partenoit pas, il est très probable que son exemple aura été suivi par l'autre. Les Souverains ne manquent gueres à faire cette espece de represailles. Ainsi sçavoir positivement que l'un d'eux a usurpé le titre de l'autre, c'est sçavoir presque certainement que cet autre en a usé de même.

Guillaume Ockam, Cordelier Anglois, si fameux par les écrits qu'il composa sous l'empire de Louis de Baviere en faveur des prétentions des Empereurs contre les prétentions des Papes, avoit déjà avancé plusieurs années avant Maximilien des propositions très-favorables au projet dont il semble que ce Prince se soit entêté. Il est vrai que l'écrit où se trouvent ces propositions intitulé *les huit Questions* *, fut flétri dans le tems par la Cour de Rome & par les Universitez les plus accreditées. Mais

* *Questione prim. cap. 3. § 20.*

~~—~~ Si l'on veut bien en croire un Protestant *, cet écrit d'Ockam n'en fut pas moins prisé en Allemagne où son Auteur s'étoit réfugié, & où il mourut en 1320. dans la réputation d'un homme qui avoit défendu la vérité.

Le fait dont je viens de parler, s'il est véritable, peut servir de dénouement à la conduite bizarre de Maximilien, & s'il ne justifie pas les excès où Jules II. s'emporta contre la France, du moins il paroît les excuser. L'injustice est toujours condamnable ; quelque motif que ce soit qui la fasse commettre, mais les hommes ne la blâment plus avec tant d'indignation, quand elle part d'un juste ressentiment.

Cependant le Pape ne paroît point pas s'inquiéter beaucoup des mesures que prenoient ses ennemis ; du moins il ne diminuoit rien

* *Seidan de staru Rai, & Reip. lib. 2.*

de la hauteur de sa conduite, quelques projets qui se formaient contre lui. Ou la violence de son humeur empêchoit les craintes & les réflexions d'entrer dans son esprit irrité, ou il étoit persuadé que la Cour de Rome qui a tant de moyens de dissiper les orages qu'elle peut voir venir, ne doit redouter que les coups de foudre imprévus. Les lettres qu'il écrivit aux Cardinaux fugitifs furent d'un maître irrité & sûr de sa vengeance. Il changea le monitoire publié contre le duc de Ferrare en une excommunication, & il comprit dans ses censures les troupes Françoises auxiliaires, & nommément Chaumont qui les commandoit, s'il ne les remmenoit incessamment dans le Milanois. Mais le neveu d'un Cardinal n'eut pas la moindre tentation de plier sous une excommunication si mal placée. Au contraire il mena ses troupes droit à Modene, & che-

min faisant il dévalisa une partie
 1510 de l'armée du Pape, qui à l'ap-
 proche des troupes Françoises hé-
 sitoit à se retirer aussi vîte qu'il lui
 convenoit de le faire. Cette ar-
 mée s'étant jetée dans Modene,
 le siège de la place devint impos-
 sible à Chaumont, dont l'infanter-
 rie ne passoit pas six ou sept mille
 hommes. Les Bentivolles qui
 étoient venus joindre les François
 avec leurs amis, lui proposerent
 alors l'entreprise la plus glorieuse
 qui jamais ait immortalisé un Gé-
 néral. C'étoit d'aller insulter Bou-
 logne où Jules II. qui attisoit le
 feu de cette guerre le trouvoit en-
 fermé avec une nombreuse Cour,
 mais avec une petite garnison.

C'est manquer de prudence que
 de former un projet contre un Etat
 sur les relations infideles de ceux
 que les révolutions en ont chassés.
 L'envie de rentrer dans sa patrie
 y fait voir souvent à ces personnes

ce qui ne s'y trouve point. Elles se flattent toujours sur le nombre des amis qu'elles croient y avoir conservez, comme sur la vivacité de leur zèle. Souvent même les Bannis sans être trompez, trompent ceux qu'ils veulent engager à tenter quelque grande entreprise, dans l'esperance que la fortune pourra bien faire réussir la témérité. Si l'entreprise échouë leur condition n'en devient guère plus malheureuse. Chaumont connoissoit le caractère de ces infortunez, mais il étoit assez fort avec sa petite armée pour emporter même sans le secours d'une intelligence une ville peu forte & dénuée de soldats. Il marcha donc pour cette grande entreprise & vint camper à Crespolano. Son approche jetta la consternation dans Boulogne, dont il n'étoit éloigné que de dix milles. A proportion que les ennemis du dehors s'avanceroient, il étoit sen-

— 1510. fible qu'il en naîtroit de plus dangereux dans le sein de la ville même, & de toutes les Cours celle d'un Pape est la plus alarmée dans les dangers. Ç'auroit été une grande consolation pour ceux qui composoient la Cour de Jules II. de pouvoir se retirer chez eux; mais la cavallerie légère de l'armée de France faisoit déjà des courses au-delà de Boulogne, & la retraite étoit devenue encore plus périlleuse que le séjour. Les Officiers du Pape n'étoient donc plus les maîtres de leur contenance, quoiqu'ils eussent vieilli dans l'emploi de composer leur extérieur. La plupart saisis de peur restoient interdits. Les plus courageux faisoient leur testament. Colonne dès qu'il avoit vu les François prendre la route de Boulogne y avoit bien ramené les troupes qui étoient à ses ordres, mais ces troupes étoient de celles du Pape, foible encouragement en de si grandes terreurs.

Enfin les Cardinaux les plus entreprenans eurent le courage de représenter au Pape que ses courtisans craignoient autant qu'ils craignoient les François, en quel péril on se trouvoit, & qu'on n'en pouvoit sortir que par un prompt accommodement. Ce fut d'abord sans aucun fruit. Jules II. plus emporté que jamais, employoit une partie de son tems à gourmander l'Ambassadeur d'Arragon sur la lenteur de la marche des troupes Espagnoles qui n'arrivoient pas, quoiqu'il eût déposé l'Investiture de Naples entre les mains du Cardinal de Rhege pour la délivrer dès que ces troupes auroient joint son armée. Le Pape employoit l'autre partie de son tems à reprocher durement à l'Ambassadeur de Venise que le secours que sa République lui avoit promis tant de fois, lui manquoit dans le tems fatal, quoiqu'il ne se fût attiré des affaires si

fâcheuses que pour l'amour d'elle.

1510.

Néanmoins vaincu par les Cardinaux qui lui representoient sans cesse tout ce que la crainte est capable de suggérer, & intimidé par la vuë des ennemis dont les partis venoient déjà tuer les sentinelles aux portes de Boulogne, il voulut paroître consentir à traiter avec Chaumont. Ce Général de son côté avoit sejourné mal à propos dans son camp, perdant inutilement une journée entière durant laquelle il eût pris Boulogne s'il se fût présenté aux portes de la ville où rien ne l'empêchoit de s'avancer. Il s'étoit laissé intimider aux menaces de l'Ambassadeur d'Angleterre qui lui avoit déclaré la veille que la paix étoit rompue entre leurs Maîtres si l'armée Françoisse marchoit en avant. Chaumont commit une seconde faute en accordant au Pape pour préliminaire un armistice de deux jours. Jules II. profita de ce tems

pour faire passer en Toscane ce ^{1510.}
 qu'il avoit de plus précieux, &
 pour envoyer courier sur courier
 aux troupes Espagnoles & aux trou-
 pes Venitiennes.

Le Pape avoit demandé que les
 François lui envoyassent pour trai-
 ter avec lui le Comte de Carpi, qu'il
 étoit en possession de tromper ou
 de séduire. Mais ce Seigneur ne
 se trouvant pas à l'armée, Jean-
 François Pic fut chargé des pro-
 positions de Chaumont. Ces pro-
 positions étoient que le Pape & le
 Roy nommeroient chacun un Ar-
 bitre pour prononcer sur les pré-
 tentions de sa Sainteté contre le
 Duc de Ferrare, & que la Ligue
 signée à Cambray contre les Ve-
 nitiens subsisteroit dans toutes ses
 conditions. Le Pape gagna la fin
 de l'armistice sans rien accorder
 ni refuser, & le soir du jour auquel
 elle expiroit la tête de l'armée Ve-
 nitiennne entra dans Boulogne. Les

troupes Espagnoles arriverent la nuit suivante, & le peuple de Boulogne qui jusques-là paroissoit disposé à suivre la fortune, prit les armes en faveur du Pape. Ainsi quand Chaumont après l'armistice expiré vint camper à trois mille de Boulogne, en vue d'accélérer la conclusion de son traité, il trouva qu'il n'y avoit plus d'esperance de s'accommoder avec le Pape, ni d'insulter la place. Le seul parti qui lui resta fut de colorer sa retraite d'un prétexte de déférence envers les Ambassadeurs de l'Empereur, du Roy d'Arragon & du Roy d'Angleterre, qui firent veritablement sous trois des instances très-pressantes pour l'éloignement de l'armée Françoisé. C'est ainsi que Chaumont manqua son coup pour s'être amusé à négocier quand il falloit se battre; puisqu'il avoit affaire à des ennemis inférieurs les armes à la main, mais qui lui étoient

bien supérieurs quand il s'agissoit de disputer l'avantage par le manège & par l'artifice. 1510.

Les Venitiens eurent autant de joye de la fin de l'aventure de Boulogne, que Chaumont en eut de confusion. Ils étoient venus à bout d'empêcher un événement & de rompre une négociation qui faisoient également leur perte, lequel des deux qui eût réussi : Triste situation que celle où ils se trouvoient alors ! Tous les événements importants pouvoient être décisifs contre la République, mais quand ils tournoient favorablement pour elle, le danger n'étoit qu'écarté, mais non point passé. Vaincus une fois, ils périssoient sans ressource, & il leur falloit vaincre plusieurs fois avant que de triompher.

D'un autre côté le Marquis de Mantouë ne tenoit pas tout ce qu'il leur avoit promis. A peine s'étoit-

1510.

il mis à la tête de leur armée qu'il s'en retourna dans son Etat, sous prétexte de s'opposer à des courses que les François ne faisoient point dans le Mantouan. Dès qu'il fut arrivé dans sa capitale, il lui survint à propos une maladie qui l'excusa de venir reprendre son poste. Les Italiens se comprennent à demi mot. Ainsi les Venitiens ne le presserent pas beaucoup, & ils se tinrent pour dit, que ce Prince demeureroit seulement neutre, & que sans se mettre en but à personne, il vouloit être *le très-humble serviteur des événemens*. Mais s'ils n'avoient pas acquis un ami de plus, ils avoient toujours un ennemi de moins.

La crainte seule avoit fait consentir le Pape à un accommodement, & il en fut plus éloigné que jamais dès qu'elle fut passée. Il répondit aux Ambassadeurs de l'Empereur & du Roy d'Angleterre qui

vouloient suivre la négociation entamée à Boulogne, par des invectives contre Louis XII. & il ne parla plus que de combats & de sièges. Celui de Ferrare dont l'idée le charmoit fut jugé impossible par tous les gens de guerre qui étoient à ses ordres. Jules II. ne s'en rapporta point à leur sentiment; mais il fut obligé de se rendre à leurs raisons & de borner ses exploits à la prise de la Concorde & de la Mirandole, dont le Souverain étoit la créature du Roy de France. La Concorde se rendit d'abord, parce qu'on ne s'y étoit pas précautionné contre un siège. Le Pape pour la surprendre plus certainement avoit reçu quelques jours auparavant en sa protection par un bref spécial le comte de la Mirandole. D'ailleurs Jules II. paroïssoit respecter l'Empereur; & la Concorde & la Mirandole étoient réputez deux fiefs Impériaux. C'é-

1510. — toient les Empereurs qui en avoient investi la maison des Pics qui les possédoit. L'Empereur Louis de Baviere concéda aux Pics la Mirandole que l'Empereur Sigismond érigea depuis en Comté en leur faveur. Dans la suite Frédéric III. pere de Maximilien leur avoit donné la Concorde pour la tenir de même en qualité de Feudataires de l'Empire.

Corin-
gius de
Anibus,
lib. 2.
c. 23.

De la Concorde l'armée du Pape marcha contre la Mirandole où les François jeterent à la hâte quelque infanterie. Malgré le mauvais tems, qui devoit défendre la place encore mieux que la garnison, le Pape ne laissa pas d'en former le siège. On étoit à la fin de Décembre, & la saison aussi rigoureuse en Lombardie dans ce mois-là qu'elle peut l'être en Allemagne, fut encore dans cette année plus froide & plus fâcheuse que de coutume. Il n'étoit pas surprenant qu'un siège fait en

de telles circonstances avançât peu. 15102

Le Pape avoit à qui s'en prendre, sans accuser les Généraux. Il le fit néanmoins, & il taxa son neveu le Duc d'Urbain le premier de ses Officiers de trahison & de lâcheté, accusation que l'Historien Guichardin toujours fidelle à sa haine contre ce Prince, rapporte avec un plaisir qu'il ne prend pas même le soin de dissimuler.

Jules II. prit donc le parti de venir commander son armée en personne, & peu inquiet du spectacle étonnant qu'il alloit donner à l'Europe, il se rendit dans son camp. Il prit même son quartier dans une maison qui étoit sous le canon de la place : & sans considération pour son âge, sans respect pour sa dignité, & sans attention au sujet qu'il fournissoit au Concile qui devoit bientôt s'assembler, de lui faire son procès, il fit toutes les fonctions de Capitaine, s'il

1510. ne fit pas celles de Soldat. Nuit & jour il étoit sur les batteries & dans les travaux avancez occupé du soin de faire tuer les soldats Catholiques qui défendoient la Mirandole, gens dont il étoit le pere, & de l'ame desquels quand même ils seroient morts dans leur lit, il devoit compte au Seigneur presque comme de la sienne. Mais malgré son acharnement la rigueur de la saison l'obligea à se retirer pour quelques jours à la Concorde. Ce fut là qu'il apprit que la conjuration de Florence, où tout le monde le soupçonna de tremper, venoit d'être découverte. Cette conjuration s'étoit faite pour destituer & pour emprisonner Soderini, personnage très-acrédité dans la République, & qui passoit pour l'auteur de ses liaisons avec la France.

Jules II. ne put demeurer longtemps absent de son siège. Il y retourna bien-tôt malgré la rigueur

qui tomboit fort épaisse. Une petite Eglise bâtie très-près des murs de la Mirandole lui parut un logement commode pour presser les travaux, & il y prit son quartier. Mais plusieurs de ses domestiques y ayant été tuez par le canon de la place, il fut obligé de l'abandonner & de se placer plus loin. Malgré son ardeur à presser le soldat & son empressement à lui promettre le pillage de la ville, le siège avançoit peu. Alexandre Trivulce, neveu du Maréchal de France de ce nom, quoiqu'il n'eût que quatre cens hommes de garnison, s'y défendoit avec une fermeté merveilleuse, que soutenoit l'esperance de voir bientôt Chaumont acourir à son secours. Mais ce Général ne le pouvoit faire. Comme il étoit le mois de Décembre lorsqu'il se retira de devant Boulogne, il crut la campagne finie, & dans la vue de faire sa cour à Louis XII. tou-

1510. jours plus œconome du bien de ses
sujets qu'avare de son sang propre,
il licentia l'infanterie de l'armée;
suivant la coutume alors en usage,
& dont il auroit pu se dispenser.

1511. Lui-même il s'en étoit allé à Milan
impatient, dit-on, d'entrete-
nir sur sa campagne & sur les pro-
jets une femme pour laquelle
il avoit de la foiblesse. Sur le bruit
du siège de la Mirandole il revint
à Rubiera pour y assembler une ar-
mée; mais les soins pour la mettre
en campagne, ne furent pas aussi
vifs ou aussi heureux, que le furent
ceux du Pape à presser son siège.

Enfin la place fut ouverte, &
la glace des fosses se trouva si forte,
qu'il n'étoit pas nécessaire de les
combler pour monter l'assaut. La
garnison capitula donc, à condi-
tion que les Officiers resteroient
prisonniers de guerre. Ce ne fut
pas sans peine que Jules II. accor-
da des conditions. Il vouloit avoir

à discrétion les défenseurs de la Mirandole. Ils en fortirent le ving-^{1511.}tième de Janvier, & le jour même le Pape y entra triomphant par brèche, étalant avec ostentation toute la pompe dont un Général de vingt ans auroit pu faire parade. Mais son triomphe fut de courte durée. Bientôt, après il fallut que le vainqueur s'enfuit à Ravenne, & que l'armée victorieuse se mit à couvert derrière les marais de Buondeno & de Cento.

Chaumont avoit une armée, & Louis XII. lui ayant défendu d'épargner davantage l'armée de l'Eglise, il s'étoit mis en campagne pour agir contre elle à l'offensive & l'attaquer par tout où il la rencontreroit. Mais il trouva qu'il étoit impossible de le faire au mois de Février, vu les quartiers qu'elle avoit pris. Pour tâcher de l'en tirer il marcha droit à Modene. Jules, désespérant d'empêcher par

force les François de prendre la Place, les empêcha par ruse de s'en rendre les maîtres. Le Roy d'Arragon vouloit être l'ami des deux partis, & il avoit actuellement des troupes dans les deux camps. Son dessein étoit de fomenter des brouilleries qui procureroient sa tranquillité, & d'entretenir une guerre qui faisoit sa considération.

Conformément à ce projet son Ambassadeur auprès du Pape conseilla à sa Sainteté de déposer Modene entre les mains de Vitfrust, Officier de Maximilien, comme un fief Impérial dont le séquestre appartenoit à l'Empereur. Ce conseil étoit judicieux, & après son execution Chaumont ne pouvoit plus attaquer Modene sans commettre le Roy son Maître avec Maximilien excessivement jaloux de tout ce qui s'appelloit droit de l'Empire. Si cette considération

tenoit Chaumont, le Pape de-
meuroit en état de rentrer bientôt ^{1511.}
dans Modene moyennant une som-
me d'argent qu'il donneroit à pro-
pos à Maximilien. L'événement
justifia le parti que prit le Pape.
Dès que les François virent les
étendarts de l'Empereur arborez
sur les murailles de Modene, ils
s'abstinrent d'attaquer la Ville, &
se contenterent de la parole que
donna le Commissaire Impérial :
Que leurs ennemis ne pourroient
se prévaloir de Modene en aucune
maniere pour agir contre eux.

Peu de jours après cette con-
vention Chaumont tomba mala-
de à Corregio. Son dépit d'avoir
manqué l'entreprise de Boulogne
s'étoit changé en un veritable de-
sespoir dès qu'il eut appris les dis-
cours qui se tenoient à la Cour de
France sur la maniere dont il s'é-
toit conduit. Quoique sa faute
n'eût coûté ni Province ni armée

des Commandans, i
seroit justifié sur les
étoit de ces François
que Machiavel oppose
ols, qui gardent avec
nom leur petit bûtin,
uples qu'ils ont succez
ent jamais un sol. Ceux
hent à Chaumont d'a-
l'argent des Milanois,
tochent point de l'avoir
mangeoit avec eux le
il leur avoit enlevé le
peut-être encore, sui-
ctère de sa nation, une
son propre bien. Dès
les Italiens admirent le
François pour se rui-
angeant le bien d'autrui.
ependant, suivant le pro-
mun alors, que Chau-
fait bâtir sa superbe mai-
Meillan en Bourbonnois
ens du Milanois. Ce pro-
toit, *Milan fait Meillan,*

— & Meillan défait Milan.

1511. Quelques Auteurs assurent que Chaumont à l'extrémité envoya demander au Pape l'absolution des censures qu'il avoit encourues. Lorsqu'il meurt quelque Catholique de considération qui pour le service de son Maître & pour des intérêts d'Etat s'est broüillé avec la Cour de Rome, il court toujours un bruit, qu'à l'article de sa mort il s'est douloureusement repenti d'avoir encouru ces peines, qui sont les suites trop ordinaires de la disgrâce de cette Cour.

Après la mort de Chaumont le commandement se trouva dévolu au Maréchal Trivulce. Jusques-là Trivulce, quoique Maréchal de France plus ancien, avoit obéi à Chaumont qui étoit Lieutenant Général pour le Roy de-là les Monts. Le nouveau Général marcha presque aussitôt pour secourir la Bastia du Ferrarois, Place attaquée

quée par les troupes du Pape. Elles —————
devoient être favorisées dans leur 1511.
entreprise par la flotte Venitienne,
qui déjà remontoit le Pô pour les
secorder. A l'approche des Fran-
çois la flotte Venitienne prit le
large, & les troupes de l'Eglise ai-
merent mieux abandonner volon-
tairement artillerie & munitions,
que de se faire battre pour les per-
dre un peu plus tard. De la Bastia
Trivulce vint camper à la Stellata.
Il y apprit que Leonard de Prato,
chevalier de Rhodes & l'officier le
plus vanté de l'armée Venitienne,
étoit en embuscade avec cent cin-
quante Maîtres auprès de la Mi-
randole. Il envoya pour l'enlever
un parti commandé par Gaston de
Foix duc de Nemours & fils de la
sœur du Roy. Sa qualité de neveu
du Roy Louis XII. lui procura
d'abord une extrême considération
dans l'armée. Dès que Gaston se
fut fait connoître pour ce qu'il

étoit, cette qualité devint la moindre recommandation. Sçavoir commander & sçavoir obéir sont deux talens differens & souvent oppolez. Gaston les avoit réunis. Le soldat dès qu'il le voyoit à sa tête montrait une audace qu'il n'avoit pas sous les autres Chefs, & les Généraux de Gaston avoient autant d'inclination à l'envoyer à la guerre que les soldats avoient d'empressement pour y aller sous ses ordres. Au milieu de la mêlée il sçavoit prendre aussi-bien son parti que s'il en avoit délibéré tranquillement dans la tente.

Le détachement que commandoit Prato fut enlevé, & lui-même il fut tué dans l'action au grand regret des Venitiens, dont il avoit acquis la confiance en un temps où ils ne sçavoient à qui la donner. Aussi lui firent-ils faire à Venise un tombeau magnifique, & tel qu'il pût exciter les autres Officiers de

leur armée à se faire tuer de bonne ———
grace pour le service de S. Marc. 1511.

Le dessein que Trivulce forma quelques jours après d'enlever le plus gros des quartiers des troupes du Pape qui étoit à Buondeno, ne lui réussit pas de même. Ce quartier étoit dans l'angle que fait la Burana en se jettant dans le Pô à Buondeno. Trivulce avoit projeté de passer la Burana & d'attaquer du côté de cette rivière, tandis que le duc de Ferrare se présenteroit sur le bord du Pô pour incommoder avec son artillerie les revers du logement des ennemis qui faisoit face à la Burana. Ce projet qui mettoit les ennemis entre deux feux, devoit faciliter à Trivulce le passage de la Burana qu'il lui falloit traverser. Mais les troupes du Pape couperent les digues, & inonderent le pais de manière que les François ne purent approcher du lit de la Burana. Leur

L 511. expédition aboutit donc à défaire un corps avancé de cinq cens hommes logez en deça de la Burana, qui ne purent repasser la rivière & rejoindre le gros avant que d'être chargez.

Le Pape & les Venitiens échouèrent aussi de leur côté à la Bastia. Ils la faisoient attaquer pour la seconde fois. La flotte du Duc de Ferrate donna bataille à celle de Venise qui remontoit le Pô pour favoriser le siège. La flotte Venitienne fut battue & obligée après la perte de quarante-cinq bâtimens, à s'enfuir dans le port près de Ravenna où le Pape eut le chagrin de la voir entrer toute délabrée. Ces expéditions furent suivies d'une espèce d'armistice. Trivulce reçut alors des ordres de Louis XII. de s'abstenir de toute hostilité contre l'Eglise Ecclesiastique, jusqu'à ce qu'on eût vu ce que produiroit la négociation de l'Evêque de Gurck qui

partoit de Lintz pour se rendre en ~~_____~~
Italie. 2511.

Au retour de l'Evêque de Gurck du voyage de Blois, l'Empereur montra toutes sortes de bonnes dispositions à exécuter le traité que ce Prélat venoit de conclure avec le Roy de France. Il convoqua même une assemblée des Evêques de ses Pais héréditaires pour les disposer à se trouver au futur Concile. Mais sa légèreté ordinaire & son aversion naturelle pour la France, qui pouvoit bien être contrainte quelque tems, mais non pas éteinte, lui firent bientôt prêter l'oreille aux suggestions du Roy d'Arago. Le Roy Catholique appréhendant de demeurer à la discrétion de Louis XII. & de Maximilien dont il retenoit le bien, regardoit leur bonne intelligence comme une Comète qui présageoit la ruine de ses affaires, & la décadence de sa grandeur. C'étoit perdre son tems que

de travailler à mettre mal l'Empereur auprès du Roy de France. Ferdinand tourna donc ses batteries du côté de Maximilien, & nous verrons qu'enfin il réussit à le rendre l'ennemi de Louis XII. Pour amener Maximilien à des démarches qui commençassent d'altérer la bonne intelligence qui lui étoit si suspecte, il fit représenter à cet Empereur, qu'il s'alloit engager dans des affaires dont le succès étoit incertain & dont les suites étoient douteuses. Qu'il étoit à craindre que son Concile ne réussit pas, & que s'il réussissoit, il pourroit porter son autorité où il ne convenoit pas à un Empereur qu'il l'étendît. Que les Empereurs étoient en possession des premières Prières ou du droit de joyeux avènement dans les Eglises d'Allemagne, de prérogatives dans les élections des Evêques qui les en rendoient les Arbitres, & de beaucoup d'autres droits impor-

ans à la Couronne Impériale & onéreux au Clergé Germanique; Qu'un Concile reconnu & écouté de tous les fidèles, pourroit bien abolir ces droits, de la justice desquels l'exercice actuel étoit le titre le plus solide. Qu'au fond sa Majesté Impériale n'avoit qu'un intérêt essentiel, celui d'obtenir des Venitiens la satisfaction qui lui étoit due. Que lui Roy d'Arragon se faisoit fort de la procurer à Maximilien sans embarras & sans danger. Que l'Empereur envoyât donc un Ministre à Mantouë, & qu'il obligât le Roy de France, qui n'oseroit lui rien refuser, à y en faire passer un. Qu'il lui répondoit qu'à sa seule requiſition Jules II. feroit la même chose; & que le Pape intimidé par les préliminaires du Concile, se porteroit avec ardeur à lui faire donner par les Venitiens une satisfaction qui termineroit tous différens. Que la Sain-

— tété n'avoit qu'à parler pour contraindre les Venitiens sans autre appui que sa protection de donner à sa Majesté Imperiale cette satisfaction telle qu'elle la pouvoit attendre & même souhaiter. Qu'ainsi l'Empereur pouvoit entrer en possession des Etats que la Ligue de Cambray lui attribuoit, sans le secours suspect & onéreux du Roy de France, & sans faire l'entreprise dangereuse de convoquer un Concile.

Maximilien flatté par ces représentations, & séduit par l'idée de jouer en Italie un personnage supérieur à celui de Louis XII. eut bientôt pris la résolution d'y faire passer l'Evêque de Gurck en qualité de son Plénipotentiaire. Il écrivit aussitôt au Pape de surseoir à toutes procédures contre les Cardinaux mécontents, de s'abstenir de vexer davantage le duc de Ferrare, de laisser toutes choses tenir

état , & d'envoyer incessamment un Ministre à Mantouë pour y conférer avec son Plénipotentiaire , & ceux des Princes Alliez sur les intérêts & sur le repos de la Chrétienté. Jules II. consentit avec joye à cette conférence , non pas qu'il se souciât peut-être de pacifier l'Italie. Mais il esperoit de s'attacher Maximilien & de l'engager à une rupture avec la France quand il lui auroit rendu l'assistance de Louis XII. inutile , en obligeant les Vénitiens à donner à sa Majesté Impériale la satisfaction qu'elle prétendoit , & qui étoit le motif de ses liaisons avec le Roy Très-Chrétien.

Maximilien fit sçavoir en même temps son idée & sa résolution au Roy de France. Il lui fit représenter que pour achever de mettre le Pape dans son tort , il falloit faire encore une dernière tentative après laquelle on le traiteroit sans ménagement , & qu'on le sommeroit de

comparoitre en personne au Concile. Il affuroit le Roy en même tems qu'il ne feroit aucun traité avec Jules à moins qu'il ne donnât à la France la satisfaction qui lui étoit due, & il exhortoit ce Prince à faire passer incessamment un Ministre au Congrès qui devoit se former à Mantoue. Le Roy d'Aragon écrivit aussi dans le même tems à Louis XII. pour lui représenter la convenance & l'utilité de ce Congrès. Il lui insinuoit que rien n'étoit plus digne d'un Roy Très-Chrétien que de relâcher de ses droits pour donner la paix au Pape, & que pour lui, la qualité de Roy Catholique l'obligeroit à tout mettre en usage pour essuyer les larmes de la Sainteté, si ses afflictions paternelles dotoient plus long-tems.

Les deux dépêches dont je viens de parler furent pour Louis XII. une ample matière de réflexions embarrassantes. Depuis long-tems

Il se doutoit que le Roy d'Arragon —
 pourroit un jour lui faire la guerre, ¹⁵¹¹
 mais après la lettre qu'il venoit
 de recevoir il y avoit apparence
 que le tems de la rupture n'étoit
 pas éloigné. Ferdinand avoit fait
 plusieurs fois la guerre avant que
 de l'avoir déclarée d'une maniere si
 intelligible. Mais ce qui frappoit
 davantage le Roy de France, c'est
 que le Roy d'Arragon dans le tems
 où il lui parloit si fierement en stile
 devot, paroissoit en une liaison in-
 time avec l'Empereur, à laquelle
 personne de ceux qui connoissoient
 les affaires que ces Princes avoient
 ensemble, ne se seroit attendu.

Je crois, devoir remarquer ici
 que Ferdinand avoit un talent rare
 en un Prince laïque, celui de sça-
 voir revêtir toutes ses actions de la
 couleur d'un zèle ardent pour la
 Religion, qui à la fois édifioit ses
 Sujets, lui concilioit les personnes
 indifferentes & faisoit souvent sup-



gence de Maximilien & de Ferdinand jettoit Louis XII. se changeoit en soupçon contre l'Empereur son unique appui d'autant plus aisément, que ce Prince venoit de donner tout récemment à Louis XII. un juste sujet de se défier de la sincérité de ses engagements. Les Suisses étoient les ennemis du Roy Très-Chrétien, & ils avoient déjà fait contre lui toute sorte d'actes d'hostilitez hors une déclaration de guerre. Maximilien, qui jusques-là les avoit regardés comme les paisans révoltez, & les meurtriers de son beau-pere, avoit saisi la conjoncture pour traiter avec eux en renouvelant la convention faite autrefois entre Sigismond d'Autriche & les Cantons, qui depuis long-tems avoit été rompue sans avoir été renouée. Ce renouvellement se fit l'onzième de Février 1511. Le Traité que Maximilien fit alors avec les douze Cantons dure en-

— core aujourd'hui sous l'ancien nom
 § 51 a. d'Alliance Héréditaire, & c'est ce-
 lui qui depuis a été réclamé tant
 de fois par la Maison d'Autriche.
 Ce traité fait par l'Allié de la France
 avec ses ennemis contenoit des clau-
 ses touchant la liberté du passage &
 les secours mutuels qui le rendoient
 suspect à Louis XII. Incertain quels
 étoient ses amis & quels étoient ses
 ennemis, il voulut du moins ne pas
 fournir à l'Empereur un prétexte
 de rompre avec lui. Ainsi le Roy
 Très-Chrétien, quoiqu'il n'atten-
 dît pas un bon succès du Congrès
 de Mantouë, ne laissa pas d'y en-
 voyer un de ses Ministres, Etienne
 Poncher Evêque de Paris. Il étoit
 digne de la fortune qu'il avoit faite,
 & le Roy l'honoroit de sa confian-
 ce. Ce Prince en même tems don-
 na ordre à ses troupes de ne plus
 agir hostilement contre les Etats du
 Pape, & lui-même il vint à Lyon
 pour être plus près à tout évener

ment, de ses Etats d'Italie.

1511.

L'Evêque de Gurck se rendit incessamment à Mantouë accompagné d'Urrea Ambassadeur du Roy d'Arragon auprès de l'Empereur & bientôt après l'Evêque de Paris les y vint joindre. Quand le Pape vit les premières démarches faites & les Plénipotentiaires assemblez, il voulut se prévaloir de la facilité des autres. Il prétendit que l'Evêque de Gurck le vint trouver, alleguant qu'il devoit cette déférence à la dignité Pontificale, & qu'il ne falloit pas que les enfans traitassent d'égal à égal avec le Pere. Jules II. avoit encore un motif plus sérieux de poursuivre cet avantage. Pour gagner plus facilement le Prélat Allemand, il le voulut séparer de l'Evêque de Paris. Cette séparation devenoit certaine si l'Evêque de Gurck se rendoit à la Cour du Pape, puisque selon les apparences le Ministre de France n'oseroit pas

— suivre son Collègue sans un ordre
 1511. spécial dans la maison de l'ennemi
 de son maître. Or comme le cas
 ne pouvoit pas avoir été prévu par
 la Cour de France , il étoit très-
 probable que Poncher n'avoit pas
 d'instruction à cet égard. Il s'op-
 posa véritablement avec chaleur à
 la demande du Pape. Jérôme de
 Vich Ambassadeur d'Arragon au-
 près du Pape , fit un voyage à Man-
 touë , dans lequel il persuada l'E-
 vêque de Gurck de faire la démar-
 che que le Pape demandoit. Vich
 étoit un Ministre tel qu'un Prince
 habile & remuant a coutume de
 les choisir , c'est-à-dire , capable de
 justifier toujours sa conduite , &
 d'entreprendre de persuader à un
 chacun avec confiance que ce
 Maître n'agit jamais qu'en vue de
 procurer l'avantage d'autrui. Cet
 Ambassadeur adroit sçut exposer
 avec tant de dextérité & d'affec-
 tion apparente à l'Evêque de Pa-

1511.
ris qu'il tourneroit à l'avantage de Louis & de Maximilien d'être représentez par un seul Ministre, que les déferences que les Souverains avoient pour un Prêtre ne préjudicioient point à leur dignité, & qu'il falloit enfin donner cette démarche au bien de la Chrétienté qui demandoit qu'on cherchât d'adoucir la mauvaise humeur d'un Pape qui seroit très-sensible à ces marques de respect; que le Prélat François cessât de s'opposer à la démarche de l'Evêque de Gurck. Il fut donc arrêté que le Pape s'avanceroit jusqu'à Boulogne, que l'Evêque de Gurck iroit l'y trouver, & que l'Evêque de Paris attendroit son Collègue à Mantouë.

Jamais la Cour de Rome ne fit une réception plus flatteuse à personne, que celle qui fut faite à l'Evêque de Gurck. Tous les courtisans le vinrent recevoir à la porte de Boulogne, & l'Ambassadeur de

— Venise auprès du Pape se presenta
 511. parmi les autres. Mais le Prélat
 Allemand au lieu de lui faire un
 accueil proportionné à la soumit-
 sion qui paroissoit dans la démar-
 che, lui adressa des discours très
 desobligeans, en invectivant con-
 tre sa hardiesse à se montrer avec
 le train d'un Ambassadeur à l'en-
 trée du Ministre d'un Empereur
 qui avoit mis la République au
 ban de l'Empire. Le cortège de
 l'Evêque de Gurck l'accompagna
 jusqu'au Consistoire où le Pape l'at-
 tendoit. Ce Prélat y exposa avec
 dignité que son Maître l'envoyoit
 en Italie plutôt qu'une armée, non
 qu'il ne fut assez puissant pour se
 faire justice par les armes, mais
 parce qu'étant Empereur Chrétien
 il aimoit mieux recouvrer son bien
 par un traité de paix, que par les
 violences de la guerre. Il finit en
 disant qu'il n'y avoit point de paix
 pour les Venitiens, qu'ils ne cé-

lassent ou qu'ils ne restituassent ce qu'ils avoient usurpé sur la Maison d'Autriche, & sur l'Empire. Le Pape au sortir du Consistoire voulut avoir une conférence particulière avec l'Evêque de Gurck, mais il n'y gagna rien, & ce Ministre demeura ferme sur ses propositions.

Ce n'étoit pas l'intention de Jules II. Il souhaitoit, c'est-à-dire, il vouloit avec ardeur que l'Empereur apportât des facilités à la paix avec les Venitiens telles qu'elles lui servissent de raison pour obliger ces Républicains à la conclure. Ainsi il n'y eut rien qu'il ne mît en usage pour engager l'Evêque de Gurck à diminuer la hauteur de ses premières propositions. Peu de jours avant son arrivée il avoit fait une promotion dans laquelle l'Ambassadeur d'Angleterre Christophe Bambridge Archevêque d'York, & Mathieu Scheiner Evêque de Sion, avoient reçu le chapeau. Le pro-

Polydo-
rus Vir-
gil. Hen-
ri Octa.

mier étoit un Ministre de confiance du Roy d'Angleterre Henri VIII. & le second s'étoit acquis un grand crédit en Suisse par son éloquence. On cita ces exemples à l'Evêque de Gurck, & on lui fit remarquer avec affectation que le Pape avoit laissé vacant le chapeau d'un des Cardinaux morts. C'étoit lui insinuer que le chapeau que le Pape s'étoit réservé seroit le prix de sa complaisance. Mais ce Prélat parut peu touché de l'offre d'une dignité à laquelle les Evêques d'Allemagne croient donner du moins autant de lustre qu'ils en reçoivent. Il n'en diminua rien de sa hauteur & il ne se relâcha point de sa fermeté.

Le Pape nomma trois Commissaires pour discuter les affaires, & pour traiter avec lui. Ces Commissaires furent les Cardinaux de saint Georges, de Rhege & de Médici, trois des plus respectables sujets du

Sacré College. L'Evêque de Gurck étoit un Evêque d'Allemagne, & il sentoît encore qu'il étoit actuellement le Ministre favori d'un Prince toujours gouverné. Il tint donc au-dessous de lui de négocier avec d'autres qu'avec le Pape même, & il députa de son côté trois de ses Gentilshommes pour traiter avec les Cardinaux Commissaires. Un pareil procédé dans d'autres conjonctures auroit retardé de plusieurs années l'ouverture d'une conférence où il se seroit agi des affaires les plus importantes de la Chrétienté. Mais les Cours qui dans l'occasion savent porter si haut leurs prétentions sur le cérémonial, savent aussi passer par-dessus toutes leurs règles dès qu'elles ont à faire à des personnes fermes dont la bienveillance leur est nécessaire. Jules II. donna ordre aux trois Cardinaux de traiter avec les trois Gentilshommes de l'Evêque de Gurck.

La passion du Pape étoit de
moyenner une paix particulière
entre l'Empereur & les Venitiens.
Ainsi ce fut en entamant cette
matière que s'ouvrirent les confé-
rences. Les propositions de l'Evê-
que de Gurck ne se trouverent pas
moins altières que son cérémonial.
Il demanda que tous les païs & tou-
tes les Villes que son Maître devoit
recouvrer aux termes du Traité de
Cambray, soit en qualité d'Em-
pereur, soit comme chef de la
Maison d'Autriche lui fussent re-
mis par les Venitiens, ou cédés,
s'il s'en trouvoit déjà saisi.

Les prétentions de Maximilien
comme chef de la Maison d'Au-
triche regardoient le Frioul & l'Es-
trie. Dès l'onzième siècle la Ré-
publique de Venise commença ses
conquêtes dans ces païs, occu-
pant une partie de leurs territoires
sur des Souverains, aux droits des-
quels la Maison d'Autriche pré-

tendoit avoir succédé. Les tentatives que cette Maison avoit faites en differens tems pour faire valoir ses droits, avoient été infructueuses jusqu'à la Ligue de Cambray.

Les prétentions de Maximilien en qualité de chef du Corps Germanique ne sçauroient être expliquées sans faire une exposition des droits prétendus par l'Empire sur l'Italie & sans déduire les titres auxquels les Venitiens y possédoient leurs domaines. J'entreprendrai d'en écrire avec d'autant moins de scrupule que l'Auteur * qui a traité expressement des droits de l'Empire sur les pais qui sont hors de l'enceinte de l'Allemagne, ne parle qu'en termes bien généraux du titre auquel les Venitiens possèdent leur Etat de Terre ferme.

* Hermannus Conringius, de finibus Imperii Germanici,

Ce n'est pas ici néanmoins l'occasion d'examiner si les droits que la conquête avoit donnez au peuple Romain sur tant de païs sont des droits anéantis aujourd'hui, ou s'ils subsistent encore comme le veut un célèbre (a) Jurisconsulte. Il ne convient pas non plus d'agiter ici quels sont les légitimes possesseurs de ceux de ces droits qui n'ont pas encore été cedez ou éteints. Une pareille discussion ne seroit que l'examen d'une question de pure curiosité. Ce ne sont pas les droits des Césars que reclament les Empereurs Romano-Germaniques. Ils conviennent que leur Aigle à deux têtes dont un (b) Poëte Italien dit agréablement qu'elle porte deux becs pour mieux dévorer, n'est pas sortie de la même aire que l'Aigle des Légions Romaines. En effet

(a) Grotius, *de jure*, lib. 2. cap. 9.

(b) Luigi Alemanni,

Ces deux Empires * n'ont pas les mêmes limites ni de pareilles bornes. L'Empire Allemand renferme beaucoup de Provinces où les Aigles Romaines ne volerent jamais, & l'Empire Romain comprenoit beaucoup d'Etats où l'Empire Allemand ne prétend rien. Othon le Grand ne s'appelleroit pas Othon premier dans la suite des Empereurs Allemands, si les Empereurs modernes étoient de la tige des anciens Empereurs Romains. Othon le Grand s'appelleroit Othon II. puisqu'il y auroit déjà eu sur son trône un Empereur de son nom, Othon successeur de Galba & prédécesseur de Vitellius. C'est Charlemagne que les Empereurs Allemands re-

* Vander Muelen, *de ortu & interitu Imper. Romani.*

Conringius, *de finib. Imperii, lib. 1. cap. 1.*

Samuel Puffendorf, *de Statu Imper. Germ. p. 29.*

Tome I.

Q

1511. gardent comme le fondateur de la Monarchie dont ils sont les Chefs. Les personnes desintereffées ne peuvent venir à bout de bien comprendre comment les droits de ce Prince, qui étoit un Monarque successif, ont pû être transmis au Corps Germanique. Mais c'est la prétention. Les droits de Charlemagne ont passé aux Othons & aux Frédéric's au préjudice des Rois successeurs de ce Prince, & ces Empereurs ont aussi laissé à l'Etat, dont ils ont été les chefs, tous les droits qu'ils peuvent avoir acquis. Comme Charlemagne & les Empereurs ont été les maîtres en différens tems de l'Italie presque entière, les Allemands prétendent aussi qu'elle est toute entière sous la dépendance de leur Empire.

Les droits que l'Empire reclame sur l'Italie ne sont pas les mêmes par tout. L'Empire soutient bien que l'Italie presque entière est sous

son domaine direct ou suprême, —
 mais il ne prétend le domaine utile ^{I. 5. 1. 1.}
 ou la jouissance de la Souveraineté,
 que dans quelques Provinces d'Ita-
 lie. Je parlerai d'abord de ce droit
 de domaine suprême.

L'Empire prétend donc que
 toute la partie de l'Italie qui a re-
 connu la Suzeraineté des premiers
 Empereurs François & Allemands ^{Bodin ;}
 soit encore aujourd'hui dans sa mou- ^{de Rep.}
 vance ; la raison est que ce droit ^{I. 1. c. 9.}
 a été acquis incontestablement à
 l'Empire , & qu'il n'a jamais été
 éteint. Les droits une fois acquis
 par un Etat ne sçauroient se per-
 dre que par la voye d'aliénation
 ou par la voye de prescription. Or
 selon les Allemands le droit de do-
 maine suprême acquis une fois à
 l'Empire , ne peut être éteint par
 la prescription. Les Jurisconsultes
 Imperialistes soutiennent tous que
 les droits attachés à la Couronne
 Imperiale sont imprescriptibles par

leur nature, & qu'aucune durée de
 tems n'est capable d'éteindre le
 droit de domaine suprême, qui est
 inseparablement attaché à cette
 Couronne.

Roselli
 de Mo-
 narchia,
 parc. 3.
 cap. 7.

En second lieu, ils soutiennent
 que ce droit de domaine suprême
 sur l'Italie n'a jamais été valable-
 ment aliéné. Les aliénations que
 quelques Empereurs peuvent en
 avoir faites ont, disent-ils, été nulles
 si le consentement formel & positif
 du Corps Germanique assemblé en
 Diette n'y est pas intervenu. Les Em-
 pereurs sont les chefs du Corps Ger-
 manique & non pas les Maîtres ni les
 propriétaires de ses droits. Donc ils
 n'ont jamais pû les aliéner valable-
 ment de leur seule autorité, même
 avant l'usage des capitulations. L'an-
 cien serment que les Empereurs ont
 prêté de tout tems à leur élection,
 leur a toujours lié les mains à cet
 égard, & il les a même toujours
 obligé à travailler à la conservation

& au recouvrement de ces droits. En aucun tems les Empereurs n'ont eu le pouvoir d'aliéner les droits de la Couronne Imperiale, sans l'intervention des Etats de l'Empire & le relâchement du domaine suprême. qui emporte l'extinction de toute mouvance est une veritable aliénation. Après un tel affranchissement, l'Empire n'a plus rien à prétendre; & il n'y a plus de réunion ni de reversion des fiefs affranchis à espérer. Ainsi le consentement formel & positif des Etats de l'Empire n'étant pas intervenu dans toutes les transactions, conventions ou donations que Louis de Baviere & d'autres Empereurs peuvent avoir faites pour aliéner le domaine suprême de l'Empire sur l'Italie, ces aliénations sont nulles de plein droit : Conringius dit positivement, *Que hors la portion de l'Italie cedée aux François par la derniere paix, rien n'y a été aliéné.*

De fin-
bus Imp.
lib. 2.
cap. 23.

valablement & avec le consentement
 requis des Etats de l'Empire. Cette
 portion est bien peu de chose.
 Conringius entend parler de Pi-
 gnerol & de la partie du Marqui-
 fat de Suze cedée à la France par
 le Duc de Savoye dans le traité fait
 à Turin le cinquième de Juillet
 1632. A la paix de Westphalie
 l'Empire & l'Empereur relâche-
 rent en faveur de la France par
 un article du traité de Munster
 tous les droits qu'ils avoient sur le
 pais cedé par le Duc de Savoye.
 Ainsi le domaine suprême de l'Em-
 pire sur l'Italie est un droit qui
 subsiste toujours presque en son en-
 tier.

Il n'est pas bien décidé quel pou-
 voir donne à l'Empereur sur les
 Etats d'Italie l'exercice du droit de
 domaine direct ou de domaine su-
 prême. L'Empereur étend ce pou-
 voir jusqu'à exercer la juridiction sur
 la personne & les Etats de ses Ecu-

dataires en plusieurs cas, comme à pouvoir y lever des subsides pour entretenir ses troupes tandis qu'elles sont en Italie. Il veut même être en droit de mettre garnison dans les places fortes de ces Etats lorsqu'il juge à propos de le faire, supposant que les Feudataires n'ont chez eux le droit des armes que dépendamment des intérêts de l'Empire, & qu'ils ne doivent l'exercer que sous la direction de son Chef.

Il y a beaucoup de Puissances en Italie qui reconnoissent le suprême domaine de l'Empire, & qui tombant d'accord de tenir leurs Etats dans sa mouvance, prennent des investitures des Empereurs. Mais il seroit inutile d'exposer ici quelles sont ces Puissances, ni jusqu'à quel point elles se soumettent au pouvoir prétendu par les Empereurs en vertu de ce domaine. Tant qu'elles peuvent elles limitent un pouvoir dont l'exercice

leur seroit si fort à charge.

§ 11.

Parle.
Aerus ,
de jure
supr.
Princ.
Ger. c.
53.

Les Princes d'Italie mouvans de l'Empire sont ses Vassaux sans être ses Membres, n'étant point la plupart ce qu'on appelle proprement *Etat de l'Empire*. Je veux dire que les Feudataires d'Italie n'ayant pas de voix aux Diettes, ils seroient réduits à executer les ordres de l'Empire sans concourir à former les résultats en vertu desquels ils se donnent. C'est en quoi leur condition seroit bien différente de celle des Etats d'Allemagne qui font eux-mêmes les loix par lesquelles ils sont gouvernez, & qui sont appeliez eux-mêmes à la rédaction des ordres qu'ils doivent executer.

Mais il y a beaucoup d'Etats en Italie sur lesquels l'Empire prétend avoir le droit de domaine suprême, sans que ce droit y soit reconnu. Les Puissances qui en sont en possession soutiennent ou que ces Etats n'ont jamais reconnu leur

Mouvance de l'Empire Romano-Germanique, ou que ceux qui peuvent avoir relevé autrefois de l'Empire, n'en relevent plus. Ces Puissances prétendent que l'ancienne mouvance soit éteinte par le laps de tems, par leurs transactions avec les Empereurs, ou par la dignité de leurs Couronnes qui sont d'une éminence si relevée, qu'elles affranchissent de toute servitude les païs qui peuvent une fois y être annexez. Dès que ces païs y sont réunis, ils ne relevent plus que du Dieu des armées. Voilà ce qui regarde le domaine suprême.

Quant au domaine utile, nous avons déjà dit que l'Empereur ne le prétendoit que dans une partie de l'Italie. Ce domaine utile dans les grands fiefs tenus sous la mouvance immédiate de l'Empire, est presque une véritable Souveraineté. Il emporte le droit des armes, l'exercice absolu de la justice, la

droit de battre monnoye, celui de lever des impositions, enfin presque tous les droits de Souveraineté. C'est ce qui s'appelle en termes de la Jurisprudence Allemande, *les droits Régaliens joints avec la supériorité territoriale*. On entend en stile de cette Jurisprudence par *supériorité territoriale*, le droit de mouvoir immédiatement de l'Empire, ou de lui porter directement son hommage; & ce droit, comme on le sçait, n'appartient pas toujours à l'Etat qui jouit des droits régaliens. Il n'est point nécessaire pour posséder ces droits dans les grands fiefs que l'investiture en fasse mention. La possession actuelle depuis un long-tems est un titre suffisant pour en jouir sans trouble. La prescription qui n'a pas lieu contre le droit de domaine suprême, est un bon titre contre le droit qu'ont tous les Potentats de gouverner immédiatement les Etats

Sixtinus
de Re-
galibus,
pag. 14.

qui relevent d'eux. Voici la raison pour laquelle l'Empire reconnoît plusieurs Princes d'Italie pour légitimes possesseurs du domaine utile dans les Etats qu'ils tiennent sous sa mouvance.

S'il n'a jamais été permis aux Empereurs d'aliéner les Provinces de l'Empire, ils ont pû durant long-tems, c'est-à-dire, jusqu'à Charlequint, les concéder en fief quand ils l'ont jugé à propos pour le bien public. Ces concessions obligent toujours les Investis à reconnoître & à servir l'Empire. D'ailleurs comme la clause de reversion à l'Empire en cas de défaut de la posterité des Investis y est toujours inserée, ces concessions ne sont pas regardées comme de véritables aliénations. Ces inféodations faites sans l'intervention du Corps Germanique, mais du propre mouvement & de la seule volonté des Empereurs, ne laissent

— donc pas d'être réputées valables
 1511: dans les principes de la Jurisprudence Allemande ; quand elles ont été faites avant Charlequint.

La loy changea sous cet Empereur , parce que ce fut à son élection que l'usage des capitulations fut introduit. La capitulation est un acte que l'Empereur élu est obligé de signer lors de son installation & de son couronnement comme Roy de Germanie , celui * qui doit se faire à Aix-la-Chapelle. Cette capitulation , à l'observation de laquelle s'engagent les nouveaux Empereurs , contient beaucoup d'articles qui marquent des bornes très-étroites à leur autorité. Un de ces articles qui est le trentième dans la Capitulation Leopoldine , leur défend positivement de conferer les fiefs de l'Empire qui pourrout venir à vaquer durant leur Ré-

* L'Empereur est couronné trois fois , à Aix , à Pavie & à Rome.

g¹ence sans le consentement de l'Empire exprès & positif. Il leur enjoint au contraire de les réunir à la Couronne Impériale. Ainsi les inféodations faites par Charles Quint & les successeurs sans le consentement de l'Empire, sont nulles. Au contraire celles que les prédécesseurs de Charles Quint ont faites de leur seule autorité ne laissent pas d'être valables, & les Allemands les reconnoissent pour telles. L'Empire reconnoît donc ceux en la main de qui les prédécesseurs de Charles Quint ont mis les fiefs, pour légitimes possesseurs du domaine utile ou des droits régaliens joints à la supériorité territoriale dans les Etats qu'ils tiennent sous la mouvance immédiate de l'Empereur comme chef du Corps Germanique.

Tous les Princes d'Italie ne jouissent pas de leurs païs à ce titre. Ainsi dans l'Italie il se trouve beau-

— coup d'Etats dont l'Empire prétend que la Souveraineté immédiate & le domaine utile soient depuis long-tems réunis & consolidez au domaine direct qui est inséparable de la Couronne Imperiale; parce que les détenteurs actuels de ces Etats les tiennent sans avoir un titre légitime de possession.

Ces Etats sont les païs qui après avoir été sous la pleine & immédiate autorité des Empereurs, ont été autrefois donnez en fief à des Seigneurs particuliers, pour être possédez & tenus sous la mouvance de l'Empire à condition de réversion au défaut des Investis, & qui depuis sont passez en des mains étrangères, soit par acquêts, par donations, par échanges, ou par conquête. On appelle ici mains étrangères les Puissances qui jouissent des fiefs de l'Empire sans tenir leur droit de l'Empire, & sans que leur possession ait été reconnue ni autorisée par lui.

Or l'Empire prétend que la Souveraineté immédiate de tous ces fiefs lui appartient à titre de reversion & de réunion. Le droit de ceux qui les ont possédés légitimement en vertu des investitures Imperiales s'est éteint, dit-il, ou avec la postérité des Investis, ou par la félonie de ces mêmes Investis qui ont remis en des mains étrangères les dépôts que l'Empire leur avoit confiés. Le droit de ceux qui détiennent aujourd'hui ces fiefs, ajoute-t'il, est un droit nul. Premièrement il est vicieux dans son origine, n'étant pas émané valablement d'une concession du Seigneur Suzerain du fief possédé, qui est l'Empereur. Secondement le laps de tems ne sauroit l'avoir rendu bon. La Souveraineté immédiate, ou le domaine utile de ces fiefs dès le tems de leur vacance ou de leur commise a dû être réuni au domaine direct ou au domaine

— suprême. Or la prescription ne
 2311. peut être alleguée contre le droit
 de domaine suprême , & la durée
 du tems ne sçauroit préjudicier à
 ce droit. Ainsi le droit des Princes
 que l'Empire regarde comme les
 usurpateurs de ses domaines, n'en
 est pas devenu meilleur par le tems
 qui s'est écoulé depuis la première
 occupation de ces domaines par
 leurs Auteurs. Nous avons vû que
 ce droit ne vaut rien en lui-même,
 soit qu'il vienne d'un échange ,
 d'une donation ou d'une conquête,
 faite même dans une guerre juste
 de la part des conquérans. Tous
 les actes faits à l'égard de ces do-
 maines sans l'intervention de l'Em-
 pereur sont donc des actes essen-
 tiellement nuls , & leur ancienneté
 ne peut leur attirer aucun respect.

Ainsi le domaine utile ou la Sou-
 veraineté immédiate de ces fiefs
 dont il n'existe plus de possesseurs
 légitimes , & dont les possesseurs

actuels doivent être réputez usurpateurs, appartient à l'Empire comme dans des fiefs actuellement vacans. C'est la prétention des Jurisconsultes Allemands. Cette Jurisprudence suppose donc beaucoup d'usurpateurs en Italie. Mais il ne convient ici d'en examiner les conséquences que par rapport aux seuls Venitiens.

Au commencement du seizième siècle & l'année de la Ligue de Cambray, les Venitiens possédoient beaucoup d'Etats sur lesquels l'Empire avoit des prétentions de l'une & de l'autre espèce. La République possédoit des Etats sur lesquels l'Empire réclamoit seulement son domaine suprême, mais elle en possédoit d'autres dont l'Empire prétendoit que la Souveraineté immédiate lui appartenoit.

Avant la bataille d'Agnadel les Venitiens tenoient des démembrements de beaucoup de fiefs actuels.

lement subsistans en leur nature de
 1511. fiefs de l'Empire, & dont les possesseurs prenoient des investitures données par les Empereurs. La République possédoit beaucoup de domaines dans les païs Héréditaires de la Maison d'Autriche, Roveredo qui est de l'Evêché de Trente, Pelchiera, Asola & Lunato dans le Marquisat de Mantouë. Elle tenoit dans l'Etat de Milan, Bergame, Bresse, Creme & Crémone avec leurs Territoires, outre le païs appelé Ghiarra d'Adda. C'est ce qui a été exposé plus au long en parlant des interêts des Princes qui signerent la Ligue de Cambray. Les Allemands prétendoient que du moins les Venitiens avoient dû reconnoître l'Empire pour ces démembrements. Ils alléguoient que les portions de ces fiefs qui étoient passées en d'autres mains que celles des Investis sans l'intervention du Seigneur suzerain, ne

devoient pas être réputées avoir ¹⁵¹ changé de nature par le changement de maître. Mais les Vénitiens n'avoient jamais voulu reconnaître la Suzeraineté de l'Empire sur ces portions de fiefs Impériaux devenues leur domaine, & ils les avoient toujours tenues comme le reste de leur Etat en toute Souveraineté. Ils alléguoient que ces démembrements étoient devenus libres de toute servitude par leur réunion à une Couronne Souveraine qui ne relevoit que de Dieu. Dès la première année de la Ligue de Cambray tous les démembrements dont il s'agit furent réunis aux fiefs Impériaux dont ils faisoient une partie, & ils étoient ainsi retournés déjà sous la mouvance de l'Empire. L'Evêque de Gurck demandoit donc que la République renonçât à tous ses droits & prétentions sur ces démembrements au profit des Feudataires de

— l'Empire qui les avoient réunis à
 1511. corps de leurs fiefs. Il vouloit qu'elle
 s'obligeât à ne jamais inquiéter à
 titre de sa possession passée, ceux
 qui jouissoient en vertu des investi-
 tures Imperiales, des fiefs dont ces
 démembrements avoient été autre-
 fois détachés.

Il s'agit maintenant d'exposer
 quels étoient les domaines de la Ré-
 publique que l'Empereur préten-
 doit réunis à la Couronne Impé-
 riale, & dont il demandoit la jouis-
 sance comme celle de fiefs éteints.
 Personne n'ignore que l'autorité
 des Empereurs successeurs de Char-
 lemagne ne fut pas toujours la
 même en Italie. Quelquefois ils
 maintinrent cette autorité avec
 éclat. Souvent ils ne purent la sou-
 tenir. Pour se procurer de l'appui
 dans les tems de foiblesse, ils eu-
 rent donc recours à un expédient.
 Ce fut de donner des Villes avec
 leur Territoire en fief aux Sei-

gneurs du pais que leur mérite, leur valeur ou leur audace distinguoient entre leurs compatriotes. Souvent même les Empereurs tolérèrent que ces hommes hardis & entreprenans tels qu'il s'en trouve toujours dans les pais où l'autorité Souveraine n'est plus respectée, & qui sont également disposez à s'acheminer vers le but de leur ambition par le crime ou par la vertu, se rendissent les maîtres des villes qui vivoient en liberté sous le domaine suprême de l'Empire. Les Empereurs ne dédaignèrent pas d'avouer pour leurs vassaux ces audacieux quand ils les crurent des serviteurs utiles. Ces Seigneurs se trouvoient engagez par-là à faire valoir une autorité dont la leur étoit émanée. Voilà le motif qui porta les Empereurs à perimettre aux Scala & aux Carrares de se faire Seigneurs des villes & des pais situéz sur les Lagunes, & à les re-

connoître ensuite pour Feudataires de l'Empire. On sçait que les Lagunes sont les pais inondez par la mer Adriatique, & que c'est au milieu des eaux dont ils sont couverts, que s'élève la ville de Venise.

Les Venitiens quoique très-puissans par leurs forces maritimes & les domaines considerables qu'ils avoient acquis dans le Levant, furent long-tems néanmoins sans sortir de ces Lagunes pour s'agrandir du côté de Terre ferme. Ils ajoutoient encore foy alors à celles des peintures en Mosaïque de l'Eglise de S. Marc, qui sont énigmatiques & qui contiennent, dit-on, sous différentes figures allégoriques les emblèmes prophétiques d'un grand nombre d'évenemens arrivez long-tems après qu'elles ont été faites. On croit que c'est l'Abbé Joachim qui a fourni les desseins mystérieux de celles des Mosaïques de l'Eglise

de S. Marc, dont je parle. Tout le monde sçait que cet Abbé, si célèbre par tant d'autres prophéties exprimées par des figures symboliques, vivoit dans le douzième siècle en réputation d'un homme à qui l'avenir le plus éloigné étoit aussi connu que le passé.

Les plus célèbres de ces Mosaiques prophétiques après les portraits de S. François & de S. Dominique peints avec l'habit de leur Ordre plusieurs années avant que ces Ordres fussent instituez, ce sont celles qui se trouvent sur le pavé de la croisée de S. Marc, laquelle on laisse à gauche quand on entre dans le chœur. C'est là qu'on voit la prédiction de ce qui arriva à Louis le More, si fameux pour sa subtilité & ses ruses, quand les François l'arrêterent à Novare. L'événement est représenté par un renard lié à un bâton que deux cocqs emportent. Chacun tient avec son bec

un des bouts du bâton. Auprès de
 5511. ce tableau se trouve celui qui m'a
 donné lieu de faire mention de ces
 hieroglifes prophétiques qui sont
 à Venise les oracles du païs, puis-
 qu'il faut que chaque païs ait les
 siens. Le tableau dont je parle a
 donc représenté plus de quatre cens
 ans avant l'événement, la destinée
 de la République de Venise. On y
 voit deux lions de S. Marc, c'est-
 à-dire, aîlez & tels que la Ré-
 publique les porte dans ses ar-
 mes. Un de ces lions qui nage
 dans la mer est peint en chair &
 plein de force. L'autre qui paroît
 paissant sur terre, semble déchar-
 né & abbatu. La mer a fait la pros-
 perité de la République de Venise,
 & les domaines qu'elle a voulu ac-
 quérir en Terre ferme ont fait ses
 disgraces.

Les incrédules diront peut-être
 que l'Abbé Joachim a pû sans être
 Prophete prédire à l'Etat de Ve-
 nise

nise la destinée ordinaire de toutes les Républiques. C'est de fleurir tant qu'elles font usage de leurs forces pour soutenir leur négoce par des entreprises maritimes & des acquisitions éloignées, au lieu qu'elles se dessèchent pour ainsi dire, dès qu'elles veulent les employer à faire dans les terres prochaines des conquêtes inutiles à leur commerce, & suspectes à leurs voisins.

Les Venitiens furent long-tems sages à cet égard. Mais enfin dégoûtez d'être le plus riche peuple d'Italie, ils voulurent y devenir grands Seigneurs. Pour y parvenir, s'ils ne brouilloient pas leurs voisins, du moins en soutenant tantôt l'un & tantôt l'autre, ils faisoient durer les querelles & ils mettoient à profit les démêlez. Dès 1339. ils vinrent à bout d'obliger les Scala à céder Trévise à la République. Les Carrares qui s'étoient agrandis

Corio,
f. 216.

des dépouilles des Scala , s'étant rendus odieux par leurs barbaries, les Venitiens en prirent l'occasion de les ruiner, & après une guerre heureuse, ils les firent prisonniers, eux & leurs enfans. L'horreur qu'on avoit pour les coupables fut cause qu'on ne fit pas attention si ceux qui en faisoient justice, étoient en droit de la rendre. Tout le monde applaudir aux Venitiens quand en 1406. ils firent executer les Carrarres, quoique deux de ces Seigneurs fussent encore bien jeunes pour avoir tant de part aux crimes des peres. Ils leur furent imputez & la dépouille de cette Maison éteinte acrut les domaines de la République. Cette dépouille consistoit dans les Villes & Territoires de Verone, de Vicenze, de Padouë, de Legnago & de beaucoup d'autres petites places qui composent aujourd'hui trois des sept principaux Gouvernemens de l'Etat de Terre ferme,

sous les noms de Veronois, Vicentin & Padouan. 1511

L'Evêque de Gurck demandoit la cession ou la restitution des quatre Provinces du Veronois, du Vicentin, du Padouan & de la Marche Trévisane. Il alléguoit qu'il n'avoit point appartenu à la République de faire justice des Feudataires de l'Empire. Qu'à quelques excès qu'ils se fussent portez, leur confiscation ne devoit pas demeurer entre les mains des Vénitiens, puisque les crimes des vassaux ne pouvoient porter aucun préjudice aux droits du Seigneur Suzerain. Que la jouissance des Vénitiens avoit toujours été une véritable usurpation dont le laps de tems n'avoit point changé la nature. Que par l'extinction des Investis, les fiefs avoient été réunis à la Couronne Imperiale, dont les droits ne pouvoient pas se prescrire. C'étoit à condition d'être mis en

possession de ces fiefs, disoit l'Evê-
 1511. que de Gurck, que Maximilien
 avoit signé la Ligue de Cambray,
 par laquelle Jules II. lui même s'é-
 toit engagé à faire rendre sur ce
 sujet à sa Majesté Imperiale la jus-
 tice qui lui étoit due. L'Evêque
 de Gurck ne témoigna point que
 ses prétentions s'étendissent jusques
 sur la ville de Venise, quoique
 l'Auteur de *l'Examen de la liberté*
originnaire de Venise ait soutenu de-
 puis que cette Ville étoit ancien-
 nement de la dépendance de l'Em-
 pire Romano-Germanique. Ce
 Prélat bien informé des droits de
 l'Empire n'auroit pas manqué de
 demander que les Venitiens re-
 connussent la mouvance de leur ca-
 pitale, s'il eût cru pouvoir établir
 cette prétention sur quelque fon-
 dement raisonnable. L'occasion
 pour proposer une pareille deman-
 de ne pouvoit être plus favorable.
 Son silence seul semble donc prou-

ver qu'il ne crut pas qu'une pareille prétention pût se soutenir par de bonnes raisons, & qu'il pensât que la harangue de Justiniani dont nous avons tant parlé fut une pièce supposée par Guichardin. Cette harangue si elle étoit véritable, auroit fourni des preuves sans réplique de l'obéissance rendue autrefois par les Venitiens aux Empereurs, & l'Evêque de Gurck Ministre de Maximilien, devant qui elle eut été prononcée deux ans auparavant, en auroit eu connoissance.

L'Ambassadeur de Venise à Rome, Jérôme Donato fit une excellente réponse aux demandes de l'Evêque de Gurck. Sans entrer en discussion de la nature des droits que la République avoit acquis sur les païs qu'elle avoit perdus depuis la Ligue de Cambray, il offrit la cession de ces droits quels qu'ils pussent être. Mais il justifia par de

bonnes raisons les droits de la patrie sur Trévise, Vicenze, Padouë & leurs territoires. C'est ce qu'elle avoit conservé de ses Etats de Terre ferme. Il alléguoit que ces Villes avoient été conquises dans une guerre juste de la part des Venitiens. Que si l'Empire vouloit qu'on n'occupât point les fiefs, il devoit empêcher les vassaux de provoquer leurs voisins par des injures, ou bien en faire raison lui-même: Que la négligence de l'Empire à reprimer & à châtier les Scala & les Carrares, avoit donné lieu de croire que ces brigands n'avoient point de supérieurs: Que les Venitiens après avoir plusieurs fois inutilement porté leurs plaintes à l'Empire contre eux, s'étoient vu forcez à s'exposer à tous les hazards d'une guerre onéreuse pour se mettre une fois à couvert des insultes de ces voisins turbulens. Que les Venitiens avoient donc été en droit

de le faire justice à eux-mêmes par les voyes permises aux Souverains, faute de la pouvoir obtenir à Prague, Que l'Empire n'étant pas intervenu dans leurs longs démêlez, & n'ayant rien fait après en avoir été souvent requis pour ranger les vassaux à la raison, comme il y étoit obligé en qualité de Seigneur Suzerain, il devoit être censé avoir renoncé à ce titre. Qu'il en étoit déchu pleinement, par rapport aux voisins de ses fiefs, faute d'avoir rempli les devoirs auxquels il l'obligeoit. Qu'ainsi les Empereurs venoient trop tard, quand ils se presentoient pour recueillir le fruit de la sueur des Venitiens, & pour recevoir le prix de leur sang. Que le droit des gens les autorisoit à retenir le bien de leurs injustes agresseurs à titre de conquête légitime, de sureté nécessaire & d'indemnité des frais de la guerre. Que le titre des Venitiens pour posséder les

domaines des Scala & des Carrares , étoit le même que celui de tous les Princes Chrétiens pour posséder leurs Etats ; le droit acquis par une conquête que leurs Ancêtres avoient faite depuis long-tems. Que même la conquête avoit été faite par les Ancêtres des Venitiens en une guerre juste de la part des conquérans , ce que la plûpart des Souverains ne pouvoient pas dire des acquisitions militaires de leurs devanciers. Que la République de Venise jouissoit depuis plus de cent années de Padouë de tous les domaines en question le dernier conquis , & que suivant le Droit des gens elle n'étoit plus tenue de produire d'autre titre de sa possession que cette possession même. Que la possession centenaire étoit si respectable , qu'elle acqueroit le droit de prescription à celui qui la pouvoit alléguer en sa faveur. Que le droit de prescription étoit la plus

sacrée de toutes les loix , & la seule
qui assurât le repos & la tranqui-
lité du genre humain. Que toutes
les nations avoient réciproquement
d'anciennes prétentions les unes
contre les autres. Que si la pres-
cription n'étoit plus un mur d'ai-
rain contre ces droits odieux ; si
ces prétentions vieilles étoient re-
çues autrement qu'avec mépris,
l'univers deviendrait une caverne
de brigands , où la loy du plus fort
seroit la seule loy respectée. Que
la prescription qu'alleguoit la Ré-
publique en sa faveur étoit encore
fondée sur quelque chose de plus
qu'une simple jouissance. Que les
Empereurs avoient fait plusieurs
Traitez avec les Venitiens depuis
qu'ils étoient en possession des do-
maines des Scala & des Carrarès,
sans que ces Princes eussent sti-
pulé aucune restitution des terres
autrefois fiefs Impériaux. Que sui-
vant le droit des gens, ces Traitez

— devoient passer pour des renoncia-
tions en bonne forme de la part des
Allemands à leurs prétentions sur
les domaines de la République.
Que ceux qui n'avoient pas fait
valoir leurs droits dans l'occasion,
étoient censez y avoir renoncé, &
que les Traitez de paix étoient les
occasions où les Princes devoient
faire valoir les droits qu'ils préten-
doient conserver. On ne sçauroit
jamais en quels termes on seroit
avec eux, s'il leur étoit permis d'en-
sevelir sous un silence artificieux des
prétentions oubliées, afin de se re-
server toujours un prétexte pour at-
taquer leurs voisins avec avantage.
Que l'Evêque de Gurck alléguoit
en vain, que suivant les constitutions
& loix féodales d'Allemagne, les
droits de la Couronne Impériale
étoient imprescriptibles, & que la
négligence des Empereurs, leurs
conventions, enfin le laps de tems
qui couvre le défaut de toutes les

possessions, ne pouvoient les éteindre. Que ces loix étoient bonnes pour être alléguées à des sujets & à ceux qui les avoient faites à leur gré, mais qu'on ne pouvoit raisonnablement les opposer à des Souverains étrangers. Que les Vénitiens reconnoissoient bien l'Empire pour un Potentat qui avoit le droit des armes & celui de faire dans ses Etats les loix qu'il jugedit à propos d'y publier, mais non pour une Puissance à l'autorité législative de laquelle ils fussent soumis en aucune maniere, ni qui eut droit de leur faire garder ses ordonnances. Que les contestations qui peuvent être entre un Peuple & un Peuple, ne se doivent pas terminer selon la Jurisprudence particulière à l'un d'eux, & beaucoup moins suivant le caprice des loix féodales de l'Empire les plus bizarres de toutes les loix ; mais que ces contestations doivent se décider

— suivant les loix sages du droit des
2514. gens, loix sur qui l'équité naturelle
a empreint un caractère qui les fait
recevoir par tout où il y a de la
raison, avec une soumission égale à
celle qu'on a dans tous les Etats
pour les loix auxquelles le Prince a
fait attacher son sceau. Que le
droit des gens ne contenoit pas de
loix plus augustes que celle qui
ordonne de déferer à la prescrip-
tion. Que les Allemands comme les
autres nations avoient eux-mêmes
intérêts que la prescription fût un
abri inviolable. Que la prescription
fondée sur une longue possession é-
toit la seule raison tirée du droit qu'ils
pussent opposer aux François, s'il
prenoit envie à ces derniers de re-
demander la possession des domai-
nes acquis par Charlemagne au
profit de leur Couronne, & de re-
vendiquer l'Empire. Que Charle-
magne étoit né Roy des François.
Que l'Empire & le Royaume d'Italie

Étoient des acquisitions qu'il avoit faites aux dépens du sang des François. Que suivant les loix de la Monarchie Françoisé, qui sont du moins aussi respectables dans la société des Nations que toutes celles de l'Empire d'Allemagne, & qui sont beaucoup plus anciennes, ces acquisitions avoient dû être annexées à la Couronne principale de Charlemagne, sans pouvoir jamais en être valablement démembrées. Que si les maximes de l'Evêque de Gurck étoient adoptées par les Nations, & devenoient la Jurisprudence du genre humain, les droits prétendus par l'Empire sur l'Italie, & la mouvance de la plus grande partie de l'Allemagne même, seroient des droits inséparables de la Couronne de France. Que l'Empire Allemand s'étoit formé comme les autres Etats, en occupant le bien d'autrui. Qu'ainsi la prescription seule pouvoir justifier ses ac-

— 2511. — acquisitions. Mais qu'il ne falloit point que les Allemands se figurassent être une nation privilégiée du Ciel à qui le laps de tems pût donner des droits sans pouvoir lui en faire perdre. Que les droits acquis autrefois à l'Empire par la soumission de ceux qui avoient reconnu son domaine suprême s'étoient éteints de même par une indépendance continuée durant un siècle, ou par une longue obéissance rendue à d'autres Souverains.

Le Pape auroit trouvé en d'autres tems la cause des Venitiens, qui n'est pas sans rapport avec la sienne propre, d'une justice claire & incontestable. Mais son dessein favori qui étoit de les porter à faire une paix particulière avec Maximilien, l'obligeoit à les trouver dans le cas de donner à ce Prince une partie des satisfactions qu'il leur demandoit. L'Evêque de Gurck de son côté rabattit quelque chose de

la hauteur de ses premières demandes, & par la médiation du Pape les deux partis parurent d'accord aux conditions suivantes.

Que les Venitiens garderoient ce qu'ils tenoient dans le Frioul & dans l'Istrie. Qu'ils garderoient de même Padouë & Trévise avec leurs territoires pour les posséder sous la mouvance de l'Empire. Qu'ils prendroient des investitures de ces Etats, & que pour les obtenir ils payeroient en différens termes quatre cens mille écus d'or à l'Empereur.

Mais cet accord ne fut pas consommé par un traité. L'Evêque de Gurck suivant les ordres positifs de Maximilien ne consentoit à signer la paix avec les Venitiens, qu'au même tems que le Pape signeroit la sienne avec le Roy de France & le Duc de Ferrare. Ce n'étoit pas le projet de Jules II. qui ne se soucioit de faire faire la paix entre

l'Empereur & la République, que pour continuer la guerre contre la France avec de nouveaux avantages. Ainsi plus les François s'approcherent, plus il s'éloigna. Enfin les choses en vinrent au point que l'Evêque de Gurck, après avoir demeuré quinze jours inutilement à Boulogne en sortit rempli d'indignation contre la dureté de Jules. Personne ne concevoit rien à la conduite de ce Pape. Quand il étoit mal avec le Roy de France, il achevoit de se brouiller avec l'Empereur, & il indisposoit encore le Roy d'Arragon. Ferdinand témoignoit souhaiter avec passion la réconciliation du Pape avec le Roy Très-Chrétien, & son Ambassadeur avoit paru ardent à la procurer durant la conférence de Boulogne jusqu'à laisser échaper des menaces de ressentiment contre sa Sainteté, si la négociation se rompoit de son côté. Mais ceux qui con-

Le 25.
.viiil.

noissoient ce Prince , & qui par son caractère jugeoient de celui de ses Ministres , crurent que les démonstrations de l'Ambassadeur d'Arragon n'étoient pas sinceres , & qu'il rassuroit le Pape en secret quand il l'intimidoit en public.

L'ordre donné à Trivulze de rester dans l'inaction durant la tenue du Congrès, se trouva revoqué par sa dissolution. Il se mit donc en campagne le premier de May avec une armée de douze cens Lances , & de sept mille hommes d'infanterie , fort impatient , dit Guichardin , de donner à connoître à son Maître combien il avoit eu tort de ne pas mettre des Officiers consommés & vieillis dans le métier de la guerre , à la tête de ses troupes , & d'en confier le commandement à de jeunes gens sans experience , & dont la faveur faisoit le plus grand mérite. La premiere place que Trivulze trouva en

*Liv. 2.
f. 271.*

1511. chemin fut la Concorde, & il l'insulta. Les troupes du Pape s'y défendirent si mal, que la place fut aussi-tôt emportée qu'attaquée. De la Concorde Trivulze vint camper à Buon-porto sur le Panaro. Son dessein étoit de couper les vivres aux ennemis toujours resserrez dans leur poste de Buondeno, où ils tiroient leur subsistance de Boulogne. Il apprit en chemin que le Manfredone campoit en deça du Panaro vis-à-vis Final du Mondenois avec trois cens chevaux Venitiens, & il le fit enlever par Gaston de Foix, qu'on connoissoit déjà pour être très-propre à réussir dans un coup de main. Ce jeune Seigneur n'avoit pas encore été employé à des expéditions plus importantes. Dès que Trivulze fut arrivé à Buon-porto, il se mit en devoir de jeter son pont sur le Panaro; mais il trouva qu'au bruit de la marche les ennemis s'étoient portez sur l'au-

tre bord de la riviere pour en défendre le passage. Il leur étoit facile de le faire, parce que dans les environs de Buon-porto, les bords du Panaro sont impraticables. Trivulze prit donc le parti de faire remonter son armée le long du Panaro, pour trouver un gué plus facile. Les ennemis remonterent de leur côté la riviere par sa droite tandis que les François la remontoient par sa gauche, de maniere que les François furent obligez à s'avancer plus loin que la hauteur de Modene & à entrer dans les collines qui sont aux pieds des monts Apennins. Vitruft qui tenoit Modene au nom de l'Empereur, leur facilitoit les moyens d'avoir des vivres. Le Panaro est rempli de guez dans ces collines, & ses bords y sont fort plats. Trivulze y fit donc passer son armée à un de ces guez, & il vint camper à trois mille des ennemis. Les en-

— 1511 —
nemis , à qui il avoit dérobé sa
marche , ne pouvant plus opposer
la nature aux François , ils leur
abandonnerent la campagne , &
vinrent se poster à Casalechio. C'est
un camp inattaquable à cause des
marais & du canal de Boulogne
qui le couvrent , & il est disposé de
maniere qu'il est facile à celui qui
l'occupe de défendre la place.

Trivulze douta d'abord s'il tenteroit une entreprise sur Boulogne. Il étoit important que l'honneur des armes de la France n'y échoüât point une seconde fois , & ses troupes n'étoient pas suffisantes pour emporter de vive force une grande ville soutenuë par l'armée du Pape jointe à celle de Venise. Les Benvivoles , qui se trouvoient dans l'armée de France , l'assuroient bien que le peuple prendroit les armes à son approche , & qu'il se déclareroit pour eux. Mais il y avoit de l'imprudencce à s'en rapporter à des

Exilez. Trivulze voulut donc être informé par des personnes desintéressées de la disposition des Boulonnois, & s'étant assuré qu'elle étoit très-favorable pour les Bentivolles, il marcha droit à Boulogne, & vint camper à Pontelaino. C'est le lieu si fameux dans l'histoire Romaine par l'abouchement du jeune Cesar, de Marc-Antoine, & de Lépide, lequel produisit ce détestable complot si connu dans l'histoire sous le nom de Triumvirat.

Sur le premier avis de la marche de l'armée Françoisé, Jules II. étoit parti de Boulogne pour venir se mettre à la tête de ses troupes. Il vouloit obliger par sa présence les Généraux à livrer bataille à l'ennemi, puisque les ordres écrits de sa main ne pouvoient les y contraindre. Au sortir de Boulogne son dessein avoit été d'aller coucher à Cento; mais il n'avoit osé y entrer, dans la crainte d'être insulté par

— mille hommes de ses propres trou-
pes qu'on y avoit logez. Ils s'étoient
mutinez & ils demandoient leur
paye les armes à la main. L'insolence de ses propres soldats lui fit
sentir à quels périls il s'exposoit en
allant à l'armée, & en risquant de
se trouver dans la déroute d'une ba-
taille perduë. Il ne jugea donc plus
à propos de commettre davantage
sa dignité avec des gens de guerre.
Sur le champ il s'en revint à Bou-
logne, & il y rentra fort intimidé
& craignant tout le monde dans
l'idée qu'on cessoit de le craindre.
Bientôt même il résolut de se re-
tirer à Ravenne, & de se mettre à
l'abri du nuage qui devoit bientôt
crever. Avant que d'exécuter sa
résolution, il fit venir les Quarante
ou le Sénat de Boulogne. Il lui re-
présenta avec autant d'ordre qu'il
lui fut possible d'en mettre dans son
discours, l'intérêt des Boulonois à
demeurer fidèles au Pape, & de

quelle importance il leur étoit de ne point recevoir dans leur Ville les Bentivolles aigris par tant de disgraces, sur tout quand ils se présentoient en la compagnie des François. Celui qui étoit à la tête du Corps assura le Pape de la fidélité de son peuple avec l'enflure & la prolixité Boulonnoise, dit Guichardin, qui reproche volontiers à ceux de cette Ville, non point de parler mal, mais de parler trop & trop haut.

Le quatorze de May Jules II. sortit de Boulogne, où il laissoit le Cardinal de Pavie en qualité de Légat. Il prit le chemin de Forli pour se rendre à Ravenne, quoiqu'il fût le plus long, parce qu'il étoit le plus sûr.

Avant qu'il y fût arrivé, les François étoient entrez dans Boulogne. Le Cardinal de Pavie trouvant sa garnison trop foible, fit venir un renfort de mille hommes. Un

I. 5. 1. 1. des privileges des Boulonnois, qui sont sans nombre, c'est que le Souverain ne sçauroit mettre garnison dans leur Ville sans leur exprès consentement. Le Cardinal de Pavie ne l'avoit pas demandé pour faire entrer ce renfort, apparemment dans l'idée que le consentement des Boulonnois à recevoir une garnison en général, s'étendoit aux troupes qu'on pourroit faire venir pour l'augmenter. Le peuple ferma les portes de la Ville au renfort que le Légat y vouloit introduire, & ce fut le signal ou l'occasion du tumulte. Les amis des Bentivolles en profiterent pour lever l'étendart de ces Seigneurs, & pour exciter le peuple à faire ses acclamations ordinaires en leur faveur. Comme les Italiens ne sont pas prévenus en faveur du gouvernement des Prêtres, quoiqu'ils traitent leurs sujets avec plus d'humanité que plusieurs des Princes Laïques de ce pays

pays, beaucoup de monde se joignit aux amis des Bentivolles, Bientôt on entendit crier dans toutes les rues, *vive les Bentivolles, vive la France*; & quoique l'armée de cette Couronne fut encore à une journée de marche de Boulogne, le bruit se répandit qu'elle étoit déjà entrée dans la Ville. On disoit même par quelle porte. Le Cardinal de Pavie voyant la partie perdue, se sauva du côté d'Immola. Les soldats de la garnison sautèrent par-dessus les murailles de la Ville pour se retirer chez eux. Un petit nombre d'entr'eux eut le courage de s'enfermer dans la citadelle.

Dès que le Légat fut parti le Sénat se déclara pour les Bentivolles. Ces Seigneurs qui étoient partis du camp de Trivulze avec la cavalerie légère de l'armée de France sur les premières nouvelles du tumulte, arriverent bien.

~~1511~~ 1511. tôt après, & ils furent reçus dans Boulogne comme des souverains paisibles sont reçus dans leur capitale tranquille. L'armée du Pape & des Venitiens dont la droite s'étendoit jusques sous Boulogne, s'étoit mis en devoir d'empêcher le progrès de la sédition; mais les bourgeois dans la crainte d'un pillage s'étoient tous accordez à fermer & à défendre les portes voisines de son camp. Cette armée n'avoit osé faire aucun mouvement pour se présenter aux autres portes ou pour entrer par la citadelle, de peur qu'il n'engageât une action avec les François dont elle croyoit voir les étendards, quand ils étoient encore à dix mille de là. La nouvelle de l'entrée des Benrivolles dans Boulogne la mit en déroute, autant que l'est une armée qui vient de perdre une bataille. Il n'en seroit réchappé personne, si Trivulze avoit pu arri-

ver à temps & la charger dans la confusion du décampement. Mais il étoit encore à cinq milles des ennemis lors qu'il apprit qu'ils s'enfuyoient. Néanmoins la diligence François & le retardement que les fréquentes charges de la cavalerie légère venuë avec les Benrivölles apportoit à la retraite de l'armée du Pape, donna le temps à Trivulze d'atteindre l'arrière garde.

Tout ce qui vit les François se dissipa. Le bagage & toute l'artillerie de l'armée leur furent abandonnez sans résistance, & les efforts de quelque généraux des ennemis pour retenir leurs troupes, n'aboutirent qu'à faire tuer ou prendre prisonniers ceux qui les faisoient. Cet événement arriva le vingt & unième du mois de Mai. Le jour suivant Trivulze séjourna à Boulogne, & le jour d'après il vint camper à Castel-san-Pietro à

l'extrémité du Boulonnois du côté de l'Etat Ecclesiastique. Son dessein étoit néanmoins de ne pas entrer hostilement sur les terres de l'Eglise qu'il n'eut reçu du Roi de nouveaux ordres. Ceux qu'il avoit reçus jusques-là portoient seulement de rétablir les Bentivoles dans Boulogne, conformément au résultat de l'assemblée de Tours. Le respect dû aux souverains Pontifes étoit alors d'autant plus profond qu'il étoit général, au lieu qu'il est affoibli présentement dans le cœur d'un grand nombre de Catholiques par le commerce des Protestans.

Ainsi Trivulze refusa même de recevoir les clefs d'Immola que les habitans vinrent lui apporter, & content d'avoir exécuté ses premiers ordres & d'avoir dégagé le duc de Ferrare, il s'abstint d'agir contre l'Etat Ecclesiastique demeuré sans armée qui put le défendre.

Les nouveaux ordres que Trivulze reçut de la Cour de France justifient son procédé. Le Roi lui enjoignoit de ne pas pousser plus loin ses avantages, & de ramener l'armée de France dans le Milanéz dès qu'elle auroit rétabli les Pics dans leurs Etats. Il semble que Louis XII. en devoit faire davantage pour obliger le Pape à un accommodement raisonnable, ou qu'il en devoit faire plus pour l'apaiser. Les partis mitoyens ont été souvent l'écueil de la prospérité des Etats.

Le duc de Ferrare profita de la déroute de l'armée ennemie pour reprendre toutes les petites places qu'elle occupoit sur lui, & convaincu qu'Albert Pio lui avoit rendu auprès du Pape les mauvais offices dont nous avons parlé, il s'empara sur lui de la moitié dans la souveraineté de Carpi. On ne sera peut-être pas fâché

— d'apprendre qu'elle fût la destinée
 2511. de ce Seigneur. Après avoir en-
 core joué différents personnages
 en Italie, tantôt avec l'écharpe
 blanche, tantôt avec l'écharpe
 rouge, il s'exila enfin de sa patrie
 où l'indignation de la maison d'Est
 ne lui laissoit pas d'azile assuré.
 De tous ceux qu'il avoit offensez il
 crut les François les plus faciles à
 pardonner, comme à oublier le
 passé. Il se retira donc à Paris, où
 il vécut assez considéré jusques en
 1531. qu'il y mourut revêtu d'un
 habit de Cordelier dans lequel il
 voulut être enterré. Ce fut au grand
 Convent de ces Peres qu'il fut
 inhumé, & on voit encore dans
 leur chœur la statuë en bronze
 du comte de Carpi laquelle fut
 posée deux ans après sa mort sur
 le lieu de sa sepulture. La circon-
 stance de sa mort fit dire beau-
 coup de jolies choses aux beaux es-
 prits du temps, sur tout à Marot

Thevet
 Hom.
 III. pag.
 369.

& à Erasme. Le dernier étoit pi-
qué au vif contre le comte de
Carpi. Ce Seigneur avoit employé
les dernières années de sa vie à
écrire contre les nouvelles opi-
nions, & dans un de ses ouvra-
ges il avoit censuré aigrement les
plaisanteries dont les Colloques
d'Erasme sont remplis, & dont
il est impossible que cet Auteur
lui-même n'ait reconnu plusieurs
fois l'indiscrétion & senti le
mauvais effet. On prétend qu'E-
rasme qui portoit impatiemment
la censure quand il l'avoit méri-
tée, compola sur les circonstances
de la mort du comte de Carpi,
l'ingenieuse satire intitulée *l'Enter-*
rement Séraphique, qu'il joignit à
ses premiers Colloques.

Ere.
quize Se.
raphica.

La citadelle que Jules II. avoit
fait bâtir à Boulogne ne tint pas
longtemps. Elle se rendit, & d'a-
bord Vitruft Commissaire de Ma-
ximilien en Italie, demanda mê-

me avec chaleur qu'elle fut remise entre ses mains , comme la place forte d'un fief qu'il prétendoit Impérial. L'aprehension qu'il n'arrivât des conjonctures où l'on seroit obligé de le satisfaire , & la crainte populaire que le Roi de France auquel il convenoit par beaucoup de raisons de l'occuper , n'y introduisît des troupes , firent prendre le parti aux Boulonnois de la raser sur le champ. Cette résolution fut aussi-tôt exécutée qu'elle fut prise. Le peuple qui croyoit jeter les fondemens de sa liberté en renversant la citadelle , travailloit avec tant d'ardeur à la démolir qu'au bout de deux jours on demandoit sur le terrain même où elle avoit été placée , en quel lieu elle étoit bâtie.

Il n'arriva dans Boulogne aucun des désordres dont les habitans avoient été menacez , en cas que les Bentivolles y rentrassent en

possession de leur autorité. Leur parti & le parti opposé s'embras-
 ferent, & ils se promirent de vi-
 vre ensemble à l'avenir en bons
 compatriotes. Tout le malheur
 tomba sur une statue de Jules II.
 Il l'avoit fait dresser à son honneur
 dans la plus grande place de la
 Ville quand il en eut chassé les
 Bentivolles. Le peuple l'abbatit &
 la mit en pièces. Il avoit pour
 cette statue une vieille aversion
 conçue par un motif qui étoit bien
 à sa portée. La physionomie &
 l'air de Jules II. étoient conformes
 à son esprit & à ses sentimens.
 L'un & l'autre étoient fiers jus-
 qu'à paroître féroces. Sa statue le
 représentoit debout dans une atti-
 tude de soldat, élevant néanmoins
 la main droite au ciel comme pour
 donner la bénédiction. Le Sculp-
 teur de cette statue avoit été le
 célèbre Michel Ange, & par le
 caractère du Héros & par le goût

1511. de l'ouvrier on conçoit aisément qu'elle imprimoit plus de terreur qu'elle n'inspiroit de dévotion. Aussi fut-elle d'abord un sujet de scandale pour le peuple de Boulogne, qui demanda plusieurs fois si c'étoit pour le benir ou pour le maudire que cette terrible statuë levoit le bras. Ou pour l'un, ou pour l'autre, répondit le Pape informé de ces murmures, suivant que les Boulonois mériteront par leur conduite d'être récompensez ou d'être punis.

Jules II. fut très-sensible à la nouvelle de la perte de Boulogne. C'étoit la seconde Ville de l'État Ecclesiastique auquel il se faisoit un grand mérite de l'avoir réunie. Il chercha de la consolation à faire de nouveaux projets de guerre avec l'Ambassadeur de Venise, mais il étoit encore dévoré par les premiers accès de sa douleur, quand il arriva dans la Cour un accident capable seul de le mettre

hors de lui-même. Le Cardinal de Pavie étoit venu à Ravenne pour se justifier devant la Sainteté contre le bruit public qui imputoit la perte de Boulogne à sa négligence & peut-être à sa trahison. Le Pape l'avoit déjà pleinement justifié dans son esprit, parce que sur les premières nouvelles il avoit cru ce Cardinal plus coupable qu'il ne le pouvoit être en effet. Il lui fit donc dire qu'il lui donneroit audience après qu'ils auroient dîné ensemble. Le duc d'Urbain neveu du Pape attendit le Cardinal de Pavie sur son chemin & le tua de sa propre main à coups de poignard. Les historiens disent que ce Prince fut porté à commettre ce meurtre horrible par une jalousie d'ambition, aussi capable de pousser aux derniers excès ceux qui en sont atteints, que la jalousie, que les amans conçoivent contre leurs rivaux.

La douleur dont fut frappé le

— Pape quand il apprit cet assassinat
 1511. passa jusqu'aux cris & aux larmes.
 Il perdoit un homme de confian-
 ce & dévoué, dans le temps où
 ses bons serviteurs lui étoient très-
 nécessaires, & ce qui le fâchoit
 autant que tout le reste, il ne pou-
 voit vanger la mort de son ami
 quand le meurtrier étoit son ne-
 veu. On prétend néanmoins qu'il
 se trouva dans le temps même des
 gens qui crurent, que Jules II.
 persuadé de la trahison du Cardi-
 nal de Pavie, poussa le duc d'Ur-
 bin à cet assassinat. Nous le trou-
 vons du moins écrit dans un dia-
 logue entre saint Pierre & Jules II.
 qui fut publié immédiatement
 après la mort de ce Pape, à ce que
 prétend * celui qui l'a recueilli.
 Mais cet écrit quand même il au-
 roit été publié dès-lors, ne mé-
 rite aucune créance. Les auteurs

* Il se trouve dans les *Politica Imper-
 rialia*, de Goldast. pag. 1058.

Contemporains en parlent avec une indignation mêlée de mépris. Erasme qu'on accusoit de l'avoir fait, parce que les traits qui lui échappoient contre la Cour de Rome le firent croire capable de l'avoir composé, le désavoue avec execration, & il s'étonne comment on a pû se tromper au point de croire y reconnoître son stile. *Il faudroit, dit Erasme lui-même, renfermer où l'on met les fous celui qui l'a fait, & celui qui l'a publié mérite d'être pendu.* Cette satire sur laquelle les écrits les plus envenimés du dernier siècle, même les écrits de parti n'ont point recherché quant à la malignité, perd encore tout crédit par le caractère d'empportement & de fureur qui s'y trouve par tout empreint. Elle est apparamment l'ouvrage de quelque Novateur composé dans la chaleur du Protestantisme, & quand les freres faisoient encore

I S I E.

Epist.
prim.
lib. 12.

— un article sérieux de leur croyance
 1511. de la proposition : Que le Pape est l'Antechrist. D'ailleurs le forfait dont il s'agit , qui est celui d'un lâche scélérat , ne convient pas au caractère de Jules II. Ce Pape impétueux, mais ni traître, ni timide, étoit aussi peu capable de donner un tel ordre, que de contenir la joye qu'il eut ressentie de voir sa volonté exécutée. Si Jules eut été persuadé de la trahison du Cardinal de Pavie, il l'eut fait périr comme son juge & non comme son assassin. Il l'eut fait exécuter par la main du bourreau. Jules II. étoit en habitude de passer sur des considérations beaucoup plus fortes que celles qui auroient pû le retenir & l'empêcher de se faire justice à lui-même avec éclat.

Le meurtre du Cardinal de Pavie lui rendit le séjour de Ravenne insupportable, & peu de temps

après y être arrivé, il en partit & prit le chemin de Rome. Pour comble d'affliction il vit en passant à Rimini les placards affichez pour intimer la convocation du Concile general qui devoit se tenir dans la ville de Pise au mois de Septembre prochain.

Au sorti de Boulogne l'Evêque de Gurck s'étoit rendu à Milan. Après quelques légères discussions il y étoit convenu avec les Cardinaux mécontents, comme avec les Ministres de Louis XII. qu'au mois de Septembre prochain le futur Concile s'assembleroit à Pise. C'étoit une ville neutre, & le Pape ne pouvoit alléguer raisonnablement qu'elle lui fût suspecte. Les Florentins Seigneurs de Pise ne s'étoient résolus qu'avec peine à permettre qu'on y tint cette assemblée, & ils devoient encore s'engager authentiquement à ne point souffrir qu'on fit la moindre

1511. violence à personne de ceux qui s'y rendoient pour assister aux Sessions du Concile. D'ailleurs le succès des Conciles qui s'étoient déjà tenus à Pise, rendoit cette Ville d'un heureux augure pour celui qu'on vouloit célébrer. Pise devoit donner un nom à cette assemblée qui s'appelleroit le *Concile de Pise*, capable de prévenir les Chrétiens en sa faveur. La convocation en fut donc publiée dès qu'elle eut été résolue à Milan, & les Actes de la convocation furent répandus dans toute la Chrétienté.

La convocation étoit contenue en deux actes, l'un publié au nom de l'Empereur & du Roi Très-Chrétien, & l'autre au nom des Cardinaux retirez à Milan. Ces actes * qui contiennent à peu près la même chose, exposent que le dessein de ceux qui convoquoient le Concile est de réformer l'Eglise

* Ils sont dattez du 16. May.

dans son Chef & dans ses Membres, & de punir des coupables reconnus, obstinez & incorrigibles qui depuis long-temps donnoient un grand scandale à l'Eglise universelle. Le rang que tenoient dans l'Eglise ceux qui convoquoient le Concile en qualité de ses principaux Membres & de ses Protectors, leur étoit un titre suffisant pour le faire, disent ces actes, attendu la nécessité de tenir de tems-en-tems de ces augustes assemblées, & qu'il n'y avoit plus d'esperance que le Pape en convoquât.

En effet le Concile tenu à Constance ayant reconnu cette nécessité avoit ordonné par son decret de séparation que dix ans après un Concile terminé, il s'en tiendrait toujours au autre. Ce terme étoit expiré depuis long-temps & il y avoit beaucoup plus de dix ans qu'on n'avoit vû de Concile. Non-

seulement Jules II. avoit négligé
 2511. d'en convoquer un, mais il en
 avoit souvent éludé la proposition,
 & même il avoit manqué sur ce su-
 jet-là les promesses qu'il s'étoit crû
 quelquefois obligé de faire à cet
 égard. Le Pape lui même étoit
 cité de comparoître au Concile
 de Pise en termes assez forts quoi-
 que très-respectueux. Tout ceci
 est le contenu de ces actes. Ceux
 qui pourront avoir la curiosité de
 les lire, les trouveront avec plu-
 sieurs autres pieces, lesquelles ont
 rapport au Concile de Pise, dans
 le premier volume des Constitu-
 2. 421. tions de Goldast. Si Maximilien
 & Louis XII. firent mal en con-
 voquant ce Concile, ce n'est pas
 aux historiens d'en décider. En
 tout cas Jules II. pourroit être ac-
 cusé de leur faute. Par ses excom-
 munications fulminées téméraire-
 ment en une querelle, où il ne
 s'agissoit point de la foi, ni mê-

me de repousser une invasion faite sur les terres de l'Eglise, mais uniquement de faire valoir des prétentions temporelles, il leur donna l'exemple dangereux d'intéresser la Religion & d'employer ses armes dans des démêlez où il n'en étoit pas question. Si Jules II. trouvoit sa querelle si juste, il pouvoit se contenter de la poursuivre par les voyes permises aux Souverains, & en se servant non point comme le dit le vulgaire de l'épée de Saint Paul qui n'est qu'un glaive spirituel, mais de l'épée du Souverain de Rome, de l'Exarque de Ravenne, du Duc de Spolète & de celle des autres Souverainetez temporelles qui sont réunies à la Tiare Pontificale. En effet comme le dit très-sensément le * Car-

Hist.
du Con-
cile de
Tr. Liv.
I. Cha.
I.

dinal Pallavicin, en parlant de tous ces événemens, si les Sujets sont tenus d'obéir à leur Prince, le Prince de son côté est tenu de pro-

— 3512. —
 teger ses sujets contre les étran-
 gers. C'est ce qu'il ne sçauoit faire
 sans employer quelquefois l'épée
 que la Providence lui a mise en-
 tre les mains, le jour qu'il a été
 appelé à regner. Rien ne dispense
 de cette loy, les Papes qui en
 s'asseoyant dans la Chaire de Saint
 Pierre, s'asseoyent en même-tems
 sur le trône du Souverain de Ro-
 me, du Duc de Spolète & de plu-
 sieurs autres Princes.

On ne pouvoit d'un autre cô-
 té montrer plus de sagesse ni plus
 de Christianisme que Louis XII.
 en faisoit voir. Sur la premiere
 nouvelle de la déroute de l'ar-
 mée du Pape, il défendit dans
 les États toutes ces marques de
 l'allégresse publique qui se donnent
 pour les victoires remportées sur
 l'ennemi. Il dit en différentes oc-
 casions & il répéta devant toute
 sorte de personnes: Que bien que
 le tort ne fût pas de son côté dans

les démeslez qu'il avoit avec la Cour de Rome, il gémissoit néanmoins dans son cœur de ses propres avantages, & qu'il étoit disposé à s'abaisser encore aux pieds de Jules II. dès que son humiliation pouroit rendre le repos à la Chrétienté. C'est ce que Louis XII. ne se laissoit point de redire, en prenant même à témoins de sa sincérité le nom du Dieu des armées & celui de la plus auguste des festes * qui se célèbrent à sa gloire. Les actions de ce Prince étoient des garants sans reproche que ses sentimens se trouvoient conformes à ses discours. Les ordres qu'il envoyoit à Trivulze étoient plus moderez que les courtisans de Jules II. n'auroient osé le promettre à la Sainteté. Nous avons déjà vû que non-seulement le Roi enjoignoit à son Général de s'abstenir de toute hostilité contre l'Etat Ecclesiastique, mais qu'il

*Pâques.

1510. lui ordonnoit encore de remmener l'armée Françoisé dans l'Etat de Milan. Les prosperitez rendoient ce Prince guerrier & qui soutenoit une cause juste, plus clément envers ses ennemis, & les adversitez ne pouvoient obliger celui qui prenoit des titres si humbles à rabattre de sa hauteur & à se repentir de ses injustices.

On peut bien croire que le Roi de France, dans les dispositions où il se trouvoit, écouta avec avidité des ouvertures d'accommodement que le Pape lui fit faire par l'Ambassadeur d'Ecosse à Rome. Sur le champ il fit partir un homme de confiance pour aller à Rome écouter les propositions du Pape. Mais les déférences n'adoucissoient pas Jules II. elles le rendoient plus altier. Il étoit donc trop enflé des ménagemens & des condescendances qu'on témoignoit pour lui dans son abbaye.

ment, pour proposer des conditions raisonnables. Trivulze en execution des ordres de son Maître avoit déjà remmené l'armée de France dans le Milanez, & même il avoit licencié son infanterie. Les Bentivolles comme créatures de Louis XII. se conformoient aux sentimens de leur Patron. Loin d'exercer aucune hostilité contre l'Etat Ecclesiastique, ils recherchoient le Pape en supplians, comme si les clefs de leur patrie eussent encore été dans ses mains. Ils faisoient offrir à la Sainteté de la reconnoître pour leur Seigneur Suzerain, & de tenir d'elle le fief de Boulogne, comme leurs ancêtres l'avoient tenu de ses prédécesseurs.

Ainsi lorsqu'il fut question d'entamer la négociation dont l'Ambassadeur d'Ecosse avoit fait les ouvertures, Jules II. fournit des propositions qui se trouverent être celles d'un vainqueur outragé à un

S I I. vaincu humilié. Le Pape demandoit que le Duc de Ferrare cédât les points contestez; Qu'il payât l'ancienne redevance de dix mille écus d'or; qu'il admit dans sa capitale un officier pour y rendre justice au nom des Papes dans les affaires où leurs sujets immédiats seroient interressez; ainsi qu'il y recevoit un Vidame Venitien avant la guerre présente. Enfin que le Duc de Ferrare seroit tenu de faire don à l'Eglise de quelques terres qu'il possédoit dans la Romagne à titre de particulier. Jules II. se réservoit même par ces premières propositions de pouvoir encore ajouter des demandes ultérieures à ces demandes préliminaires. Son intention étoit de n'être pas pris au mot, & de demeurer toujours le maître de continuer ou de rompre la négociation à son gré. Il ne vouloit rien résoudre sur la paix & sur la guerre avant que de sçavoir positivement

Vement jusqu'à quel point le Roi Catholique entreroit dans la querelle. Dès qu'il fut assuré que ce Prince l'épouserait sans réserve, il fit les propositions qu'il s'étoit réservé d'ajouter aux premières. Comme son dessein étoit alors de rompre la négociation, les demandes ultérieures se trouverent tellement exorbitantes, qu'on ne pouvoit pas négocier sur leur contenu. Un refus entier & positif étoit la seule réponse que la France y pût faire. En effet le Pape demandoit que le Duc de Ferrare payât tous les frais de la guerre & que Louis XII. abandonnât les Bentivolles. Pour joindre la fierté du procédé à la fierté des paroles, il excommunia les Bentivolles, & il envoya Colonne à la tête des débris de son armée, que l'inaction de Trivulze lui avoit permis de rassembler, faire le dégât dans l'Etat de Boulogne, quoique depuis la révocation cet Etat fut demeuré dans

— les termes d'un amistice religieux.
 1611. Colonne fut bien-tôt obligé à se retirer, & son expedition ne servit qu'à donner un dernier coup de pinceau au caractère du Pape.

Ainsi Louis XII. malgré ses bonnes intentions pour la paix fut forcé à continuer la guerre. Dans cette nécessité l'amitié de l'Empereur lui devenoit absolument nécessaire. Ainsi quoique le Roi ne fut point obligé de prêter son armée à l'Empereur durant la guerre qu'il continuoit contre les Venitiens, il l'envoya à ses ordres, sous le commandement du Grand-Maître de la Palisse, de tous les Officiers François de ce tems-là, celui dont les Etrangers disent le plus de bien. Louis XII. avoit donné la charge de Grand-Maître à la Palisse après la mort de Chaumont. Il la garda jusques sous François I. qui l'engagea à s'en defaire en faveur de Boissi, en lui donnant en échange le bâton de Maréchal de France.

Maximilien étoit alors à Inspruck — occupé de vastes projets & cependant irresolu. Tantôt il vouloit aller à Rome pour s'y faire réellement Souverain. Tantôt il se déterminoit à achever la conquête de la Terre ferme avant que d'entreprendre ce voyage. Mais quoiqu'il résolut, le mauvais ordre de ses finances le mettoit toujours hors d'état de l'exécuter. Le seul de ses projets qu'il mit à exécution, ce fut de demander de nouveaux secours à Louis XII. Ces demandes mettoient toujours le Roy Très-Chrétien dans de nouveaux embarras. Il s'épuisoit en les accordant, & s'il les refusoit, Maximilien le plus prompt des Princes à prendre son parti, pouvoit à la ruine des affaires de la France, se racommoder en un jour avec ses ennemis les plus irréconciliables. Si d'un autre côté l'on fait réflexion aux embarras où se trouvoient le Pape & le Roi d'Arragon, par les

— suites de la Ligue de Cambray, il
 1511. faut tomber d'accord du moins que
 les Venitiens pensoient juste, quand
 ils établissoient pour principe, qu'il
 n'étoit pas de l'intérêt de ces Princes
 de la signer. Mais il faut avouer
 aussi que les Venitiens raisonnoient
 mal quand ils concluoient de leur
 principe que ces Princes ne la
 signeroient pas.

Fin du premier Tome.

MAR 3 1921

